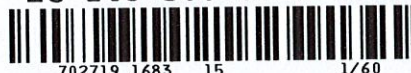


Convocation à l'assemblée générale ordinaire

du 18 juin 2024 à 17 h 30

2C 148 300 5730 1



702719 1683 15 1/60 0

Le 07 mai 2024,

LETRE
RECOMMANDÉE AR
OU NOTIFICATION
ELECTRONIQUE



VOS INFORMATIONS

Compagnie EPFIF
C/O EPAMSA
78200 MANTES LA JOLIE
a.sakat@epamsa.fr
+33673137644

VOS RÉFÉRENCES CLIENT

Numéro client : 003153426
Identifiant MyFoncia:
a.sakat@epamsa.fr

VOS TANTIÈMES

Tantièmes : 1757/100000
Tantièmes : 10/100000
(...) Detail sur demande



VOTRE AGENCE FONCIA

Foncia Boucles de Seine
28 avenue de la République
78200 Mantes la Jolie
+33130921828

VOTRE GESTIONNAIRE

Ingrid ROJAS
ingrid.rojas@foncia.com



VOTRE MODE DE PAIEMENT

Paiement par chèque



VOTRE ESPACE CLIENT

Retrouvez l'ensemble des
informations de votre compte
sur votre espace
MyFoncia.com

Compagnie EPFIF
C/O EPAMSA
1 rue de champagne
78200 MANTES LA JOLIE

**EPAMSA
ARRIVE LE**

17 MAI 2024

 **RESIDENCE NEPTUNE - 10317**

7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Chère Madame,

Afin de délibérer sur l'ordre du jour ci-joint, nous vous prions de bien vouloir trouver votre :

Convocation à l'assemblée générale ordinaire

Mardi 18 juin 2024 à 17 h 30

SALLE EPFIF / URBANIS

1 rue de champagne SALLE EPFIF / URBANIS 78200 MANTES LA JOLIE

Si vous ne pouvez pas être présent, vous avez plusieurs possibilités:

- Voter par correspondance.

Pour cela, nous vous invitons à voter depuis votre espace MyFoncia, rubrique Mon assemblée générale ou à compléter et signer le formulaire de vote joint et à le retourner à votre agence par voie postale.

A savoir: Si vous êtes finalement présent ou représenté lors du vote, votre vote par correspondance ne sera pas pris en compte. Si vous renvoyez le formulaire de vote par correspondance et le pouvoir, c'est ce dernier qui sera pris en compte lors de l'assemblée générale.

- Vous faire représenter.

Pour cela, nous vous invitons à compléter et signer le pouvoir ci-joint en indiquant le nom de la personne qui vous représentera. Si vous renvoyez le pouvoir sans mentionner de représentant, le syndic le remettra en début de réunion au président ou à un membre du conseil syndical, ou au président de séance.

A savoir: le syndic ou son représentant ne peut recevoir de pouvoir à son nom, en blanc et en faire utilisation, un mandataire peut recevoir plus de trois pouvoirs si le total des voix dont il dispose lui-même et de celles de ses mandants, n'excède pas 10% des voix du syndicat.

Pourquoi votre participation est importante ?

L'assemblée générale est un moment essentiel. Y sont votées toutes les décisions permettant la bonne gestion et l'entretien de votre copropriété.

Si une majorité de copropriétaires n'est pas présente, cela peut empêcher certaines décisions d'être prises par manque de voix.

Une nouvelle assemblée générale devrait alors être convoquée et cela engagerait des frais supplémentaires pour vous et tous les copropriétaires.

Nous restons bien évidemment à votre entière disposition pour répondre à vos éventuelles questions.

Ayez le bon réflexe, passez à l'E-RECO

Ce service sécurisé de notification électronique vous permet de recevoir vos convocations et procès-verbaux d'assemblée générale dans votre espace MyFoncia. Cette solution est pratique, éco-responsable et contribue à réduire le montant de vos charges de copropriété.

Souscrivez à cette option directement depuis la rubrique « Mes documents » de votre espace MyFoncia.

Votre gestionnaire
Ingrid ROJAS

PARTICIPEZ AUX DÉCISIONS DE VOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, MÊME SI VOUS N'ÊTES PAS LÀ !

VOTE PAR CORRESPONDANCE OU REPRÉSENTATION PAR POUVOIR, COMMENT CHOISIR ?

L'assemblée générale est un moment essentiel dans la vie de votre immeuble : toutes les décisions permettant la bonne gestion, l'entretien et la valorisation de votre copropriété y sont prises. Participez à ces décisions, même si vous ne pouvez pas être là ! Deux solutions s'offrent à vous : le **vote par correspondance** ou la **représentation par pouvoir**.

Le vote par correspondance, simple, rapide et sûr, garantit la prise en compte de vos choix

1. Depuis votre Espace Client MY FONCIA / Rubrique "Mon assemblée générale"
2. Par Courrier en complétant le formulaire (disponible en page 3) et en renseignant votre intention de vote pour chacune des résolutions.
 1. Inscrivez vos initiales en bas de chaque page du formulaire et signez la dernière page.
 2. Envoyez le formulaire complet à votre agence Foncia en respectant les consignes et la date limite indiquées en première page du formulaire.



Si vous avez voté pour un projet de résolution finalement modifié le jour de l'assemblée générale, votre vote n'est pas pris en compte : il est compté comme « défaillant » et votre droit de recours est préservé.

La représentation par pouvoir, une solution toujours possible

La représentation par pouvoir permet de prendre en compte votre participation à l'assemblée générale, mais elle ne garantit pas la prise en compte de vos choix.



1. Complétez et signez le pouvoir joint à votre convocation à l'assemblée générale.
2. Remettez ce pouvoir à la personne de votre choix (à l'exception du syndic ou de son représentant) afin qu'elle le remette au syndic au début de l'assemblée générale.
3. Si vous ne savez pas à qui confier votre pouvoir, vous pouvez l'envoyer en blanc (non complété) au syndic, qui devra le remettre à un membre du conseil syndical.

Chaque mandataire peut recevoir plus de trois pouvoirs à la seule condition que le total des voix à sa disposition n'excède pas 10% des voix du syndicat des copropriétaires.

Bon à savoir

Si vous envoyez à la fois votre formulaire de vote et votre pouvoir à votre syndic, **seul le pouvoir sera pris en compte** lors de l'assemblée générale. De plus, si vous participez physiquement à l'assemblée générale ou si une personne se présente avec votre pouvoir, **votre vote par correspondance ne sera pas pris en compte.**



Formulaire de vote par correspondance

Objet : Assemblée générale des copropriétaires du (des) immeuble(s) sis

RESIDENCE NEPTUNE - 10317
7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Date et lieu : le 18/06/2024 à 17 h 30
1 rue de champagne SALLE EPFIF / URBANIS 78200 MANTES LA JOLIE

Copropriétaire(s) : Compagnie EPFIF - 003153426

Vous pouvez voter par correspondance directement depuis votre espace client MyFoncia, rubrique *Mon Assemblée générale*.

Sinon, merci de nous retourner le formulaire par courrier à Foncia Boucles de Seine, 28 avenue de la Republique 78200 Mantes la Jolie

Avant la date limite de réception le : 14/06/2024*, pour que votre vote puisse être pris en compte.

Je
soussigné(e)

(indiquer les nom et prénom du copropriétaire, de l'associé ou, en cas d'indivision ou de démembrement du droit de propriété, les nom et prénom du mandataire commun), copropriétaire et titulaire de lot(s) de copropriété au sein du ou des immeubles mentionnés ci-dessus,

domicilié(e)
au

.....
(indiquer l'adresse de son domicile)

après avoir pris connaissance de l'ordre du jour et des documents annexés à la convocation ou mis à disposition sur le site en ligne sécurisé de la copropriété, MyFoncia, souhaite émettre sur chacune des questions soumises à la délibération de l'assemblée générale des copropriétaires convoquée le 18/06/2024, 1 rue de champagne SALLE EPFIF / URBANIS 78200 MANTES LA JOLIE à 17 h 30 le vote exprimé dans le tableau ci-joint p.5 à p. 9

Fait à , le

Signature du copropriétaire, de l'associé ou du mandataire commun

* La date indiquée doit s'entendre comme le dernier jour de réception possible.

Assemblée générale des copropriétaires du (des) immeuble(s) sis 7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Le: 18/06/2024 à 17 h 30

Nom du copropriétaire/associé/mandataire commun :

| Identification de l'objet | Questions | Pour* | Contre* | Abstention* |
|--|-----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE | 1. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| ÉLECTION DU SCRUTATEUR | 2. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| ÉLECTION D'UN SECRÉTAIRE | 3. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023 | 4. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| QUITUS AU SYNDIC | 5. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL | 6. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. Younes FARASSI | 6.1. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. Younes FARASSI | 6.1.1. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. Mohamed BIHIOU | 6.2. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. Mohamed BIHIOU | 6.2.1. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. ou Mme Salem MIMOUNA | 6.3. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. ou Mme Salem MIMOUNA | 6.3.1. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de Compagnie EPFIF | 6.4. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de Compagnie EPFIF | 6.4.1. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. ou Mme Lamri Ou Zebida BENSEBAINI | 6.5. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de M. ou Mme Lamri Ou Zebida BENSEBAINI | 6.5.1. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de ... (en cas de candidature(s) supplémentaire(s) en séance) | 6.6. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Candidature de ... (en cas de candidature(s) supplémentaire(s) en séance) | 6.6.1. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MODALITÉS DE CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL | 7. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MODALITÉS DE CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL | 7. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |



| Identification de l'objet | Questions | Pour* | Contre* | Abstention* |
|---|----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| MISE EN CONCURRENCE DES MARCHÉS ET CONTRATS | 8. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MISE EN CONCURRENCE DES MARCHÉS ET CONTRATS | 8. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AJUSTEMENT DU BUDGET PRÉVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024 | 9. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| VOTE DU BUDGET PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025 | 10. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA COTISATION OBLIGATOIRE DU FONDS DE TRAVAUX POUR L'EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025 | 11. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA COTISATION OBLIGATOIRE DU FONDS DE TRAVAUX POUR L'EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025 | 11. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AUTORISATION A DONNER AU SYNDIC POUR EFFECTUER UNE DEMANDE D'AIDE A LA GESTION | 12. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AUTORISATION A DONNER AU SYNDIC POUR SOLLICITER DES SUBVENTIONS PUBLIQUES ET PERCEVOIR DES FONDS CORRESPONDANTS | 13. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| RATIFICATION DE LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT AMAZON LOCKER | 14. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX | 15. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT TRAVAUX | 15.1. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 15.2. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 15.2. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX | 15.3. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

| Identification de l'objet | Questions | Pour* | Contre* | Abstention* |
|---|----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX | 15.4. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX | 15.5. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX | 15.5. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON | 16. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON | 16.1. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 16.2. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 16.2. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCONS | 16.3. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX | 16.4. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON | 16.5. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON | 16.5. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE | 17. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION SPS | 17.1. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 17.2. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |



| Identification de l'objet | Questions | Pour* | Contre* | Abstention* |
|---|----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 17.2. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| HONORAIRES SUR TRAVAUX DE MISSION SPS | 17.3. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX | 17.4. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE | 17.5. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE | 17.5. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE | 18. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE | 18.1. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 18.2. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 18.2. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| HONORAIRES SUR TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE | 18.3. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX | 18.4. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE | 18.5. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE | 18.5. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| PPPT ET DPE COLLECTIF | 19. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

| Identification de l'objet | Questions | Pour* | Contre* | Abstention* |
|---|----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION PPPT - DPE COLLECTIF | 19.1. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CHOIX DE LA SOCIETE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE MISSION PPPT - DPE COLLECTIF | 19.2. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 19.3. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967) | 19.3. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DU PPPT ET DPE COLLECTIF | 19.4. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX | 19.5. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PPPT ET DPE COLLECTIF | 19.6. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PPPT ET DPE COLLECTIF | 19.6. second vote éventuel | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AUTORISATION PERMANENTE ACCORDEE A LA POLICE MUNICIPALE DE PENETRER DANS LES PARTIES COMMUNES DE L'IMMEUBLE | 20. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| INFORMATION : ENVOI DEMATERIALISE DES CONVOCATIONS ET PROCES VERBAUX D'ASSEMBLEES GENERALES | 21. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Signature du copropriétaire, de l'associé ou du mandataire commun **

*cocher la case correspondante

** si plusieurs pages de vote, parapher les pages intermédiaires et signer la dernière page

RAPPEL DES DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Il s'agit du formulaire prévu par l'alinéa 2 de l'article 17-1 A de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 qui précise que : « Les copropriétaires peuvent, par ailleurs, voter par correspondance avant la tenue de l'assemblée générale, au moyen d'un formulaire établi conformément à un modèle fixé par arrêté. Si la résolution objet du vote par correspondance est amendée en cours d'assemblée générale, le votant par correspondance ayant voté favorablement est assimilé à un copropriétaire défaillant pour cette résolution. »

Ce formulaire est régi par les articles 9, alinéa 2, 9 bis, 14, alinéas 1 à 4, 14-1 et 17, alinéa 3, du décret n° 67-223 du 17 mars 1967 modifié pris pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, selon lesquels :

Alinéa 2 de l'article 9 :

« Le formulaire de vote par correspondance mentionné au deuxième alinéa de l'article 17-1 A est joint à la convocation. »

Article 9 bis :

« Pour être pris en compte lors de l'assemblée générale, le formulaire de vote par correspondance est réceptionné par le syndic au plus tard trois jours francs avant la date de la réunion. Lorsque le formulaire de vote est transmis par courrier électronique à l'adresse indiquée par le syndic, il est présumé réceptionné à la date de l'envoi. »

Alinéas 1er à 4 de l'article 14 :

« Il est tenu une feuille de présence, pouvant comporter plusieurs feuillets, qui indique les nom et domicile de chaque copropriétaire ou associé :

- présent physiquement ou représenté ;
- participant à l'assemblée générale par visioconférence, par audioconférence ou par un autre moyen de communication électronique ;
- ayant voté par correspondance avec mention de la date de réception du formulaire par le syndic. »

Article 14-1 :

« Au moment du vote, le formulaire de vote par correspondance n'est pas pris en compte lorsque le copropriétaire, l'associé ou leur mandataire est présent à l'assemblée générale, quelle que soit la date à laquelle a été établi ou reçu le formulaire de vote par correspondance ou le mandat avec délégation de vote, y compris en cas de délégation de vote sans désignation d'un mandataire.»

Alinéa 3 de l'article 17 :

« Le procès-verbal comporte, sous l'intitulé de chaque question inscrite à l'ordre du jour, le résultat du vote. Il précise les noms et nombre de voix des copropriétaires ou associés qui se sont opposés à la décision, qui se sont abstenus, ou qui sont assimilés à un copropriétaire défaillant en application du deuxième alinéa de l'article 17-1 A de la loi du 10 juillet 1965.»

Je soussigné(e) :

- n° client : 003153426

- détenteur de 1767 tantièmes

- copropriétaire et titulaire de lot(s) de copropriété au sein de l'immeuble :

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Donne par la présente à Mme. / Mlle / M., le pouvoir (avec la faculté de le subdéléguer à la personne de son choix dans le respect de mes consignes de vote) de :

- pour moi et en mon nom, se présenter à l'assemblée générale du syndicat des copropriétaires de l'immeuble ci-dessus visé, le/...../..... àh.....,

- en mon nom, délibérer, prendre toutes résolutions nécessaires, émettre tous les votes, donner tous les avis, promettant en ce qui me concerne, aveu et ratification,

À défaut d'avoir porté le nom d'un mandataire, j'autorise expressément la remise de ce pouvoir à tout participant à l'assemblée générale.

Fait à Le

BON POUR POUVOIR (mention manuscrite)

SIGNATURE

NB - Loi numéro 65-557, du 10 juillet 1965

Tout copropriétaire peut déléguer son droit de vote à un mandataire, que ce dernier soit ou non membre du syndicat. Chaque mandataire ne peut, à quelque titre que ce soit, recevoir plus de trois délégations de vote. Toutefois, un mandataire peut recevoir plus de trois délégations de vote si le total des voix dont il dispose lui-même et de celles de ses mandants n'excède pas 10% des voix du syndicat. Le mandataire peut, en outre, recevoir plus de trois délégations de vote s'il participe à l'Assemblée Générale d'un Syndicat principal et si tous ses mandants appartiennent à un même syndicat secondaire. Le syndic, son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité, et ses préposés ne peuvent présider l'assemblée ni recevoir mandat pour représenter un copropriétaire. Les salariés du syndic, leurs conjoints ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité et leurs ascendants ou descendants qui sont également copropriétaires de l'immeuble bâti ne peuvent pas porter de pouvoirs d'autres copropriétaires pour voter lors de l'assemblée générale.



Liste des majorités

Article 24

Majorité simple de l'article 24 de la loi, soit à la majorité des voix exprimées des copropriétaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance (hors abstention).

Article 25

Majorité absolue de l'article 25 de la Loi, soit à la majorité des voix de tous les copropriétaires (la moitié + une voix).

Article 25-1

Majorité de l'article 25 de la Loi, soit à la majorité des voix de tous les copropriétaires (la moitié + une voix).
Si cette majorité n'est pas obtenue et que le nombre de voix "POUR" est égal ou supérieur au tiers des voix de tous les copropriétaires, la même assemblée procède immédiatement à un second vote.
Lors de ce second vote, la majorité nécessaire sera celle de l'article 24

Article 26

Double majorité :

1. en nombre de tous les copropriétaires émettant un vote favorable (50% + un membre de l'ensemble)
2. totalisant au moins les 2/3 des voix de l'ensemble.

Exemple : Une copropriété totalisant 56 copropriétaires et 10.000 voix.

- 1 - la majorité est acquise par 29 copropriétaires favorables à la décision,
- 2 - totalisant au moins 6.667 voix

Article 26 - Avant-dernier alinéa

Unanimité des voix de tous les copropriétaires.

Article 26-1

Majorité de l'article 26 de la Loi, soit à la double majorité en nombre de tous les copropriétaires émettant un vote favorable (50% + un membre de l'ensemble), ces copropriétaires totalisant au moins les 2/3 des voix de l'ensemble.

Si cette majorité n'est pas obtenue et que le projet a recueilli la double majorité :

1. en nombre : 50% des copropriétaires présents, représentés ou votant par correspondance
2. en voix : au moins le 1/3 des voix de tous les copropriétaires.

Exemple : Une copropriété totalisant 56 copropriétaires et 10.000 voix. ; 45 copropriétaires sont présents, représentés ou ont voté par correspondance.

- 1 - la majorité est acquise par 23 copropriétaires favorables à la décision,
- 2 - totalisant au moins 3.334 voix

La même assemblée procède immédiatement à un second vote ; lors de ce second vote, la majorité nécessaire sera celle de l'article 25.

Ordre du jour

Tous les points figurant à l'ordre du jour ci-après ont été établis en concertation avec le conseil syndical.

1. ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE
2. ÉLECTION DU SCRUTATEUR
3. ÉLECTION D'UN SECRÉTAIRE
4. APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023
5. QUITUS AU SYNDIC
6. DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL
 - 6.1. Candidature de M. FARASSI YOUNES
 - 6.2. Candidature de M. BIHIOU MOHAMED
 - 6.3. Candidature de M. ou Mme MIMOUNA SALEM
 - 6.4. Candidature de Mme EPFIF
 - 6.5. Candidature de M. ou Mme BENSEBAINI LAMRI OU ZEBIDA
 - 6.6. Candidature de ... (en cas de candidature(s) supplémentaire(s) en séance)
7. MODALITÉS DE CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL
8. MISE EN CONCURRENCE DES MARCHÉS ET CONTRATS
9. AJUSTEMENT DU BUDGET PRÉVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024
10. VOTE DU BUDGET PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025
11. DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA COTISATION OBLIGATOIRE DU FONDS DE TRAVAUX POUR L'EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025
12. AUTORISATION A DONNER AU SYNDIC POUR EFFECTUER UNE DEMANDE D'AIDE A LA GESTION
13. AUTORISATION A DONNER AU SYNDIC POUR SOLLICITER DES SUBVENTIONS PUBLIQUES ET PERCEVOIR DES FONDS CORRESPONDANTS
14. RATIFICATION DE LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT AMAZON LOCKER
15. DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX
 - 15.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT TRAVAUX
 - 15.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)
 - 15.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX
 - 15.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX
 - 15.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX
16. DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON



- 16.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON
- 16.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)
- 16.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCONS
- 16.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX
- 16.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON
- 17. MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE
 - 17.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION SPS
 - 17.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)
 - 17.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE MISSION SPS
 - 17.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX
 - 17.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE
- 18. MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
 - 18.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
 - 18.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)
 - 18.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
 - 18.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX
 - 18.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
- 19. PPPT ET DPE COLLECTIF
 - 19.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION PPPT - DPE COLLECTIF
 - 19.2. CHOIX DE LA SOCIETE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE MISSION PPPT - DPE COLLECTIF
 - 19.3. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)
 - 19.4. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DU PPPT ET DPE COLLECTIF
 - 19.5. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX
 - 19.6. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PPPT ET DPE COLLECTIF
- 20. AUTORISATION PERMANENTE ACCORDEE A LA POLICE MUNICIPALE DE PENETRER DANS LES PARTIES COMMUNES DE L'IMMEUBLE
- 21. INFORMATION : ENVOI DEMATERIALISE DES CONVOCATIONS ET PROCES VERBAUX D'ASSEMBLEES GENERALES

Résolutions proposées

1. ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE

Majorité nécessaire : article 24

2. ÉLECTION DU SCRUTATEUR

Majorité nécessaire : article 24

3. ÉLECTION D'UN SECRÉTAIRE

Majorité nécessaire : article 24

4. APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

Majorité nécessaire : article 24

Pièces annexes :

- L'état financier après répartition, au 31/12/2023 (annexe 1),
- Le compte de gestion général de l'exercice clos réalisé du 01/01/2023 au 31/12/2023, comprenant :
 - Annexe 2 : les charges et produits de l'exercice par nature,
 - Annexe 3 : les opérations courantes par clés de répartition,
 - Annexe 4 : les travaux et opérations exceptionnelles, votés, clôturés,
 - Annexe 5 : les travaux et opérations exceptionnelles, votés, non clôturés, par clés de répartition
- La liste des copropriétaires débiteurs et créditeurs,
- La répartition individuelle transmise préalablement à la présente assemblée générale par courrier séparé,

Modalités de vérification des pièces justificatives des charges :

Les comptes de l'exercice peuvent être vérifiés par tout copropriétaire, le 6ème jour ouvré qui précède l'assemblée générale ou sur rendez-vous au bureau du syndic.

Projet de résolution :

L'assemblée générale approuve les comptes de charges de l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 pour un montant de dépenses de 225.650,90 euros.

5. QUITUS AU SYNDIC

Majorité nécessaire : article 24

L'assemblée générale donne quitus au syndic de sa gestion pour la période écoulée.

6. DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL

Majorité nécessaire : sans vote

L'assemblée générale désigne en qualité de membres du conseil syndical, à compter de la présente assemblée, jusqu'à



l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours ou celle convoquée en application de l'article 25-1 dernier alinéa de la loi du 10 juillet 1965, les personnes suivantes élues uni nominalement :

Majorité nécessaire : article 25-1

6.1. Candidature de M. FARASSI YOUNES

Majorité nécessaire : article 25-1

6.2. Candidature de M. BIHIOU MOHAMED

Majorité nécessaire : article 25-1

6.3. Candidature de M. ou Mme MIMOUNA SALEM

Majorité nécessaire : article 25-1

6.4. Candidature de Mme EPFIF

Majorité nécessaire : article 25-1

6.5. Candidature de M. ou Mme BENSEBAINI LAMRI OU ZEBIDA

Majorité nécessaire : article 25-1

6.6. Candidature de ... (en cas de candidature(s) supplémentaire(s) en séance)

7. MODALITÉS DE CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL

Majorité nécessaire : article 25-1

Projet de résolution :

(Hors application de l'article 18, 3ème alinéa, en cas d'urgence)

L'assemblée générale fixe à 1.500,00 euros TTC le montant des marchés et contrats à partir duquel le conseil syndical est consulté.

8. MISE EN CONCURRENCE DES MARCHÉS ET CONTRATS

Majorité nécessaire : article 25-1

Projet de résolution :

L'assemblée générale fixe à 3.500,00 euros TTC le montant à partir duquel la mise en concurrence des marchés et contrats est rendue obligatoire.

Pour les contrats reconduits par tacite reconduction, cette mise en concurrence interviendra au plus tard tous les 5 ans.

9. AJUSTEMENT DU BUDGET PRÉVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale fixe le budget de l'exercice à la somme de 240.000,00 euros.

Elle autorise le syndic à procéder aux appels provisionnels à proportion du ¼ du budget voté, le 1er jour de chaque trimestre.

Rappel :

Il est rappelé à tous les copropriétaires que les appels de provisions émis par le syndic pour faire face aux dépenses de gestion courante, dans la limite du budget ci-dessus adopté, sont exigibles le premier jour de chaque trimestre civil, soit les

1ers janvier, avril, juillet et octobre (Article 14-1 de la loi du 10 juillet 1965).

10. VOTE DU BUDGET PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale fixe le budget de l'exercice à la somme de 240.000,00 euros.

Elle autorise le syndic à procéder aux appels provisionnels à proportion du ¼ du budget voté, le 1er jour de chaque trimestre.

Rappel :

Il est rappelé à tous les copropriétaires que les appels de provisions émis par le syndic pour faire face aux dépenses de gestion courante, dans la limite du budget ci-dessus adopté, sont exigibles le premier jour de chaque trimestre civil, soit les 1ers janvier, avril, juillet et octobre (Article 14-1 de la loi du 10 juillet 1965).

11. DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA COTISATION OBLIGATOIRE DU FONDS DE TRAVAUX POUR L'EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

Majorité nécessaire : article 25-1

Préambule :

A compter de janvier 2023, dans tous les immeubles à destination totale ou partielle d'habitation construits depuis plus de 10 ans, un fonds travaux est constitué en application de l'article 14-2-1 de la loi du 10 juillet 1965.

Ce fonds est alimenté par une cotisation annuelle obligatoire qui ne peut être inférieure :

- à 5% du budget prévisionnel en l'absence d'adoption d'un plan pluriannuel de travaux

- à 2,5 % du montant des travaux prévus dans le plan adopté et à 5 % du budget prévisionnel lorsqu'un plan pluriannuel de travaux a été adopté.

Les cotisations au fonds travaux seront versées sur un compte séparé rémunéré au nom du syndicat. Les intérêts produits par ce compte sont définitivement acquis au syndicat.

Les sommes versées sur le fonds travaux sont attachées aux lots et définitivement acquises au syndicat des copropriétaires. En cas de vente d'un lot, elles ne sont pas remboursées au vendeur.

Projet de résolution :

L'Assemblée Générale est informée de son obligation de cotiser au fonds travaux pour l'exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025, celle-ci s'élève au minimum :

L'Assemblée Générale décide de ne pas augmenter le montant de la cotisation annuelle.

La cotisation au fonds travaux, représentant 5 % du budget prévisionnel, sera appelée selon les mêmes modalités que le budget prévisionnel, selon la clé « charges communes générales ».

En cas d'ajustement du budget prévisionnel, le montant de la cotisation annuelle sera ajusté dans la même proportion.

12. AUTORISATION A DONNER AU SYNDIC POUR EFFECTUER UNE DEMANDE D'AIDE A LA GESTION

Majorité nécessaire : article 24

L'Assemblée Générale autorise le syndic à demander une aide à la gestion "copropriété en difficulté" à l'Anah, dans la limite maximum de 5 000 € par bâtiment et 150 € par lot d'habitation par an, dans le cadre du plan de sauvegarde dont la



copropriété bénéficiaire.

Ces aides apportées seront pour le soutien de l'activité de gestion et du redressement mené par NOM DU SYNDIC, syndic de copropriété NOM DE LA COPROPRIÉTÉ et contributeur au projet d'accompagnement de la dite copropriété. L'estimation des dépenses liées à l'aide à la gestion seront détaillées dans un plan de financement prévisionnel joint au moment de la demande.

13. AUTORISATION A DONNER AU SYNDIC POUR SOLLICITER DES SUBVENTIONS PUBLIQUES ET PERCEVOIR DES FONDS CORRESPONDANTS

Majorité nécessaire : article 24

L'Assemblée Générale mandate le syndic FONCIA, régulièrement élu lors de l'Assemblée Générale à cette séance, en sa qualité de représentant des copropriétaires, pour solliciter et percevoir au nom du syndicat des copropriétaires et au nom des copropriétaires à titre individuel les subventions qui seraient accordées par les différents organismes financeurs (Anah, Conseil Régional d'Ile-de-France, Conseil départemental des Yvelines, Grand Paris Seine et Oise) pour les travaux votés en Assemblée générale.

14. RATIFICATION DE LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT AMAZON LOCKER

Majorité nécessaire : article 24

L'assemblée Générale décide de ratifier le contrat souscrit auprès d'AMAZON LOCKER (joint dans la convocation) qui permet d'obtenir des revenus pour la copropriété.

15. DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX

15.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale décide de l'exécution du diagnostic amiante avant travaux obligatoire pour la réalisation des travaux phase II, selon le descriptif joint à la convocation.

15.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)

Majorité nécessaire : article 25-1

Historique :

La délégation de pouvoir ne peut porter que sur une décision relevant de l'article 24.

Projet de résolution :

L'Assemblée générale donne pouvoir au conseil syndical pour rechercher une offre concurrentielle et choisir le prestataire dans la limite d'un montant de 5.000,00 euros TTC et dans un délai de deux mois à l'issue de la présente assemblée générale.

L'Assemblée générale prend acte que le délégataire rendra compte de l'exécution de sa mission lors de la prochaine assemblée générale.

L'assemblée générale prend acte que ce diagnostic sera à minima subventionné à hauteur de 50% sur présentation de la facture.

15.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 24

Préambule :

L'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 précise que les honoraires du syndic pour la gestion des travaux non compris dans le budget prévisionnel ne sont pas inclus dans le forfait annuel et doivent faire l'objet d'un vote spécifique en assemblée générale.

Les prestations supplémentaires occasionnées par les travaux sont détaillées dans la proposition d'honoraires jointe, proposition qui a été validée par votre conseil syndical.

Le vote de ces honoraires est nécessaire. A défaut, les prestations du syndic ne seraient pas financées et l'organisation et le suivi des travaux ne pourraient pas être pleinement réalisés.

Pièce Annexe : proposition d'honoraires

Projet de résolution :

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 9% du montant HT des travaux, soit un montant de 375,00 € TTC.

Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux (participation à X visites).

15.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES », aux appels de provisions exigibles comme suit :

- 100% le 01/07/2024

L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

15.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 25-1

Projet de résolution :

Pour le financement du « diagnostic amiante avant travaux », l'assemblée générale décide de mobiliser 100% du montant du fonds travaux attaché, à la date de l'assemblée générale, aux lots concernés, dans la limite de leur quote-part.

Ces sommes seront mobilisées conformément au calendrier de financement décidé lors du vote des travaux.

16. DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON

16.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale décide de l'exécution du diagnostic de repérage des armatures des balcons selon le descriptif joint à la convocation.



16.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)

Majorité nécessaire : article 25-1

Historique :

La délégation de pouvoir ne peut porter que sur une décision relevant de l'article 24.

Projet de résolution :

L'Assemblée générale donne pouvoir au conseil syndical pour rechercher une offre concurrentielle et choisir le prestataire dans la limite d'un montant de 4.176,00 euros TTC et dans un délai de deux mois à l'issue de la présente assemblée générale.

L'Assemblée générale prend acte que le délégataire rendra compte de l'exécution de sa mission lors de la prochaine assemblée générale.

L'assemblée générale prend acte que ce diagnostic sera à minima subventionné à hauteur de 50% sur présentation de la facture.

16.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCONS

Majorité nécessaire : article 24

Préambule :

L'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 précise que les honoraires du syndic pour la gestion des travaux non compris dans le budget prévisionnel ne sont pas inclus dans le forfait annuel et doivent faire l'objet d'un vote spécifique en assemblée générale.

Les prestations supplémentaires occasionnées par les travaux sont détaillées dans la proposition d'honoraires jointe, proposition qui a été validée par votre conseil syndical.

Le vote de ces honoraires est nécessaire. A défaut, les prestations du syndic ne seraient pas financées et l'organisation et le suivi des travaux ne pourraient pas être pleinement réalisés.

Pièce Annexe : proposition d'honoraires

Projet de résolution :

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 10,78% du montant HT des travaux, soit un montant de 375,00 € TTC.

Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux (participation à X visites).

16.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES », aux appels de provisions exigibles comme suit :

- 100% le 01/07/2024

L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

16.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON

Majorité nécessaire : article 25-1

Projet de résolution :

Pour le financement du diagnostic de repérage des armatures des balcons, l'assemblée générale décide de mobiliser 100% du montant du fonds travaux attaché, à la date de l'assemblée générale, aux lots concernés, dans la limite de leur quote-part.

Ces sommes seront mobilisées conformément au calendrier de financement décidé lors du vote des travaux.

17. MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE

17.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION SPS

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale décide de l'exécution de la mission de coordination sécurité protection de la santé obligatoire dans le cadre des travaux phase II, selon le descriptif joint à la convocation.

17.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)

Majorité nécessaire : article 25-1

Historique :

La délégation de pouvoir ne peut porter que sur une décision relevant de l'article 24.

Projet de résolution :

L'Assemblée générale donne pouvoir au conseil syndical pour rechercher une offre concurrentielle et choisir le prestataire dans la limite d'un montant de 8.356,80 euros TTC et dans un délai de deux mois à l'issue de la présente assemblée générale.

L'Assemblée générale prend acte que le délégataire rendra compte de l'exécution de sa mission lors de la prochaine assemblée générale.

L'assemblée générale prend acte que ce diagnostic sera à minima subventionné à hauteur de 50% sur présentation de la facture.

17.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE MISSION SPS

Majorité nécessaire : article 24

Préambule :

L'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 précise que les honoraires du syndic pour la gestion des travaux non compris dans le budget prévisionnel ne sont pas inclus dans le forfait annuel et doivent faire l'objet d'un vote spécifique en assemblée générale.

Les prestations supplémentaires occasionnées par les travaux sont détaillées dans la proposition d'honoraires jointe, proposition qui a été validée par votre conseil syndical.



Le vote de ces honoraires est nécessaire. A défaut, les prestations du syndic ne seraient pas financées et l'organisation et le suivi des travaux ne pourraient pas être pleinement réalisés.

Pièce Annexe : proposition d'honoraires

Projet de résolution :

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 5,38% du montant HT des travaux, soit un montant de 375,00 € TTC.

Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux (participation à X visites).

17.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES », aux appels de provisions exigibles comme suit :

- 100% le 01/07/2024

L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

17.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE

Majorité nécessaire : article 25-1

Projet de résolution :

Pour le financement la mission SPS, l'assemblée générale décide de mobiliser 100% du montant du fonds travaux attaché, à la date de l'assemblée générale, aux lots concernés, dans la limite de leur quote-part.

Ces sommes seront mobilisées conformément au calendrier de financement décidé lors du vote des travaux.

18. MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE

18.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale décide de l'exécution de la mission de contrôleur technique obligatoire dans le cadre des travaux phase II, selon le descriptif joint à la convocation.

18.2. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)

Majorité nécessaire : article 25-1

Historique :

La délégation de pouvoir ne peut porter que sur une décision relevant de l'article 24.

Projet de résolution :

L'Assemblée générale donne pouvoir au conseil syndical pour rechercher une offre concurrentielle et choisir le prestataire dans la limite d'un montant de 8.000,40 euros TTC et dans un délai de deux mois à l'issue de la présente assemblée générale.

L'Assemblée générale prend acte que le délégataire rendra compte de l'exécution de sa mission lors de la prochaine assemblée générale. L'assemblée générale prend acte que ce diagnostic sera à minima subventionné à hauteur de 50% sur présentation de la facture.

18.3. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE

Majorité nécessaire : article 24

Préambule :

L'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 précise que les honoraires du syndic pour la gestion des travaux non compris dans le budget prévisionnel ne sont pas inclus dans le forfait annuel et doivent faire l'objet d'un vote spécifique en assemblée générale.

Les prestations supplémentaires occasionnées par les travaux sont détaillées dans la proposition d'honoraires jointe, proposition qui a été validée par votre conseil syndical.

Le vote de ces honoraires est nécessaire. A défaut, les prestations du syndic ne seraient pas financées et l'organisation et le suivi des travaux ne pourraient pas être pleinement réalisés.

Pièce Annexe : proposition d'honoraires

Projet de résolution :

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 5,62% du montant HT des travaux, soit un montant de 375,00 € TTC.

Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux (participation à X visites).

18.4. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES », aux appels de provisions exigibles comme suit :

- 100% le 01/07/2024

L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

18.5. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE

Majorité nécessaire : article 25-1



Projet de résolution :

Pour le financement de la mission de contrôleur technique, l'assemblée générale décide de mobiliser 100% du montant du fonds travaux attaché, à la date de l'assemblée générale, aux lots concernés, dans la limite de leur quote-part.

Ces sommes seront mobilisées conformément au calendrier de financement décidé lors du vote des travaux.

19. PPPT ET DPE COLLECTIF

19.1. PRINCIPE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE MISSION PPPT - DPE COLLECTIF

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale décide de l'exécution du Projet de Plan Pluriannuel Travaux obligatoire et du DPE collectif selon le descriptif joint à la convocation.

19.2. CHOIX DE LA SOCIETE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE MISSION PPPT - DPE COLLECTIF

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation du projet de plan pluriannuel de travaux à pour un montant de € TTC.

19.3. DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)

Majorité nécessaire : article 25-1

Historique :

La délégation de pouvoir ne peut porter que sur une décision relevant de l'article 24.

Projet de résolution :

L'Assemblée générale donne pouvoir au conseil syndical pour rechercher une offre concurrentielle et choisir le prestataire dans la limite d'un montant de 5.000,00 euros TTC et dans un délai de deux mois à l'issue de la présente assemblée générale.

L'Assemblée générale prend acte que le délégataire rendra compte de l'exécution de sa mission lors de la prochaine assemblée générale.

19.4. HONORAIRES SUR TRAVAUX DE DU PPPT ET DPE COLLECTIF

Majorité nécessaire : article 24

Préambule :

L'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 précise que les honoraires du syndic pour la gestion des travaux non compris dans le budget prévisionnel ne sont pas inclus dans le forfait annuel et doivent faire l'objet d'un vote spécifique en assemblée générale.

Les prestations supplémentaires occasionnées par les travaux sont détaillées dans la proposition d'honoraires jointe, proposition qui a été validée par votre conseil syndical.

Le vote de ces honoraires est nécessaire. A défaut, les prestations du syndic ne seraient pas financées et l'organisation et le suivi des travaux ne pourraient pas être pleinement réalisés.

Pièce Annexe : proposition d'honoraires

Projet de résolution :

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 12,72% du montant HT des travaux, soit un montant de 525,00 € TTC.

Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux (participation à X visites).

19.5. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES », aux appels de provisions exigibles comme suit :

- 100% le 01/07/2024

L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

19.6. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PPPT ET DPE COLLECTIF

Majorité nécessaire : article 25-1

Projet de résolution :

Pour le financement du PPPT et DPE collectif, l'assemblée générale décide de mobiliser 100% du montant du fonds travaux attaché, à la date de l'assemblée générale, aux lots concernés, dans la limite de leur quote-part.

Ces sommes seront mobilisées conformément au calendrier de financement décidé lors du vote des travaux.

20. AUTORISATION PERMANENTE ACCORDEE A LA POLICE MUNICIPALE DE PENETRER DANS LES PARTIES COMMUNES DE L'IMMEUBLE

Majorité nécessaire : article 24

Projet de résolution :

L'assemblée générale autorise de manière permanente la police municipale, nationale et la gendarmerie à pénétrer dans les parties communes de l'immeuble pour l'accomplissement de ses missions habituelles.

21. INFORMATION : ENVOI DEMATERIALISE DES CONVOCATIONS ET PROCES VERBAUX D'ASSEMBLEES GENERALES

Majorité nécessaire : sans vote

Projet de résolution :

Poste de gardien :

Cette option est à l'étude par le Conseil Syndical.

Vous pouvez dès maintenant choisir de recevoir vos convocations et procès-verbaux d'assemblées générales par notification



électronique.

Foncia a choisi de mettre en œuvre la solution décrite dans les articles 64-5 à 64-8 du décret du 17 mars 1967.

Les avantages de cette solution sont nombreux :

- Pratique : vous ne vous déplacez plus à la poste. Vous êtes averti par e-mail qu'un nouveau document vous est notifié, à télécharger depuis votre espace sécurisé.
- Economique : le montant facturé par le prestataire de services de confiance que nous avons sélectionné est largement inférieur à celui de l'affranchissement d'une convocation en recommandé papier (généralement supérieur à 5 € TTC). Cette économie profite directement au syndicat des copropriétaires.
- Ecologique : moins de production de papier.

La souscription à ce service est individuelle. Il vous suffit d'activer cette préférence dans votre espace client Myfoncia, rubrique E-Reco.

Table with 6 columns: Trésorerie, Exercice précédent approuvé, Exercice clos, Provisions et avances, Exercice précédent approuvé, Exercice clos. Rows include various financial items like FONDS PLACES, BANQUES, and a total for Trésorerie disponible.

Table with 6 columns: II - CREANCES, Exercice précédent approuvé, Exercice clos, DETTES, Exercice précédent approuvé, Exercice clos. Rows include various financial items like COPROPRIETAIRES, FOURNISSEURS, and a total for Total II.

Table with 6 columns: Exercice précédent approuvé, Exercice clos, Exercice précédent approuvé, Exercice clos. Rows include various financial items like COPROPRIETAIRES, FOURNISSEURS, and a total for Total II.

(1) Une somme affectée du signe " - " indique un découvert bancaire correspondant à une dette du syndicat
(2) Liste individualisée (nom et montant)

0
60
14/
15
1709
170219

Compte de gestion général de l'exercice clos réalisé (N) du 01/01/2023 au 31/12/2023 et budget prévisionnel de l'exercice (N+2) du 01/01/2025 au 31/12/2025

| CHARGES POUR OPERATIONS COURANTES | | | | | | PRODUITS POUR OPERATIONS COURANTES | | | | | |
|--------------------------------------|------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|--|------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| | Pour approbation des comptes | | | Pour le vote du budget prévisionnel | | | Pour approbation des comptes | | | Pour le vote du budget prévisionnel | |
| | Exercice précédent approuvé | Exercice clos budget voté | Exercice clos réalisé à approuver | Budget prévisionnel en cours voté | Budget prévisionnel à voter | | Exercice précédent approuvé | Exercice clos budget voté | Exercice clos réalisé à approuver | Budget prévisionnel en cours voté | Budget prévisionnel à voter |
| | N-1 | N | N | N+1 | N+2 | | N-1 | N | N | N+1 | N+2 |
| 6010 EAU | 58 788,46 | 53 000,00 | 58 530,16 | 56 000,00 | 56 000,00 | 7010 PROVISIONS / OPERATIONS COURANTES | 255 000,33 | 250 000,00 | 250 000,00 | 245 000,00 | 240 000,00 |
| 6020 ELECTRICITE | 10 966,28 | 13 000,00 | 13 755,78 | 13 000,00 | 13 000,00 | 7131 INDEMNITES ASSURANCES-COURANT | 3 817,86 | 0,00 | 27 652,10 | 0,00 | 0,00 |
| 6030 CHAUFFAGE-ENERGIE-COMBUST. | 16 270,23 | 25 000,00 | 15 560,47 | 15 000,00 | 15 000,00 | 7141 PRODUITS DIVERS - COURANT | 66,32 | 0,00 | 12 130,35 | 0,00 | 0,00 |
| 6040 ACHAT PDT ENTRETIEN/PETIT EQU. | 0,00 | 0,00 | 113,56 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| 6050 MATERIEL | 178,80 | 0,00 | 435,67 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| 6060 FOURNITURES | 93,89 | 3 500,00 | 99,10 | 3 500,00 | 3 500,00 | | | | | | |
| 6140 CONTRATS DE MAINTENANCE | 51 413,28 | 59 900,00 | 56 875,61 | 59 900,00 | 59 900,00 | | | | | | |
| 6150 ENTRETIEN - PETITES REPARATIONS | 23 538,76 | 14 950,00 | 51 127,03 | 16 950,00 | 11 950,00 | | | | | | |
| 6160 PRIMES D'ASSURANCES | 21 554,02 | 25 000,00 | 23 704,55 | 25 000,00 | 25 000,00 | | | | | | |
| 6211 REMUNERATIONS DU SYNDIC | 18 818,24 | 20 000,00 | 19 115,10 | 20 000,00 | 20 000,00 | | | | | | |
| 6212 DEBOURS | 0,05 | 0,00 | 0,20 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| 6213 FRAIS POSTAUX | 1 074,56 | 1 200,00 | 943,05 | 1 200,00 | 1 200,00 | | | | | | |
| 6222 PRESTATIONS PARTICULIERES | 20,88 | 0,00 | 22,97 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| 6223 AUTRES HONORAIRES SYNDIC | 1 400,00 | 1 900,00 | 490,00 | 1 900,00 | 1 900,00 | | | | | | |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR2372820348 SAS CAPITAL 137728.54 € - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 72820348 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CF9501201700023054 Garant Brancher: GALUX - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

| | | | | | | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| 6230 REMUNERATIONS DES TIERS | 875,73 | 3 500,00 | 2 908,00 | 3 500,00 | 3 500,00 | | | | | | |
| 6410 SALAIRES | 24 042,49 | 24 000,00 | 21 722,72 | 24 000,00 | 24 000,00 | | | | | | |
| 6420 CHARGES SOCIALES & ORG.SOCIAUX | 1 998,60 | 2 750,00 | 2 048,91 | 2 750,00 | 2 750,00 | | | | | | |
| 6440 AUTRES (MEDECINE DU TRAVAIL) | -3 687,96 | 1 500,00 | -2 081,53 | 1 500,00 | 1 500,00 | | | | | | |
| 6620 AUTRES CHGES FINANCIERES-AGIOS | 59,00 | 100,00 | 64,00 | 100,00 | 100,00 | | | | | | |
| 6710 TRAVAUX DECIDES PAR AG | 0,00 | 700,00 | 0,00 | 700,00 | 700,00 | | | | | | |
| Sous total | 227 205,31 | 250 000,00 | 265 433,35 | 245 000,00 | 240 000,00 | Sous total | 258 884,51 | 250 000,00 | 289 782,45 | 245 000,00 | 240 000,00 |
| Solde (excédent s/opérations courantes affecté aux copropriétaires) | 31 679,20 | | 24 349,10 | | | Solde (insuffisance s/opérations courantes affectée aux copropriétaires) | 0,00 | | 0,00 | | |
| Total I | 258 884,51 | 250 000,00 | 289 782,45 | 245 000,00 | 240 000,00 | Total I | 258 884,51 | 250 000,00 | 289 782,45 | 245 000,00 | 240 000,00 |

| Compte de gestion général de l'exercice clos réalisé (N) du 01/01/2023 au 31/12/2023 et budget prévisionnel de l'exercice (N+2) du 01/01/2025 au 31/12/2025 | | | | | | | | | | |
|---|-----------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|
| CHARGES POUR OPERATIONS COURANTES | | | | | | PRODUITS POUR OPERATIONS COURANTES | | | | |
| Pour approbation des comptes | | | Pour le vote du budget prévisionnel | | | Pour approbation des comptes | | | Pour le vote du budget prévisionnel | |
| | Exercice précédent approuvé | Exercice clos budget voté | Exercice clos réalisé à approuver | Budget prévisionnel en cours voté | Budget prévisionnel à voter | | Exercice précédent approuvé | Exercice clos budget voté | Exercice clos réalisé à approuver | Budget prévisionnel en cours voté |
| | N-1 | N | N | N+1 | N+2 | | N-1 | N | N | N+1 |
| CHARGES POUR TRAVAUX ET AUTRES OPERATIONS EXCEPTIONNELLES | | | | | | PRODUITS POUR TRAVAUX ET AUTRES OPERATIONS EXCEPTIONNELLES | | | | |
| INSTALL. CONTROLE ACCES | | | | | | INSTALL. CONTROLE ACCES | | | | |
| 6710 TRAVAUX DECIDES PAR AG | 0,00 | 2 439,72 | 1 311,96 | | | | | | | |
| | | | | | | 7020 PROVISIONS / TRAVAUX ART 14.2 | 0,00 | 2 440,00 | 0,00 | |
| | | | | | | 7050 FONDS TRAVAUX | 0,00 | 0,00 | 2 439,72 | |
| Sous total | 0,00 | 2 439,72 | 1 311,96 | | | Sous total | 0,00 | 2 440,00 | 2 439,72 | |
| Solde (excédent) | 0,00 | | 1 127,77 | | | Solde (insuffisance) | 0,00 | | 0,00 | |
| Total II | 0,00 | 2 439,72 | 2 439,72 | | | Total II | 0,00 | 2 440,00 | 2 439,72 | |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR25728203480 SAS CAPITAL 137726.54 € - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 738203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP8601301700023054 Garant financier: GALLUX - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

| Compte de gestion pour opérations courantes de l'exercice clos réalisé (N) du 01/01/2023 au 31/12/2023 et budget prévisionnel de l'exercice (N+2) du 01/01/2025 au 31/12/2025 | | | | | |
|---|------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| CHARGES POUR OPERATIONS COURANTES | | | | | |
| | Pour approbation des comptes | | | Pour le vote du budget prévisionnel | |
| | Exercice précédent approuvé | Exercice clos budget voté | Exercice clos réalisé à approuver | Budget prévisionnel en cours voté | Budget prévisionnel à voter |
| | N-1 | N | N | N+1 | N+2 |
| 001 CHARGES GENERALES | | | | | |
| 001 CHARGES GENERALES | | | | | |
| 100 CONTRAT D'ENTRETIEN | 6 096,96 | 8 300,00 | 6 438,53 | 8 300,00 | 8 300,00 |
| 104 CONTRAT VIDEOPHONE | 1 018,08 | 1 100,00 | 1 018,08 | 1 100,00 | 1 100,00 |
| 1133 HCC CONTRAT RESEAU TELEVISION | 0,00 | 700,00 | 0,00 | 700,00 | 700,00 |
| 124 CONTRAT DESINSECTISATION (PRODUITS) | 1 545,50 | 2 000,00 | 1 545,50 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| 133 CONTRAT RESEAU TELEVISION RECUPERABLE | 681,93 | 0,00 | 719,88 | 0,00 | 0,00 |
| 185 CONTRAT ASSURANCE MULTIRISQUES | 21 554,02 | 25 000,00 | 23 704,55 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| 200 ENTRETIEN NR | 14 632,96 | 0,00 | 5 773,90 | 0,00 | 0,00 |
| 250 ENTRETIEN | 2 509,45 | 5 450,00 | 3 520,59 | 7 450,00 | 2 450,00 |
| 301 EAU | 7 302,42 | 40 000,00 | 1 814,78 | 43 000,00 | 43 000,00 |
| 302 ELECTRICITE | 2 966,28 | 8 000,00 | 7 755,78 | 8 000,00 | 8 000,00 |
| 311 FOURNITURES PRODUITS ENTRETIEN | 0,00 | 0,00 | 113,56 | 0,00 | 0,00 |
| 314 ACHAT MATRIEL NR | 178,80 | 0,00 | 435,67 | 0,00 | 0,00 |
| 326 ACHAT FOURNITURES | 93,89 | 3 500,00 | 99,10 | 3 500,00 | 3 500,00 |
| 400 TRAVAUX ENTRETIEN | 5 614,36 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 505 SALAIRE EMPLOYE D'IMMEUBLE 100% | 24 042,49 | 24 000,00 | 21 722,72 | 24 000,00 | 24 000,00 |
| 533 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL 100% | 444,80 | 1 000,00 | 134,40 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 571 URSSAF EMPLOYE D'IMMEUBLE 100% | 1 478,69 | 2 000,00 | 1 656,63 | 2 000,00 | 2 000,00 |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR25728203480 SAS CAPITAL 137726.54 € - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 738203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP8601301700023054 Garant financier: GALLUX - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

Compte de gestion pour opérations courantes de l'exercice clos réalisé (N) du 01/01/2023 au 31/12/2023 et budget prévisionnel de l'exercice (N+2) du 01/01/2025 au 31/12/2025

| CHARGES POUR OPERATIONS COURANTES | | | | | |
|---|-----------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| Pour approbation des comptes | | | Pour le vote du budget prévisionnel | | |
| | Exercice précédent approuvé | Exercice clos budget voté | Exercice clos réalisé à approuver | Budget prévisionnel en cours voté | Budget prévisionnel à voter |
| | N-1 | N | N | N+1 | N+2 |
| 572 RETRAITE EMPLOYE D'IMMEUBLE 100% | 519,91 | 600,00 | 372,28 | 600,00 | 600,00 |
| 574 FORMATION PROFESSIONNELLE EMPLOYE D'IMMEUBLE 100% | 0,00 | 150,00 | 20,00 | 150,00 | 150,00 |
| 584 MUTUELLE NR | -4 132,76 | 500,00 | -2 215,93 | 500,00 | 500,00 |
| 700 HONORAIRES | 18 618,24 | 20 000,00 | 19 115,10 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| 701 HONORAIRES DE VACATIONS | 910,00 | 1 500,00 | 490,00 | 1 500,00 | 1 500,00 |
| 705 FRAIS D'ACHEMINEMENT | 20,88 | 0,00 | 22,97 | 0,00 | 0,00 |
| 724 SUM SINISTRE | 490,00 | 400,00 | 0,00 | 400,00 | 400,00 |
| 751 FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT | 1 074,56 | 1 200,00 | 943,05 | 1 200,00 | 1 200,00 |
| 761 FRAIS BANCAIRES | 59,00 | 100,00 | 64,00 | 100,00 | 100,00 |
| 800 FRAIS DE PROCEDURE NR | 0,00 | 3 500,00 | 0,00 | 3 500,00 | 3 500,00 |
| 802 HONORAIRES CONSEILS EXPERTS NR | 192,00 | 0,00 | 208,00 | 0,00 | 0,00 |
| 803 HONORAIRES GEOMETRE NR | 0,00 | 0,00 | 2 274,00 | 0,00 | 0,00 |
| 823 LOCATION SALLE EXTERIEURE | 0,00 | 0,00 | 424,00 | 0,00 | 0,00 |
| 851 INDEMNITES D'ASSURANCE | -3 817,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 862 INTERETS DE RETARD COPROPRIETAIRE | -66,32 | 0,00 | -1 789,15 | 0,00 | 0,00 |
| 864 PRODUITS DIVERS COURANTS | 0,00 | 0,00 | -10 341,20 | 0,00 | 0,00 |
| 899 ECART DE REPARTITION DEBITEUR | 0,05 | 0,00 | 0,20 | 0,00 | 0,00 |
| sous total : | 104 028,33 | 154 000,00 | 88 040,99 | 159 000,00 | 154 000,00 |

800

ASCENSEUR

N° TVA INTRA-COMMUNAUTAIRE : FR23728203480 SAS CAPITAL 137729 54 € - RCS PONTOISE RCS PONTOISE B 728203480 - FONCIA VSD6 5 rue du Pays de France 96000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP06012017000023056 Garant financier: GALIAN - 88 Rue La Boëlle - 75008 PARIS

Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

Compte de gestion pour opérations courantes de l'exercice clos réalisé (N) du 01/01/2023 au 31/12/2023 et budget prévisionnel de l'exercice (N+2) du 01/01/2025 au 31/12/2025

| CHARGES POUR OPERATIONS COURANTES | | | | | |
|-----------------------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|
| Pour approbation des comptes | | | Pour le vote du budget prévisionnel | | |
| | Exercice précédent approuvé | Exercice clos budget voté | Exercice clos réalisé à approuver | Budget prévisionnel en cours voté | Budget prévisionnel à voter |
| | N-1 | N | N | N+1 | N+2 |
| 001 CHARGES ASCENSEUR | | | | | |
| 136 CONTRAT ETENDU ASCENSEUR | 6 643,49 | 7 000,00 | 6 033,62 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| 200 ENTRETIEN NR | 0,00 | 4 500,00 | 856,90 | 4 500,00 | 4 500,00 |
| 250 ENTRETIEN | -204,60 | 0,00 | -1 419,06 | 0,00 | 0,00 |
| 302 ELECTRICITE | 8 000,00 | 5 000,00 | 6 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 400 TRAVAUX ENTRETIEN | 0,00 | 0,00 | 3 859,90 | 0,00 | 0,00 |
| sous total : | 14 438,69 | 16 500,00 | 15 331,36 | 16 500,00 | 16 500,00 |
| 700 CHAUFFAGE | | | | | |
| 001 CHARGES CHAUFFAGE | | | | | |
| 100 CONTRAT D'ENTRETIEN | 0,00 | 6 500,00 | 0,00 | 6 500,00 | 6 500,00 |
| 140 CONTRAT CHAUFFAGE | 34 580,52 | 35 000,00 | 41 722,97 | 35 000,00 | 35 000,00 |
| 141 CONTRAT CHAUFFAGE P1 | 16 270,23 | 25 000,00 | 15 560,47 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 142 CONTRAT CHAUFFAGE P2 | 794,54 | 0,00 | -602,97 | 0,00 | 0,00 |
| 143 CONTRAT CHAUFFAGE P3 | 52,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 200 ENTRETIEN NR | 986,59 | 0,00 | 38 534,80 | 0,00 | 0,00 |
| 301 EAU | -1 802,68 | 13 000,00 | -18 582,00 | 13 000,00 | 13 000,00 |
| 332 EAU CHAUDE | 0,00 | 0,00 | 14 730,68 | 0,00 | 0,00 |
| 605 FRAIS D'ACTES | 683,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 851 INDEMNITES D'ASSURANCE | 0,00 | 0,00 | -27 652,10 | 0,00 | 0,00 |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR25768203485 SAS CAPITAL 157725 54 4 - RCS PONTAISE RCS PONTAISE B 708203480 - FONCIA VBOB 5 rue du Parc de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP65012017000023064 Garant financier: GALIAN - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS

Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VRDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

Table with 6 columns: Description, Exercice précédent approuvé, Exercice clos budget voté, Exercice clos réalisé à approuver, Budget prévisionnel en cours voté, Budget prévisionnel à voter. Rows include charges for water (cold and hot) and a total net charges row.

Table with 5 columns: Description, EXERCICE CLOS DÉPENSES VOTÉES, DÉPENSES, PROVISIONS APPELÉES, EMPRUNTS ET SUBVENTIONS REÇUES, AFFECTATION DU FONDS DE TRAVAUX, SOLDE (4). Rows include installation of access control, general charges, and work expenses.

(4) : Excédent ou insuffisance

ÉTAT DES TRAVAUX DE L'ARTICLE 14-2 ET OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES VOTÉS NON ENCORE CLOTURÉS À LA FIN DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

| | TRAVAUX VOTES (montant et date) | | TRAVAUX PAYES (montant et date) | | TRAVAUX REALISES (montant et date) | | APPELS TRAVAUX, EMPRUNTS ET SUBVENTIONS REÇUES, AFFECTATION DU FONDS DE TRAVAUX | SOLDE EN ATTENTE SUR TRAVAUX | SUBVENTIONS ET EMPRUNTS A RECEVOIR (montant et date) |
|-------------------------------|------------------------------------|------------|------------------------------------|------------|---------------------------------------|------------|---|---------------------------------|--|
| | A | | B | | C | | D | E = D - C | F |
| RESTE A CHARGE TVX RAVALEMENT | 50 002,00 | 01/12/2019 | 29 183,40 | 01/01/2023 | 29 183,40 | 01/01/2023 | 50 002,00 01/01/2021 (A) | 63 865,49 | |
| | | | 24 279,95 | 01/01/2023 | 24 279,95 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 3 612,00 | 01/01/2023 | 3 612,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 34 177,57 | 01/01/2023 | 34 177,57 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 103 218,45 | 01/01/2023 | 103 218,45 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 688,00 | 01/01/2023 | 2 688,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 640,00 | 01/01/2023 | 2 640,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 59 595,65 | 01/01/2023 | 59 595,65 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 119 191,30 | 01/01/2023 | 119 191,30 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 136 719,10 | 01/01/2023 | 136 719,10 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 68 355,17 | 01/01/2023 | 68 355,17 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 106 417,84 | 01/01/2023 | 106 417,84 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 109 590,16 | 01/01/2023 | 109 590,16 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 13 442,81 | 01/01/2023 | 13 442,81 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 6 835,51 | 01/01/2023 | 6 835,51 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 6 835,52 | 01/01/2023 | 6 835,52 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 26 400,00 | 01/01/2023 | 26 400,00 | 01/01/2023 | | | |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23726303480 SAS CAPITAL 157728.54 € - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP85013017000023054 Garant financier: GALIAN - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

ÉTAT DES TRAVAUX DE L'ARTICLE 14-2 ET OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES VOTÉS NON ENCORE CLOTURÉS À LA FIN DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

| | TRAVAUX VOTES (montant et date) | | TRAVAUX PAYES (montant et date) | | TRAVAUX REALISES (montant et date) | | APPELS TRAVAUX, EMPRUNTS ET SUBVENTIONS REÇUES, AFFECTATION DU FONDS DE TRAVAUX | SOLDE EN ATTENTE SUR TRAVAUX | SUBVENTIONS ET EMPRUNTS A RECEVOIR (montant et date) |
|--|------------------------------------|--|------------------------------------|------------|---------------------------------------|------------|---|---------------------------------|--|
| | A | | B | | C | | D | E = D - C | F |
| | | | 9 162,00 | 01/01/2023 | 9 162,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 13 442,81 | 01/01/2023 | 13 442,81 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 212 038,52 | 01/01/2023 | 212 038,52 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 616,00 | 01/01/2023 | 2 616,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 880,00 | 01/01/2023 | 2 880,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 880,00 | 01/01/2023 | 2 880,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 361 265,64 | 01/01/2023 | 361 265,64 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 40 332,58 | 01/01/2023 | 40 332,58 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 880,00 | 01/01/2023 | 2 880,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 8 863,75 | 01/01/2023 | 8 863,75 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 760,00 | 01/01/2023 | 2 760,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 880,00 | 01/01/2023 | 2 880,00 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 59 595,65 | 01/01/2023 | 59 595,65 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 89 815,22 | 01/01/2023 | 89 815,22 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 108 435,84 | 01/01/2023 | 108 435,84 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 231 954,21 | 01/01/2023 | 231 954,21 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 94 659,22 | 01/01/2023 | 94 659,22 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 6 835,51 | 01/01/2023 | 6 835,51 | 01/01/2023 | | | |
| | | | 2 880,00 | 01/01/2023 | 2 880,00 | 01/01/2023 | | | |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23726303480 SAS CAPITAL 157728.54 € - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP85013017000023054 Garant financier: GALIAN - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

ÉTAT DES TRAVAUX DE L'ARTICLE 14-2 ET OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES VOTÉS NON ENCORE CLOTURÉS À LA FIN DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

| TRAVAUX VOTES (montant et date) | TRAVAUX PAYES (montant et date) | TRAVAUX REALISÉS (montant et date) | APPELS TRAVAUX, EMPRUNTS ET SUBVENTIONS REÇUES, AFFECTATION DU FONDS DE TRAVAUX | SOLDE EN ATTENTE SUR TRAVAUX | SUBVENTIONS ET EMPRUNTS A RECEVOIR (montant et date) |
|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------|--|
| A | B | C | D | E = D - C | F |
| | 6 835,52 01/01/2023 | 6 835,52 01/01/2023 | | | |
| | 6 835,52 01/01/2023 | 6 835,52 01/01/2023 | | | |
| | 389 262,79 01/01/2023 | 389 262,79 01/01/2023 | | | |
| | 112 481,00 01/01/2023 | 112 481,00 01/01/2023 | | | |
| | 59 595,65 01/01/2023 | 59 595,65 01/01/2023 | | | |
| | 74 889,76 01/01/2023 | 74 889,76 01/01/2023 | | | |
| | 6 835,52 01/01/2023 | 6 835,52 01/01/2023 | | | |
| | 6 835,51 01/01/2023 | 6 835,51 01/01/2023 | | | |
| | 6 835,52 01/01/2023 | 6 835,52 01/01/2023 | | | |
| | 1 800,00 01/01/2023 | 1 800,00 01/01/2023 | | | |
| | 6 835,51 01/01/2023 | 6 835,51 01/01/2023 | | | |
| | 6 835,52 01/01/2023 | 6 835,52 01/01/2023 | | | |
| | 278 033,20 01/01/2023 | 278 033,20 01/01/2023 | | | |
| | 46 347,00 01/01/2023 | 46 347,00 01/01/2023 | | | |
| | 36 766,44 01/01/2023 | 36 766,44 01/01/2023 | | | |
| | 1 800,00 01/01/2023 | 1 800,00 01/01/2023 | | | |
| | 47 266,27 01/01/2023 | 47 266,27 01/01/2023 | | | |
| | 281 476,63 01/01/2023 | 281 476,63 01/01/2023 | | | |
| | | -3 500 02/05/2023 | | | |
| | | 790,23 | | | |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23728203480 SAS CAPITAL 137729 54 4 - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP8801301700023054 Garant financier: GALUX - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS

Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

ÉTAT DES TRAVAUX DE L'ARTICLE 14-2 ET OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES VOTÉS NON ENCORE CLOTURÉS À LA FIN DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

| TRAVAUX VOTES (montant et date) | TRAVAUX PAYES (montant et date) | TRAVAUX REALISÉS (montant et date) | APPELS TRAVAUX, EMPRUNTS ET SUBVENTIONS REÇUES, AFFECTATION DU FONDS DE TRAVAUX | SOLDE EN ATTENTE SUR TRAVAUX | SUBVENTIONS ET EMPRUNTS A RECEVOIR (montant et date) |
|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------|--|
| A | B | C | D | E = D - C | F |
| sous total : | 50 002,00 | 3 486 926,74 | -13 863,49 | 50 002,00 | 63 865,49 |
| TX REMPLT PORTES ASC. SUBV 50% | 14 258,76 01/09/2021 | 8 148,91 22/03/2023 | 8 148,91 10/03/2023 | 7 129,38 01/09/2021 (A) | -2 039,06 |
| | | 8 148,91 22/03/2023 | 8 148,91 17/03/2023 | 7 129,38 01/01/2022 (A) | |
| sous total : | 14 258,76 | 16 297,82 | 16 297,82 | 14 258,76 | -2 039,06 |
| AUDIT ASCENSEUR SUBVENTION 50% | 968,57 01/09/2021 | 440,64 01/01/2023 | 440,64 01/01/2023 | 968,57 01/09/2021 (A) | -500,23 |
| | | 1 028,16 01/01/2023 | 1 028,16 01/01/2023 | | |
| sous total : | 968,57 | 1 468,80 | 1 468,80 | 968,57 | -500,23 |
| TX SUP. COVID SUBVENTION 100% | 1 525,23 01/01/2022 | | | 1 525,23 01/01/2022 (A) | 1 525,23 |
| sous total : | 1 525,23 | 0,00 | 0,00 | 1 525,23 | 1 525,23 |
| TX ISOLAT LOGGIA SUBVENT. 100% | 427,40 01/01/2022 | | | 427,40 01/01/2022 (A) | 427,40 |
| sous total : | 427,40 | 0,00 | 0,00 | 427,40 | 427,40 |
| DIAG AMIANTE ASC. SUBVENT 50% | 12 207,99 01/01/2022 | 1 056,00 01/01/2023 | 1 056,00 01/01/2023 | 4 883,21 01/01/2022 (A) | 11 151,99 |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23728203480 SAS CAPITAL 137729 54 4 - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP8801301700023054 Garant financier: GALUX - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS

Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

ÉTAT DES TRAVAUX DE L'ARTICLE 14-2 ET OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES VOTÉS NON ENCORE CLOTURÉS À LA FIN DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

| | TRAVAUX VOTES (montant et date) | TRAVAUX PAYES (montant et date) | TRAVAUX REALISÉS (montant et date) | APPELS TRAVAUX, EMPRUNTS ET SUBVENTIONS REÇUES, AFFECTATION DU FONDS DE TRAVAUX | SOLDE EN ATTENTE SUR TRAVAUX | SUBVENTIONS ET EMPRUNTS À RECEVOIR (montant et date) |
|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------|--|
| | A | B | C | D | E = D - C | F |
| | | | | 3 662,39 01/04/2022 (A) | | |
| | | | | 3 662,39 01/07/2022 (A) | | |
| sous total : | 12 207,99 | 1 056,00 | 1 056,00 | 12 207,99 | 11 151,99 | 0,00 |
| INSTALLATION RAMPE PROVISOIRE | 12 654,87 01/07/2022 | 5 998,85 01/03/2023 | 5 998,85 28/02/2023 | 12 654,87 01/07/2022 (A) | 657,17 | |
| | | 5 998,85 10/07/2023 | 5 998,85 04/07/2023 | -12 654,87 31/12/2022 (A) | | |
| | | | | 12 654,87 01/01/2023 (A) | | |
| sous total : | 12 654,87 | 11 997,70 | 11 997,70 | 12 654,87 | 657,17 | 0,00 |
| REEMPLCT CANALISATION SUBV 50% | 4 941,46 01/07/2022 | 8 910,00 10/11/2022 | 8 910,00 08/11/2022 | 0,76 01/07/2022 (A) | -4 454,54 | |
| | | 486,00 01/01/2023 | 486,00 01/01/2023 | 4 940,70 01/07/2022 (A) | | |
| | | | | -4 940,70 31/12/2022 (A) | | |
| | | | | 4 940,70 01/01/2023 (A) | | |
| sous total : | 4 941,46 | 9 396,00 | 9 396,00 | 4 941,46 | -4 454,54 | 0,00 |
| REMPPT POMPE SURPRES EF 50% SUB | 9 578,48 01/10/2022 | 15 964,54 20/06/2023 | 15 964,54 15/06/2023 | -0,19 01/10/2022 (A) | -6 386,06 | |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23728203480 SAS CAPITAL 137728 54 € - RCS PONTOISE RCS PONTOISE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP8501301700023054 Garant financier: GALIAN - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

ÉTAT DES TRAVAUX DE L'ARTICLE 14-2 ET OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES VOTÉS NON ENCORE CLOTURÉS À LA FIN DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

| | TRAVAUX VOTES (montant et date) | TRAVAUX PAYES (montant et date) | TRAVAUX REALISÉS (montant et date) | APPELS TRAVAUX, EMPRUNTS ET SUBVENTIONS REÇUES, AFFECTATION DU FONDS DE TRAVAUX | SOLDE EN ATTENTE SUR TRAVAUX | SUBVENTIONS ET EMPRUNTS À RECEVOIR (montant et date) |
|---|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------|--|
| | A | B | C | D | E = D - C | F |
| | | | | 9 578,67 01/01/2023 (A) | | |
| sous total : | 9 578,48 | 15 964,54 | 15 964,54 | 9 578,48 | -6 386,06 | 0,00 |
| MAITRISE D'OEUVRE POUR TRAVAUX PHASE 2 | 10 000,00 15/06/2023 | | | 10 000,00 01/07/2023 (A) | 10 000,00 | |
| | | | | -10 000,00 01/07/2023 (A) | | |
| | | | | 10 000,00 01/07/2023 (A) | | |
| sous total : | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| TOTAL : | 116 584,76 | 3 543 107,60 | 42 317,37 | 116 584,76 | 74 247,39 (2) | 0,00 |

(A) : Appels Travaux
(B) : Emprunts reçus
(C) : Subventions reçues
(A) : Autres produits
(2) : Ce solde correspond au solde du compte 12 dans l'annexe n°1

| Liste des copropriétaires débiteurs / créditeurs à la fin de l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 | | | | | |
|--|-------------------------------------|-----------|----------------------------|--------------------------|----------|
| COPROPRIETAIRES DEBITEURS | | | COPROPRIETAIRES CREDITEURS | | |
| 101272500 | EPFIF | 60,12 | 101272404 | EPFIF | 1 209,62 |
| 101272414 | EPFIF | 547,33 | 101263143 | LUU HENRIETTE | 627,91 |
| 101260061 | HAIDOUN MOHAMED | 138,45 | 101248019 | ARSLAN ANDRE | 517,06 |
| 101271844 | BENSEBAINI LAMRI OU ZEBIDA | 1 048,75 | 101271586 | THLANG YOU HIENG | 5,19 |
| 101268377 | NESTOR MARIE DENISE | 17 763,40 | 101262112 | LARABI NABIL | 5 109,13 |
| 101259162 | GRICHI KARIMA | 119,70 | 101272221 | TOUAG KARIM - RADIA | 400,41 |
| 101264220 | MARTIN JEAN | 1 363,08 | 101272437 | EPFIF | 195,87 |
| 101270612 | NEPTUNE 1 | 2 037,16 | 101272442 | EPFIF | 952,49 |
| 101272751 | EPFIF | 605,59 | 102684939 | JNF | 877,02 |
| 103123668 | TOKAM DEFFO | 317,88 | 101272078 | GANE LYDIE | 556,34 |
| 101261442 | KOUASSI/DIALLO VICTOR | 3 234,30 | 101272583 | EPFIF | 669,69 |
| 101272571 | EPFIF | 773,37 | 101265763 | MEBAREK KHADIR | 42,45 |
| 101270790 | POHEKPE ET GOGOUA MATHIEU & SYLVIE | 5 592,60 | 101272621 | AMARI LAID | 698,94 |
| 101266835 | MIMOUNA SALEM | 1 440,20 | 101271858 | EL MAKKAWY YAHYA - GIHAN | 173,98 |
| 101247438 | ANWAR MOHAMMAD | 221,35 | 101255148 | BOURKIA EL HASSANE | 660,18 |
| 101265069 | MEBAREK KHADIR | 6,11 | 101271850 | ICHAR MOHAMED | 3 098,09 |
| 101272613 | ANWAR / ALI SHAHZAD / TUNZEELA | 1 105,89 | 101272433 | EPFIF | 335,28 |
| 101272225 | MOHAMMAD / CHANCEREL AKEEL / ANGELE | 2 343,05 | 101242845 | AGNI CHAMA | 1 538,39 |
| 101254219 | BJOUJKOUM LAHCEN | 398,28 | 101264625 | MEBAREK KHADIR | 282,20 |
| 101272088 | MIMOUNA SALEM | 908,04 | 101271864 | EPFIF | 16,46 |
| 101272413 | AMHAL HASSAN - FATIMA | 103,35 | 101253353 | BIHIOU AHMED | 948,65 |
| 101253680 | BIHIOU MOHAMED | 1 214,77 | 101241279 | ABDERRAHIM MALEK | 669,95 |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR212728203480 SAS CAPITAL 137728 54 € - RCS PONTAISE RCS PONTAISE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP8601301700023054 Garant franchiser: GALUX - 89 Rue La Boétie - 75008 PARIS

Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy



| | | | | | |
|-----------|--------------------|--------|-----------|---------------------------|----------|
| 101271876 | MA & MO - M. CISSE | 617,11 | 101251677 | BAHAR AHMED / AICHA | 742,20 |
| 101269234 | NEPTUNE 4 | 841,55 | 101272396 | EPFIF | 423,90 |
| 101270941 | RUTHUNZA THEOBLAD | 220,04 | 101257421 | FINANCIERE AGACHE | 776,81 |
| 101261776 | MAGEN ERIC | 770,16 | 101268245 | NEPTUNE | 792,97 |
| | | | 101272596 | EPFIF | 111,89 |
| | | | 101272154 | BENMOUSSA YAHYA | 129,31 |
| | | | 101272451 | EPFIF | 686,73 |
| | | | 101260517 | HANNE MAMADOU | 554,38 |
| | | | 101272601 | EPFIF | 995,66 |
| | | | 101272584 | EPFIF | 763,75 |
| | | | 101271896 | CHEICK ISMAIL SPC NOORIYA | 638,83 |
| | | | 101250274 | ATS | 443,54 |
| | | | 101254591 | BOLOORCHI BEHROOZ | 264,29 |
| | | | 101252670 | BESRY LEONIDAS EDGAR | 464,31 |
| | | | 101266538 | MECHETI HAKIM | 605,22 |
| | | | 101267367 | MOHAMED LALLA | 1 085,59 |
| | | | 101265313 | MEBAREK KHADIR | 760,60 |
| | | | 101261064 | KCHIKECH MOHAMED | 735,88 |
| | | | 101272628 | ARALE TED JUNIOR | 798,56 |
| | | | 101271798 | YANDI UMMEHAN | 1 598,08 |
| | | | 101272427 | EPFIF | 1 913,02 |
| | | | 101271356 | SAINT YVES M. RAOULT | 374,57 |
| | | | 101272284 | KAMOKOUE KAMGA FRANKIE | 454,87 |
| | | | 101271060 | MANTES 2 | 1 492,55 |

0
18/
60
1717
15
702719

| | | | | |
|-----------------------------|-----------|-----------------------------|---------------------|-----------|
| | | 101256854 | FARASSI YOUNES | 160,48 |
| | | 101265839 | MEBAREK KHADIR | 432,88 |
| | | 101263707 | LI YADONG & CHUNHUI | 4 611,58 |
| Cumul : | 43 872,73 | Cumul : | | 43 190,13 |
| Solde des copropriétaires : | 682,60 | Solde des copropriétaires : | | |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR2378203480 SAS CAYOL 817783 54 4 - RCS PONTOISE RCS PONTOISE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CAUTE PROFESSIONNELLE CP8001207000023004 Garant Brancher OULIAN - 88 Rue La Boëlle - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

468.216.038

CC SVC 00455151 2023 TR

LE PRESENT CONTRAT est conclu le 06/05/2023, l'entrée en vigueur de ce contrat est conditionnée à l'issue favorable de l'analyse préalable par le Client du site proposé pour l'installation de l'équipement.

ENTRE :

1. FONCIA VBDS ayant son siège social au 5 rue des pays de France - 95 020 CERGY, Numéro 728203480 inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de PONTOISE sous le n° 728203480 dont le numéro de SIRET est 728 203 480 ; au capital de 115.000,00 euros et exerçant son activité sous le code APT 6833A ET

ET

2. Amazon France Logistique SAS ayant son siège social 67 Boulevard GENERAL LEDERC 92110 CHILLY, N° TVA FR 17428785042, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Mantes la Jolie, sous le n° 428 785 042 (Pamam 1).

Désigné ci-dessous une "Partie" ou ensemble des "Parties".

Coordonnées pour les notifications :

| Amazon | Société |
|---|--|
| Amazon France Logistique SAS - 67 Boulevard Général Lederc 92110 Chilly, France | FONCIA - SOC. TOU NEPTUNE - 28 Avenue de la République - 78 200 Mantes la Jolie |
| En envoyant une copie à : | En envoyant une copie à : rgid.cojag@foncia.com |
| Par courrier : | Par courrier : |
| AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS Service Amazon Locker 67 boulevard du Général Lederc 92110 Chilly | Par messagerie ou livraison personnelle : |
| | FONCIA BOULEVARD DE SEINE 28 Avenue de la République 78200 MANTES LA JOLIE Tél : 01 30 92 18 28 RCS PONTOISE 728 203 480 |

PAR LAQUELLE IL EST CONVENU CE QUI SUIV :

1. Définitions et interprétation. Dans le présent contrat, le "Contrat" signifie l'ensemble du contenu :

- 1.1. Les termes définis ci-après ont la signification suivante :

"Affilié" : toute entité juridique qui contrôle directement, indirectement, est contrôlée par, ou est sous le contrôle commun d'une Partie.

"Castler Amazon" : Les boîtes/castles de livraison Amazon, utilisés comme unités de stockage pour les livraisons assurées par Amazon, et "Castler Amazon" désigne un d'entre eux.

"Centre" : (a) l'entité ou la (les) Zone(s) abritant un ou plusieurs Castler Amazon. Une liste des Centres pertinents figure à l'annexe 1 du présent Contrat. D'autres Centres peuvent être ajoutés par accord écrit des Parties.

"Contenance" : 40 (quarante) euros par mois le compris les frais d'assurance, les frais d'utilisation d'électricité ou tout autre coût applicable, ainsi que la TVA due. Dès l'entrée en vigueur du contrat Amazon au prorata de la durée restant à courir jusqu'à la fin du mois. Une commission forfaitaire de 500 (cinq cents) euros HT sera attribuée dès l'activation du Locker.

"Personnel" : transporteurs, employés, représentants, agents, Affiliés ou sous-traitants.

"Zone" : la Zone du Centre où les Castlers Amazon seront installés.

"Services" : tels que décrits à l'article 4.





- 1.2. Toute obligation autre que celle de s'acquiescer à un acte ou d'effectuer un autre particulier n'empêche l'obligation de ne pas consentir qu'un tel acte soit accompli ou effectué.
- 1.3. Les termes "Induire" et "Y complicité" sont réputés être de sens modeste "sans limitation".
2. **Objet** : Le présent Contrat concerne les conditions dans lesquelles la Société accorde à Amazon le droit d'utiliser les Casiers Amazon dans la Zone, et fournit les Services conformément aux obligations énoncées dans le présent Contrat, pendant la durée du Contrat et, après son expiration, à titre de continuité.
3. **Obligations d'Amazon** : Amazon s'engage à [a] payer la Contrepartie à la Société conformément à l'Article 15 du Contrat ; [b] ne mener les Casiers Amazon en son état actuel et en bon état de fonctionnement ; et [c] décharger la Société de toute responsabilité et indemnité [d] contre tout accident, perte ou dommage à des personnes, ou des biens, autres que dans la Zone, sous réserve d'accident, perte ou dommage et causé par des actes, omissions ou négligence de la Société ou de son personnel ; et [e] contre les tiers, en cas de violation par Amazon de ses obligations au titre du Contrat.
4. **Obligations de la Société** : La Société s'engage à :
 - (a) mettre à la disposition d'Amazon la Zone pour l'installation et l'utilisation des Casiers Amazon ;
 - (b) assurer que la Zone est saine et adaptée pour l'installation des Casiers Amazon, et supporter tout les coûts/dépenses nécessaires à cet effet ;
 - (c) accorder à Amazon et à son personnel le droit d'accéder à la Zone, afin d'installer, de réparer, d'effectuer des travaux d'entretien, de réparer, de remplacer ou d'effectuer toute autre action nécessaire relative aux Casiers Amazon, conformément aux procédures de sécurité de la Société, et sans réserve des heures d'ouverture ou de des Casiers ;
 - (d) donner l'accès à l'information électronique et à la couverture du réseau pour les Casiers Amazon. A cet égard, la Société s'engage à : [i] s'assurer qu'il y ait une bonne couverture, réseau dans la Zone ; [ii] sans préjudice de l'Article 16 du Contrat, ne pas déplacer les Casiers Amazon vers une zone sans couverture réseau ; et [iii] s'abstenir de toute action qui pourrait entraîner une pénurie permanente d'électricité et/ou de couverture réseau. En cas de pénurie d'électricité et/ou de couverture réseau, la Société fera de son mieux pour y remédier le plus rapidement possible et, en tout état de cause, au plus tard 24 heures après le début de la pénurie ;
 - (e) permettre en tout temps, pendant les heures d'ouverture de ou des Casiers, l'accès à la Zone aux clients afin qu'ils puissent utiliser les Casiers Amazon et s'assurer que le personnel de la Société leur indique la direction à suivre pour se rendre à l'endroit où se trouvent les Casiers Amazon. Si les clients demandent des informations au personnel de la Société concernant les Casiers Amazon, le personnel de la Société les incitera à suivre les instructions affichées sur les Casiers Amazon ;
 - (f) parer la Zone autour des Casiers Amazon propre et sans déchets, et mettre en œuvre tout autre raisonnement possible pour s'assurer que chaque Casier Amazon est fermé en fin de journée. La Société ne placera aucun objet sur les Casiers Amazon ou directement devant les Casiers Amazon, n'entravera pas l'accès aux Casiers Amazon, et ne modifiera, ne supprimera, n'endommagera, et n'altérera les Casiers Amazon d'aucune façon, y compris leur apparence ;
 - (g) dans le cas où la Société ou le personnel de la Société prend connaissance d'un problème relatif aux Casiers Amazon, il devra informer immédiatement Amazon de ce problème en utilisant les contacts indiqués dans "Coordonnées pour les notifications" ci-dessus ;
 - (h) s'abstenir de toute action suggérant ou laissant entendre que l'installation ou l'exploitation des Casiers Amazon dans le Centre est une initiative co-brandée ou co-promue entre la Société et Amazon ;
 - (i) s'assurer de détenir une assurance adéquate pendant la durée du Contrat, tous les dommages, aux personnes ou aux biens des tiers et des utilisateurs des Casiers Amazon imputables à la Société et à son personnel.
5. **Durée et résiliation** :
 - 5.1. La durée du Contrat est d'1 (un) an à compter de la date d'entrée en vigueur du "Durée". Le Contrat se renouvellera automatiquement par périodes d'une année selon les mêmes modalités et conditions, à moins qu'il ne soit remplacé par un autre Contrat écrit entre les Parties ou qu'il ne soit résilié par l'une des Parties conformément au présent Contrat.
 - 5.2. Chaque Partie peut résilier le présent Contrat si l'autre Partie viole l'une des dispositions relatives à tout aspect important du présent Contrat, et ne remédie pas à cette violation dans les dix jours ouvrables suivant la réception d'une notification écrite de la violation.

- 5.4. Chaque Partie peut résilier le Contrat, sans motif et à tout moment, en totalité ou seulement pour un ou plusieurs Casiers Amazon, en adressant à l'autre Partie un préavis écrit et par mail, 30 (trente) jours avant. Dans l'eventualité où la Société résilie le Contrat conformément aux sections 5.4, 5.5, 5.6, 5.7, 5.8, 5.9, 6.1, 6.2, 6.3, 6.4, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8, 6.9, 6.10, 6.11, 6.12, 6.13, 6.14, 6.15, 6.16, 6.17, 6.18, 6.19, 6.20, 6.21, 6.22, 6.23, 6.24, 6.25, 6.26, 6.27, 6.28, 6.29, 6.30, 6.31, 6.32, 6.33, 6.34, 6.35, 6.36, 6.37, 6.38, 6.39, 6.40, 6.41, 6.42, 6.43, 6.44, 6.45, 6.46, 6.47, 6.48, 6.49, 6.50, 6.51, 6.52, 6.53, 6.54, 6.55, 6.56, 6.57, 6.58, 6.59, 6.60, 6.61, 6.62, 6.63, 6.64, 6.65, 6.66, 6.67, 6.68, 6.69, 6.70, 6.71, 6.72, 6.73, 6.74, 6.75, 6.76, 6.77, 6.78, 6.79, 6.80, 6.81, 6.82, 6.83, 6.84, 6.85, 6.86, 6.87, 6.88, 6.89, 6.90, 6.91, 6.92, 6.93, 6.94, 6.95, 6.96, 6.97, 6.98, 6.99, 7.00, 7.01, 7.02, 7.03, 7.04, 7.05, 7.06, 7.07, 7.08, 7.09, 7.10, 7.11, 7.12, 7.13, 7.14, 7.15, 7.16, 7.17, 7.18, 7.19, 7.20, 7.21, 7.22, 7.23, 7.24, 7.25, 7.26, 7.27, 7.28, 7.29, 7.30, 7.31, 7.32, 7.33, 7.34, 7.35, 7.36, 7.37, 7.38, 7.39, 7.40, 7.41, 7.42, 7.43, 7.44, 7.45, 7.46, 7.47, 7.48, 7.49, 7.50, 7.51, 7.52, 7.53, 7.54, 7.55, 7.56, 7.57, 7.58, 7.59, 7.60, 7.61, 7.62, 7.63, 7.64, 7.65, 7.66, 7.67, 7.68, 7.69, 7.70, 7.71, 7.72, 7.73, 7.74, 7.75, 7.76, 7.77, 7.78, 7.79, 7.80, 7.81, 7.82, 7.83, 7.84, 7.85, 7.86, 7.87, 7.88, 7.89, 7.90, 7.91, 7.92, 7.93, 7.94, 7.95, 7.96, 7.97, 7.98, 7.99, 8.00, 8.01, 8.02, 8.03, 8.04, 8.05, 8.06, 8.07, 8.08, 8.09, 8.10, 8.11, 8.12, 8.13, 8.14, 8.15, 8.16, 8.17, 8.18, 8.19, 8.20, 8.21, 8.22, 8.23, 8.24, 8.25, 8.26, 8.27, 8.28, 8.29, 8.30, 8.31, 8.32, 8.33, 8.34, 8.35, 8.36, 8.37, 8.38, 8.39, 8.40, 8.41, 8.42, 8.43, 8.44, 8.45, 8.46, 8.47, 8.48, 8.49, 8.50, 8.51, 8.52, 8.53, 8.54, 8.55, 8.56, 8.57, 8.58, 8.59, 8.60, 8.61, 8.62, 8.63, 8.64, 8.65, 8.66, 8.67, 8.68, 8.69, 8.70, 8.71, 8.72, 8.73, 8.74, 8.75, 8.76, 8.77, 8.78, 8.79, 8.80, 8.81, 8.82, 8.83, 8.84, 8.85, 8.86, 8.87, 8.88, 8.89, 8.90, 8.91, 8.92, 8.93, 8.94, 8.95, 8.96, 8.97, 8.98, 8.99, 9.00, 9.01, 9.02, 9.03, 9.04, 9.05, 9.06, 9.07, 9.08, 9.09, 9.10, 9.11, 9.12, 9.13, 9.14, 9.15, 9.16, 9.17, 9.18, 9.19, 9.20, 9.21, 9.22, 9.23, 9.24, 9.25, 9.26, 9.27, 9.28, 9.29, 9.30, 9.31, 9.32, 9.33, 9.34, 9.35, 9.36, 9.37, 9.38, 9.39, 9.40, 9.41, 9.42, 9.43, 9.44, 9.45, 9.46, 9.47, 9.48, 9.49, 9.50, 9.51, 9.52, 9.53, 9.54, 9.55, 9.56, 9.57, 9.58, 9.59, 9.60, 9.61, 9.62, 9.63, 9.64, 9.65, 9.66, 9.67, 9.68, 9.69, 9.70, 9.71, 9.72, 9.73, 9.74, 9.75, 9.76, 9.77, 9.78, 9.79, 9.80, 9.81, 9.82, 9.83, 9.84, 9.85, 9.86, 9.87, 9.88, 9.89, 9.90, 9.91, 9.92, 9.93, 9.94, 9.95, 9.96, 9.97, 9.98, 9.99, 10.00, 10.01, 10.02, 10.03, 10.04, 10.05, 10.06, 10.07, 10.08, 10.09, 10.10, 10.11, 10.12, 10.13, 10.14, 10.15, 10.16, 10.17, 10.18, 10.19, 10.20, 10.21, 10.22, 10.23, 10.24, 10.25, 10.26, 10.27, 10.28, 10.29, 10.30, 10.31, 10.32, 10.33, 10.34, 10.35, 10.36, 10.37, 10.38, 10.39, 10.40, 10.41, 10.42, 10.43, 10.44, 10.45, 10.46, 10.47, 10.48, 10.49, 10.50, 10.51, 10.52, 10.53, 10.54, 10.55, 10.56, 10.57, 10.58, 10.59, 10.60, 10.61, 10.62, 10.63, 10.64, 10.65, 10.66, 10.67, 10.68, 10.69, 10.70, 10.71, 10.72, 10.73, 10.74, 10.75, 10.76, 10.77, 10.78, 10.79, 10.80, 10.81, 10.82, 10.83, 10.84, 10.85, 10.86, 10.87, 10.88, 10.89, 10.90, 10.91, 10.92, 10.93, 10.94, 10.95, 10.96, 10.97, 10.98, 10.99, 11.00, 11.01, 11.02, 11.03, 11.04, 11.05, 11.06, 11.07, 11.08, 11.09, 11.10, 11.11, 11.12, 11.13, 11.14, 11.15, 11.16, 11.17, 11.18, 11.19, 11.20, 11.21, 11.22, 11.23, 11.24, 11.25, 11.26, 11.27, 11.28, 11.29, 11.30, 11.31, 11.32, 11.33, 11.34, 11.35, 11.36, 11.37, 11.38, 11.39, 11.40, 11.41, 11.42, 11.43, 11.44, 11.45, 11.46, 11.47, 11.48, 11.49, 11.50, 11.51, 11.52, 11.53, 11.54, 11.55, 11.56, 11.57, 11.58, 11.59, 11.60, 11.61, 11.62, 11.63, 11.64, 11.65, 11.66, 11.67, 11.68, 11.69, 11.70, 11.71, 11.72, 11.73, 11.74, 11.75, 11.76, 11.77, 11.78, 11.79, 11.80, 11.81, 11.82, 11.83, 11.84, 11.85, 11.86, 11.87, 11.88, 11.89, 11.90, 11.91, 11.92, 11.93, 11.94, 11.95, 11.96, 11.97, 11.98, 11.99, 12.00, 12.01, 12.02, 12.03, 12.04, 12.05, 12.06, 12.07, 12.08, 12.09, 12.10, 12.11, 12.12, 12.13, 12.14, 12.15, 12.16, 12.17, 12.18, 12.19, 12.20, 12.21, 12.22, 12.23, 12.24, 12.25, 12.26, 12.27,

Unies, le gouvernement américain (par exemple, la liste des Nations Spécialement Désignées et la liste des Entités et Individus Étrangers Échappant aux Sanctions du Département du Trésor des États-Unis), ainsi que la liste des entités du Ministère du Commerce des États-Unis, l'Union européenne ou ses États membres, ou d'autres autorités gouvernementales.

12.4 Aucune des dispositions du Contrat ne doit être comprise au sens d'un contrat d'agence, de partenariat ou de joint-venture entre la Société et Amazon. La Société exécutera le Contrat en tant que partie indépendante et ne pourra ni conclure un contrat pour le compte ou au nom d'Amazon ni d'une autre manière engager Amazon au titre d'un contrat ou d'une obligation.

13. **Confidentialité :** La Société protégera et préservera la confidentialité de l'existence du Contrat, ses termes et conditions, et toute autre information obtenue par Amazon dans le cadre du Contrat ou relative au Contrat (y compris, sans limitation, toutes les informations relatives à la technologie, aux clients, aux plans d'affaires, aux activités commerciales et à la disponibilité financière d'Amazon). Cette obligation restera en vigueur pendant cinq (5) ans après l'expiration ou la résiliation du présent Contrat. La Société n'utilisera ces informations qu'aux fins pour lesquelles elles ont été divulguées à l'origine et, en tout état de cause, uniquement dans le but de se conformer aux obligations du Contrat. La Société s'abstiendra d'utiliser tout nom commercial, marque de fabrique, logo ou symbole commercial, ou tout autre droit de propriété d'Amazon ou de ses Sociétés Affiliées sans autorisation écrite préalable d'Amazon. La Société s'abstiendra d'émettre des communications de presse ou toute publicité concernant Amazon ou le Contrat ou faisant référence à Amazon ou à ses Sociétés Affiliées dans toute brochure, annonce publicitaire, liste de clients ou tout autre matériel promotionnel, sauf autorisation écrite préalable d'Amazon.

14. **La lutte contre la corruption :** La Société reconnaît que le Code de conduite et d'éthique commerciale d'Amazon affiché à l'adresse <https://aws.amazon.com/compliance/ethics/> (le "Code"), interdit le paiement de pots-de-vin à toute personne pour quelque raison que ce soit, que ce soit dans le cadre d'opérations publiques ou dans le cadre du secteur privé. La Société s'entendra pas ou ne pourra sciemment autoriser quiconque à enfreindre les dispositions du Code en matière de corruption ou toute loi anti-corruption applicable dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Amazon est, en droit de résilier ou de suspendre immédiatement l'exécution du présent Contrat si la Société enfreint le présent Article. La Société devra conserver des livres et registres exacts, précis et complets de tout paiement effectué à par la Société à un tiers, en vertu du présent Contrat, y compris les paiements effectués pour le compte d'Amazon, Amazon et son représentant désigné sont en droit d'inspecter les livres et registres de la Société afin de vérifier ces paiements et de s'assurer de leur conformité au présent Article.

15. Conditions de paiement et facturation :

15.1. Les Parties reconnaissent et conviennent qu'aucune autre somme que la Contrepartie ne sera due par Amazon à la Société. La Société pourra facturer, et Amazon paiera, les taxes locales ou nationales applicables sur les ventes ou l'utilisation, ou les taxes sur la valeur ajoutée, que la Société est juridiquement obligée de facturer (les « Taxes »), à condition que ces taxes soient mentionnées sur la facture initiale que la Société fournit à Amazon et que les factures de la Société mentionnent ces taxes de manière distincte, respectant les lois applicables, respectant les exigences requises pour constituer une facture avec taxes valable, et soient acceptables pour Amazon. En particulier, les factures doivent contenir les informations demandées, ponctuellement par Amazon (une « Facture Valable »). La Société fournira tous reçus, documents ou autres justificatifs qu'Amazon pourra demander, dans les limites du raisonnable, pour vérifier le contenu et l'exactitude d'une facture.

15.2. La Société garantit, aux fins du présent Contrat, être immatriculée en France avec comme numéro de TVA le [INSERER NUMERO]. Amazon garantit, aux fins du présent Contrat, être immatriculée à la TVA en France et avoir comme numéro de TVA le FR 1742875042.

15.3. Sauf convention contraire entre les Parties, la facturation au titre du Contrat sera effectuée selon la procédure d'autofacturation suivante.

15.4. Au titre du présent Contrat, Amazon conviendra :

- d'émettre des autofactures relatives au droit pour Amazon d'installer, accéder à, et utiliser des Casiers Amazon Locker dans la Zone, et aux Services fournis par la Société à Amazon au titre du Contrat, jusqu'à l'expiration du Contrat ou à sa résiliation, par l'une ou l'autre des Parties, conformément aux termes du présent Contrat, au premier des termes énumérés ;
- de remplir des autofactures sur lesquelles figurent le nom de la Société, son adresse et son numéro de TVA, ainsi que toutes autres informations émanant de la facture avec TVA complète et valide selon les lois applicables ;
- d'émettre un nouveau contrat d'autofacturation, dans le cas où le numéro de TVA d'Amazon ou celui de la Société viendrait à changer ; et
- d'informer la Société si l'émission d'autofactures était externalisée à un tiers.

15.5. Les autofactures seront émises par Amazon sur une base mensuelle et payées par Amazon dans un délai de 30 jours de la date de l'autofacture.

15.6. Au titre du présent Contrat, la Société conviendra :

- d'accepter les autofactures émises par Amazon pour le compte de la Société au titre du Contrat, jusqu'à l'expiration du Contrat ou à sa résiliation par l'une ou l'autre des Parties conformément aux termes du présent Contrat, au premier des termes énumérés ;



- de ne pas émettre de factures commerciales pour les opérations couvertes par le présent Contrat ; et
- d'informer Amazon immédiatement, et au plus tard 7 jours après l'événement, si la Société :
 - change de numéro de TVA ;
 - cesse d'être enregistrée à la TVA ; ou
 - cède son activité ou une partie de celle-ci.

15.7. Une fois par mois, la Société effectuera un rapprochement entre les autofactures émises par Amazon en application du présent Article 15 et les données figurant dans son propre système. En cas d'écart, les Parties travailleront de bonne foi à la correction de toute erreur et traiteront sans délai tout motif-perçu ou trop-perçu.

15.8. Le défaut d'émission d'une facture valable prive la Société du droit au paiement de la Contrepartie. Le paiement d'une facture sans contestation de celle-ci ne vaut pas reconnaissance à tout droit ou toute réclamation. Amazon pourra fournir à la Société une attestation d'exonération, ou tous renseignements équivalents acceptables pour l'autorité fiscale concernée, auquel cas la Société ne facturera pas les Taxes couvertes par cette attestation, ni ne procédera à leur recouvrement. Amazon pourra déduire ou recouvrer toutes taxes qu'elle pourrait être juridiquement tenue de déduire de ou retenir sur toutes sommes payables à la Société au titre du présent Contrat, et la somme payée à la Société, telle que diminuée du montant de ces déductions ou retenues, constituera l'entier paiement à la Société des sommes dues à celle-ci au titre du présent Contrat. Pendant toute la durée du présent Contrat, la Société fournira à Amazon tous formulaires, documents ou attestations dont Amazon pourrait avoir besoin pour satisfaire à ses obligations de déclaration ou obligations de retenue fiscale par rapport aux sommes payées au titre du présent Contrat.

16. **Transfert et enlèvement des Casiers Amazon :** La Société ne doit pas retirer ou déplacer les Casiers Amazon de la Zone pour quelque raison que ce soit. Dans le cas où la Société souhaite déplacer les Casiers Amazon à un autre endroit dans le Contrat, elle doit soumettre une demande écrite à Amazon, indiquant l'endroit spécifique où les Casiers Amazon seraient déplacés (l'« Nouvelle Zone »). Amazon aura le droit de procéder à une inspection de la Nouvelle Zone et, s'il le juge approprié, il acceptera par écrit la proposition de la Société. Les Parties s'entendront sur les modalités et le calendrier du déplacement des Casiers Amazon dans la Nouvelle Zone. Si les Parties ne parviennent pas à un accord sur la Nouvelle Zone dans un délai d'7 (un) mois à compter de la réception par Amazon de la demande initiale de la Société, le Contrat sera considéré comme partiellement résilié en ce qui concerne les Casiers Amazon concernés, et Amazon retirera les Casiers Amazon dès que possible. La Société remboursera à Amazon toute Contrepartie prépayée, y compris la TVA, applicable à la durée correspondante et au Casier Amazon ou à la Zone concernée, y compris le droit de retrait. Si le retrait ou le déplacement des Casiers Amazon est demandé par la Société dans les 12 (douze) mois suivant la date de première installation des Casiers Amazon, 50 % des frais d'installation et de transfert/retrait sont à la charge de la Société. Si la demande est faite dans les 6 (six) mois suivant la première installation, la totalité des frais d'installation et des frais de transfert et de retrait sont à la charge de la Société, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

17. **Dispositions finales :** Le Contrat, ainsi que ses annexes et ses modifications, constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties en ce qui concerne l'objet des présentes et remplacent tout accord oral ou écrit, entente et discussion antérieurs ou contemporains portant sur cet objet. Le fait pour une Partie de ne pas exiger l'application d'une stipulation ne constitue pas une renonciation aux droits de cette Partie d'exiger l'application de cette stipulation par la suite. Si une stipulation est jugée non valide, cette stipulation sera modifiée dans la mesure nécessaire pour donner effet aux intentions commerciales des Parties et pour la rendre applicable ; et toute invalidité d'une stipulation n'affectera pas les autres stipulations. Toute modification du Contrat doit être faite par écrit.

18. **Annexes :** La (ou les) annexe(s) suivante(s) fait (font) partie intégrante(s) du présent Contrat :

Le Contrat est signé par les représentants dûment autorisés des Parties pour prendre effet à la Date d'entrée en vigueur.

| Amazon | Société |
|-----------------------------|-------------------------------------|
| Par : <u>Samuel Peltier</u> | Par : <u>Fouzia SOU TAC NEPRUNE</u> |
| Nom : <u>AMAZON</u> | Nom : <u>ME ROZAS</u> |
| Titre : _____ | Titre : <u>Géolonne Coppage RB</u> |
| Date de signature : _____ | Date de signature : <u>08.06.23</u> |

FONCIA BOUCLES DE SEINE
28 Avenue de la République
78200 MANTES-LE-YOULE
Tél : 01.30.52.18.28
RCS NANTES 728 203 480





FONCIA BOUCLES DE SEINE
28 Avenue de la République
78200 MANTES LA JOLIE

Annexe 1 : liste des Contres agréés au potrait els

| | |
|--|-------------------|
| DEVIS N° 24_073 | Date : 06/05/2024 |
| D8DIAGNOSTIC 56 rue Nationale, 78200 MANTES LA JOLIE 5 rue de la Fontaine 14800 SAINT-ARNOULT Tél : 06 34 19 33 02 E-mail : 0634diagnostic@stfr.fr | |

Devis correspondant au dossier :

| Référence client | Prévue le | Immeuble bâti à visiter |
|--|-----------|---|
| Mail Mme ROJAS du 29/04/2024 - 16h20 Mail Mme NEVES du 03/05/2024 - 14h05 | A définir | TOUR NEPTUNE 7 rue Pierre RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE |

Prestation(s) réalisée(s) : Amiante avant travaux

| Référence | Désignation | Quant. | Prélèvements identifiés |
|---|-----------------------------------|--------|--|
| Réalisation d'un prélèvement d'un matériau susceptible de contenir de l'amiante, analyse en laboratoire et recyclage des déchets. | | | |
| | Facade Nord-Sud-Est-Ouest | 52 | Par facade : Acrotère, soubassement, joint de dilatation, cadremment bates, sol balcon, rive balcon, sous-face balcon, joint de construction facade/dalle, joint diapaon balcon. |
| | Réfection toiture/terrasse | 10 | Revêtement bitumineux sous gravillon, isolant, pare vapeur, relève, soude, conduits |
| | Menuiseries extérieures | 20 | Porte accès parties communes, menuiseries extérieur parties privatives, mastic vitrier, joint calfeutrement, Joints comprende |
| | VMC | 5 | Codut verticaux, mltrons de toitures |
| | Sous station | 8 | Provision ECS et provision chauffage |
| | Hall des caves | 10 | Sols, murs, plinthes, plafonds |
| | Cages d'escaliers | 5 | Sols, murs, plinthes, plafonds |
| | Palliers (réalisé le 24/02/2020) | 0 | Sols, murs, plinthes, plafonds |
| | Réseau divers | 10 | Conduits eaux pluviales, eaux usées, gaines courant fort, courant faible, réseau chauffage. |
| | Ascenseur (réalisé le 16/01/2021) | 0 | Sol carrelage, colle plinthes, Mur béton trémie ascenseur, résidu colle+bois, panneaux portes paliers |

| Désignation | Qté | P.U. prélev € H.T | Total € H.T | TVA 20% | Total € T.T.C |
|--------------------|------|-------------------|-------------|----------|---------------|
| TOTAL prélèvements | 120 | 50,00 | 6 000,00 | 1 200,00 | 7 200,00 |
| Rédaction dossier | Forf | 800,00 | 800,00 | 160,00 | 960,00 |

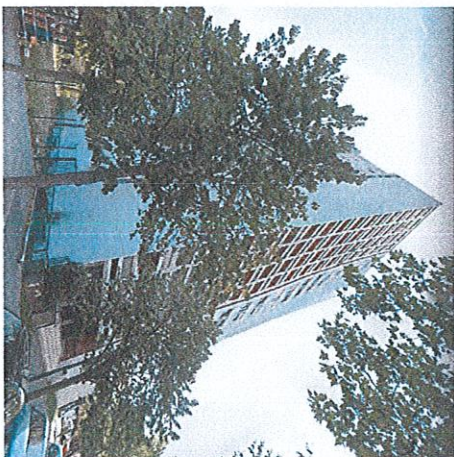
| | |
|-----------|------------|
| Total HT | 6 800,00 € |
| TVA 20% | 1 360,00 € |
| Total TTC | 8 160,00 € |





TOUR NEPTUNE
Z. rue Pierre RONSARD
78200 MANTES LA JOLIE

Recherche d'amiante avant travaux



I. Périmètre du repérage :

Périmètre des travaux suivant cahier des charges basé sur la celui de la RESIDENCE ARCHIMEDE référence « 23C055 CAHIER DES CHARGES DIAG COMPLEMENTAIRES_20240417 » daté du 15 avril 2024 indice B fourni par FONCIA le 29/04/2024 et le document référence « 23C024 DIAG COMPLEMENTAIRES_20240503 » indice C daté du 15 avril fourni par FONCIA le 03/05/2024

I- Conditions techniques

Suite à l'analyse documentaire des documents cités ci-dessus dans « périmètre de repérage » fourni par FONCIA le 29/04/2024 et le 03/05/2024, il a été identifié des zones dont les matériaux et produits sont susceptibles de contenir de l'amiante. Pour ces matériaux, xx prélèvements d'échantillons pour analyses en laboratoire sera nécessaire afin de se prononcer sur la présence ou l'absence de fibres d'amiante.

Il sera cependant nécessaire de disposer du DTA et du descriptif précis des travaux qui seront réalisés afin de s'assurer que toutes les zones Présentant des Similitudes d'Ouvrage (ZPSO), lesquelles déterminent le nombre de sondages et de prélèvements, ont bien été prises en compte.

II-1- Conditions des sondages et des prélèvements :

- Le repérage sera effectué conformément à la norme NF X - 46 020 et les matériaux des listes A, B et C seront répertoriés.
- Les matériaux dont il est nécessaire d'effectuer des analyses en laboratoire feront l'objet d'un prélèvement destructif.
- Le nombre de sondages et de prélèvements par zones présentant des similitude d'ouvrage (ZPSO) continues ou discontinues est défini selon la norme NF X - 46 020.

II-2- Matériaux et produits repérés non pris en compte dans le repérage.

Les informations déjà contenues dans le DTA les DAAT déjà réalisées.

II-3- Nombres de sondages :

Les prélèvements seront effectués sur au moins un matériaux de chaque type susceptible de contenir de l'amiante. Des sondages seront effectués dans la mesure du possible pour déterminer au mieux les ZPSO conformément à la norme NF X - 46 020.

II-4- Nombre de prélèvements destructifs avec échantillons envoyés pour analyse en laboratoire effectués pour l'immeuble visé :

Les prélèvements seront effectués par un sondage destructif déterminé en fonction du nombre de zones présentant des similitudes d'ouvrages ZPSO pour donner des statistiques représentatives des matériaux repérés.

II-5- Les prélèvements destructifs seront effectués dans les règles de l'art :

Limitation de la libération de poussières susceptibles de contenir de l'amiante par la mise en place d'un fixateur (surfactant/imprégnant) par vaporisation sur les zones prélevés pour limiter la propagation de fibres d'amiantes.

Repli du matériel et évacuation des matériaux de confinement. - Evacuation et recyclage des déchets. - Nettoyage du site.





Contenu de notre offre

Le repérage sera effectué conformément à la norme NF X - 46 020 et les matériaux des listes A, B et C et seront répertoriés.

- L'étude documentaire du DTA (à fournir par le donneur d'ordre avant intervention)
- Le rapport de repérage des matériaux et produits des listes A, B et C contenant de l'amiante
- Préconisation des éventuelles actions à mettre en œuvre (consignes de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets)
- La grille d'évaluation des matériaux amiantés
- Les plans de localisation et photos des matériaux et produits amiantés
- Une fiche récapitulative.

Rédaction du rapport de repérage :

Le rapport de repérage sera rédigé de façon claire. Il sera complété de croquis précis mentionnant les matériaux repérés ou prélevés suivant une légende. Afin de faciliter la compréhension, chaque matériaux recensé sera identifié et apparaîtra dans le rapport sous forme de photos.

Condition de réalisation :

Les visites (parties communes et appartements types) ont lieu aux dates déterminées en commun durant les jours ouvrables.

Toute disposition doit être prise pour faciliter les accès à l'ensemble des locaux.

Mise à disposition du propriétaire ou de son représentant, d'un accès sécurisé à toutes les pièces / locaux / voitures / toutes parties du bâtiment pour lesquels le diagnostiqueur a besoin de se rendre dans le cadre de la mission pour laquelle il a été mandaté.

Il est rappelé que certains locaux techniques (tels que chaufferie, locaux électrique MT et HT etc..) nécessitent l'autorisation préalable et la présence d'un technicien de maintenance spécialisé. Ces personnes doivent être contactées par le propriétaire ou son représentant et présentes sur site lors du diagnostic.

Le diagnostiqueur n'a pas l'autorisation réglementaire pour déposer des éléments nécessitant l'utilisation d'outils. Il est de la responsabilité du propriétaire ou de son représentant d'effectuer cette dépose préalablement.

Notre offre inclut :

Les frais de mission et déplacement
Mise en place de protections physiques (si nécessaire)

Notre offre ne comprends pas :

Les mesures d'empoussièrations relatives à cette mission.

Délai d'intervention :

A définir

Délai de livraison du rapport Amiante avant travaux :

Amiante avant travaux : 4 semaines après intervention dernière intervention.

Condition de paiement

40% à la commande.

Le solde à la livraison du rapport.

Le montant des honoraires est payable au comptant et sans escompte, par chèque bancaire ou virement à la remise du rapport.

Pénalités de retard (taux annuel) : 9,00% - Une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera appliquée en cas de retard de paiement conformément aux articles L441-3 et L441-6 du code de commerce

Validité du devis

3 mois



Ordre de mission

| | |
|--|--|
| Objet de la mission : | |
| <input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante <input type="checkbox"/> Contrat amiante avant-vente <input checked="" type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux <input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition <input type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites <input type="checkbox"/> Etat parasitaire <input type="checkbox"/> ENM / CSRS | <input type="checkbox"/> Métrage (Lol Carnay) <input type="checkbox"/> Métrage (Lol Boulon) <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (CERF) <input type="checkbox"/> Plomb (AVTV) <input type="checkbox"/> Diag Ascaricement <input type="checkbox"/> Sécurité piscines <input type="checkbox"/> Etat des installations gaz <input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau <input type="checkbox"/> Etat des installations électriques <input type="checkbox"/> Diagnostic technique (DTG) <input type="checkbox"/> Diagnostic énergétique <input type="checkbox"/> Prêt à l'usage zéro <input type="checkbox"/> Accesseur <input type="checkbox"/> Etat des lieux (Lol Scellier) <input type="checkbox"/> Radon <input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés |
| Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) | |
| Type : Autre Nom / Société : FONCIA BOUCLES DE SEINE Adresse : 28 Avenue de la République 78200 MANTES LA JOLIE Téléphone : 01 30 92 89 68 Fax : Mail : ingrid.rojas@foncia.fr | |
| Désignation du propriétaire | Désignation du ou des bâtiments |
| Nom / Société : Adresse : CP : Ville : Village : Mail : | Adresse : 7 rue Pierre RONSARD Code Postal : 78200 Ville : MANTES LA JOLIE Département : Yvelines Précision : |
| MISSION | |
| Personne à contacter (avec tel) : Ingrid ROJAS Type de bien à expertiser : Habitation (parties communes) Catégorie du bien : (IGH/RP) Autres Date du permis de construire : Section cadastrale : Numéro de lot(s) : Lots rattachés : Perimètre de repérage : Autres informations : <input type="checkbox"/> Cave, <input type="checkbox"/> Garage, <input type="checkbox"/> Terrain, <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Ascenseur, <input type="checkbox"/> Animaux Remise des clés : Date et heure de la visite : A définir Précisions : | |
| Administratif | |
| Facturation : Facturation adresse : <input type="checkbox"/> Propriétaire <input checked="" type="checkbox"/> Donneur d'ordre <input type="checkbox"/> Notaire <input type="checkbox"/> Agence FONCIA BOUCLES DE SEINE 28 Avenue de la République 78200 MANTES LA JOLIE Destinataire(s) des rapports : <input type="checkbox"/> Propriétaire <input checked="" type="checkbox"/> Donneur d'ordre <input type="checkbox"/> Notaire <input type="checkbox"/> Agence Destinataire(s) adresse : FONCIA BOUCLES DE SEINE 28 Avenue de la République 78200 MANTES LA JOLIE Destinataire(s) e-mail : Impréatif de date : | |

Fait à le
Signature du donneur d'ordre :



FL DIAGNOSTICS
11 BIS RUE VICTOR SCHOTCHER - 75014 PARIS
TEL. 01 45 77 74 74

| | |
|--|-----------------|
| DEVIS N° FL2404300031F | Date 02.05.2024 |
| FL DIAGNOSTICS 11 bis rue Victor Schotcher - 75014 Paris Tél. : 01 45 77 74 74 SIRET : 797701109 Code APE : 7120B Capital social : 10 000€ - N°TVA : FR43797701109 | |

Syndicat des copropriétaires
Tour Neptune
7 rue Pierre de Ronsard
78200 Mantes la Jolie

Devis correspondant au(x) dossier(s) :

| Référence | Prévue le | Immeuble bâti à visiter |
|-----------|-----------|---|
| | | 7 rue Pierre de Ronsard - 78200 Mantes la Jolie |

Travaux envisagés (selon documents communiqués) :

- Ravèlement façades avec ITE (y compris SEL balcons)
- Réfection étanchéité toiture terrasse
- Renovation sous-station chauffage
- Réfection 5 halls, et cages escaliers, parties communes caves et plancher haut des caves
- Réfection réseaux eau et Electricité, VMC

| Désignation | P Unit. C HT | Taux TVA | Quant. | Montant C HT | Montant TVA | Montant C TTC |
|---|--------------|----------|--------|--------------|-------------|---------------|
| Plomb et Amiante avant travaux (selon norme NF X 46-020 de 08/2017) : Forfait visite + rapport (hors coût des analyses de prélèvements en laboratoire) | 4166,67 | 20,00 | 1 | 4166,67 | 833,33 | 5000,00 |
| Prix unitaires analyse prélèvements : Prélèvement amiante dans éléments de bâti : 41,67€HT | | | | | | |

Ce devis vous est transmis à titre indicatif sur la base des informations que vous nous avez communiquées.

BON POUR ACCORD
Dater et signer

Travaux: DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX
Copropriété: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
N° d'immeuble: 501255027
Adresse: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Date: le 06/05/2024
Cabinet: FONCIA VBDS
Taux Horaire HT: 125,00 €
Montant travaux (HT): 4 167,00 €
Honoraires travaux: 9%

| LISTE DES PRESTATIONS LIÉES AUX TRAVAUX | TEMPS PASSÉ (HH:MM) | HONORAIRES TRAVAUX HT | HONORAIRES TRAVAUX TTC |
|--|---------------------|-----------------------|------------------------|
| Consultation des entreprises. Envoi des demandes de devis, relances, RV sur place... | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation d'un tableau du coût estimatif des travaux avec simulation de quote-part des copropriétaires | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Mise en forme du dossier pour convocation de l'Assemblée générale | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation et lancement des ordres de service | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Création du compte travaux, lancement et envoi des appels de fonds, encaissement des règlements | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Paiement des situations de travaux | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Réception des travaux - visite de réception, rédaction du PV de réception | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| TOTAL | 2:30 | 312,50 € | 375,00 € |



Visa Conseil syndical



Plan de financement
DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAG
AMIANTE -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| MONTANT TOTAL DES TRAVAUX TTC | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | MONTANT DU FONDS DE TRAVAUX AFFECTE | CLÉ DE RÉPARTITION | 001 - CHARGES GÉNÉRALES |
|----------------------------------|---------------------------------|--|--------------------|----------------------------|
| | | | | |
| 5 375,40 | 100 661,66 | 5 375,56 | 5% | FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE |
| | 100% | | | |
| | DU FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉ | DU FONDS DE TRAVAUX AFFECTÉ | | |

| NOM DU COPROPÉTAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN PROPORTION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PRÉLEVEMENT SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPRÉHEND |
|----------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|----------------------|
| ABDERRAHIM MALEK | 1332 / 100000 | 1 335,47 € | 1 335,47 € | 71,60 € | 71,60 € | 1 263,87 € | 0,00 € |
| AGNI CHAMA | 1325 / 100000 | 1 329,43 € | 1 329,43 € | 71,23 € | 71,23 € | 1 258,20 € | 0,00 € |
| AMARI LAID | 1361 / 100000 | 1 367,46 € | 1 367,46 € | 73,16 € | 73,16 € | 1 294,30 € | 0,00 € |
| AMHALL HASSAN - FATIMA | 1373 / 100000 | 1 385,32 € | 1 382,32 € | 73,81 € | 73,81 € | 1 308,51 € | 0,00 € |
| ANWAR / AU SHAHZAD / TUNZEELA | 1343 / 100000 | 1 349,28 € | 1 348,28 € | 72,19 € | 72,19 € | 1 277,09 € | 0,00 € |
| ANWARI MOHAMMAD | 1748 / 100000 | 1 764,94 € | 1 764,94 € | 93,96 € | 93,96 € | 1 670,98 € | 0,00 € |
| APPLE TED JUNIOR | 1417 / 100000 | 1 429,21 € | 1 429,21 € | 76,17 € | 76,17 € | 1 353,04 € | 0,00 € |
| ASSLAN ANDRE | 1740 / 100000 | 1 756,08 € | 1 756,08 € | 93,53 € | 93,53 € | 1 662,55 € | 0,00 € |
| ATS | 1732 / 100000 | 1 747,29 € | 1 747,29 € | 93,10 € | 93,10 € | 1 654,19 € | 0,00 € |
| BAHAR AHMED / AICHA | 1337 / 100000 | 1 342,85 € | 1 342,85 € | 71,87 € | 71,87 € | 1 270,78 € | 0,00 € |
| BEAMOUSSA YAHYA | 625 / 100000 | 635,49 € | 635,49 € | 33,60 € | 33,60 € | 601,89 € | 0,00 € |
| BENSERANI LAMRI OU ZEIDIA | 1770 / 100000 | 1 789,17 € | 1 789,17 € | 95,15 € | 95,15 € | 1 694,02 € | 0,00 € |
| BESRY LEONIDAS EDGAR | 1108 / 100000 | 1 111,28 € | 1 111,28 € | 59,56 € | 59,56 € | 1 051,72 € | 0,00 € |
| BIHOU AHMED | 1756 / 100000 | 1 773,75 € | 1 773,75 € | 94,38 € | 94,38 € | 1 679,36 € | 0,00 € |
| BIHOU MOHAMED | 1716 / 100000 | 1 729,64 € | 1 729,64 € | 92,24 € | 92,24 € | 1 637,40 € | 0,00 € |
| BOLLOUCHI LAHSEN | 1354 / 100000 | 1 359,74 € | 1 359,74 € | 72,79 € | 72,79 € | 1 286,95 € | 0,00 € |



Plan de financement
DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAG
AMIANTE -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU COPROPÉTAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN PROPORTION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PRÉLEVEMENT SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPRÉHEND |
|------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|----------------------|
| BOLLOUCHI BEHROOZ | 1123 / 100000 | 1 127,78 € | 1 127,78 € | 60,37 € | 60,37 € | 1 067,41 € | 0,00 € |
| BOURQA EL HASSANE | 1402 / 100000 | 1 412,71 € | 1 412,71 € | 75,37 € | 75,37 € | 1 337,34 € | 0,00 € |
| CHIECK ISMAIL SPC NOORTVA | 1389 / 100000 | 1 409,34 € | 1 409,34 € | 75,20 € | 75,20 € | 1 334,14 € | 0,00 € |
| EL MAHMOUD YAHYA - GHAN | 1355 / 100000 | 1 362,48 € | 1 362,48 € | 72,84 € | 72,84 € | 1 289,64 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1133 / 100000 | 1 138,80 € | 1 138,80 € | 60,91 € | 60,91 € | 1 077,89 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1155 / 100000 | 1 163,09 € | 1 168,09 € | 62,09 € | 62,09 € | 1 101,00 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1369 / 100000 | 1 365,81 € | 1 365,81 € | 73,00 € | 73,00 € | 1 292,81 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1368 / 100000 | 1 375,20 € | 1 375,20 € | 73,54 € | 73,54 € | 1 301,66 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1367 / 100000 | 1 375,73 € | 1 375,73 € | 73,48 € | 73,48 € | 1 302,25 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1113 / 100000 | 1 116,81 € | 1 116,81 € | 59,89 € | 59,89 € | 1 056,98 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1370 / 100000 | 1 379,03 € | 1 379,03 € | 73,65 € | 73,65 € | 1 305,38 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1773 / 100000 | 1 782,46 € | 1 782,46 € | 95,31 € | 95,31 € | 1 687,15 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1102 / 100000 | 1 104,65 € | 1 104,65 € | 59,24 € | 59,24 € | 1 045,41 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1153 / 100000 | 1 160,83 € | 1 160,83 € | 61,98 € | 61,98 € | 1 098,85 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1699 / 100000 | 1 770,88 € | 1 770,88 € | 91,33 € | 91,33 € | 1 679,55 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1349 / 100000 | 1 355,86 € | 1 355,86 € | 72,52 € | 72,52 € | 1 283,34 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1097 / 100000 | 1 099,13 € | 1 099,13 € | 58,97 € | 58,97 € | 1 040,16 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1405 / 100000 | 1 415,89 € | 1 415,89 € | 75,53 € | 75,53 € | 1 340,36 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1411 / 100000 | 1 422,63 € | 1 422,63 € | 75,85 € | 75,85 € | 1 346,78 € | 0,00 € |



FONCIA

Plan de financement
DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAG
AMIANTE -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU CORRESPONDANT | TOTAL DES FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLES | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PÉRIODE EFFETIVE DE TRAVAUX | RESTE À FINANCER | RESTE À APPRÉHENDER |
|----------------------------|---|----------------------------------|------------------------|-----------------------------------|---------------------|------------------------|
| EPFIF | 1767 / 100000 | 1 786,91 € | 94,90 € | 94,90 € | 1 692,02 € | 0,00 € |
| FABASSI YOUNES | 1891 / 100000 | 1 702,07 € | 90,90 € | 90,90 € | 1 611,17 € | 0,00 € |
| FINANCIERE AGACHE | 1312 / 100000 | 1 313,47 € | 70,53 € | 70,53 € | 1 242,94 € | 0,00 € |
| GAÑE LYDIE | 1724 / 100000 | 1 738,40 € | 92,87 € | 92,87 € | 1 645,53 € | 0,00 € |
| GRICH KARIMA | 1300 / 100000 | 1 301,88 € | 69,88 € | 69,88 € | 1 232,00 € | 0,00 € |
| HAIDOUN MOHAMED | 1339 / 100000 | 1 343,22 € | 71,98 € | 71,98 € | 1 271,24 € | 0,00 € |
| HANNE MAMADOU | 1376 / 100000 | 1 385,64 € | 79,97 € | 79,97 € | 1 311,67 € | 0,00 € |
| JNF | 1779 / 100000 | 1 786,52 € | 95,63 € | 95,63 € | 1 702,89 € | 0,00 € |
| KAMOUKUE KAMGA FRANÇOIS | 1382 / 100000 | 1 380,61 € | 74,29 € | 74,29 € | 1 316,32 € | 0,00 € |
| KCHICHEH MOHAMED | 1408 / 100000 | 1 419,29 € | 75,00 € | 75,00 € | 1 344,29 € | 0,00 € |
| KOUASSI/DALLO VICTOR | 1776 / 100000 | 1 786,80 € | 96,47 € | 96,47 € | 1 700,33 € | 0,00 € |
| LAFABI MAIL | 1414 / 100000 | 1 425,93 € | 76,01 € | 76,01 € | 1 349,92 € | 0,00 € |
| LI YAOONG & CHINHUI | 1782 / 100000 | 1 802,38 € | 95,79 € | 95,79 € | 1 706,59 € | 0,00 € |
| LIU HENNETTE | 1319 / 100000 | 1 322,79 € | 70,90 € | 70,90 € | 1 251,89 € | 0,00 € |
| MA & MO - M. CISE | 1785 / 100000 | 1 805,89 € | 96,86 € | 96,86 € | 1 709,03 € | 0,00 € |
| MAGEN ERIC | 1309 / 100000 | 1 308,50 € | 70,21 € | 70,21 € | 1 238,29 € | 0,00 € |
| MANTES 2 | 1081 / 100000 | 1 081,49 € | 58,11 € | 58,11 € | 1 023,38 € | 0,00 € |
| MARTIN JEAN | 1145 / 100000 | 1 152,08 € | 61,55 € | 61,55 € | 1 090,53 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1396 / 100000 | 1 408,09 € | 76,04 € | 76,04 € | 1 332,05 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1147 / 100000 | 1 154,25 € | 61,68 € | 61,68 € | 1 092,57 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1331 / 100000 | 1 338,07 € | 71,55 € | 71,55 € | 1 266,52 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1138 / 100000 | 1 144,37 € | 61,17 € | 61,17 € | 1 083,20 € | 0,00 € |



Plan de financement
DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAG
AMIANTE -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU CORRESPONDANT | TOTAL DES FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLES | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PÉRIODE EFFETIVE DE TRAVAUX | RESTE À FINANCER | RESTE À APPRÉHENDER |
|-------------------------------|---|----------------------------------|------------------------|-----------------------------------|---------------------|------------------------|
| MEBARAK KHADIR | 1389 / 100000 | 1 389,33 € | 74,67 € | 74,67 € | 1 314,66 € | 0,00 € |
| MECHETI HAKIM | 1143 / 100000 | 1 149,85 € | 61,44 € | 61,44 € | 1 088,41 € | 0,00 € |
| MINOUA SALEM | 1709 / 100000 | 1 720,83 € | 91,81 € | 91,81 € | 1 629,02 € | 0,00 € |
| MINOUA SALEM | 1151 / 100000 | 1 158,89 € | 61,87 € | 61,87 € | 1 097,02 € | 0,00 € |
| MOHAMED LALLA | 1784 / 100000 | 1 782,58 € | 94,82 € | 94,82 € | 1 687,76 € | 0,00 € |
| MOHAMMAD / CHANGHEL ANGELE | 1666 / 100000 | 1 674,48 € | 89,56 € | 89,56 € | 1 584,92 € | 0,00 € |
| NEPTUNE | 1313 / 100000 | 1 316,17 € | 70,58 € | 70,58 € | 1 245,59 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 1 | 1394 / 100000 | 1 372,42 € | 79,32 € | 79,32 € | 1 293,10 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 4 | 1149 / 100000 | 1 156,45 € | 61,77 € | 61,77 € | 1 094,68 € | 0,00 € |
| RUTHANZA THEODORE | 1375 / 100000 | 1 382,92 € | 73,91 € | 73,91 € | 1 309,01 € | 0,00 € |
| SAINT YVES | 1128 / 100000 | 1 133,31 € | 60,64 € | 60,64 € | 1 072,67 € | 0,00 € |
| THIANG YOU HENG | 1381 / 100000 | 1 389,09 € | 73,18 € | 73,18 € | 1 315,91 € | 0,00 € |
| TOUAM DEFO | 1157 / 100000 | 1 165,29 € | 62,20 € | 62,20 € | 1 103,09 € | 0,00 € |
| TOUAM KHAN - RADIA | 1116 / 100000 | 1 122,28 € | 60,10 € | 60,10 € | 1 062,18 € | 0,00 € |
| VANDU VAMIEHAN | 1347 / 100000 | 1 352,08 € | 72,41 € | 72,41 € | 1 279,67 € | 0,00 € |



JPS CONTRÔLE

JPS CONTRÔLE

Paris Ouest
52 rue du Capitaine Guynemer
92400 COURBEVOIE
Téléphone : 01 43 34 18 31
Mail : agence.parisouest@jps-contrôle.fr

FONCIA BOUCLES DE SEINE

28 avenue de la République
78200 MANTES LA JOLIE
FRANCE
Madame Ingrid ROJAS
ingrid.rojas@fonia.com

PROPOSITION / CONVENTION

Diagnostic technique

N°01 24 78 0156 4 1 VO du 18/04/2024

Offre valable 3 mois

Repérage des armatures de balcons

- 7 rue Pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE

Offre suivie par :

JEANNE Flavie
flavie.jeanne@jps-contrôle.fr
06 37 02 52 76

Affaire suivie par :

JEANNE Flavie
flavie.jeanne@jps-contrôle.fr
06 37 02 52 76

Entre d'une part,

JPS CONTRÔLE

Représenté par :

Le :

Signature :

Et d'autre part,

FONCIA BOUCLES DE SEINE

Représenté par :

Le :

Signature :

A été arrêté et convenu ce qui suit :

Paraphes :

N° : 01 24 78 0156 4 1 VO

RCS NANTERRE - SIREN 403 584 543 00058 - TVA FR 29 403 584 543 - APE 7120 B

1/5



JPS CONTRÔLE

1. Objet de la mission

Repérage des armatures de balcons.

- Ouvrage ou élément concerné : Bâtiment de 17 étages avec 3 façades de balcons
- Adresse : 7 rue Pierre de Ronsard à Mantes la jolie

Description sommaire de l'installation :

Bâtiment de 17 étages avec 3 façades de balcons filants

Description succincte du projet :

Repérage au radar de l'emplacement des armatures des balcons en vue des travaux de création de siphons encastrés et de descentes d'eaux pluviales.

2. Conditions particulières d'intervention

Conditions d'accès :

La prise de RDV avec les résidents est à la charge du syndic sur les deux journées consacrées au diagnostic en convenu avec le syndic.

Les balcons devront être accessibles et dégagés pour permettre notre intervention.

les balcons seront sans carrelage / dalles ou éléments ne permettant pas de pouvoir faire le contrôle ou de perturber les résultats du radar

Limites de la mission :

Notre mission est basée sur la réalisation de sondages non destructifs au radar pour repérer les armatures des balcons.

A la demande du client, nous proposons l'échantillonnage suivant :

1 repérage approfondi par façade et 3 repérage de vérification par façade.
soit un minimum de 12 balcons inspectés.

Notre offre ne comprend pas de vérification structurelle (sondage, détermination du diamètre des armatures, recalcul de la capacité portante)

Sondages :

Sondages au radar sans sondages destructifs

Moyens d'accès :

Sans objet

Documents à transmettre :

Paraphes :

N° : 01 24 78 0156 4 1 VO

RCS NANTERRE - SIREN 403 584 543 00058 - TVA FR 29 403 584 543 - APE 7120 B

2/5



Plans des niveaux

3. Montant des prestations de base

| Mission | Montant HT |
|--|------------------------|
| Diagnostic comprenant: | 4 710,00 |
| Déplacement de deux intervenants sur site sur 2 jours | |
| Diagnostic « étalon » avec sondage non destructif approfondi d'un balcon de chaque façade (est, ouest, sud) afin de vérifier l'emplacement des armatures | |
| Echantillonnage de 4 balcons supplémentaires par façade pour vérification rapide de la récurrence des armatures | |
| Soit 3 diagnostics étalon et 12 repérages de vérification. | |
| Analyse et rédaction d'un rapport de synthèse en format PDF adressé directement à Mme ROJAS de chez FONCIA (autre nous préciser) | |
| | Total HT 4 710,00 |
| | Total TVA (20%) 942,00 |
| | Total TTC 5 652,00 |

Paraphes :

N° : 01 24 78 0156 4 1 V0

3/5



3. OPTION

En cas de besoin de contrôle radar supplémentaire :

tarif unitaire de 80€HT (le nombre supplémentaire demandé peut demander à prévoir un déplacement complémentaire / nous consulter).

Tout déplacement supplémentaire pourra être facturé 350 €.

Tout balcon supplémentaire sera inclus dans l'analyse et la rédaction du rapport de synthèse initial.

4. Echéancier de facturation

| Terme de facturation | Pourcentage | Terme | Montant C HT | Montant C TTC |
|------------------------|-------------|---------------------|--------------|---------------|
| Démarrage des travaux | 0,00 % | A réception facture | 0,00 | 0,00 |
| Acompte à la commande | 50,00 % | A réception facture | 2 355,00 | 2 826,00 |
| A la remise du rapport | 50,00 % | A réception facture | 2 355,00 | 2 826,00 |

Coordonnées bancaires :

| Iban | Bic |
|-----------------------------------|----------|
| FR76 3000 3022 0300 0204 9423 838 | SOGFERPP |

Si le destinataire de la facture est différent, merci d'indiquer ses coordonnées ci-dessous :

Paraphes :

N° : 01 24 78 0156 4 1 V0

4/5

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET D'INTERVENTION
Vérifications techniques et SP5, du 07/07/2022

Article 1 - CONDITIONS DU CONTRAT

Les modalités d'exercice et les limites des missions de JPS CONTROL sont précisées dans le contrat et dans les articles ci-dessous.

Article 2 - MOYENS ET INFORMATIONS

Le Client s'engage vis-à-vis de JPS CONTROL à :

- Définir clairement ses besoins et ses attentes en temps utile ;
 - Fournir aux intervenants de JPS CONTROL les moyens adéquats, en matière et en personnel habilités pour exécuter la mission.
- Si, à titre exceptionnel, un intervenant de JPS CONTROL était amené à manipuler lui-même, pour les besoins de sa mission, les équipements du Client, le Client en garde la responsabilité.

Article 3 - PREVENTION ET SECURITE

Le Client s'engage à mettre en œuvre les moyens et les actions prévus par la réglementation découlant d'une entreprise tierce intervenant en entreprise. Il doit en particulier assurer la coordination générale des mesures de prévention, et définir et indiquer aux intervenants les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité, et de premiers secours applicables aux travaux effectués dans son établissement par JPS CONTROL.

Si l'intervenant de JPS CONTROL juge insuffisantes les conditions de préparation requises pour la réalisation de la prestation, il se réserve le droit de ne pas réaliser l'intervention et en informe le client par écrit.

En cas de nécessité d'intervention de JPS CONTROL en dehors des jours habituels de travail, le Client s'occupe de l'obtention des autorisations administratives éventuellement requises.

Article 4 - SOUS-TRAITANCE

D'une manière générale, JPS CONTROL exécute personnellement les missions qui lui sont confiées.

JPS CONTROL se réserve toutefois la possibilité d'en sous-traiter tout ou partie, sous son entière responsabilité. JPS CONTROL s'engage dans ce cas à respecter la réglementation relative à la sous-traitance.

Article 5 - CONFIDENTIALITE

JPS CONTROL et ses intervenants s'engagent à ne pas divulguer les informations, documents d'ordre technique ou économique ni les résultats obtenus concernant les missions qui lui sont confiées.

Cette règle reçoit toutefois exception, en cas de demande faite par l'autorité administrative dans un cadre légal, ou dans le cadre des agissements et des délégations administratives que détiennent JPS CONTROL.

Le client autorise JPS CONTROL à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices

Article 6 - ASSURANCE

JPS CONTROL s'oblige à souscrire une ou plusieurs polices d'assurances couvrant les différentes responsabilités qu'il assume du fait des missions confiées. JPS CONTROL s'oblige à fournir les attestations d'assurance correspondantes sur simple demande du Client.

Le Client doit souscrire, auprès d'une Compagnie d'Assurance, un contrat le garantissant contre la responsabilité qu'il encourt au titre des dommages subis par les intervenants au fait des accidents ou des incidents dont il pourrait être victime au cours de leur présence dans les locaux du Client.

Article 7 - RESPONSABILITE DE JPS CONTROL

La responsabilité de JPS CONTROL est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens et non de résultat. La responsabilité de JPS CONTROL s'apprécie dans les limites de la mission confiée par le client.

Article 8 - RECLAMATION

JPS CONTROL a mis en place un système d'enregistrement et de traitement des appels et des réclamations. Dans le cas d'une insatisfaction à l'égard d'un service non conforme à ses attentes, le maître d'ouvrage adresse une réclamation à JPS CONTROL par voie postale ou par courriel à l'adresse qualite@jps-control.fr ou qualite@jps-control.fr.

Une conciliation est ensuite envoyée comme un mode de règlement amiable des conflits, par lequel les parties tentent de rapprocher leurs points de vue respectifs, afin de parvenir à une solution. Cette intervention se déroule sous l'autorité soit d'une personne de JPS CONTROL

n'ayant pas participé à l'intervention, soit d'un tiers neutre et indépendant, qui intervient de manière active en proposant une solution aux parties qui restent libres de l'accepter.

Article 9 - HONORAIRES ET FACTURATION

Le paiement des honoraires est effectué au comptant et conformément aux modalités prévues dans le contrat.

L'obligation de payer les honoraires et frais revenant à JPS CONTROL étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être différé en raison d'un divergenc sur le point de vue technique exprimé par JPS CONTROL.

A défaut de règlement des notes d'honoraires et frais dans un délai d'un mois, ces derniers porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal à une fois et demie le taux de l'intérêt légal.

Article 10 - RESILIATION

En cas de manquement par l'un des parties à l'une des obligations à sa charge, dont le paiement des factures, l'autre partie pourra interrompre l'exécution des prestations engagées après l'envoi à la partie défaillante d'une mise en demeure d'avoir à remédier au dit manquement, sous la forme recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En cas d'interruption anticipée des prestations, quelle qu'en soit la cause, les sommes déjà perçues par JPS CONTROL lui restent acquises et les factures correspondant aux travaux réalisés lui seront dues.

Article 11 - INDEPENDANCE ET IMPARTIALITE

Les activités de JPS CONTROL sont réalisées en toute indépendance et en toute impartialité.

JPS CONTROL et le Client s'engagent à ce qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts ou qu'ils sont résolus de façon à ne pas influencer, de façon préjudiciable, les activités de JPS CONTROL. Tout risque sur notre indépendance doit être éliminé.

Article 12 - CAS PARTICULIERS DU CONTRAT A L'ABONNEMENT

La vérification des installations et équipements est effectuée suivant la périodicité retenue par le Client, telle que précisée dans le présent contrat. Le montant des honoraires prévus dans la proposition est révisable. En conséquence, à compter de la date du mois de référence indiqué dans la proposition, le montant des honoraires et frais dus à JPS CONTROL sera réajusté en fonction du coût des services (indice technique connu à la date de facturation) publié par l'INSEE à l'indice de la formule suivante : $P = P_0 \times (I/I_0)$, avec :

P = montant de la facture

P_0 = honoraires de base (voir montant des prestations de la proposition)

I = valeur de l'indice INSEE à la date des vérifications techniques
 I_0 = valeur de l'indice INSEE à la date de signature de la proposition
La responsabilité du respect des échéances incombe au Client qui doit, de lui-même, convoquer JPS CONTROL en temps opportun.

La date de la vérification est alors fixée d'un commun accord en fonction des contraintes d'exploitation du Client et de celles de JPS CONTROL. Dans le cas où le Client n'aurait pas convoqué JPS CONTROL dans le délai fixé dans le contrat, la responsabilité de JPS CONTROL serait déléguée au titre de l'installation concernée si un incident ou un accident venait à se produire.

La durée de l'abonnement est fixée par le Client. La dénonciation du contrat par le Client avant ce terme doit se faire par courrier avec accusé de réception avec un préavis de deux mois avant le début de l'année suivante, et donne lieu à une indemnité par le Client au bénéfice de JPS CONTROL de 20% du montant total des prestations restant à réaliser jusqu'au terme des trois années. Toute annulation des prestations restant à réaliser n'est pas applicable dans le cadre des marchés publics. La proposition pourra être dénoncée par JPS CONTROL sans préavis à tout moment en cas de non-paiement des honoraires et frais d'intervention après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois. La cession des bâtiments, installations ou équipements faisant l'objet de la présente convention doit faire l'objet d'une cession de cette proposition à l'acquéreur. En cas de dénonciation de la présente convention par l'acquéreur, le vendeur des biens devra s'acquitter auprès de JPS CONTROL à titre de dédommagement d'une somme représentant 50% de la valeur des interventions prévues dans la convention et non encore effectuées.

En application de l'article 3 de l'arrêté du 26 décembre 2011, notre vérification périodique d'électricité est valable 1 an.

Article 13 - UTILISATION DES MARQUES D'ACCREDITATION

Il est interdit d'utiliser toutes marques d'accréditation (ou de la référence textuelle à l'accréditation) en dehors de la reproduction intégrale des documents que nous vous retournons et qui y font référence, notamment les rapports.



Foncia

28 Avenue de la République –
78200 MANTES LA JOLIE
Vélizy, le 3 mai 2024

Objet : Proposition de mission pour le repérage des armatures avec le radar des balcons

Par mail : m@cinetique.archi

07 85 59 63 38

A l'attention de Madame NEVES

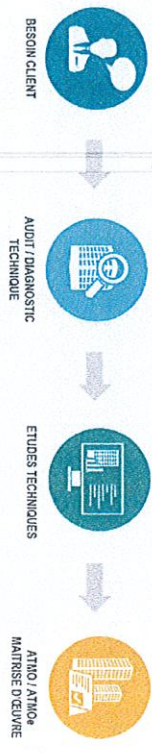
Madame,

Pour faire suite à votre demande de réalisation de sondage non destructif avec le radar sur les balcons de la tour Neptune situé à Mantes la Jolie, veuillez trouver ci-jointe notre proposition de mission et d'AMO Quardina.

1. PREAMBULE

Quardina est la filiale du GROUPE QUALCONSULT dédiée à la réalisation d'Audits, de diagnostics, d'instrumentation et d'assistance technique à Maitrise d'ouvrage. A l'image du GROUPE QUALCONSULT et de ses compétences, nos métiers s'inscrivent dans tout le cycle de vie de l'ouvrage : de sa conception à sa déconstruction.

Quardina propose des solutions sur mesure :



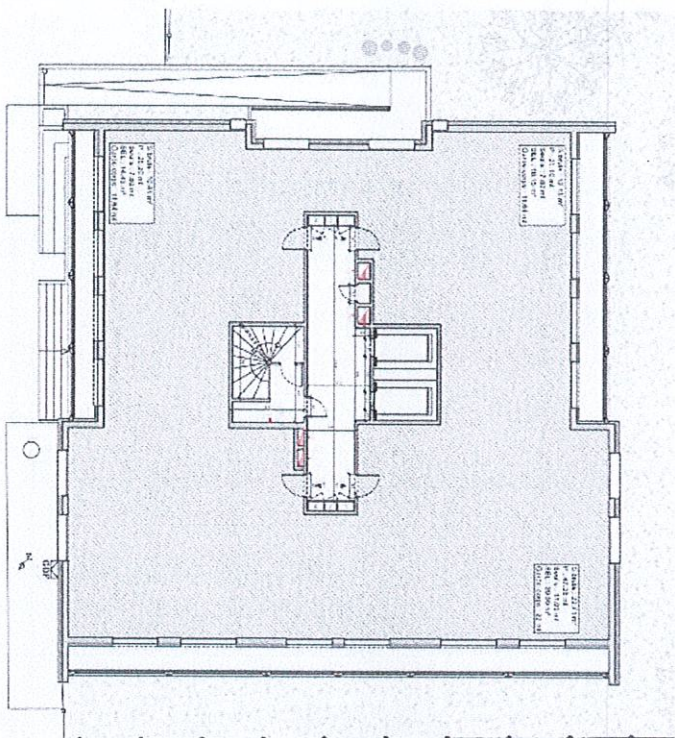
Quardina - SIRET : 804 448 587 00029 - RC Versailles - 804 448 587 - TVA Intracommunautaire : FR 32 804 448 587
Siège social : 1bis rue du Petit Chamart - Vélizy Paris - 78140 Vélizy - 01 73 93 11 00 - www.quardina.fr

Agence Vélizy - Pôle Structure
1bis rue du Petit Chamart - Vélizy Paris - 78140 Vélizy - 01 73 93 11 00 - www.quardina.fr



2. LE PATRIMOINE CONCERNE

- Adresse : 7 rue Pierre Ronsard - 78200 Mantes la Jolie
- Type d'établissement : Habitation
- Surfaces : /
- Nombre de bâtiments : -
- Nombre de niveaux : 17 étages



3. VOS ATTENTES CONCERNANT CETTE MISSION

L'objectif de la mission est de permettre de déterminer la position des armatures de la structure des balcons pour permettre la mise en place des siphons au sol par le maître d'ouvrage.
Pour ce faire, il sera nécessaire de réaliser :

- Une campagne de mesures non destructives avec le ferroskan ou le radar sur les 3 balcons d'un étage courante et sur 2 niveaux.
- Implantation des positions des armatures sur site,
- Rédaction d'un rapport avec les clichés des scans ferroskan ou radar.

4. AUTORISATIONS PREALABLES

Le client s'engage à informer les occupants de la nature de notre intervention et à nous informer de l'acceptation des occupants pour intervenir sur les balcons dans leur appartement.

5. PRESTATIONS EXCLUES DE NOTRE MISSION

Notre offre ne comprend que la remise en état des points de sondages par rebouchage sommaire au ciment prompt ou au mortier de réparation

Elle ne comprend pas la réfection des éléments de second œuvre (coffrage BA13, carrelage, moquette) non démontables ou de revêtements (peinture, résine, laccage, enduit etc.) ou la reprise de l'étanchéité.

- Sondages destructif, étude de la capacité portante,
- Etude géotechnique ou étude des fondations
- Assistance à toutes démarches d'ordre administratif (dossier pour copropriété, déclaration préalable, permis de construire, rétro préventif et)
- Assistance à des réunions, en cas de demande du maître d'ouvrage, une plus-value de 650 € H.T. sera appliquée.

Ces prestations ne font pas partie du présent devis mais peuvent être réalisées par Quardina dans le cadre de missions complémentaires après accord du Client.

Nota : Toute modification ou désorganisation de notre planning liée à un fait extérieur à Quardina conduira à une facturation supplémentaire (frais d'immobilisations équipes et matériels).

6. A LA CHARGE DU CLIENT

- Fourniture des plans en DWG et les études éventuelles réalisées
- Fourniture des documents et des accès sécurisés au site
- Présence d'un accompagnateur pour l'ouverture des locaux concernés,
- Etc, ...

8. DELAIS DE VALIDITE DE L'OFFRE

sera réalisée en fonction du taux d'inflation en cours

9. PAIEMENT DES HONORAIRES

divergence quelconque sur les avis formulés

Les paiements sont faits à 30 jours date de facture :

- par virement au profit du compte domicilié au Crédit Agricole de Paris et d'Ile de France sous le :

RIB n° 18206 00379 65022834661 C16 24

IBAN n° FR76 1820 6003 7965 0228 3465 124

BIC : AGRIFRPP882

- ou par chèque à l'ordre de **SAS Quardina**

NOTA : Le contenu financier ci-avant est établi dans le cadre d'une intervention sur site aux horaires conventionnés (8h00-18h00) et pour une réalisation de mission au cours d'un déplacement unique. Ainsi, tout déplacement supplémentaire imposé (impossibilité d'accès) sera facturé 750 € (HT).

Les factures Quadriini seront présentées selon les dispositions suivantes :

- 40 % d'acompte à la commande,
- 60 % à la remise du rapport final.

RAYPELL : *Guardian* est l'incité d'une holding dans laquelle est présente une filiale soumise à la loi de droit de commerce. Ceci signifie « sans » est venue d'appliquer l'Article 2 de l'agrement Ministère dont elle est dépendante (Décision du 29 septembre 2017) portant argument en qualité de considérer technique - JO du 13 Octobre 2017. La section *Guardian* n'est en aucun cas défectueuse d'un argument de contrôle technique.

| Type(s) de mission(s) retenue(s) | Montant |
|---|------------|
| <p>Structure</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation de la mission - Mise à disposition d'un ingénieur - Campagne de sondages non destructifs sur sur les 3 balcons d'un étage et sur 2 niveaux - Rédaction de rapport de synthèse et implantation des positions des armatures sur site. | 2250,00 € |
| Total en € HT | 2250,00 € |
| TVA 20% | 450,00 € |
| Total en € TTC des honoraires | 2 700,00 € |

Guardina - SIRET : 804 448 587 00829 - RC Versailles - 804 448 567 - TVA intracomunitaire : FR 32 804 448 567
Siège social : 1bis rue du Petit Clamart - Valley Plus - Bât G - 2^{ème} étage - 78140 ELLIZY - 01 73 95 11 09 - www.guardina.fr

Agence Velizy - Pôle Structure
1bis rue du Petit Clamart - Velizy Plus - Bat G - 2^{ème} étage - 78140 VELIZY

guardina
INGEGNERIA A IMPATTO POSITIVO

Référence société

Le paiement des sommes dues à **Quardina** est effectué au comptant, sauf dispositions spécifiques précisées aux conditions particulières de la convention. Le paiement ne peut être différé, même en cas de divergence de vue sur les avis émis par **Quardina** ou entre différents participants de l'acte de construire.

Les sommes d'argent, libellées et payables en euros, au titre de la présente convention, seront considérées, de plein droit, comme libellées et payables en monnaie unique européenne conformément aux réglementations communautaires et nationales applicables.

Direction Générale Quardina

Zone Vélizy plus Bât G – 2^{ème} étage – 1 Bis rue du Petit Clamat – 78140 Vélizy

Tél 01 73 95 11 09 mail : contact@quardina.fr

R.C. Versailles : 804 448 587

SIRET : 804 448 587 00829

TVA Intracommunautaire : FR32 804 448 587

Guardina - SIRET : 804 448 587 00829 - RC Versailles - 804 448 587 - TVA intracomunitaire : FR 32 804 448 587
Siège social : this rue du Petit Chamant - Vélizy Plus - Bat G - 2^{ème} étage - 78140 VÉLIZY - ☎ 01 73 95 11 05 - www.guardina.fr

Agence Vélizy - Pôle Structure
11bis rue du Petit Clamart - Vélizy Plus - Bât G - 2^{ème} étage - 78140 VÉLIZY



INGENIERIE A IMPACT POSITION

Nous nous tenons à votre disposition pour toute information complémentaire

Acceptez, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Ingenieur Structure chef de service structure IDH

☎ 07 61 69 08 45 - montalibby.lawal@quardina.fr

SIGNATURE ET CACHET

DATE: _____

Agence Vélizy - Pôle Structure
1bis rue du Petit Champan - Vélizy Plus - Bât G - 2^{ème} étage - 78140 VELIZY

Quardina
INGÈNERIE À IMPACT POSITIF

[illegible]

- Les documents contractuels sont par ordre de priorité :
- les conditions particulières de service, de notre offre, de notre mémoire technique, de notre note justificative explicative, ou commande d'intervention.
- les conditions générales suivantes :

[illegible]

1.2.1. Saur accord contraire écrit et signé par les Parties et sous réserve des dispositions légales impératives, les présentes Conditions Générales :

Quarrels.

1.2.2. Préalable sur tous nos termes ou articles contractuels contenus ou liés sans tout document remis par le client (notamment ses propres conditions générales), les lois non impératives, les usages commerciaux et la pratique des affaires.

1.2.3. Aux termes des présentes Conditions Générales, les définitions suivantes s'appliquent :

1.2.2.2. Le client désigne tout utilisateur qui commande et/ou achète une mission proposée par la société Quadra.

1.2.2.3. Les missions sont classées, par Québec, en missions complémentaires à la réalisation de missions d'assistance technique et d'étude d'aide, et/ou de maîtrise d'œuvre qui donnent lieu à des contrats, rapports, avis, appréciations ou recommandations, conseil, études et assistance à la maîtrise d'ouvrage tels que présentés dans les fiches produits. Quatre-vingt-trois des missions peuvent être fournies sous forme d'offre groupée ou sous forme de prestations indépendantes. Les prestations (Célébrations ne sont pas applicables qu'aux commandes de missions qui doivent être exécutées sur le territoire de la France Métropolitaine et la Corse.

1.2.3 Lab. qualification ou certification retenue par le maître d'ouvrage
La mission d'accompagnement de Quindira s'effectue dans le cadre des démarches de labellisation ou de certification environnementale de la construction ou autre label ou certification retenue par le maître d'ouvrage.

toute demande des prestations doit faire l'objet d'une commande en bon et due forme établie par le client d'ordre : En règle générale, les prestations ne seront entreprises qu'après réception de la commande qui devra comporter : a) un numéro, b) la date, c) la désignation des prestations, d) l'identité et la qualité du signataire, e) la destination des résultats (ou de la fourniture), f) les coordonnées complètes de facturation, g) le cachet commercial (le cas échéant), la signature et le paraphe de toute l'offre.

Dans les cas exceptionnels, la demande exprimée au client, les prestations pourront être anticipées sans délai (produire l'urgence), mais la demande devra être confirmée dans les 24 heures par une commande en bonne et due forme.

Toute commande implique l'acceptation par le donneur d'ordres des présentes conditions générales. Aucune clause contraire même si elle figure sur les documents de commande ou les conditions générales du donneur d'ordres ne nous est opposable en l'absence d'accord écrit du point de vue.

Quardina
INGÈNERIE À IMPACT POSITIF

Journal of Interpersonal Violence

Le développement doit mettre à notre disposition des équipements, des produits et matériels nécessaires à l'écoulement de la production, le confort du consommateur doit être accessible, les ouvrages, les plans, les documents nécessaires, utiles, soumis à nos missions. En cas de disponibilité d'accès le jour de nos missions, on cas d'impossibilité d'accès le jour de nos missions tout déplacements expérimentales sont interdits.

Nous ne sommes en aucun cas responsables de la dégradation des produits du seul fait des expérimentations qui nous sont demandées pendant et hors de leur temps.

eau comme expresso ou café fortifié lors de la consommation, les échantillons, produits ou corps d'épreuve ne sont pas conservés après l'envoi des résultats.

En cas de demande de conservation dans nos laboratoires, des frais de stockage seront facturés au client.

En cas d'identification sur site sur ouvrage, nous devons nous en tenir à l'interprétation des données, nous ne sommes pas responsable quant aux données occasionnelles sur les réseaux, câbles ou équipements, nous ne sommes pas responsable de la mise en œuvre des canalisations dont la présence ne nous aurait pas été signalée par écrit. Les fermetures d'entretien nécessaires sur les armoires, autorisations de travail, sur les sites doivent nous être signalées au moment de la commande, faute de quoi nous et elles seraient sujetes à ajustement. Certaines interventions peuvent entraîner d'éventuels dommages sur les équipements, nous ne sommes pas responsables de ces dommages, nous ne sommes pas responsable sur les sites d'entretien, l'entretien, les réparations, les interventions ou réparations correspondantes sont à la charge du client.

la charge du donneur d'ordres

5.1.1. S'assurer que les instructions nécessaires à la réalisation des missions peuvent être exécutées en temps utile à Quindina ;

5.1.2. Fournir à Quindina, ainsi qu'à ses représentants, consultants et employés, en temps utile et sans frais un accès à ses moyens matériels (sites, bâtiment, ouvrages, locaux, bureaux, données et autres informations), un accès à son personnel et tous les moyens de transport pour tous les sites concernés par les missions ;

5.1.3. Houtis les documents accessibles au public, remettre en temps utile à Guardia tous les documents de travail et informations nécessaires à la bonne exécution des missions ;

5.1.4. Fournir à Guardia tous détails et informations utiles concernant l'utilisation prévue ou la destination des missions ;

5.3. Adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité des conditions de travail sur le chantier durant l'exécution des missions et informer Quotidia de toutes les lois et tous les règlements applicables en matière de santé et de sécurité et toutes autres consignes de sécurité relatives aux sites et équipements du client.

5.1.0. Veut-il ce que tout l'équipement du client soit en bon état et adapté aux fins pour lesquelles il est utilisé en relation avec les missions et se conforme à toutes les règles applicables ;

5.1.8. Veiller à ce que tous les documents, informations et matériels mis à la disposition de GuardiaIn par le client en vertu de l'accord ne soient pas atteints ni ne constituent une infraction à tout brevet, droit d'auteur, marque déposée, secret de fabrication, licence, ou autres droits de propriété (y compris intellectuels) de tout tiers ;

5.1.10. Le client est seul responsable de l'utilisation des rapports ou avis fournis par Quadrafin. N'Quadrifina ni ses représentants ne peuvent garantir la qualité, les résultats, l'efficacité ou la pertinence de toute décision ou action qui pourrait être entreprise sur la base des rapports ou avis fournis en vertu de l'accord.

Travaux: DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON
Copropriété: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
N° d'immeuble: 501255027
Adresse: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Date: le 06/05/2024
Cabinet: FONCIA VBDS
Taux Horaire HT: 125,00 €
Montant travaux (HT): 3 480,00 €
Honoraires travaux: 10.78%

| LISTE DES PRESTATIONS LIÉES AUX TRAVAUX | TEMPS PASSÉ (HH:MM) | HONORAIRES TRAVAUX HT | HONORAIRES TRAVAUX TTC |
|--|---------------------|-----------------------|------------------------|
| Consultation des entreprises. Envoi des demandes de devis, relances, RV sur place... | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation d'un tableau du coût estimatif des travaux avec simulation de quote-part des copropriétaires | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Mise en forme du dossier pour convocation de l'Assemblée générale | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation et lancement des ordres de service | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Création du compte travaux, lancement et envoi des appels de fonds, encaissement des règlements | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Paiement des situations de travaux | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Réception des travaux - visite de réception, rédaction du PV de réception | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| TOTAL | 2:30 | 312,50 € | 375,00 € |



N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR232728203480 SAS CAPITAL 137728 54 4 - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP196013017000320064 Garant financier: GALIAN - 88 Rue La Boétie - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

Visa Conseil syndical



N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR232728203480 SAS CAPITAL 137728 54 4 - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 728203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP196013017000320064 Garant financier: GALIAN - 88 Rue La Boétie - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy



Plan de financement

DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAGNOSTIC
REPERAGE ARMATURES BALCON -100% DU
FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| MONTANT TOTAL DES TRAVAUX TTC | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | MONTANT DU FONDS DE TRAVAUX AFFECTE | CLÉ DE RÉPARTITION | |
|----------------------------------|-------------------------------|--|---------------------------------|--------------------------------|
| | | | 001 - CHARGES GÉNÉRALES | |
| 4 551,00 | 100 661,66 | 4 551,35 | 100% | 5% |
| | | | DU FONDS DE TRAVAUX MOBILISE | DU FONDS DE TRAVAUX AFFECTE |
| | | | | FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE |

| NOM DU COPROPÉTAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PRIÉLÈVEMENT MOBILISÉ SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPRÉHEND |
|-----------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|----------------------|
| ABDERRAHIM MALEK | 1332 / 100000 | 1 335,47 € | 1 335,47 € | 60,82 € | 60,82 € | 1 274,65 € | 0,00 € |
| AGNI CHAMA | 1325 / 100000 | 1 329,43 € | 1 329,43 € | 60,31 € | 60,31 € | 1 269,12 € | 0,00 € |
| AMARI LAID | 1361 / 100000 | 1 367,46 € | 1 367,46 € | 61,34 € | 61,34 € | 1 305,82 € | 0,00 € |
| AMMAL HASSAN - FATIMA | 1373 / 100000 | 1 382,32 € | 1 382,32 € | 62,49 € | 62,49 € | 1 319,83 € | 0,00 € |
| ANWAR / ALI SHAHZAD / TUNZEELA | 1343 / 100000 | 1 349,28 € | 1 349,28 € | 61,12 € | 61,12 € | 1 288,16 € | 0,00 € |
| ANWAR MOHAMMAD | 1748 / 100000 | 1 764,94 € | 1 764,94 € | 79,56 € | 79,56 € | 1 685,38 € | 0,00 € |
| APPALETED JUNIOR | 1417 / 100000 | 1 429,21 € | 1 429,21 € | 64,49 € | 64,49 € | 1 364,72 € | 0,00 € |
| ARSLAN ANDRE | 1740 / 100000 | 1 758,08 € | 1 758,08 € | 79,19 € | 79,19 € | 1 678,89 € | 0,00 € |
| ATS | 1732 / 100000 | 1 747,29 € | 1 747,29 € | 78,83 € | 78,83 € | 1 668,46 € | 0,00 € |
| BAHAR AHMED / AICHA | 1337 / 100000 | 1 342,85 € | 1 342,85 € | 60,85 € | 60,85 € | 1 281,80 € | 0,00 € |
| BENMOUSSA YAHYA | 625 / 100000 | 635,49 € | 635,49 € | 28,45 € | 28,45 € | 607,04 € | 0,00 € |
| BENSEBAINI LAURI OU ZEIDA | 1770 / 100000 | 1 789,17 € | 1 789,17 € | 80,56 € | 80,56 € | 1 708,61 € | 0,00 € |
| BESRI LEONIDAS EDOAR | 1108 / 100000 | 1 111,28 € | 1 111,28 € | 50,43 € | 50,43 € | 1 060,85 € | 0,00 € |
| BIHOU AHMED | 1756 / 100000 | 1 773,75 € | 1 773,75 € | 79,92 € | 79,92 € | 1 693,83 € | 0,00 € |
| BIHOU MOHAMED | 1716 / 100000 | 1 729,64 € | 1 729,64 € | 78,10 € | 78,10 € | 1 651,54 € | 0,00 € |
| BOULOUMI LAHCEN | 1354 / 100000 | 1 359,74 € | 1 359,74 € | 61,83 € | 61,83 € | 1 298,11 € | 0,00 € |



Plan de financement

DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAGNOSTIC
REPERAGE ARMATURES BALCON -100% DU
FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU COPROPÉTAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PRIÉLÈVEMENT MOBILISÉ SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPRÉHEND |
|------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|----------------------|
| BOLLOUCHI BEHROOZ | 1123 / 100000 | 1 127,78 € | 1 127,78 € | 51,11 € | 51,11 € | 1 076,67 € | 0,00 € |
| BOURQA EL HASSANE | 1402 / 100000 | 1 412,71 € | 1 412,71 € | 63,81 € | 63,81 € | 1 348,90 € | 0,00 € |
| CHIECK ISMAIL SPC NOORTVA | 1389 / 100000 | 1 409,34 € | 1 409,34 € | 63,87 € | 63,87 € | 1 345,87 € | 0,00 € |
| EL MAMOUNI YAKTIA - GHAN | 1355 / 100000 | 1 382,48 € | 1 382,48 € | 61,87 € | 61,87 € | 1 320,61 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1773 / 100000 | 1 792,46 € | 1 792,46 € | 80,89 € | 80,89 € | 1 711,77 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1102 / 100000 | 1 104,65 € | 1 104,65 € | 50,18 € | 50,18 € | 1 054,48 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1349 / 100000 | 1 355,86 € | 1 355,86 € | 61,40 € | 61,40 € | 1 294,46 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1367 / 100000 | 1 375,79 € | 1 375,79 € | 62,22 € | 62,22 € | 1 313,51 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1368 / 100000 | 1 375,20 € | 1 375,20 € | 62,26 € | 62,26 € | 1 312,94 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1411 / 100000 | 1 422,83 € | 1 422,83 € | 64,22 € | 64,22 € | 1 358,61 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1370 / 100000 | 1 379,03 € | 1 379,03 € | 62,35 € | 62,35 € | 1 316,68 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1133 / 100000 | 1 138,80 € | 1 138,80 € | 51,57 € | 51,57 € | 1 087,23 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1155 / 100000 | 1 153,09 € | 1 153,09 € | 52,57 € | 52,57 € | 1 100,52 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1153 / 100000 | 1 160,83 € | 1 160,83 € | 52,48 € | 52,48 € | 1 108,35 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1699 / 100000 | 1 710,89 € | 1 710,89 € | 77,23 € | 77,23 € | 1 633,60 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1358 / 100000 | 1 365,81 € | 1 365,81 € | 61,81 € | 61,81 € | 1 304,00 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1097 / 100000 | 1 099,13 € | 1 099,13 € | 49,93 € | 49,93 € | 1 049,20 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1767 / 100000 | 1 765,81 € | 1 765,81 € | 80,42 € | 80,42 € | 1 705,49 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1113 / 100000 | 1 116,81 € | 1 116,81 € | 50,66 € | 50,66 € | 1 066,15 € | 0,00 € |



Plan de financement
DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAGNOSTIC
REPERAGE ARMATURES BALCON -100% DU
FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIETAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA COTE DE REPERATION | FONDS DE TRAVAIL DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAIL MODIFIES | MONTANT DES TRAVAUX | PREL'EMENT EFFECTUE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE A APPELER |
|--------------------------|---|-----------------------------------|---------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|--------------------|
| EPFIF | 1405 / 100000 | 1 415,99 € | 1 415,99 € | 63,95 € | 63,95 € | 1 352,04 € | 0,00 € |
| FARASSI YOUNES | 1891 / 100000 | 1 702,07 € | 1 702,07 € | 76,98 € | 76,98 € | 1 625,11 € | 0,00 € |
| FINANCIERE AGACHE | 1312 / 100000 | 1 313,47 € | 1 313,47 € | 58,71 € | 58,71 € | 1 255,76 € | 0,00 € |
| GANE LYDIE | 1724 / 100000 | 1 738,40 € | 1 738,40 € | 78,46 € | 78,46 € | 1 659,94 € | 0,00 € |
| GRIQHI KARIMA | 1300 / 100000 | 1 301,88 € | 1 301,88 € | 59,17 € | 59,17 € | 1 242,71 € | 0,00 € |
| HAIDOUN MOHAMED | 1339 / 100000 | 1 343,22 € | 1 343,22 € | 60,94 € | 60,94 € | 1 282,28 € | 0,00 € |
| HANNE MAMADOU | 1376 / 100000 | 1 385,64 € | 1 385,64 € | 62,63 € | 62,63 € | 1 323,01 € | 0,00 € |
| JNF | 1779 / 100000 | 1 798,52 € | 1 798,52 € | 80,97 € | 80,97 € | 1 717,55 € | 0,00 € |
| KAMKOUYE KAMKA FRANCE | 1382 / 100000 | 1 390,61 € | 1 390,61 € | 62,80 € | 62,80 € | 1 327,71 € | 0,00 € |
| KOHCHECH MOHAMED | 1408 / 100000 | 1 419,29 € | 1 419,29 € | 64,08 € | 64,08 € | 1 355,21 € | 0,00 € |
| KOUASSI/DIALLO VICTOR | 1776 / 100000 | 1 795,80 € | 1 795,80 € | 80,83 € | 80,83 € | 1 714,97 € | 0,00 € |
| LARABI NABIL | 1414 / 100000 | 1 425,83 € | 1 425,83 € | 64,38 € | 64,38 € | 1 361,57 € | 0,00 € |
| LI YANDONG & CHUNHUI | 1782 / 100000 | 1 802,38 € | 1 802,38 € | 81,10 € | 81,10 € | 1 721,28 € | 0,00 € |
| LIU HENRIETTE | 1319 / 100000 | 1 322,79 € | 1 322,79 € | 60,03 € | 60,03 € | 1 262,76 € | 0,00 € |
| MA & MO - M. CISEE | 1785 / 100000 | 1 805,89 € | 1 805,89 € | 81,24 € | 81,24 € | 1 724,65 € | 0,00 € |
| MAGEN ERIC | 1308 / 100000 | 1 308,50 € | 1 308,50 € | 59,44 € | 59,44 € | 1 249,06 € | 0,00 € |
| MAINTES 2 | 1081 / 100000 | 1 081,49 € | 1 081,49 € | 49,20 € | 49,20 € | 1 032,29 € | 0,00 € |
| MARTIN JEAN | 1145 / 100000 | 1 152,08 € | 1 152,08 € | 52,11 € | 52,11 € | 1 099,97 € | 0,00 € |
| MEBARREK KHADIR | 1389 / 100000 | 1 389,33 € | 1 389,33 € | 63,22 € | 63,22 € | 1 326,11 € | 0,00 € |
| MEBARREK KHADIR | 1147 / 100000 | 1 154,25 € | 1 154,25 € | 52,20 € | 52,20 € | 1 102,05 € | 0,00 € |
| MEBARREK KHADIR | 1138 / 100000 | 1 144,37 € | 1 144,37 € | 51,80 € | 51,80 € | 1 092,57 € | 0,00 € |
| MEBARREK KHADIR | 1399 / 100000 | 1 406,09 € | 1 406,09 € | 63,54 € | 63,54 € | 1 342,55 € | 0,00 € |



Plan de financement
DIAGNOSTIC REPERAGE ARMATURES BALCON
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - DIAGNOSTIC
REPERAGE ARMATURES BALCON -100% DU
FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIETAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA COTE DE REPERATION | FONDS DE TRAVAIL DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAIL MODIFIES | MONTANT DES TRAVAUX | PREL'EMENT EFFECTUE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE A APPELER |
|--------------------------------|---|-----------------------------------|---------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|--------------------|
| MEBARREK KHADIR | 1331 / 100000 | 1 336,07 € | 1 336,07 € | 60,58 € | 60,58 € | 1 275,49 € | 0,00 € |
| MECHETI HAKIM | 1143 / 100000 | 1 149,85 € | 1 149,85 € | 62,02 € | 62,02 € | 1 087,83 € | 0,00 € |
| MINOUNA SALEM | 1151 / 100000 | 1 158,89 € | 1 158,89 € | 62,39 € | 62,39 € | 1 106,50 € | 0,00 € |
| MINOUNA SALEM | 1708 / 100000 | 1 720,83 € | 1 720,83 € | 77,74 € | 77,74 € | 1 643,09 € | 0,00 € |
| MOHAMED LILIA | 1764 / 100000 | 1 762,58 € | 1 762,58 € | 80,28 € | 80,28 € | 1 702,30 € | 0,00 € |
| MOHAMMAD / CHANCEREL ANGELE | 1666 / 100000 | 1 674,48 € | 1 674,48 € | 75,82 € | 75,82 € | 1 598,66 € | 0,00 € |
| NEPTUNE | 1313 / 100000 | 1 316,17 € | 1 316,17 € | 59,76 € | 59,76 € | 1 256,41 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 1 | 1394 / 100000 | 1 372,42 € | 1 372,42 € | 62,08 € | 62,08 € | 1 310,34 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 4 | 1148 / 100000 | 1 156,45 € | 1 156,45 € | 62,30 € | 62,30 € | 1 104,15 € | 0,00 € |
| RUTHUNZA THEOBALD | 1375 / 100000 | 1 382,82 € | 1 382,82 € | 62,58 € | 62,58 € | 1 320,24 € | 0,00 € |
| SAINT YVES | 1128 / 100000 | 1 133,31 € | 1 133,31 € | 51,34 € | 51,34 € | 1 081,97 € | 0,00 € |
| THIANG YOU HIENG | 1381 / 100000 | 1 389,09 € | 1 389,09 € | 61,94 € | 61,94 € | 1 307,15 € | 0,00 € |
| TOKAM DEFIO | 1157 / 100000 | 1 165,29 € | 1 165,29 € | 62,66 € | 62,66 € | 1 112,63 € | 0,00 € |
| TOUJANG KAHIM - RADIA | 1118 / 100000 | 1 122,26 € | 1 122,26 € | 50,89 € | 50,89 € | 1 071,37 € | 0,00 € |
| YANDI UMMEYAN | 1347 / 100000 | 1 352,08 € | 1 352,08 € | 61,31 € | 61,31 € | 1 290,77 € | 0,00 € |



CONTRAT DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

CONTRAT N° Q-1758789 - 0796190

REFERENCE A RAPPELER POUR TOUTE COMMANDE

78-MANTES-LA-JOLIE-MISE EN PLACE D'UN SEL ET DESCENTES EP
SUR TOUS LES BALCONS DE LA TOUR NEPTUNE

LE MAÎTRE D'OUVRAGE – CLIENT

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

SOC de la RESIDENCE NEPTUNE c/o FONCIA BOULES DE
SEINE

28 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES LA JOLIE

333 AVENUE GEORGES CLÉMENTEAU
97000 NANTERRE
Centre Budgétaire : 0796190

Représenté par

Mme Ingrid ROJAS

Tél : +33130928968

ingrid.rojas@foncia.fr

SIRET : 47818053200028

Représenté par

Frédéric BLICQ

Ingénieur Commercial

Email : serviceclient.construction@bureauveritas.com

Cette proposition commerciale est valable 3 mois à partir de sa date d'émission, le 6 mai 2024.
Elle constitue la dernière proposition négociée entre les parties dans toutes ses dispositions.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :

Le Client confie à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, qui accepte, les prestations désignées ci-après aux conditions particulières et ce conformément aux conditions générales jointes :



1. RÉCAPITULATIF DES MISSIONS CONFIEES

MISSION DE COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

- Coordination sécurité-santé sur les chantiers de bâtiment

| | |
|------------------------|-----------------|
| Gestion administrative | 4 880,00 EUR HT |
| MONTANT TOTAL HT | 150,00 EUR |
| TVA (20 %) | 5 030,00 EUR |
| TOTAL TTC | 1 006,00 EUR |
| | 6 036,00 EUR |

Les honoraires ci-dessus sont établis notamment en fonction de la consistance de l'opération et des durées prévisionnelles décrites aux conditions particulières du présent contrat. Tout changement pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire détaillée au paragraphe Rémunérations complémentaires, ou à un avenant.

2. LE PROJET

78-MANTES-LA-JOLIE-MISE EN PLACE D'UN SEL ET DESCENTES EP SUR TOUS LES BALCONS DE LA TOUR NEPTUNE

Adresse :

7, rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE

Catégorie de l'opération:

2 Habitation collective (+ parking)

Usage principal:

900 000,00 € HT

Montant prévisionnel des travaux (Hors VMD):

Nombre prévisionnel d'entreprises intervenantes:

8

Nombre de lots:

01-04-2025

Date prévue pour le début des travaux:

6 mois

Durée prévisionnelle d'exécution des travaux:

Conception

Etat d'avancement de l'opération (à la date d'établissement de l'Offre):

Réhabilitation

3. DURÉE DU CONTRAT

Cette proposition commerciale formera contrat lors de son acceptation par le client ou dès qu'il reçoit un début d'exécution. Le contrat s'achève au terme de l'exécution de la mission de coordination telle qu'elle est stipulée dans « durée prévisionnelle des travaux ».

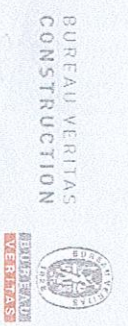
MODALITÉS SPÉCIFIQUES COVID 19

Dans le cas où les Services ne peuvent être exécutés par la société du fait des conséquences imprévues de la COVID 19 et/ou des mesures gouvernementales prises dans ce contexte, les Parties conviennent que les obligations liées à l'exécution des Accords seront suspendues à la demande de la Partie la plus diligente par tous moyens écrits. Les Parties se concerteront afin d'établir un plan de continuité pendant cette période. A défaut d'accord dans un délai de un (1) mois à compter de la notification de suspension, les Accords pourront être réalisés sans indemnité de part et d'autre, hors rémunération due au titre des Services.

4. IDENTIFICATION DU CLIENT



Bâtir un monde de confiance



| | |
|---|---|
| Informations pour mise à disposition du rapport | |
| Contact: | Ingrid ROJAS |
| Adresse mail : | Ingrid.rojas@lonca.fr |
| Informations client payeur | |
| Raison sociale | SDC de la RESIDENCE NEPTUNE c/o FONCIA BOUCLES DE SEINE |
| Numéro SIRET | SIRET : 47818053200028 |
| Numéro de TVA Intracommunautaire | FR72478180532 |
| Adresse de facturation | 28 AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 78200 - MANTES LA JOUE |

Le présent document comporte 9 pages qui font également partie intégrante du contrat, l'ensemble des annexes disponibles en ligne et listées à la fin de ce document, en particulier les fiches missions descriptives des prestations ou des services, ainsi que les conditions générales et les annexes éventuelles.

5. POUR COMMANDER

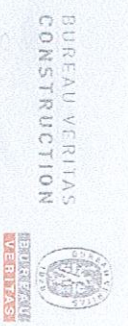
Pour valider votre commande, dans le cadre de notre démarche "Zéro papier", nous vous invitons à signer ce document électroniquement en renseignant, directement en ligne, les éléments ci-dessous. Vous pouvez toutefois télécharger ce document, et nous le renvoyer par retour d'email signé à l'adresse serviceclient.construction@bureauveritas.com

Fait à NANTERRE
Le :
Par BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
Centre Budgétaire : 0796190

A : MANTES LA JOUE
Le :
Nom :
Qualité du signataire :
Le client :

0 09 /62 51 65/L 61/L20/L

Bâtir un monde de confiance



6. CONTRAT DE COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

MISSION CONFIEE A BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Le maître d'ouvrage confie à Bureau Veritas Construction la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, décrite par la fiche mission jointe.

CHAMPS D'APPLICATION DE LA MISSION

Le maître de l'ouvrage confie à Bureau Veritas Construction les missions dont le périmètre et la nature sont définies ci-après.

ETENDUE DE LA MISSION

La mission de Bureau Veritas Construction commence à réception du présent contrat signé par le Maître de l'Ouvrage et s'achève à la réception de l'ouvrage par le Maître de l'Ouvrage.
A la date de l'établissement du présent contrat, l'état d'avancement de l'opération est le suivant : Conception

Coordination sécurité-santé sur les chantiers de bâtiment

- Phase conception :
- Nombre de réunion(s) : 1
 - Remise du PSC et du DUO de conception : 1
- Phase de réalisation :
- Nombre de réunions (obligatoires) : 6
 - Nombre de VIC : 8
 - Nombre de VIS (visites inopinées) : 6
 - Remise du DUO Final à la maîtrise d'ouvrage : 1

LIVRABLES

Le plan général de coordination et le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, seront remis par le coordonnateur en un exemplaire au Maître de l'Ouvrage dans les conditions du présent contrat, par voie électronique.

MODALITÉS SPÉCIFIQUES D'INTERVENTION

La mission de Bureau Veritas Construction ne concerne pas les phases ou parties de phases de conception ou de réalisation de l'ouvrage engagée avant la signature du présent contrat. La responsabilité de Bureau Veritas Construction sur ces phases ne saurait être engagée.

AMIANTE ET PLOMB

Tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997 pour l'amiante et avant le 1er janvier 1949 pour le plomb, sont soumis à diagnostic avant travaux ou démolition selon le programme projeté.
Pour le plomb, la date réglementaire de permis de construire délivré avant le 1er janvier 1949 ne concerne que le Constat des Risques d'exposition au Plomb (CRtP) réalisé dans les parties privatives à usage d'habitation lors d'une vente ou d'une location.

Bâtir un monde de confiance

Le diagnostic plomb avant travaux, à réaliser dans le cadre général de l'évaluation des risques CMR (cancerogène, mutagène, reprotoxique) concerne quant à lui les bâtiments construits jusqu'en 1994, et pour ce qui concerne l'utilisation de la cétuse et du sulfate de plomb jusqu'en Décembre 2003.

En ce qui concerne l'amiante, le maître d'ouvrage doit obligatoirement transmettre au CSFS les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus à l'article R. 4412.97 du code du travail et ce avant tout démarrage de la prestation. Ces documents sont impérativement joints au plan de coordination.

En l'absence de ces documents, le coordonnateur SFS établit le PSC en phase de conception en présumant par défaut la présence d'amiante dans l'ensemble des locaux.

A réception du ou des diagnostics confirmant l'absence d'amiante ou la présence d'amiante, le CSFS établira un nouveau PSC nécessaire pour débiter la phase réalisation.

Dans le cas où des entreprises débuteraient des travaux malgré l'absence des diagnostics et de PSC adapté à la situation, le CSFS demandera un arrêt de tâche pour danger grave et imminent. Il peut le cas échéant demander l'appui de l'inspection du travail. En tout état de cause, le coordonnateur ne peut en aucun cas se rendre sur le chantier tant que l'ensemble des documents demandés (diagnostics et autres) n'auront pas été transmis et que le PSC n'aura pas été remis à jour.

Il écrit en recommandant avec AR au client pour expliquer une nouvelle fois la situation et marquer formellement le point.

Ces mesures sont nécessaires aux fins d'assurer la protection des travailleurs qui vont réaliser vos travaux ainsi que l'environnement du bâtiment.

Vous pouvez prendre contact avec la filiale du Groupe Bureau Veritas réalisant les diagnostics Amiante et/ou Plomb pour toute demande de diagnostic.

RESPONSABILITÉ

La mission de coordination Sécurité et Protection de la Santé, objet du présent contrat, est une prestation intellectuelle de service. Cette intervention ne modifie pas la nature et l'étendue des obligations et des responsabilités qui incombent à chacun des participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. La responsabilité du coordonnateur SFS est celle d'un prestataire assujéti à une obligation de moyens qui réalise sa mission en fonction des moyens qui lui ont été alloués par le Maître d'Ouvrage.



BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION

Bâtir un monde de confiance

7. PRECISIONS COMPLEMENTAIRES

Description sommaire des travaux :

- Mise en place d'un système d'Eclaircissement Liquide (SEL) sur tous les balcons avec de nouvelles descentes EP ;
- Mise en place d'un système anti-pigeon ;
- Remplacement des portes palières ascenseurs ;
- Travaux de sécurité incendie ;
- Résidentialisation (cléture des abords et création de locaux communs extérieurs (vélos, vo, encombrants)) ;
- Remplacement des menuiseries des halls avec nouveaux contrôle d'accès ;
- Remplacement Pompe de relevage au sous-sol.

8. FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

La rémunération de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, fait l'objet d'acomptes échelonnés sur la durée de la mission de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, selon l'échancier ci-après :

Coordination sécurité-santé sur les chantiers de bâtiment

| Echancier | Montant en EUR HT |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| A la remise du PSC Initial | 850,00 EUR |
| Au démarrage de la phase travaux | 610,00 EUR |
| Tous les mois (phase travaux) | Réparties en 3 échéances 3 050,00 EUR |
| A la remise du DUO réalisation | 370,00 EUR |

Gestion administrative

| Echancier | Montant en EUR HT |
|-----------------------------|-------------------|
| Lors de la 1ère facturation | 150,00 EUR |

Les factures sont payables net sans escompte, à 30 jours, date de facture.

Les factures sont payables par CB, virement ou prélèvement (mandat c-joint à nous retourner dans ce cas). En optant pour le prélèvement, vous acceptez également le prélèvement de toutes les factures à venir de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION.

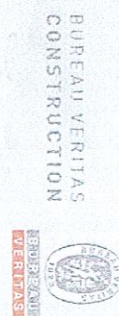
RÉMUNÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les prix sont calculés sur la base des conditions suivantes :

- Les frais engagés par des déplacements à l'étranger ou sur des sites difficiles (îles, refuges de montagne, ...) feront l'objet d'un défraiement spécifique en sus des prix du présent contrat.
- Toute annulation de l'intervention in situ, à la demande ou du fait du client, fera l'objet d'une facturation spécifique correspondant aux frais engagés.
- Toute intervention supplémentaire du fait du client (notamment : locaux ou installations inaccessibles) fera l'objet d'une facturation complémentaire.
- Les prix ci-dessus sont établis en considération d'intervention aux jours et heures normales d'ouverture de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION (8 h 00 - 18 h 00 du lundi au vendredi) ; toute intervention en dehors de ces périodes, sur demande du client, fera l'objet d'une facturation complémentaire.

Les demandes ponctuelles complémentaires non mentionnées dans le présent contrat seront facturées de manière forfaitaire, sur la base de :

- vacation 1/2 journée : 500 Euros HT
- vacation 1 journée : 900 Euros HT



BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION



Bâtir un monde de confiance

9. ANNEXES

Les annexes sont disponibles en ligne. Pour y accéder, suivez les liens ci-dessous.

Les liens ne sont pas accessibles dans l'interface de signature électronique. Dans ce cas, téléchargez le document au format PDF ou préalable.

BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION



DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS REALISEES SOUS ACCREDITATION

Lorsque la prestation confiée est réalisée sous couvert d'accréditation, les dispositions suivantes sont à prendre en considération :

- L'engagement de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui sont divulguées conformément aux exigences d'un texte légal ou réglementaire émis par un organisme d'accréditation ;
- Le Client ne peut faire référence à l'accréditation que par le biais de la reproduction intégrale des rapports émis par Bureau Veritas
- La procédure de traitement des réclamations et appels concernant les prestations accréditées sera mise à disposition de toutes personnes intéressées sur demande écrite.
- Le Client s'engage à autoriser les représentants de l'organisme d'accréditation d'assister – sur demande – aux prestations réalisées sur les sites concernés par les services.

IMPACT CO2

La réalisation de la prestation de Bureau Veritas, objet de la présente offre, correspond à l'émission estimée de 646 kg de CO2 équivalent. Cette valeur est calculée sur la base des émissions de CO2 relevées dans le groupe Bureau Veritas au cours de l'année écoulée pour l'ensemble de ses activités. Elle intègre l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre pour les scopes 1, 2 et 3.

Le Groupe Bureau Veritas s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre selon une trajectoire compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C qui a été approuvée par SBTi.

Ses objectifs correspondent à une réduction des émissions absolues de GES des scopes 1 et 2 de 42 % d'ici 2030 par rapport à 2021 et du scope 3 de 25 % sur la même période.

Retrouvez toutes les offres Bureau Veritas pour vous accompagner dans votre transition climatique : <https://www.bureauveritas.fr/besoin/atteindre-vos-engagements-net-zero>

CONDITIONS GÉNÉRALES DE SERVICE ET FICHES DÉCRIVANT LES PRESTATIONS

- [EMCSP01 \(v02/2021\)](#)
- [GGSF-BVC \(v10-2020\)](#)

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siège social : 1 Place Zola Haidée - 92400 - Courbevoie

Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros

R.C.S. de Nanterre 790 182 786

Contrat n° Q-1758789

Page 9/9



JPS CONTRÔLE

JPS CONTRÔLE

Paris Ouest

52 rue du Capitaine Guynemer

92400 COURBEVOIE

Téléphone : 01 43 34 18 31

Mail : agence.parisouest@jps-contrôle.fr

FONCIA BOUCLES DE SEINE

28 avenue de la République

78200 MANTES LA JOLIE

FRANCE

Madame Ingrid ROJAS

ingrid.rojas@foncia.com

PROPOSITION / CONVENTION

Coordination sécurité protection de la santé (Niveau 2)

N°01 24 78 0194 2 1 VO du 02/05/2024

Offre valable 3 mois

Mise en place d'un SEL, système d'étanchéité liquide sur tous les balcons

- 7 rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE

Offre suivie par :

CARVALHO Jérôme

jerome.carvalho@jps-contrôle.fr

07 88 66 45 11

Affaire suivie par :

CREUSOT Frank

frank.creusot@jps-contrôle.fr

07 85 82 70 27

Entre d'une part,

JPS CONTRÔLE

Représenté par :

Le :

Signature :

Et d'autre part,

FONCIA BOUCLES DE SEINE

Représenté par :

Le :

Signature :

A été arrêté et convenu ce qui suit :

Paragraphes :

N° : 01 24 78 0194 2 1 VO

RCS NANTIERE - SIREN 403 584 543 00058 - TVA FR 29 403 584 543 - APE 7220 B

1/8



1. Objet de la mission

Mission de Coordination sécurité protection de la santé (SPS) dans le cadre des travaux de Mise en place d'un SEL, système d'étanchéité liquide sur tous les balcons, 7 rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE.

Description succincte du projet :

- Mise en place d'un SEL, système d'étanchéité liquide sur tous les balcons avec des nouvelles descentes EP /
 - + Mise en place d'un système anti-pigeon
 - + Remplacement des portes palières ascenseurs
 - + Travaux de sécurité incendie
 - + Résidentialisation (clôture des abords et création de locaux communs extérieurs (vélos, vo, encombrants)).
 - + Remplacement des menuiseries des halls avec nouveaux contrôle d'accès
 - + Pompe de relevage au sous-sol
- Coordonnateur(s) e
- n charge de la mission :

- Phase conception : Franck CREUSOT
- Phase réalisation : Franck CREUSOT

2. Renseignements à compléter par le Maître d'Ouvrage

| Renseignements | | A compléter ou à modifier |
|--|---|---------------------------|
| Désignation et adresse de l'ouvrage : | 7 rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE | |
| Nom ou raison sociale du Maître d'Ouvrage : | FONCIA BOUCLES DE SEINE | |
| Nom ou raison sociale du Mandataire : | | |
| Nom ou raison sociale du Maître d'Oeuvre : | | |
| Type d'opération : | Réhabilitation | |
| Montant prévisionnel des travaux (€ HT) : | 900 000 € | |
| Durée prévisionnelle des travaux (mois) : | 6 | |
| Date prévisionnelle de démarrage des travaux : | 01/06/2025 | |
| Nombre de lots : | | |
| Nombre d'hommes jour : | | |

3. Montant des prestations de base

| Mission | Montant HT |
|-----------------------|--------------------------|
| Mission CSPS niveau 2 | 5 090,00 |
| | Total HT 5 090,00 |
| | Total TVA (20%) 1 018,00 |
| | Total TTC 6 108,00 |

4. Echancier de facturation

| Terme de facturation | Pourcentage | Terme | Montant € HT | Montant € TTC |
|-----------------------|-------------|---------------------|--------------|---------------|
| A la remise du PGC | 15,32 % | A réception facture | 780,00 | 916,20 |
| Démarrage des travaux | 12,25 % | A réception facture | 623,33 | 748,00 |
| Mois de travaux n°2 | 12,25 % | A réception facture | 623,33 | 748,00 |
| Mois de travaux n°3 | 12,25 % | A réception facture | 623,33 | 748,00 |
| Mois de travaux n°4 | 12,25 % | A réception facture | 623,33 | 748,00 |
| Mois de travaux n°5 | 12,25 % | A réception facture | 623,33 | 748,00 |
| Mois de travaux n°6 | 12,25 % | A réception facture | 623,33 | 748,00 |
| A la remise du DIUO | 11,20 % | A réception facture | 570,00 | 305,40 |

Coordonnées bancaires :

| Iban | Bic |
|------------------------------------|----------|
| FR76 3000 3022 0300 0204 9423 8338 | SOGFERPP |

L'échéance de démarrage des travaux correspond au démarrage effectif des travaux, ou à la première visite d'inspection commune.

Chaque mois supplémentaire de travaux sera facturé 500 € HT.

Si le destinataire de la facture est différent, merci d'indiquer ses coordonnées ci-dessous :

Paraphes :

N° : 01 24 78 0194 2 1 VO

5. Décomposition des prix

Tableau de décomposition des prix par phase :

| Actions | Qté | Unité | Prix unitaire | Total HT |
|--|------|-------|---------------|----------|
| Phase Conception | | | | |
| 1. Ouverture du Registre Journal | 0,50 | Heure | 60,00 | 30,00 |
| 2. Réunions avec le Maître d'Ouvrage et Maître d'Oeuvre (art. R.4532-6 à R.4532-8) | 2,00 | Heure | 140,00 | 280,00 |
| 3. Analyses dossier de conception (art. R.4532-11) | 2,00 | Heure | 60,00 | 120,00 |
| 4. Inspection du site | 1,00 | Heure | 140,00 | 140,00 |
| 5. Constitution du DIUO conception | 1,00 | Heure | 60,00 | 60,00 |
| 6. Elaboration du PGC (Plan Général de Coordination) (art. R.4532-11) | 2,00 | Heure | 60,00 | 120,00 |
| 7. Déclaration préalable transmise aux administrations | 0,50 | Heure | 60,00 | 30,00 |
| Sous total | | | | 780,00 |

| | | | | |
|--|-------|---------|--------|----------|
| Phase Réalisation | | | | |
| 8. Inspections communes avec les entreprises (art. R.4532-11) | 8,00 | Heure | 140,00 | 1 120,00 |
| 9. Participation aux réunions de chantier (art. R.4532-20 à R.4532-22) | 6,00 | Visite | 140,00 | 840,00 |
| 10. Visites de coordination SPS (Inopinées) (art. R.4532-11) | 8,00 | Visite | 140,00 | 1 120,00 |
| 11. Réunions du CISSST | | Réunion | | |
| 12. Examen et harmonisation des PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé) | 10,00 | Heure | 60,00 | 600,00 |
| 13. Mise à jour de la déclaration préalable (art. R.4532-44 à R.4532-46) | 1,00 | Heure | 60,00 | 60,00 |
| Sous total | | | | 3 740,00 |

| | | | | |
|--|------|-------|-------|----------|
| Phase Réception | | | | |
| 14. Complément DIUO (Dossier d'intervention Ultimeur sur l'Ouvrage) (art. R.4532-11) | 1,50 | Heure | 60,00 | 90,00 |
| 15. Consignation Registre Journal (art. R.4532-38 à R.4532-41) | 3,00 | Heure | 60,00 | 180,00 |
| 16. Finalisation et remise du DIUO (art. R.4532-97) | 5,00 | Heure | 60,00 | 300,00 |
| Sous total | | | | 570,00 |
| Total HT | | | | 5 090,00 |

La visite ou la réunion supplémentaire à la demande du client pourra être facturée : 150 € HT

Paraphes :

N° : 01 24 78 0194 2 1 VO



Le déplacement pour une visite d'inspection commune supplémentaire pourra être facturée : 150 € HT par déplacement.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET D'INTERVENTION

Vérifications techniques et SPS, du 07/07/2022

Article 1 - CONDITIONS DU CONTRAT

Les modalités d'exercice et les limites des missions de JPS CONTROLÉ sont précisées dans le contrat et dans les articles ci-dessous.

Article 2 - MOYENS ET INFORMATIONS

Le Client s'engage vis-à-vis de JPS CONTROLÉ à :

- Définir clairement ses besoins et ses attentes en temps utile ;
- Fournir aux intervenants de JPS CONTROLÉ les moyens adéquats, en matériel et en personnels habilités pour exécuter la mission.

Si, à titre exceptionnel, un intervenant de JPS CONTROLÉ doit amener à manipuler lui-même, pour les besoins de sa mission, les équipements du Client, le Client en garde la responsabilité.

Article 3 - PREVENTION ET SECURITE

Le Client s'engage à mettre en œuvre les moyens et les actions prévus par la réglementation découlant d'une entreprise tierce intervenant en entreprise.

Il doit en particulier assurer la coordination générale des mesures de prévention, et définir et indiquer aux intervenants les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité, et de premiers secours applicables aux travaux effectués dans son établissement par JPS CONTROLÉ.

Si l'intervention de JPS CONTROLÉ juge insuffisantes les conditions de préparation requises pour la réalisation de la prestation, il se réserve le droit de ne pas réaliser l'intervention et en informe le client par écrit.

En cas de nécessité d'intervention de JPS CONTROLÉ en dehors des jours habituels de travail, le Client s'occupera de l'obtention des autorisations administratives éventuellement requises.

Article 4 - SOUS-TRAITANCE

D'une manière générale, JPS CONTROLÉ exécute personnellement les missions qui lui sont confiées.

JPS CONTROLÉ se réserve toutefois la possibilité d'en sous-traiter tout ou partie, sous son entière responsabilité. JPS CONTROLÉ s'oblige dans ce cas à respecter la réglementation relative à la sous-traitance.

Article 5 - CONFIDENTIALITE

JPS CONTROLÉ, et ses intervenants, s'engagent à ne pas divulguer les informations, documents d'ordre technique ou économique ni les résultats obtenus concernant les missions qui lui sont confiées.

Cette règle reçoit toutefois exception, en cas de demande faite par l'autorité administrative dans un cadre légal, ou dans le cadre des agréments et des délégations administratives que détient JPS CONTROLÉ.

Le client autorise JPS CONTROLÉ à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux appréhender les risques couverts par les polices.

Article 6 - ASSURANCE

JPS CONTROLÉ s'oblige à souscrire une ou plusieurs polices d'assurances couvrant les différentes responsabilités qu'il assume du fait des missions confiées. JPS CONTROLÉ s'oblige à fournir les attestations d'assurance correspondantes sur simple demande du Client.

Le Client doit souscrire, auprès d'une Compagnie d'Assurance, un contrat le garantissant contre la responsabilité qu'il encourt au titre des dommages subis par les intervenants du fait des accidents ou des incidents dont ils pourraient être victimes au cours de leur présence dans les locaux du Client.

Article 7 - RESPONSABILITE DE JPS CONTROLÉ

La responsabilité de JPS CONTROLÉ est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens et non de résultat.

La responsabilité de JPS CONTROLÉ s'apprécie dans les limites de la mission confiée par le client.

Article 8 - RECLAMATION

JPS CONTROLÉ a mis en place un système d'enregistrement et de traitement des appels et des réclamations. Dans le cas d'une insatisfaction à l'égard d'un service non conforme à ses attentes, le maître d'ouvrage adresse une réclamation à JPS CONTROLÉ par voie postale ou par courriel à l'adresse qualite@jps-controlle.fr.

Une conciliation est ensuite envisagée comme un mode de règlement amiable des conflits, par lequel les parties tentent de rapprocher leurs points de vue respectifs, afin de parvenir à une solution. Cette intervention se déroule sous l'autorité soit d'une personne de JPS CONTROLÉ.

Paraphes :

N° : 01 24 78 0194 2 1 VO

6/8

n'ayant pas participé à l'intervention, soit d'un tiers neutre et indépendant, qui intervient de manière active en proposant une solution aux parties qui restent libres de l'accepter.

Article 9 - HONORAIRES ET FACTURATION

Le paiement des honoraires est effectué au comptant et conformément aux modalités prévues dans le contrat.

L'obligation de payer les honoraires et frais revenant à JPS CONTROLÉ étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être offert en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par JPS CONTROLÉ.

A défaut de règlement des notes d'honoraires et frais dans un délai d'un mois, ces derniers porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal à une fois et demie le taux de l'intérêt légal.

Article 10 - RESILIATION

En cas de manquement par l'une des parties à l'une des obligations à sa charge, dont le paiement des factures, l'autre partie pourra interrompre l'exécution des prestations engagées après l'envoi à la partie défaillante d'une mise en demeure d'avoir à remédier au dit manquement, sous la forme recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En cas d'interruption anticipée des prestations, quelle qu'en soit la cause, les sommes déjà perçues par JPS CONTROLÉ lui resteront acquises et les factures correspondantes aux travaux engagés lui seront dues.

Article 11 - INDEPENDANCE ET IMPARTIALITE

Les activités de JPS CONTROLÉ sont réalisées en toute indépendance et en toute impartialité.

JPS CONTROLÉ et le Client s'engagent à ce qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts ou qu'ils sont résus de façon à ne pas influencer, de façon préjudiciable, les activités de JPS CONTROLÉ. Tout risque sur notre indépendance doit être éliminé.

Article 12 - CAS PARTICULIERS DU CONTRAT A L'ABONNEMENT

La vérification des installations et équipements est effectuée suivant la périodicité retenue par le Client, telle que précisée dans le présent contrat. Le montant des honoraires prévu dans la proposition est révisable. En conséquence, à compter de la date du mois de référence indiqué dans la proposition, le montant des honoraires et frais dus à JPS CONTROLÉ sera révisé en fonction du coût des services (index technique connu à la date de facturation) publié par l'INSEE à l'issue de la formule suivante : $P = Po \times (I/I_0)$, avec :

- P = montant de la facture
- Po = honoraires de base (voir montant des prestations de la proposition)
- I = valeur de l'indice ING à la date des vérifications techniques
- I_0 = valeur de l'indice ING à la date de signature de la proposition

La responsabilité du respect des échéances incombe au Client qui doit, lui-même, convoquer JPS CONTROLÉ en temps opportun.

La date de la vérification est alors fixée d'un commun accord en fonction des contraintes d'exploitation du Client et de celles de JPS CONTROLÉ. Dans le cas où le Client n'aurait pas convoqué JPS CONTROLÉ dans le délai fixé dans le contrat, la responsabilité de JPS CONTROLÉ serait dérogée au titre de l'installation concernée si un incident ou un accident venait à se produire.

La durée de l'abonnement est fixée par le Client. La dénonciation du contrat par le Client avant ce terme doit se faire par courrier avec accusé de réception avec un préavis de deux mois avant le début de l'année suivante, et donne lieu à une indemnité par le Client au bénéfice de JPS CONTROLÉ de 20% du montant total des prestations restant à réaliser jusqu'au terme des trois années. Toute annuité devenue et due. Cette clause n'est pas applicable dans le cadre des marchés publics.

La proposition pourra être dénoncée par JPS CONTROLÉ sans pénalité à tout moment en cas de non paiement des honoraires et frais d'intervention après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois. La cession des bâtiments, installations ou équipements faisant l'objet de la présente convention doit faire l'objet d'une cession de cette propriété à l'acquéreur. En cas de dénonciation de la présente convention par l'acquéreur, le vendeur des biens devra s'acquitter auprès de JPS CONTROLÉ à titre de dédommagement d'une somme représentant 50% de la valeur des interventions prévues dans la convention et non encore effectuées.

En application de l'article 3 de l'arrêté du 26 Décembre 2011, notre vérification périodique d'électricité est valable 1 an.

Article 13 - UTILISATION DES MARQUES D'ACCREDITATION

Il est interdit d'utiliser toutes marques d'accréditation (ou de la référence textuelle à l'accréditation) en dehors de la reproduction intégrale des documents que nous vous remettons et qui y font référence, notamment les rapports.

N° : 01 24 78 0194 2 1 VO

7/8

Conditions d'intervention SPS et rappels réglementaires du 31/03/2023

Article R6532-7 (Rappel particulier concernant l'annuel) Le maître d'ouvrage demande au propriétaire du bâtiment les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux concernant de l'annuel prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique. Il communique ces documents au maître d'œuvre et au coordonnateur.

Rappel des obligations réglementaires (Code du travail) :

Articles R6532-4 à R6532-20 créés par le décret n°2008 - 244 du 07 mars 2008 - art V

Article R6532-4 : Le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dès le début de la phase d'élaboration de l'avis projet sommaire, au sens de l'article 4 du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, ou de la phase d'élaboration de son équivalent, lorsque l'opération n'est pas soumise à une telle élaboration.

Article R6532-5 : Lorsque le maître d'ouvrage désigne, pour la phase de réalisation de l'ouvrage, un coordonnateur distinct de celui de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, cette désignation intervient avant le lancement de la consultation des entreprises.

Article R6532-6 : Afin notamment d'assurer au coordonnateur l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de constituer et le coordonnateur. Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

Article R6532-7 (Rappel particulier concernant l'annuel) Le maître d'ouvrage demande au propriétaire du bâtiment les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux concernant de l'annuel prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique. Il communique ces documents au maître d'œuvre et au coordonnateur.

Article R6532-8 : Le maître d'ouvrage veille à ce que le coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, en particulier en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci.

Article R6532-9 : Le maître d'ouvrage tient compte, lorsqu'il les estime justifiées, des observations du coordonnateur ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

Article R6532-10 : Dans le cas d'opérations entreprises par un particulier non soumise à l'obtention d'un permis de construire, prévu au 2° de l'article L. 4532-7, la coordination est assurée, pendant chacune de ses interventions sur le chantier, par l'entreprise dont la part de main d'œuvre dans l'opération est la plus élevée. Lorsque cette entreprise interrompt ou met fin à son intervention, l'entreprise qui répond à son tour au critère défini au premier alinéa prend en charge la coordination. Chaque changement de titulaire de la mission de coordination donne préalablement lieu à concertation entre les entreprises concernées.

Obligation de Déclaration Prévisible :

Articles R6532-2 et R6532-3 créés par le décret n°2008 - 244 du 07 mars 2008 - art V

Article R6532-2 : Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à quelconque déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 heures-jour.

Article R6532-3 : La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L. 4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération. Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux.

Moyens et autorité confiés au coordonnateur SPS (en vertu des articles R.4532-6 à R.4532-9) :

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur SPS les documents suivants :

En phase conception : documents et plans d'ensemble établis par les architectes et le maître d'ouvrage, liste des plans à jour avec leur niveau d'approbation, sur demande du coordonnateur SPS les plans, les descriptifs et tout autre document qui lui sont nécessaires.

En phase réalisation : plans d'ensemble, documents méthodes, planning, sur demande du coordonnateur SPS les plans, les descriptifs et tout autre document qui lui sont nécessaires.

Au cours de sa mission le coordonnateur SPS pourra :

Faire des observations directes aux intervenants qui ne respectent pas leurs obligations.

Faire des observations au cours des réunions de chantier avec compte rendu en cas de non prise en compte des observations directes.

Faire une inscription au registre journal, inscription dont il transmettra copie à l'intéressé par lettre BA4 ou par remise contre récépissé. L'intéressé devra mettre en œuvre les prescriptions énoncées et répondre par écrit sur le registre journal dans le délai prescrit par l'inscription, demander au Maître d'ouvrage l'arrêt de tout ou partie du chantier, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage doit faire part de ces dispositions au maître d'œuvre et aux entreprises.

Articles R. 4532-6 à R.4532-9 du code du travail.

Obligations du coordonnateur SPS :
Les coordonnateurs sécurité désignés sont Angélique BESSON (Niveau 1 réalisation), Julie GALEOTTI (Niveau 1 conception-réalisation), Pierre LERCHINVILLE (Niveau 1 conception-réalisation), Martial DUBUC (Niveau 1 conception-réalisation), Franck CREUSOT (Niveau 1 conception-réalisation), Alexis BIANI (Niveau 1 conception-réalisation), Nicolas MAILLEFEN (Niveau 1 conception-réalisation), Guillaume POISSI (Niveau 1 conception-réalisation), Fabrice DELANAY (Niveau 2 réalisation), Olivier CAPIENTIER (Niveau 3) et Olivier NOUGALET (Niveau 2 conception). Ils attesteront être en mesure de justifier d'une attestation de compétence des niveaux indiqués conformément aux articles R4532-25 et R.4532-26 du décret n°2008-244 du 7 mars 2008.

Rappel sur les catégories d'opérations :

Articles R6532-1 créés par le décret n°2008 - 244 du 07 mars 2008 - art V

Article R6532-1 : Les opérations de bâtiment et de génie civil sont classées en trois catégories :

1° Première catégorie : opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

2° Deuxième catégorie : opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

3° Troisième catégorie : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan annuel de coordination simplifié en application des articles

Paragraphe :

N° : 01 24 78 0194 2 1 VO

8/8

ICS MANIERE - SIREN 403 584 543 00058 - TVA FR 29 403 584 543 - APE 7120 B



MCEA

SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

PROPOSITION DE CONTRAT

Tour Neptune, 7 rue Pierre de Ronsard 78200 Mantes la Jolie

Coordonnateur SPS
MCEA
1 Place Paul Verlaine
92100 Boulogne Billancourt
Port : 06.60.53.97.20

Maître d'ouvrage
Syndic Foncia Vexin Boucles de la Seine
28 avenue de la République
78200 Mantes la Jolie

1, place Paul Verlaine 92100 Boulogne-Billancourt - tél / fax : 01 43 67 15 40 - Portable : 06 60 53 97 20
e mail : christophe.degardin@mcea@wanadoo.fr - R.C. 448 691 816 R.C.S. Nanterre - Code APE : 742 C



LENTRE LES SOUSIGNES

Syndic Foncia Vexin Boucles de la Seine
28 avenue de la République
78200 Mantes la Jolie

Et

MCEA
1 Place Paul Verlaine
92100 Boulogne Billancourt

Représenté par : M.Degardin Christophe

Il a été convenu ce qui suit

II. OBJET DU PRESENT CONTRAT

En application de la Loi du N°93-1418 du 31/12/93 et du Décret N°94-1159 du 26/12/94 le
Maire d'Ouvrage confie à MCEA la mission de Coordination en matière de Sécurité et de
Protection de la Santé pour la réalisation du Programme ci-après :

TRAVAUX CONCERNES :

- Mise en place d'un SEL, système d'étanchéité liquide sur tous les balcons avec des nouvelles descentes EP
- Mise en place d'un système anti pigeon
- Remplacement des portes paliers ascenseurs
- Travaux de sécurité incendie (BAEH, portes CF, 1^{er} et 2^{ème} sous-sol)
- Résidentialisation (clôture des abords et création de locaux communs extérieurs, vélos, vo, encombrants)
- Remplacement des menuiseries des halls avec nouveaux contrôle d'accès
- Pompe de relevage au sous-sol

III. CARACTERISTIQUES DU PROJET

- Chantier catégorie : 2
- Début des travaux : 2^{ème} trimestre 2025
- Délais d'exécution des travaux : 8 mois (6 mois travaux + 1 mois de préparation et 1 mois AOR)
- Montant prévisionnel des travaux : Environ 900 000 € HT

IV. CONTENU DE LA MISSION

| Intitulé | Durée | Honoraires HT |
|---|--------|------------------|
| Analyse critique des diagnostics | Inclus | X |
| Analyse des documents techniques et programmes travaux | Inclus | X |
| Visite du site | Inclus | X |
| Réunion de conception DP pour envoi aux institutionnels | Inclus | X |
| Rédaction PGC | Inclus | X |
| Rédaction du DIUO | Inclus | X |
| Analyse COVID 19 de possibilité de réalisation | Inclus | X |
| TOTAL CONCEPTION | | 600 € HT |
| Réunion préalable | Inclus | X |
| Visite d'inspection commune (chaque entreprise désignée et sous-traitants déclarés) | Inclus | X |
| Analyse des PPSPS - Harmonisation PGC | Inclus | X |
| Assistance au protocole COVID 19 | Inclus | X |
| Réunions de chantier | Inclus | X |
| Visites de chantier | Inclus | X |
| Rédaction et diffusion des registres journaux | Inclus | X |
| Finalisation du DIUO | Inclus | X |
| TOTAL REALISATION | | 5800 € HT |
| TOTAL CONCEPTION + REALISATION | | 6400 € HT |

Analyse du repérage amiante et plomb concerné par les travaux du marché (RAAT amiante et CREP plomb), selon cas

V. MOYENS

5.1 Généralités

- La mission du Coordonnateur SPS commence à la signature du contrat et prend fin à la plus tardive des deux échéances suivantes :
- Transmission du PGC Phase Conception pour la Phase Etude conception des travaux et remise du DIUO pour la phase Exécution
- L'intervention du Coordonnateur ne libère en aucun cas la Maîtrise d'ouvrages, Maîtrises d'œuvres et les entreprises de leurs propres responsabilités

- Le Maître d'Ouvrage informe les divers intervenants de la présence d'un Coordonnateur SPS sur le programme concerné
- En cas de Réhabilitation, Ravalement ou Entretien l'établissement du DIUO (Dossier d'intervention Ulérieur sur les Ouvrages) des ouvrages existants ne sont pas à la charge du coordonnateur SPS

Le Maître d'ouvrage remet à l'ensemble des intervenants en phase études les diagnostics amiante et plomb avant travaux.

5.2 Réalisation

- Le Maître d'Ouvrage transmet au Coordonnateur les documents (Plans et pièces écrites) nécessaires à l'accomplissement de sa mission au fur et à mesure de leur évolution
- Le Maître d'Ouvrage communique au Coordonnateur la liste des entreprises (y compris les sous-traitants) devant intervenir sur le chantier
- Le Maître d'Ouvrage autorise le Coordonnateur à transmettre directement ses observations aux divers intervenants
- Le Coordonnateur transmet ses observations aux représentants des entreprises, lesquels doivent intervenir au niveau de l'exécution. Le Coordonnateur n'a pas à intervenir directement auprès des ouvriers

VI. REMUNERATIONS – CONDITIONS PARTICULIERES

6.1 Rémunération : Le montant des honoraires sera de 6400 € HT

- TVA applicable au taux légal en vigueur 20 %

6.2 Base de rémunération : Selon descriptif présent au point 6.1

6.3 Mois de référence de la rémunération : Mai 2024

6.4 Révision des prix de la rémunération : Prix net pour 8 mois, passé ce délai pour toute visite complémentaire 400 € HT seront imputés à chaque visite si besoin

Toute intervention autre que celle prévue au marché de travaux sera aussi compris comme une prestation supplémentaire soumise à complément de mission au regard de la sécurité, soit 1% du montant des travaux, cela pour les TS

6.5 Le règlement des honoraires : 20% à la signature de la mission, le solde de la mission à la fin de l'opération

6.6 Identité du Coordonnateur : Mr DEGARDIN Christophe – Coordonnateur attesté Niveau 1
M. Ousmane Kamel – C-SPS Niveau 1

6.7 Le Maître d'Ouvrage : Déclare avoir pris connaissance de la loi du 4 janvier 1978 portant sur l'assurance Construction

6.8 Assurance : MCEA- est assuré par AXRE INSURANCE

VII. VERSEMENT DES HONORAIRES

Les honoraires sont à verser par virement bancaire au nom de Mr Christophe Degardin MCEA, au plus tard 30 jours après la présentation de la facture.

En cas de dépasse non-paiement des sommes dues à l'échéance de la facture des frais de recouvrement de 40€ seront appliqués ainsi d'une pénalité de 1% sur le montant TTC présent.

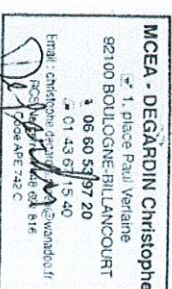
Une indemnisation complémentaire sera présentée au débiteur lorsque les frais de recouvrement sont supérieurs à 40 euros, sur présentation du justificatif.

Tout litige relatif à la présente vente, même en cas de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs, serait à défaut d'accord amiable de la compétence exclusive du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le domicile du siège du vendeur.

Syndic Foncia Vexin Boucles de la Seine

Le coordonnateur SPS

Fait en 2 originaux
Le 06/05/2024





P

DECOMPOSITION TECHNIQUE & FINANCIERE

PRELIMINAIRES

Syndicat des copropriétaires représenté par
FONCIA VEIN BOUCLES DE SEINE
28, avenue de la République
78200 MANTES LA JOUE

DEVIS N° 2024 05 117
Date : 02/05/2024
Montant HT des travaux : 900 000,00 €

COORDONNATEUR SPS : Pascal PEREZ - 258, rue Lecourbe 75015 PARIS

Suppléant : Bernard CALLIER

SEL sur balcons Mise en place d'un système anti-pigeons-électrification

Remplacement portes paliers ascenseurs-Travaux sécurité incendie-Remplacement des

NATURE & ADRESSE DE L'OPERATION : menuiseries des halls et remplacement du contrôle d'accès-Pompe de relevage en sous-sol

Tour Neptune 7, rue Pierre de Ronsard

78200 MANTES LA JOUE

CATEGORIE DE L'OPERATION : 2

Entreprises pressenties : 8 (compris s/échant)

Etat d'avancement du projet : Préparation

Phase de réalisation : 7 mois

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 2ème trimestre 2025

DECOMPOSITION DE LA MISSION DU COORDONNATEUR SPS

I - PHASE CONCEPTION

Réunions Maître d'œuvre / Maître d'ouvrage
Analyse CCTP pour rédaction du Plan Général de Coordination
Inspection du site
Elaboration du PGC ou PGC Simplifié
Ouverture du Registre Journal
Constitution du DUO

Phase I - Sous total HT

1 400,00 €

II - PHASE REALISATION

Inspections Communes
Examen et harmonisation des PPSPS
Adaptation du PGC ou PGC Simplifié
Participation aux réunions de chantier
Visites de chantier inopinées
Mise à jour du DUO
Présidence et secrétariat du CISSCT
Tenue du Registre Journal (consignation)
Finalisation et remise du DUO

Phase II - Sous total HT

8 000,00 €

TOTAL PHASES CONCEPTION & REALISATION H.T.

9 400,00 €

TVA à 20%

1 880,00

TOTAL MISSION PHASES CONCEPTION & REALISATION T.T.C.

11 280,00

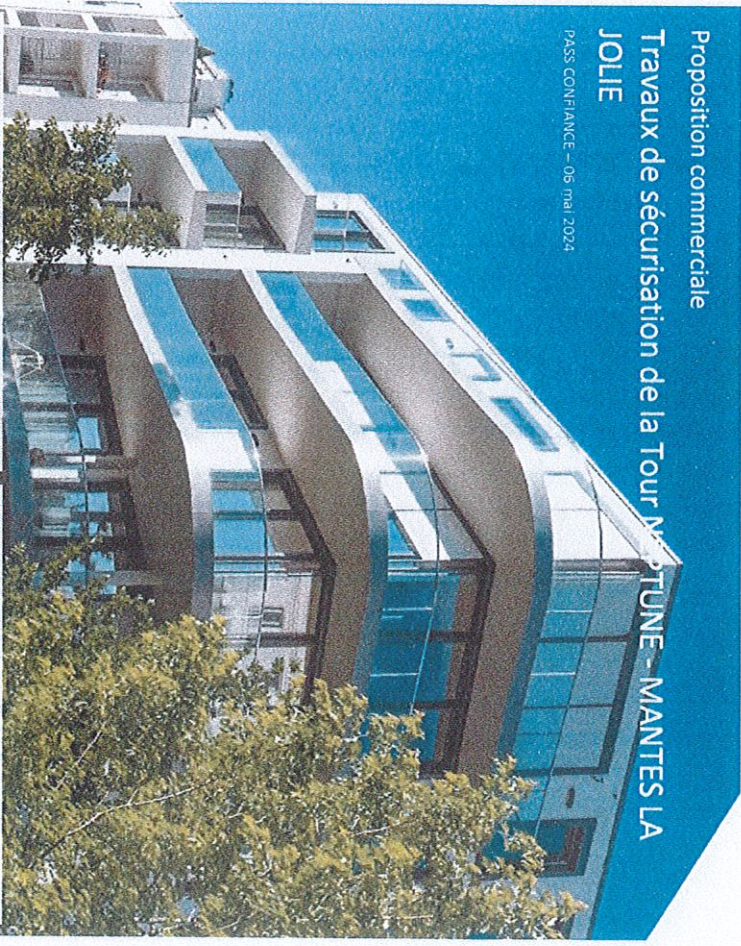
ACI Pascale Perez - Coordination Sécurité et Protection de la Santé
258 Rue Lecourbe / 75015 PARIS / 06.43.97.44.39 / 01.40.67.16.47
Pascalperez@pacd.com / Sifect N° 802 433 698 000 23



Proposition commerciale

Travaux de sécurisation de la Tour NEPTUNE - MANTES LA JOUE

PASS CONFIANCE - 05 mai 2024



Votre contact SOCOTEC Construction :

Martine CARUSO
COORDONNATEUR(TRICE) SPS
Tel : 06 80 91 77 63
Mail : Martine.CARUSO@socotec.com
SOCOTEC Agence SPS IDF
Pôle Prévention
13 Cours Valmy
Tour Pacific
92977 PARIS-LA-DEFENSE

Interlocuteur CLIENT :

Ingrid ROJAS
Responsable Clientèle
Tel : 01 30 92 18 28
Mail : Ingrid.rojas@fonda.com
FONCIA BOUCLES DE SEINE
28 AV DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES-LA-JOUE

SOCOTEC CONSTRUCTION - S.A.S au capital de 9,116,700 euros - 834 157 513 RCS Versailles

Siège social : 5, place des Frères Montgolfier - CS 20732 - Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex - France

SOCOTEC Construction - 06/05/2024

V1 - I4 2405394C100022

SOMMAIRE

| | | |
|---|---|----|
| 1 | SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE | 3 |
| 2 | VOTRE PROJET | 5 |
| | Ses principales caractéristiques | 5 |
| | Description et points particuliers | 5 |
| 3 | LA MISSION DE COORDINATION SPS | 6 |
| | L'équipe | 6 |
| | La méthodologie | 6 |
| | Les délais pour les principales prestations | 7 |
| | Les honoraires | 7 |
| 4 | CONDITIONS DE PAIEMENT | 8 |
| 5 | CONDITIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIALES | 9 |
| 6 | ANNEXE : Chiffrage mission CSPS | 10 |

1 SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE

Nous vous remercions de nous consulter pour votre projet : Travaux de sécurisation de la Tour NEPTUNE à MANTES LA JOLIE.

Nous vous proposons le Pass Confiance qui a pour objectif de vous fournir les prestations qualitatives d'accompagnement suivantes :

| MISSIONS DEMANDÉES | | HONORAIRES HT |
|-----------------------------|--|---------------|
| MISSIONS DE BASE | | |
| Mission de coordination SPS | | 6 960,00 € |
| TOTAL | | 6 960,00 € |



Rappel de votre projet : Travaux de sécurisation de la Tour NEPTUNE à MANTES LA JOLIE
V1 - [K] 2405204C1000022

Fait à PARIS-LA-DEFENSE, le 06 mai 2024

« Par l'acceptation de la présente offre, je reconnais avoir pris connaissance et j'accepte les conditions générales et les conditions spéciales correspondant aux missions listées dans le tableau des missions. »

| Pour accord du Client | Pour SOCOTEC CONSTRUCTION SAS |
|---|--|
| Personne à contacter : _____ | Maitre CARUSO COORDONNATEUR(TRICE) SPS |
| N° SIRET de la société à facturer : _____ | Signature : _____ |
| Adresse de facturation : _____ | |
| Date : _____ | |
| Signature et cachet de l'entreprise : _____ | Agence SPS IDF Pôle Prévention 13 Cours Vainly Tour Pacific 92977 PARIS-LA-DEFENSE |

NB : La présente proposition comporte 10 pages

2 VOTRE PROJET

Ses principales caractéristiques

Adresse de l'opération :
7, rue Pierre de Ronsard
78200 MANTES LA JOLIE

Nombre de bâtiments : 1

Stade d'avancement du projet : Programmation

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 01/06/2025

Durée prévisionnelle des travaux : 8,0 mois

Montant prévisionnel des travaux HT (hors VRD) : 900 000,00 €

Nombre de tranches : 1

Nombre de permis de construire : 1

Description et points particuliers

Maitre d'Ouvrage : FONCIA VEXIN BOUCLES DE SEINE
Maitre d'Oeuvre : CINETIQUE ARCHITECTURE

- Nature des travaux :

Mise en place d'un SEL, système d'étanchéité liquide sur tous les balcons avec des nouvelles descentes EP /
+ Mise en place d'un système anti-pigeon
+ Remplacement des portes palières ascenseurs
+ Travaux de sécurité incendie
+ Résidentialisation (clôture des abords et création de locaux communs extérieurs (vélos, vo, encombrants)).
+ Remplacement des menuiseries des halls avec nouveaux contrôle d'accès
+ Pompe de relevage au sous-sol

Pour information, notre chiffrage s'est basé sur les hypothèses suivantes :
- Nombre d'entreprises intervenantes : 15

3 LA MISSION DE COORDINATION SPS

OBJECTIF : Prévenir les risques d'accidents liés à la coactivité d'entreprises.
Anticiper les risques pendant l'étude du projet et assurer le suivi des mesures de coordination pendant l'exécution du projet.

Au vu des caractéristiques de votre projet, la catégorie de l'opération est : 2

L'équipe

Votre coordonnateur SPS est **Martine CARUSO**
Son suppléant est **Doudou DIEYE**

La méthodologie

Nos coordonnateurs utilisent un outil d'élaboration des documents, de suivi et de communication : **RapsoSPS**.

L'outil **RapsoSPS** permet à tous les stades d'une mission de coordination SPS d'élaborer tous les documents du ressort du coordonnateur et de communiquer avec tous les interlocuteurs d'une opération de BTP. La diffusion des documents est réalisée en temps réel et via une plateforme internet dédiée et sécurisée, les destinataires peuvent répondre ou commenter les documents.

De la phase conception à la livraison d'un ouvrage, **RapsoSPS** répond aux exigences réglementaires et permet de diffuser, gérer et suivre en temps réel l'avancement de la mission de coordination SPS.

Chaque coordonnateur dispose d'une tablette tactile pour ses interventions sur le terrain couplée à un ordinateur PC qui assure le « back-office ».

Les avantages de RAPSO SPS

- Des documents à tous les stades présentés sous une forme lisible, exploitable et synthétique.
- Le suivi et la traçabilité des interventions du coordonnateur SPS, la numérotation des documents émis sur une affaire en une série continue comme le veut la réglementation en matière de Registre-Journal de la Coordination.
- La diffusion automatique par mail de chaque document à l'ensemble des acteurs concernés : Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, entreprises.
- La possibilité pour le Maître d'Ouvrage, et à sa demande, d'accéder à un site sécurisé lui permettant de consulter l'ensemble des documents émis sur son affaire (Chaque document diffusé est automatiquement enregistré en format non modifiable dans l'application).

Les délais pour les principales prestations

| PHASE CONCEPTION <small>(après réception des dossiers de conception)</small> | | DELAI |
|--|--|--|
| Ouverture du Registre Journal de coordination | | 10 jours |
| Examen des dossiers de conception | | 10 jours |
| Elaboration du PGC SPS / PGSC ou notice de sécurité | | 10 jours |
| Constitution du DIJO* | | continu pendant toute la phase de conception |
| PHASE RÉALISATION <small>(délai de réalisation des livrables)</small> | | DELAI |
| Compte-rendu <small>(vélos de chantier, inspections communes, réunions dont PV de CISSCT)</small> | | 2 jours |
| Harmonisation des PPSPS | | 5 jours |
| Remise du DIJO final* | | 15 jours après réception |

* Dans le cadre de travaux ne nécessitant pas de DIJO (ex : démolition), il vous sera remis une fiche de fin de mission reprenant les éléments du Registre Journal de l'opération.

Les honoraires

Vous trouverez la grille de prix en annexe de cette proposition.

Rappel du principal référentiel réglementaire :

- Loi 93-1418 du 31 décembre 1993
- Décret 94-1159 du 26 décembre 1994

Le mois supplémentaire de chantier pourra donner lieu à une facturation de **500,00 € H.T / mois**.
Il pourra être facturé **125,00 € H.T** par entreprise supplémentaire afin de prendre en compte l'inspection commune et l'examen du PPSPS.



4 CONDITIONS DE PAIEMENT

Nos conditions de paiement font l'objet des échéanciers suivants :

| Échéancier CSPS | | Répartition |
|-------------------------------------|--|-------------|
| Honoraires dus à la signature | | 5,00 % |
| Honoraires avancement conception 1 | | 5,00 % |
| Honoraires avancement conception 2 | | 5,00 % |
| Honoraires dus à la remise du PGC | | 15,00 % |
| Honoraires au démarrage des travaux | | 10,00 % |
| Honoraires en cours de travaux | | 55,00 % |
| Honoraires dus à la remise du DUO | | 5,00 % |

La présente proposition, dont la validité est de 3 mois, constituera le contrat après signature en page 4.

Les pièces contractuelles qui constituent cette commande sont par ordre de priorité décroissante :

- Les conditions Générales et Spéciales jointes à la présente offre
- La Norme 99-600 de juillet 2016 relative à la mission de Coordinateurs SPS

Conditions de paiement - Modalités de règlement :

Nos honoraires seront révisibles par application de la formule de révision $0,000+1,000 \ln/lo$ (ln étant l'indice Ingénierie du mois de facturation et lo l'indice du mois d'établissement de l'offre).

Les honoraires et frais majorés du montant de la TVA 20%, seront réglés et versés suivant l'échéancier proposé ci-dessus.

Ces paiements seront faits à 30 jours date de facture à SOCOTEC Construction par virement bancaire uniquement (au profit du compte suivant RIB indiqué sur nos factures).

5 CONDITIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIALES

| Missions proposées | Conditions Générales correspondantes | Conditions Spéciales correspondantes |
|-----------------------------------|---|--|
| Mission de coordination SPS (KDA) | CONDITIONS GENERALES CG-SOC-CONS-AUTRES | CONDITIONS SPECIALES CS-SOC-SCT-SPS PREVENTION |

Les Conditions Générales et les Conditions Spéciales sont mises à la disposition des CLIENTS sur le Site Socotec.fr où elles sont directement consultables.

Nous vous invitons à y accéder en cliquant sur le lien suivant : <https://www.socotec.fr/conditions-generales-socotec-construction-immobilier>


**MISSION DE COORDINATION SPS
DECOMPOSITION TECHNIQUE ET FINANCIERE**

| | |
|---------------------------|--|
| Intitulé du projet | Travaux de sécurisation extérieure |
| Matrice d'ouvrage | FONCIA VBDS BOULEVARD DE SURE |
| Adresse | 28 Avenue de la République - 78200 MANTES LA JOLIE |
| Montant des Travaux HT | 600 000,00 € |
| Estimation du projet | APS |
| Phase commerciale HT MOIS | |
| Phase réalisation HT MOIS | |
| Travaux - En mois | 8 |
| Realisation - En mois | |
| Date de démarrage N | 01/06/2025 |
| Montant de la mission HT | 15 |

| Ref. Code de Travail | MISSION DU COORDONNATEUR SPS | Nombre ou fréquence | Total (heures) | Coût Prestation (HT) |
|--|--|---------------------|----------------|--------------------------|
| Phase CONCEPTION | | | | |
| B-0331-1-1 | Prise en compte du projet | 1 | 2,00 | 120,00 € |
| B-0331-1-2 | Analyses du dossier APS | 1 | 2,00 | 120,00 € |
| B-0331-1-3 | Analyses du dossier AFD | 1 | 2,00 | 120,00 € |
| B-0331-1-4 | Analyses du dossier PRO-DC | 1 | 2,00 | 120,00 € |
| B-0331-1-5 | Inspection du livrable de préparation | 1 | 2,00 | 120,00 € |
| B-0331-1-6 | Elaboration du RDC et mise à jour | | 6,00 | 480,00 € |
| B-0331-1-7 | Constitution du DIUO | | 4,00 | 240,00 € |
| B-0331-1-8 | Ouverture du registre journal | | 0,50 | 30,00 € |
| B-0331-1-9 | Assistance à la rédaction de la déclaration préalable | | 0,50 | 30,00 € |
| Sous Total Conception | | | | 23,00 1 350,00 € |
| Phase REALISATION | | | | |
| B-0331-2-1 | Inspections Communes avec chaque entreprise | 15 | 15,00 | 900,00 € |
| B-0331-2-2 | Analyses et harmonisation des Projets | 13 | 6,00 | 360,00 € |
| B-0331-2-3 | Mises à jour et adaptation du RDC | 1 | 2,50 | 150,00 € |
| B-0331-2-4 | Participation aux réunions de chantier, organisation de réunions de coordination, visites inspectées (base de : 2 visites/mois) | 16 | 32,00 | 1 920,00 € |
| B-0331-2-5 | Complément DIUO | | 16 | 960,00 € |
| B-0331-2-6 | Consignation sur le Registre Journal | | 16 | 960,00 € |
| B-0331-2-7 | C.I.S.C.T. (une réunion tous les 3 mois) + Visite préalable du chantier + Présidence de la réunion + Rédaction des comptes rendus correspondants | | 32,00 | 1 920,00 € |
| B-0331-2-8 | Fonctionnement et remise du DIUO | | 6,00 | 360,00 € |
| B-0331-2-9 | Sous Total Réalisation | | 93,50 | 5 430,00 € |
| TOTAL MISSION COORDINATION SPS HT | | | | 116,50 5 540,00 € |
| Total de la mission HT | | | | 5540,00 € |
| Total de la mission TTC | | | | 6593,00 € |

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Proposition honoraires travaux

HONO SYNDIC - MISSION SPS

PAGE 1/2

Travaux: MISSION COORDONATEUR SECURITE PROTECTION SANTE
 Copropriété: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
 N° d'immeuble: 501255027
 Adresse: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
 7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Date: le 06/05/2024
 Cabinet: FONCIA VBDS
 Taux Horaire HT: 125,00 €
 Montant travaux (HT): 6 964,00 €
 Honoraires travaux: 5.38%

LISTE DES PRESTATIONS LIÉES AUX TRAVAUX

Consultation des entreprises. Envoi des demandes de devis, relances, RV sur place...

Préparation d'un tableau du coût estimatif des travaux avec simulation de quote-part des copropriétaires

Mise en forme du dossier pour convocation de l'Assemblée générale

Préparation et lancement des ordres de service

Création du compte travaux, lancement et envoi des appels de fonds, encaissement des règlements

Paiement des situations de travaux

Réception des travaux - visite de réception, rédaction du PV de réception

| TEMPS PASSÉ (HH:MM) | HONORAIRES TRAVAUX HT | HONORAIRES TRAVAUX TTC |
|---------------------|-----------------------|------------------------|
| 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |

TOTAL

2:30

312,50 €

375,00 €

Visa Conseil syndical



N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR22728203482 SAS CAPITAL 13729.54 € - RCS PONTONNE RCS PONTONNE B 228253482 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP1601201700023054 Quartier francor: GALLAN - 88 Rue La Botte - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

0 09 /L5 51 55L1 61L20L



Plan de financement
MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION
SANTÉ

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - MISSION SPS
-100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| MONTANT TOTAL DES TRAVAUX TTC 8 731,80 | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | MONTANT DU FOND DE TRAVAUX AFFECTE | CLÉ DE RÉPARTITION | |
|--|-------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|--|
| | 100 661,56 | 8 731,56 | 001 - CHARGES GÉNÉRALES | |
| | 100% | 9% | FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE | |
| | DU FOND DE TRAVAUX MOBILE | DU FOND DE TRAVAUX AFFECTE | | |

| NOM DU CORRESPONDANT | TANTUMS DE L'OTTE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | FOND DE TRAVAUX MOBILES | MONTANT DES TRAVAUX | PÉLÈVEMENT EFFECTUE SUR LE FOND DE TRAVAUX | RÉSTE SUR LE FOND DE TRAVAUX | RÉSTE À APPORTER |
|----------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------------|------------------------|---|------------------------------------|---------------------|
| ABDERRAHIM MALEK | 1332 / 100000 | 1 335,47 € | 1 335,47 € | 116,30 € | 116,30 € | 1 219,17 € | 0,00 € |
| AGNI CHAYNA | 1325 / 100000 | 1 329,43 € | 1 329,43 € | 115,69 € | 115,69 € | 1 213,74 € | 0,00 € |
| AMARI LAID | 1361 / 100000 | 1 367,46 € | 1 367,46 € | 116,94 € | 116,94 € | 1 246,62 € | 0,00 € |
| AMHIL HASSAN - FATIMA | 1373 / 100000 | 1 382,32 € | 1 382,32 € | 119,88 € | 119,88 € | 1 262,44 € | 0,00 € |
| ANWAR / AU SHAYZAD / TUNZEILA | 1343 / 100000 | 1 349,28 € | 1 349,28 € | 117,26 € | 117,26 € | 1 282,02 € | 0,00 € |
| ANWAR MOHAMMAD | 1748 / 100000 | 1 764,94 € | 1 764,94 € | 152,63 € | 152,63 € | 1 612,31 € | 0,00 € |
| APALE TED JUNIOR | 1417 / 100000 | 1 429,21 € | 1 429,21 € | 123,73 € | 123,73 € | 1 305,48 € | 0,00 € |
| ASLAN ANDRE | 1740 / 100000 | 1 756,08 € | 1 756,08 € | 151,80 € | 151,80 € | 1 604,15 € | 0,00 € |
| ATS | 1732 / 100000 | 1 747,29 € | 1 747,29 € | 151,23 € | 151,23 € | 1 596,06 € | 0,00 € |
| BAHAR AHMED / AICHA | 1337 / 100000 | 1 342,85 € | 1 342,85 € | 116,74 € | 116,74 € | 1 226,11 € | 0,00 € |
| BENMOUSSA YAHYA | 625 / 100000 | 635,49 € | 635,49 € | 54,57 € | 54,57 € | 580,92 € | 0,00 € |
| BENSESANI LAMRI OU ZEBIDA | 1770 / 100000 | 1 789,17 € | 1 789,17 € | 154,56 € | 154,56 € | 1 634,62 € | 0,00 € |
| BESRY LEONIDAS EDOAR | 1108 / 100000 | 1 111,28 € | 1 111,28 € | 96,75 € | 96,75 € | 1 014,53 € | 0,00 € |
| BIHOU AHMED | 1756 / 100000 | 1 773,75 € | 1 773,75 € | 153,33 € | 153,33 € | 1 620,42 € | 0,00 € |
| BIHOU MOHAMED | 1716 / 100000 | 1 729,64 € | 1 729,64 € | 149,83 € | 149,83 € | 1 579,81 € | 0,00 € |
| BOULOUINI LAHCEN | 1354 / 100000 | 1 359,74 € | 1 359,74 € | 118,23 € | 118,23 € | 1 241,51 € | 0,00 € |



Plan de financement
MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION
SANTÉ

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - MISSION SPS
-100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU CORRESPONDANT | TANTUMS PAR SECOURS DE LOT EN FONCTION DE LA COTE DE RESERVATION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PRELÈVEMENT EFFECTUÉ SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPELER |
|------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|--------------------|
| BOLDOUCH BEHROOZ | 1123 / 10000 | 1 127,78 € | 1 127,78 € | 98,05 € | 98,05 € | 1 029,73 € | 0,00 € |
| BOURKA EL HASSANE | 1402 / 10000 | 1 412,71 € | 1 412,71 € | 122,42 € | 122,42 € | 1 290,29 € | 0,00 € |
| CHEICK ISMAIL SPC NOORIVA | 1399 / 10000 | 1 409,34 € | 1 409,34 € | 122,15 € | 122,15 € | 1 287,19 € | 0,00 € |
| EL MARGAWY YAHYA - GHAN | 1355 / 10000 | 1 382,48 € | 1 382,48 € | 118,31 € | 118,31 € | 1 264,17 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1358 / 10000 | 1 385,81 € | 1 385,81 € | 118,57 € | 118,57 € | 1 267,24 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1899 / 10000 | 1 710,93 € | 1 710,93 € | 148,35 € | 148,35 € | 1 562,58 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1097 / 10000 | 1 099,13 € | 1 099,13 € | 95,78 € | 95,78 € | 1 003,35 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1411 / 10000 | 1 422,83 € | 1 422,83 € | 123,20 € | 123,20 € | 1 299,63 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1773 / 10000 | 1 792,46 € | 1 792,46 € | 154,81 € | 154,81 € | 1 637,65 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1102 / 10000 | 1 104,85 € | 1 104,85 € | 98,22 € | 98,22 € | 1 006,63 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1368 / 10000 | 1 375,20 € | 1 375,20 € | 119,45 € | 119,45 € | 1 255,75 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1367 / 10000 | 1 375,73 € | 1 375,73 € | 119,36 € | 119,36 € | 1 256,37 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1349 / 10000 | 1 355,86 € | 1 355,86 € | 117,79 € | 117,79 € | 1 238,07 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1405 / 10000 | 1 415,89 € | 1 415,89 € | 122,88 € | 122,88 € | 1 293,01 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1113 / 10000 | 1 116,81 € | 1 116,81 € | 97,18 € | 97,18 € | 1 019,63 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1787 / 10000 | 1 785,91 € | 1 785,91 € | 154,29 € | 154,29 € | 1 631,62 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1133 / 10000 | 1 138,80 € | 1 138,80 € | 98,83 € | 98,83 € | 1 039,97 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1155 / 10000 | 1 163,09 € | 1 163,09 € | 100,36 € | 100,36 € | 1 062,74 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1370 / 10000 | 1 379,03 € | 1 379,03 € | 119,82 € | 119,82 € | 1 259,21 € | 0,00 € |



Plan de financement
MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION
SANTÉ

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - MISSION SPS
-100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU CORRESPONDANT | TANTUMS PAR SECOURS DE LOT EN FONCTION DE LA COTE DE RESERVATION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PRELÈVEMENT EFFECTUÉ SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPELER |
|---------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|--------------------|
| EPFIF | 1153 / 10000 | 1 180,83 € | 1 180,83 € | 100,67 € | 100,67 € | 1 080,16 € | 0,00 € |
| FARASSI YOUNES | 1691 / 10000 | 1 702,07 € | 1 702,07 € | 147,85 € | 147,85 € | 1 554,22 € | 0,00 € |
| FINANCIERE AGACHE | 1312 / 10000 | 1 313,47 € | 1 313,47 € | 114,56 € | 114,56 € | 1 198,91 € | 0,00 € |
| GAWE LYDIE | 1724 / 10000 | 1 738,40 € | 1 738,40 € | 150,53 € | 150,53 € | 1 587,87 € | 0,00 € |
| GRICH KATIMA | 1300 / 10000 | 1 301,88 € | 1 301,88 € | 113,51 € | 113,51 € | 1 188,37 € | 0,00 € |
| HADOUN MOHAMED | 1399 / 10000 | 1 343,22 € | 1 343,22 € | 118,82 € | 118,82 € | 1 224,39 € | 0,00 € |
| HANNE MAMDOU | 1376 / 10000 | 1 385,64 € | 1 385,64 € | 120,15 € | 120,15 € | 1 265,49 € | 0,00 € |
| JNF | 1779 / 10000 | 1 798,52 € | 1 798,52 € | 155,34 € | 155,34 € | 1 643,18 € | 0,00 € |
| KAMKOULE KAMGA FRANKIE | 1382 / 10000 | 1 390,61 € | 1 390,61 € | 120,67 € | 120,67 € | 1 269,94 € | 0,00 € |
| KCHINECH MOHAMED | 1408 / 10000 | 1 419,29 € | 1 419,29 € | 122,94 € | 122,94 € | 1 296,35 € | 0,00 € |
| KOUSOUJOLLO VICTOR | 1779 / 10000 | 1 795,80 € | 1 795,80 € | 155,07 € | 155,07 € | 1 640,73 € | 0,00 € |
| LARABI NABIL | 1414 / 10000 | 1 425,93 € | 1 425,93 € | 123,46 € | 123,46 € | 1 302,47 € | 0,00 € |
| LI YADONG & CHUNHU | 1782 / 10000 | 1 802,38 € | 1 802,38 € | 155,80 € | 155,80 € | 1 646,58 € | 0,00 € |
| LIU HENRIETTE | 1319 / 10000 | 1 322,79 € | 1 322,79 € | 115,17 € | 115,17 € | 1 207,62 € | 0,00 € |
| MA & MO - M. CISSE | 1785 / 10000 | 1 805,69 € | 1 805,69 € | 155,88 € | 155,88 € | 1 649,81 € | 0,00 € |
| MAGEN ERIC | 1306 / 10000 | 1 308,50 € | 1 308,50 € | 114,03 € | 114,03 € | 1 194,47 € | 0,00 € |
| MAINTES 2 | 1081 / 10000 | 1 081,49 € | 1 081,49 € | 94,38 € | 94,38 € | 987,10 € | 0,00 € |
| MARTIN JEAN | 1145 / 10000 | 1 152,08 € | 1 152,08 € | 99,89 € | 99,89 € | 1 052,19 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1389 / 10000 | 1 398,33 € | 1 398,33 € | 121,28 € | 121,28 € | 1 277,05 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1147 / 10000 | 1 154,25 € | 1 154,25 € | 100,15 € | 100,15 € | 1 054,10 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1386 / 10000 | 1 406,09 € | 1 406,09 € | 121,89 € | 121,89 € | 1 284,20 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1138 / 10000 | 1 144,37 € | 1 144,37 € | 99,35 € | 99,35 € | 1 045,01 € | 0,00 € |



0 09 /85 51 551 61202



Plan de financement
MISSION COORDINATEUR SECURITE PROTECTION
SANTÉ

QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - MISSION SPS
-100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIETAIRE | TANTUM PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA CATEGORIE D'IMPOSITION | FONDS DE PROTECTION DE DISPONIBLE | FONDS DE MODALITES D'IMPOSITION | MONTANT DES TRAVAUX | PRIEL D'AMONT EFFECTUE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE A LA FIN DES TRAVAUX | RESTE A APPELER |
|--|--|---|---------------------------------------|------------------------|---|----------------------------------|--------------------|
| MEBAREK IKHADR | 1331 / 100000 | 1 336,07 € | 1 336,07 € | 116,22 € | 116,22 € | 1 219,85 € | 0,00 € |
| MECHETI YAKIM | 1143 / 100000 | 1 149,85 € | 1 149,85 € | 99,80 € | 99,80 € | 1 050,05 € | 0,00 € |
| MIMOUNA SALEM | 1708 / 100000 | 1 720,83 € | 1 720,83 € | 149,14 € | 149,14 € | 1 571,69 € | 0,00 € |
| MIMOUNA SALEM | 1151 / 100000 | 1 158,89 € | 1 158,89 € | 100,50 € | 100,50 € | 1 058,39 € | 0,00 € |
| MOHAMED LALLA | 1764 / 100000 | 1 762,58 € | 1 762,58 € | 154,03 € | 154,03 € | 1 608,55 € | 0,00 € |
| MOHAMMAD / CHANCEREI ABEEL/ ANGELE | 1666 / 100000 | 1 674,48 € | 1 674,48 € | 145,47 € | 145,47 € | 1 529,01 € | 0,00 € |
| NEPTUNE | 1319 / 100000 | 1 316,17 € | 1 316,17 € | 114,85 € | 114,85 € | 1 201,32 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 1 | 1364 / 100000 | 1 372,42 € | 1 372,42 € | 119,10 € | 119,10 € | 1 253,32 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 4 | 1149 / 100000 | 1 159,45 € | 1 159,45 € | 100,33 € | 100,33 € | 1 059,12 € | 0,00 € |
| RUTHUMZA THEOBALD | 1375 / 100000 | 1 382,82 € | 1 382,82 € | 120,08 € | 120,08 € | 1 262,74 € | 0,00 € |
| SAINT YVES | 1128 / 100000 | 1 133,31 € | 1 133,31 € | 98,49 € | 98,49 € | 1 034,82 € | 0,00 € |
| THIANG YOU HENG | 1361 / 100000 | 1 369,09 € | 1 369,09 € | 118,84 € | 118,84 € | 1 250,25 € | 0,00 € |
| TOKAM DEFLO | 1157 / 100000 | 1 165,29 € | 1 165,29 € | 101,02 € | 101,02 € | 1 064,27 € | 0,00 € |
| TOUANG KOURIM - PEDIA | 1118 / 100000 | 1 122,28 € | 1 122,28 € | 97,82 € | 97,82 € | 1 024,46 € | 0,00 € |
| YAND UMMEHAN | 1347 / 100000 | 1 352,08 € | 1 352,08 € | 117,51 € | 117,51 € | 1 234,57 € | 0,00 € |

Bâtir un monde de confiance

CONVENTION DE CONTROLE
TECHNIQUE

CONTRAT N° Q-1758778 - 0796289
REFERENCE A RAPELER POUR TOUTE COMMANDE
78-MANTES-LA-JOLIE-MISE EN PLACE D'UN SEL ET DESCENTES EP
SUR TOUS LES BALCONS DE LA TOUR NEPTUNE

LE MAÎTRE D'OUVRAGE - CLIENT

SOC de la RESIDENCE NEPTUNE c/o FONCIA BOUCLES DE
SEINE
28 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES LA JOUE
333 AVENUE GEORGES CLEMENCEAU
92000 NANTERRE
Centre Budgetaire : 0796289

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Représenté par
Mme Ingrid ROJAS
Tél : +33130529568
ingrid.rojas@bv.com
SIRET : 47818053200028

Représenté par
Frédéric BLUCQ
Ingénieur Commercial
Email : serviceclient.construction@bureauveritas.com

Cette proposition commerciale est valable 3 mois à partir de sa date d'émission, le 6 mai 2024.
Elle constitue la dernière proposition négociée entre les parties dans toutes ses dispositions.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT.

Le Client confie à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, qui accepte, les prestations désignées ci-après aux conditions
particulières et ce conformément aux conditions générales jointes :

Conditions Générales d'intervention pour le Contrôle Technique (CCTG501 BY CONSTRUCTION)

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siège social : 1 Place Zola, 92400 - Courbevoie
Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros
R.C.S. de Nanterre 790 162 786
Contant n° Q-1758778



1. RÉCAPITULATIF DES MISSIONS CONFIEES

| MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE | | 6 120,00 EUR HT |
|--|--|-----------------|
| Missions de base : | | |
| • Mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments et équipements dissociables et indissociables | | |
| • Mission LE relative à la solidité des existants | | |
| • Mission SH relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation | | |
| Gestion administrative | | 150,00 EUR |
| MONTANT TOTAL HT | | 6 270,00 EUR |
| TVA (20 %) | | 1 254,00 EUR |
| TOTAL TTC | | 7 524,00 EUR |

Les honoraires ci-dessus sont établis notamment en fonction de la consistance de l'opération et des durées prévisionnelles décrites aux conditions particulières du présent contrat. Tout changement pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire détaillée au paragraphe Rémunérations complémentaires, ou à un avenant.

2. LE PROJET

78-MANTES-LA-JOLIE-MISE EN PLACE D'UN SFL ET DESCENTES EP SUR TOUS LES BALCONS DE LA TOUR NEPTUNE

Adresse :

7, rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA

Utilage principal:

JOLIE

Montant prévisionnel des travaux (hors VRD):

Habitation collective (+ parking)

Date prévue pour le début des travaux:

900 000,00 € HT

Durée prévisionnelle d'exécution des travaux:

01-04-2025

Etat d'avancement de l'opération (à la date d'établissement de l'offre):

6 mois

Type de travaux:

Conception

Réhabilitation

3. DURÉE DU CONTRAT

Cette proposition commerciale formera contrat lors de son acceptation par le client. Le contrat prend fin à la remise du rapport final de contrôle technique.

MODALITÉS SPÉCIFIQUES COVID 19

Dans le cas où les Services ne peuvent être exécutés par la Société du fait des conséquences imprévues de la COVID 19 et/ou des mesures gouvernementales prises dans ce contexte, les Parties conviennent que les obligations liées à l'exécution des Accords seront suspendues à la demande de la Partie la plus diligente par tous moyens écrits. Les Parties se concerteront afin d'établir un plan de continuité pendant cette période. A défaut d'accord dans un délai de un (1) mois à compter de la notification de suspension, les Accords pourront être résiliés sans indemnité de part et d'autre, hors rémunération due au titre des Services.

4. IDENTIFICATION DU CLIENT

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siège social : 1 Place Zaha Hadid- 92400 - Courbevoie

Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros

R.C.S. de Nanterre 790 182 786

Contrat n° Q-1758778



| Informations pour mise à disposition du rapport | |
|---|--|
| Contact: | Ingrid ROJAS |
| Adresse mail: | ingrid.rojas@foncia.fr |
| Informations client payeur | |
| Raison sociale | SDC de la RESIDENCE NEPTUNE c/o FONCIA BOULES DE SEINE |
| Numéro SIRET | SIRET : 47818053200028 |
| Numéro de TVA intracommunautaire | FR72478180532 |
| Adresse de facturation | 28 AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 78200 - MANTES LA JOLIE |

Le présent document comporte 10 pages qui font également partie intégrante du contrat, l'ensemble des annexes disponibles en ligne et listées à la fin de ce document, en particulier les fiches missions descriptives des prestations ou des services, ainsi que les conditions générales et les annexes éventuelles.

5. POUR COMMANDER

Pour valider votre commande, dans le cadre de notre démarche "Zéro papier", nous vous invitons à signer ce document électroniquement en renseignant, directement en ligne, les éléments ci-dessous. Vous pouvez toutefois télécharger ce document, et nous le renvoyer par retour d'email signé à l'adresse serviceclient@bureauveritas.com

Fait à NANTERRE

A : MANTES LA JOLIE

Le :

Le :

Par BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Nom :

Qualité du signataire :

Centre Budgétaire : 0796289

Le client :

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siège social : 1 Place Zaha Hadid- 92400 - Courbevoie

Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros

R.C.S. de Nanterre 790 182 786

Contrat n° Q-1758778



0 09 /6€ 51 65/L 61220L

Bâtir un monde de confiance

BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION



6. CONVENTION DE CONTRÔLE TECHNIQUE

OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le maître de l'ouvrage confie à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, le contrôle technique, au sens de l'article L 125-1 du CCH, de l'opération décrite ci-dessus.

Ces prestations sont réalisées, par référence aux modalités d'intervention de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION jointes au présent contrat, ainsi qu'aux modalités ci-après, qu'elles complètent ou modifient le cas échéant.

DESIGNATION DES MISSIONS DE BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Le maître de l'ouvrage confie à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION les missions dont le périmètre et la nature sont définies ci-après :

NATURE DE LA (OU DES) MISSION(S)

| | |
|--|-----------------------------------|
| Mission(s) de base | |
| Mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments et équipements dissociables et indissociables | MissLP (N03-2024) |
| Mission LE relative à la solidité des existants | MissLE (N01-2012) |
| Mission SH relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation | MissSH (N02/2022) |

RAPPORTAGE EN MODE DÉMATÉRIALISÉ

Les processus de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sont entièrement digitalisés et permettent aux contrôleurs techniques de travailler en mode zéro papier.

L'outil AVISO est collaboratif et peut être connecté avec les principales GED. Il permet d'établir les avis et de vous les communiquer durant toutes les phases d'intervention.

AVISO permet de diffuser une information claire, rapide et structurée ainsi que la traçabilité de et la synthèse des avis et des points clés issus de l'analyse de risque du contrôleur technique. Ce mode de fonctionnement garantit une communication adaptée à l'organisation de l'équipe de projet. Tout au long des phases d'intervention, les documents sont traités de manière dématérialisée, dans tout type de format de fichiers et sauvegardés dans l'outil AVISO.

Les avis sont émis au format PDF et directement communiqués à l'équipe projet par mail, et en cas de connexion, postés automatiquement sur la GED.

Le présent contrat a été établi dans l'hypothèse où aucune plateforme GED n'est prévue. Les modalités d'intervention sont celles des conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction. Dans la mesure où ces modalités d'intervention n'étaient pas respectées, un avenant au présent contrat serait susceptible d'être proposé.

Bâtir un monde de confiance

BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION



DISPOSITIONS RELATIVES À L'ASSURANCE

Pour les opérations de coût d'opération (coût travaux hors équipements professionnels + tous honoraires) supérieur à 15 M€ HT, le Maître d'Ouvrage s'engage :

- A fournir à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION la copie de la DDC (Déclaration d'Ouverture de Chantier) de l'opération
- A intégrer BUREAU VERITAS CONSTRUCTION dans tout Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) qu'il serait amené à souscrire afin de couvrir la responsabilité décennale de l'ensemble des intervenants, dont le contrôleur technique, au-delà des plafonds de leurs polices d'assurance décennale respectives (selon article R 243-1 du code des assurances modifié par le décret 2008-1466 du 22/12/2008).

La rémunération de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION proposée dans le présent document tient compte de la souscription par le Maître d'Ouvrage et à ses frais exclusifs, d'un tel CCRD couvrant notamment la responsabilité décennale de Bureau Veritas Construction au-delà de son plafond de garantie de 3M€.



7. PRECISIONS COMPLEMENTAIRES

Description sommaire des travaux :

- Mise en place d'un système d'Étanchéité Liquide (SEL) sur tous les balcons avec de nouvelles descentes EP ;
- Mise en place d'un système anti-pluie ;
- Remplacement des portes paliers ascenseurs ;
- Travaux de sécurité incendie ;
- Réhabilitation (obturation des abords et création de locaux communs extérieurs (vélos, vo, encombrants)) ;
- Remplacement des menuiseries des halls avec nouveaux contrôle d'accès ;
- Remplacement Pompe de relevage au sous-sol.

8. FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

La rémunération de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, fait l'objet d'acomptes échelonnés sur la durée de la mission de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, selon l'échéancier ci-après :

| Contrôle technique construction bâtiment - Réhabilitation | |
|---|---|
| Echéancier | Montant en EUR HT |
| A la remise du rapport initial | 1 360,00 EUR |
| Au démarrage de la phase travaux | 680,00 EUR |
| Tous les mois (phase travaux) | Réparties en 5 échéances : 3 400,00 EUR |
| A la remise du rapport final | 680,00 EUR |
| Gestion administrative | |
| Echéancier | Montant en EUR HT |
| Lors de la 1 ^{ère} facturation | 150,00 EUR |

Les échéances de la Phase travaux seront facturées avant le 5 du mois.

Les factures sont payables net sans escompte, à 30 jours, date de facture.

Les factures sont payables par CB, virement ou prélèvement (mandat d'impôt à nous retourner dans ce cas). En optant pour le prélèvement, vous acceptez également le prélèvement de toutes les factures à venir de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION.

RÉMUNÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les prix sont calculés sur la base des conditions suivantes :

- Les frais engagés par des déplacements à l'étranger ou sur des sites difficiles (îles, refuges de montagne, ...) feront l'objet d'un défraiement spécifique en sus des prix du présent contrat.
 - Toute annulation de l'intervention in situ, à la demande ou du fait du client, fera l'objet d'une facturation spécifique correspondant aux frais engagés.
 - Toute intervention supplémentaire du fait du client (notamment : locaux ou installations inaccessibles) fera l'objet d'une facturation complémentaire.
 - Les prix ci-dessus sont établis en considération d'intervention aux jours et heures normales d'ouverture de BUREAU VERITAS CONSTRUCTION (8 h 00 – 18 h 00 du lundi au vendredi) ; toute intervention en dehors de ces périodes, sur demande du client, fera l'objet d'une facturation complémentaire.
- Les demandes ponctuelles complémentaires non mentionnées dans le présent contrat seront facturées de manière forfaitaire, sur la base de :
- vacation 1/2 journée : 500 Euros HT
 - vacation 1 journée : 900 Euros HT

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siège social : 1 Place Zaha Hadid - 92400 - Courbevoie
Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros
R.C.S. de Nanterre 790 182 786
Contrat n° Q-1758778



Le prix des vacations spéciales pour mesures, frais de matériels inclus, seront à définir au cas par cas, par avenant au présent contrat.

En cas de reprise de contrat ou de factures du fait de changement de coordonnées du client, des frais forfaitaires de 90 EUR HT seront facturés en sus.

- L'édition d'exemplaires imprimés des livrables fait l'objet d'une facturation complémentaire de :
- 15 Euros HT par copie, si la demande est formulée avant l'envoi du rapport électronique
 - 50 Euros HT par copie, si la demande est formulée une fois le rapport électronique diffusé
- Le présent contrat est établi hors reprographie par BUREAU VERITAS CONSTRUCTION des documents de conception et d'exécution établis par les constructeurs.

MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Tout changement de la consistance de la mission et / ou des caractéristiques de l'opération donnera lieu à une rémunération supplémentaire à celle définie dans le récapitulatif des missions confiées de la présente convention et notamment dans les cas suivants :

- Allongement de la durée d'exécution des travaux : 680,00 € HT par mois
- Examen de documents complémentaires : 100,00 € HT par document
- Levée des observations des rapports de fin de mission : 400,00 € HT par courrier
- Présence par réunion de levée des observations de nos avis : 400,00 € HT par vacation d'une demi-journée
- Synthèse supplémentaire des avis du contrôleur technique au-delà de la deuxième transmission : 90,00 € HT par synthèse
- Vacation correspondant à la rédaction d'un RICT supplémentaire ou la révision du RICT : 800,00 € HT par vacation (ex. € HT par RICT)

En cas d'emploi de techniques innovantes, une rémunération complémentaire nécessaire à l'examen des ouvrages concernés, évaluée sur la base du prix de vacation indiqué au présent article, sera facturée en sus.

Dans le cas où la construction de l'opération nécessiterait des ouvrages de caractère exceptionnel, une rémunération complémentaire nécessaire à l'examen des ouvrages concernés, évaluée sur la base du prix de vacation indiqué au présent article, sera facturée en sus.

REVISION DES PRIX

Les prix seront revus à chaque échéance de facturation

Le calcul de revalorisation des prix suivra à minima, l'indice SYNTEC Révisé comme indiqué ci-dessous :

$P = P_0 \times I / I_0$

P = Prix actualisé à échéance de facturation

I = Indice SYNTEC Révisé dernière valeur connue à date de facturation

P₀ = prix de base à la date du contrat

I₀ = Dernier indice SYNTEC Révisé connu à la date d'émission de l'offre

Valeur de l'indice SYNTEC Révisé : 312,3

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siège social : 1 Place Zaha Hadid - 92400 - Courbevoie
Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros
R.C.S. de Nanterre 790 182 786
Contrat n° Q-1758778



Bâtir un monde de confiance

BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION



MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique du mandat :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) Bureau Veritas Construction à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à verser les fonds à Bureau Veritas Construction. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :
- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,
- sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Veuillez compléter les champs marqués *

Votre Nom

* Nom / Prénoms du débiteur 1
* Numéro de votre carte 2
* Numéro et nom de la rue 3
* Code Postal 4
* PAYS 5

Votre adresse

* Code Postal 3
* PAYS 4
* FRANCE 5
* 6
* 7
* 8
* 9
* 10
* 11
* 12
* 13

Les coordonnées de votre compte

Code international d'identification de votre banque - BIC (Bank Identifier Code)

Nom du créancier

* Bureau Veritas Construction

* F88Z2Z283F

* 1 Place Zaha Hadid

* 92400

* FRANCE

* PAYS

* Paiement récurrent / répétitif ☒

* Paiement ponctuel

* Date : JJ/MM/AAAA

Signature(s)

Veuillez signer ici

Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier pour la gestion de sa relation avec son client.

Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits de créance, de rectification et d'opposition pour des motifs légitimes, tels que prévus par la loi du 5 janvier 1978 modifiée.

Zone réservée à l'usage exclusif du créancier

serviceclient.construction@bureauveritas.com

MANDAT A RETOURNER PAR EMAIL À L'ADRESSE :

ACCOMPAGNE D'UN RIB

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siret social : 3 Place Zaha Hadid - 92400 - Courbevoie

Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros

R.C.S. de Nanterre 290 182 786

Contrat n° Q-1758778

Page 8/10

0 09 /09 51 1911 612207

Bâtir un monde de confiance

BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION



9. ANNEXES

Les annexes sont disponibles en ligne. Pour y accéder, suivez les liens ci-dessous.

Les liens ne sont pas accessibles dans l'interface de signature électronique. Dans ce cas, téléchargez le document au format PDF au préalable.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS REALISEES SOUS ACCREDITATION

Lorsque la prestation confiée est réalisée sous couvert d'accréditation, les dispositions suivantes sont à prendre en considération :

- L'engagement de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui sont divulguées conformément aux exigences d'un texte légal ou réglementaire émis par un organisme d'accréditation ;
- Le Client ne peut faire référence à l'accréditation que par le biais de la reproduction intégrale des rapports émis par Bureau Veritas
- La procédure de traitement des réclamations et appels concernant les prestations accréditées sera mise à disposition de toutes personnes intéressées sur demande écrite.
- Le Client s'engage à autoriser les représentants de l'organisme d'accréditation d'assister – sur demande – aux prestations réalisées sur les sites concernés par les services.

IMPACT CO2

La réalisation de la prestation de Bureau Veritas, objet de la présente offre, correspond à l'émission estimée de 805 kg de CO2 équivalent. Cette valeur est calculée sur la base des émissions de CO2 relevées dans le groupe Bureau Veritas au cours de l'année écoulée pour l'ensemble de ses activités. Elle intègre l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre pour les scopes 1, 2 et 3.

Le Groupe Bureau Veritas s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre selon une trajectoire compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C qui a été approuvée par 58T1.

Ses objectifs correspondent à une réduction des émissions absolues de GES des scopes 1 et 2 de 42 % d'ici 2030 par rapport à 2021 et du scope 3 de 25 % sur la même période.

Retrouvez toutes les offres Bureau Veritas pour vous accompagner dans votre transition climatique : <https://www.bureauveritas.fr/besoin/attendre-vos-engagements-net-zero>

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTION ET FICHES DÉCRIVANT LES MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE

- [MMSLE \(M01-2012\)](#)
- [MMSLP \(M03-2024\)](#)
- [MMSHP \(M02-2022\)](#)
- [CCTG6M1 rev25 \(M07-2023\)](#)

CONDITIONS GÉNÉRALES DE SERVICE ET FICHES DÉCRIVANT LES PRESTATIONS

DESCRIPTIFS TECHNIQUES

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siret social : 3 Place Zaha Hadid - 92400 - Courbevoie

Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros

R.C.S. de Nanterre 290 182 786

Contrat n° Q-1758778

Page 9/10

Bâtir un monde de confiance

BUREAU VERITAS
CONSTRUCTION



Compléter le descriptif technique ci-dessous (en référence à l'annexe B de la norme NF P 03 100)

Description de l'opération :

- Nombre de bâtiments :
- Nombre d'ascenseurs :
- Nombre de logements :
- SHON (Art. R112-2 Code de l'Urbanisme) :
- Nombre d'étages sur RdC :
- Nombre de sous-sols :
- Nombre de parkings aériens :
- Nombre de parkings souterrains :

Destination des ouvrages :

- ☐ Accession à la propriété
- ☐ Usage locatif
- ☐ Usage propre

Usage :

- ☐ Habitation
- ☐ Bureaux
- ☐ Commerce
- ☐ Industrie
- ☐ ERP préciser type catégorie et effectif
- ☐ Génie civil

Nature des travaux :

- ☐ Travaux neufs
 - ☐ Existence d'études de sol
 - ☐ Technique innovante
 - ☐ Ouvrage de caractère exceptionnel
 - ☐ Travaux de VRD
 - ☐ Avoisinants
 - ☐ Fondations profondes
 - ☐ Groupe électrogène
 - ☐ Transformateur
 - ☐ SSI
 - ☐ Chauffage
 - ☐ Sprinklage
- ☐ Réhabilitation
 - ☐ Existence de diagnostic
 - ☐ Avoisinants
 - ☐ Reprise en sous-œuvre
 - ☐ Gros-œuvre
 - ☐ Rénovation de cloisons
 - ☐ Thermique
 - ☐ Chauffage
 - ☐ Electricité
 - ☐ Groupe électrogène
 - ☐ Transformateur
 - ☐ SSI
 - ☐ Alarme
 - ☐ Sprinklage
 - ☐ Ascenseur

Permis de construire :

- n° :
- Délivré le :
- En attente : ☐

Date prévisionnelle :

Déclaration d'Ouverture de chantier :

Bureau Veritas Construction - <http://construction.bureauveritas.fr/>

Siège social : 1 Place Zaha Hadid - 92400 - Courbevoie
Société par actions simplifiée au capital de 15 800 100,00 euros
R.C.S. de Nanterre 790 182 786
Contact : n° 01 75 87 78



JPS CONTRÔLE

JPS CONTRÔLE

Paris Ouest
52 rue du Capitaine Guynemer
92400 COUREVOIE
Téléphone : 01 43 34 18 31
Mail : agence.parisouest@jps-contrôle.fr

FONCIA BOUCLES DE SEINE

28 avenue de la République
78200 MANTES LA JOLIE
FRANCE
Madame Ingrid ROJAS
ingrid.rojas@fincia.com

PROPOSITION / CONVENTION

Contrôle technique de construction (CTC)

N°01 24 78 0194 1 2 VO du 02/05/2024

Offre valable 3 mois

Mise en place d'un SEL, système d'étanchéité liquide sur tous les balcons

- 7 rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE

Offre suivie par :

BEUGRE Ariel
ariel.beugre@jps-contrôle.fr
06 77 02 44 86

Affaire suivie par :

BEUGRE Ariel
ariel.beugre@jps-contrôle.fr
06 77 02 44 86

Entre d'une part,

JPS CONTRÔLE

Représenté par :

Le :

Signature :

Et d'autre part,

FONCIA BOUCLES DE SEINE

Représenté par :

Le :

Signature :

A été arrêté et convenu ce qui suit :

Paraphes :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

RCS NANTERRE - SIREN 403 584 543 00058 - TVA FR 29 403 584 543 - APE 7120 B



1. Objet de la mission

Mission de Contrôle technique de construction (CTC) dans le cadre des travaux de Mise en place d'un SEI, système d'étanchéité liquide sur tous les balcons, 7 rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE.

Description succincte du projet :

Les travaux consistent en la mise en place d'un système d'étanchéité liquide sur tous les balcons d'un immeuble d'habitation de 17 niveaux :

- La mise en place de nouvelles descentes EP ;
- La mise en place d'un système anti-pigeon;
- Les travaux de sécurité incendie;
- Le remplacement des portes palières ascenseurs;
- La résidentialisation (clôture des abords et création de locaux communs extérieurs);
- Le remplacement des menuiseries des halls avec des nouveaux contrôle d'accès;
- La mise en place d'une pompe de relevage au sous-sol.

Missions de contrôle technique confiées :

Missions retenues suivant conditions générales d'intervention COPREC jointes :

| Missions disponibles | Retenue(s) |
|--|-------------------------------------|
| Solidité des ouvrages et des équipements (I) | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Solidité des existants (IE) | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Stabilité des ouvrages avoisinants (Av) | <input type="checkbox"/> |
| Sécurité des personnes en cas de séisme (PS) | <input type="checkbox"/> |
| Sécurité des personnes bâtiments d'habitation (SH) | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Sécurité des personnes dans les ERP et IGH (SEI) | <input type="checkbox"/> |
| Sécurité des personnes lieux de travail (STI) | <input type="checkbox"/> |
| Accessibilité personnes handicapées (Hand) | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Solidité équip non indissociablement liés (PI) | <input type="checkbox"/> |
| Isolation acoustique bâtiments d'habitation (Phh) | <input type="checkbox"/> |
| Isolation acoustique autre qu'habitation (Pha) | <input type="checkbox"/> |
| Isolation thermique et économiques d'énergie (Th) | <input type="checkbox"/> |
| Fonctionnement des installations (F) | <input type="checkbox"/> |
| Transport branards dans les constructions (Brd) | <input type="checkbox"/> |
| Règlement des procès verbaux (PV) | <input type="checkbox"/> |
| Gestion technique des bâtiments (GTB) | <input type="checkbox"/> |
| Environnement (ENV) | <input type="checkbox"/> |
| Hygiène et santé bât habitation (HSH) | <input type="checkbox"/> |
| Hygiène et santé bât usage autre habitation (HYSa) | <input type="checkbox"/> |

Missions disponibles

Coordination des missions de contrôle (CO)

Toute autre mission peut être demandée par le Maître d'ouvrage en supplément.

2. Renseignements à compléter par le Maître d'Ouvrage

| Renseignements | A compléter ou à modifier |
|--|---|
| Désignation et adresse de l'ouvrage : | 7 rue pierre de Ronsard 78200 MANTES LA JOLIE |
| Norm ou raison sociale du Maître d'Ouvrage : | FONCIA BOUCLES DE SEINE |
| Norm ou raison sociale du Mandataire : | |
| Norm ou raison sociale du Maître d'Oeuvre : | CINETIQUE ARCHITECTURE |
| Type d'opération : | Réhabilitation |
| SHON ou SHAB (m²) : | |
| Montant prévisionnel des travaux (€ HT) : | 900 000 € |
| Durée prévisionnelle des travaux (mois) : | 6 |
| Permis de construire n° : | Non communiqué |
| PC délivré le : | Non communiqué |
| Date prévisionnelle de démarrage des travaux : | 01/06/2025 |
| DROC (si chantier démarré) : | / |
| Nombre d'étages : | 17 niveaux |
| Nombre d'ascenseurs : | |
| Plancher bas du dernier niveau > 8 m : | > 8 m |
| Nombre de sous-sol : | 1 |
| Parc de stationnement : | Sans objet |
| Classement sécurité incendie : | Habitations de la 4ème famille collective |
| Origine du classement : | A confirmer |

Paraphes :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

3. Montant des prestations de base

| Mission | Montant HT |
|--|--------------------------|
| Missions de contrôle technique de construction (CTC) Io Spinetta | 6 600,00 |
| | Total HT 6 600,00 |
| | Total TVA (20%) 1 320,00 |
| | Total TTC 7 920,00 |

4. Echéancier de facturation

| Terme de facturation | Pourcentage | Terme | Montant € HT | Montant € TTC |
|--------------------------------|-------------|---------------------|--------------|---------------|
| A la remise du rapport initial | 15,15 % | A réception facture | 1 000,00 | 1 200,00 |
| Démarrage des travaux | 12,88 % | A réception facture | 850,00 | 1 020,00 |
| Mois de travaux n°2 | 12,88 % | A réception facture | 850,00 | 1 020,00 |
| Mois de travaux n°3 | 12,88 % | A réception facture | 850,00 | 1 020,00 |
| Mois de travaux n°4 | 12,88 % | A réception facture | 850,00 | 1 020,00 |
| Mois de travaux n°5 | 12,88 % | A réception facture | 850,00 | 1 020,00 |
| Mois de travaux n°6 | 12,88 % | A réception facture | 850,00 | 1 020,00 |
| A la remise du rapport final | 7,58 % | A réception facture | 500,00 | 600,00 |

Coordonnées bancaires :

| Iban | Bic |
|-----------------------------------|----------|
| FR76 3000 3022 0300 0204 9423 838 | SOGFERPP |

L'échéance de démarrage des travaux correspond au démarrage effectif des travaux, ou à la première fiche d'examen sur documents ou ouvrages examinés.

Pour les rapports émis en phase conception ou réception, une mise à jour est comprise dans le montant forfaitaire. Toute version supplémentaire sera redevable d'un montant de 400 € HT.

Si le destinataire de la facture est différent, merci d'indiquer ses coordonnées ci-dessous :

Paraphes :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

4/20

5. Déroulement de la mission

Interventions en phase conception :

- Visite du site pour évaluer la compatibilité des travaux avec les existants ;
- Examen du dossier PRO et rédaction du Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
- Examen du dossier de consultation des entreprises (DCE) et mise à jour du Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT).

Interventions en phase réalisation :

- Examen des documents d'exécution transmis. Envoi de fiches d'examen de documents ;
- Visites à l'occasion de réunions de chantier ou de manière inopinée. Envoi de fiches d'examen sur chantier ;
- Lecture, prise en compte et réponse aux compte-rendus de chantier ;
- Envoi de synthèses d'avis en suspens pour faire un point régulier sur la levée des avis.

Interventions en phase réception :

- Vérifications finales des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Rédaction d'un rapport récapitulatif signalant nos derniers avis n'ayant pas été suivis d'effets ;
- Visite de levée des réserves éventuelle ;
- Rédaction du Rapport Final de Contrôle Technique (RFCT).

Délais indicatifs d'intervention :

- Avis sur dossiers de conception : 14 jours dès réception
- Avis sur documents d'exécution : 7 jours dès réception
- Avis suite à visite sur site : 48 h suite à la visite
- Remise du rapport final : 10 jours avant la réception

Paraphes :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

5/20



6. Méthodologie et compétences

Notre but est de vous assurer un projet en parfaite conformité avec les référentiels réglementaires et normatifs français.

Notre démarche pour atteindre cet objectif est la suivante :

- Les dossiers, même en cas d'absence, sont gérés en double commande afin de répondre aux contraintes de délais ;
- Chaque ingénieur généraliste est chargé du pilotage de ses spécialistes, ce qui en fait votre interlocuteur unique. Il coordonnera leur intervention sur site lorsqu'il le jugera nécessaire ;
- Nos intervenants sont joignables à tout moment sur leur adresse mail ou leur téléphone portable professionnel ;
- Nos chargés d'affaires appellent et se déplacent sur chantier sur simple demande d'un intervenant du projet ;
- Nous provoquons des réunions pour commenter et/ou lever nos observations ;
- Nous fournissons des listes récapitulatives de nos observations régulièrement vous informant ainsi de l'état du projet.

Afin de s'assurer d'une parfaite transmission de dossier en cas d'absence du chargé d'affaires, chaque document émis (rapports, fiches d'examen de documents, etc.) est systématiquement relu par son suppléant.

Pour une fluidité maximale et un gain de temps considérable nos avis sont systématiquement diffusés au Maître de l'Ouvrage ainsi qu'à la Maîtrise d'œuvre et l'équipe travaux par mail.

Le chargé d'affaires et son suppléant sont des ingénieurs généralistes capables de répondre à l'ensemble des aspects structurels d'une opération. Ils sont aussi des spécialistes dans le domaine de la Sécurité Incendie et de l'Accessibilité aux Personnes Handicapées et ont été formés en Acoustique et en Thermique.

Cette polyvalence conjuguée à leur expérience leur permet de prévenir au plus tôt les éventuelles problématiques mais aussi d'être à même d'apporter des réponses immédiates à l'ensemble des intervenants sur une large panoplie de sujets.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE CONTRÔLE TECHNIQUE DE CONSTRUCTION 07/07/2022

Article 1 - CONDITIONS DU CONTRAT
Les présentes conditions du contrat définissent les modalités générales d'exécution d'une mission de contrôle technique visée à l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Elles sont complètes et éventuellement modifiées par les conditions particulières fixées par le Maître d'ouvrage au contrôle technique sont précisées dans les articles ci-dessous.

Article 2 - MISSION DE JPS CONTRÔLE

JPS CONTRÔLE a pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation d'une construction. JPS CONTRÔLE peut exercer, à la demande du Maître d'ouvrage, des missions de contrôle technique ou des missions de vérification technique qui sont définies dans la Norme NF P 95-100 de septembre 1995.

Les seuls aléas pris en compte par JPS CONTRÔLE sont ceux visés par les missions retenues par le Maître d'ouvrage et cités dans les conditions particulières du contrat.

JPS CONTRÔLE est titulaire de l'Agrement Ministère visé à l'article L. 111-25 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Article 3 - INTERVENTION DE JPS CONTRÔLE

3.1 - Phases d'intervention
Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du Maître d'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :

- Phase 1 : Contrôle des documents de conception,
- Phase 2 : Contrôle des documents d'exécution,
- Phase 3 : Contrôle sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement,
- Phase 4 : Examens avant réception,
- Phase 5 : Avis au Maître d'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement.

3.2 - Actes de contrôle technique
Les actes accomplis par JPS CONTRÔLE au cours de sa mission relèvent de deux catégories :

ACTES TECHNIQUES :
Examen des dispositions techniques des devis, descriptifs, plans et autres documents destinés à la consultation des entreprises, examen des dispositions des plans et autres documents techniques d'exécution, examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle.

ACTES D'INFORMATION :
Où les documents établis tout au long de sa mission, JPS CONTRÔLE rend compte de son intervention dans deux rapports adressés au Maître d'ouvrage :

- le rapport initial de contrôle technique, relatif au contrôle des documents de conception,
- le rapport final de contrôle technique, relatif à l'ensemble de la mission.

Article 4 - MODALITÉS D'INTERVENTION

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le Maître d'ouvrage s'engage à :

- remettre à JPS CONTRÔLE la copie de la déclaration réglementaire d'ouverture de chantier,
- lui fournir, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tous plans, renseignements, justificatifs et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission, ainsi que toute pièce modificative avec un moyen de suivre les différentes versions de ces éléments,
- lui indiquer l'usage précis auquel il destine les ouvrages sur lesquels porte le contrôle ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage,
- lui donner librement accès aux chantiers et, d'une façon générale, lui fournir toutes facilités pour l'exercice de sa mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

- le prévenir, en temps utile, des dates de commencement des travaux de chaque corps d'état et des phases essentielles de leur exécution,
- signaler ou faire signaler à JPS CONTRÔLE tous incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de sa mission,
- prendre les dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toute difficulté qui leval obstacle à la bonne exécution des interventions demandées,
- faire connaître à JPS CONTRÔLE la suite donnée à ses avis,
- lui communiquer le procès-verbal de réception des travaux et les plans de recèlement.

Article 5 - CONFIDENTIALITÉ

JPS CONTRÔLE et ses intervenants s'engagent à ne pas divulguer les informations, documents d'ordre technique ou économique ni les résultats obtenus concernant les missions qui lui sont confiées si le client le formalise expressément.

Cette règle reçoit toutefois exceptions :

- En cas de demande faite par l'autorité administrative dans un cadre légal, ou dans le cadre des agréments et des délégations administratives que délient JPS CONTRÔLE ;
- Pour les audits et évaluateurs externes de notre système qualité, et plus globalement pour toute personne ayant signé un accord de confidentialité avec JPS CONTRÔLE.

Le Maître d'ouvrage autorise JPS CONTRÔLE à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux appréhender les risques couverts par les polices ; il l'autorise également à adresser, le cas échéant et sur avis contraire expressément formulé, un exemplaire de ses correspondances et rapports directement aux intervenants à l'acte de construire intéressés.

Il ne peut être fait état, vis à vis de tiers, des avis émis par JPS CONTRÔLE que par publication ou communication "in extenso" ; il ne peut, non plus, être fait état, à titre publicitaire, de l'intervention de JPS CONTRÔLE, sans l'accord préalable de celle-ci sur le principe et le libellé de ladite publicité.

JPS CONTRÔLE n'est pas tenue de conserver les pièces techniques et documents qui lui sont fournis à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Les correspondances, rapports de contrôle et, d'une manière générale, les documents établis par JPS CONTRÔLE ne sont pas conservés au-delà d'un délai de 10 ans après l'achèvement de la mission.

Article 6 - LIMITES DE LA MISSION

La mission de JPS CONTRÔLE est édictée exclusivement par référence aux textes réglementaires, aux normes françaises homologuées, aux règles et prescriptions techniques D.T.U., aux A.M.E. Techniques, aux A.T.O. et aux Evaluations Techniques Européennes.

Il n'appartient pas à JPS CONTRÔLE de s'assurer que ses avis sont suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires pour la suppression des déficiences signalées.

Les interventions de JPS CONTRÔLE s'exercent par examen visuel, elles ne comportent ni essais, ni analyses en laboratoire, ni usages en usine, ni investigations systématiques et ne sauraient, de ce fait, présenter un caractère exhaustif. Les visites de chantier sont effectuées de manière intermittente.

L'examen des ouvrages et éléments d'équipement ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention de JPS CONTRÔLE qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. JPS CONTRÔLE n'est pas tenue d'assister aux réunions périodiques de chantier.

JPS CONTRÔLE n'est pas tenue de s'assurer de la véracité des constatations contenues dans les rapports ou les procès-verbaux qui lui sont soumis. JPS CONTRÔLE ne prend pas en compte dans l'accomplissement des missions les phénomènes assimilables à des catastrophes naturelles (telles que tempêtes, inondations exceptionnelles, raz-de-marée) ou liés à la fusion de l'atome.

La mission de JPS CONTRÔLE ne s'étend pas aux équipes vertes et aménagements extérieurs, ni aux équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, notamment aux équipements mécaniques ou manuels, tels que ponts roulants, ponts-à-bâche, grues de convoyage, installations scéniques, manèges et attractions de loisirs.

La réalisation d'essais ou d'engins sur des matériaux, produits ou procédés ne relève pas de la mission de contrôle technique.

JPS CONTRÔLE ne peut, en aucun cas, se substituer aux techniciens intervenant à l'acte de construction qui assurent, seuls et chacun en ce qui le concerne, la responsabilité de la conception du projet, de l'élaboration des documents techniques, de l'établissement des calculs spécifiques, de l'implantation des ouvrages, de la direction des travaux, de leur coordination, de leur exécution, de leur surveillance, de leur mètre et de la vérification des cotés, et de leur réception.

La mission de JPS CONTRÔLE ne se substitue, en aucune manière, aux contrôles des autorités administratives, ni aux vérifications imposées aux exploitants par la réglementation en vigueur.

Article 7 - RESPONSABILITÉ
La responsabilité de JPS CONTRÔLE est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens.

Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages réalisés en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis.

La responsabilité de JPS CONTRÔLE s'apprécie dans les limites de la mission confiée par le Maître d'ouvrage.

Article 8 - RECLAMATION
JPS CONTRÔLE a mis en place un système d'enregistrement et de traitement des appels et des réclamations.

Dans le cas d'une insatisfaction à l'égard d'un service non conforme à ses attentes, le maître d'ouvrage adresse une réclamation à JPS CONTRÔLE par voie postale ou par courriel à l'adresse qualite@jps-contrôle.fr ou compta@jps-contrôle.fr.

JPS CONTRÔLE assure réception de l'appel ou de la réclamation. Une conciliation est ensuite envisagée comme un mode de règlement amiable des conflits, par lequel les parties tentent de rapprocher leurs points de vue respectifs, afin de parvenir à une solution. JPS CONTRÔLE motive la fin du processus de traitement de l'appel ou de la réclamation.

Toute décision liée au traitement de l'appel ou de la réclamation est prise par une personne de JPS CONTRÔLE n'ayant pas participé au contrôle ou à l'inspection.

Article 9 - HONORAIRES ET FRAIS DE JPS CONTRÔLE

9.1 - Les honoraires et frais de JPS CONTRÔLE sont fixés en considération des éléments d'information fournis par le Maître d'ouvrage ou son mandataire sur l'importance, la destination, la nature des ouvrages et sur la durée des travaux.

Lorsque des modifications interviennent quant à la destination ou la nature des ouvrages, ou lorsque les entreprises présentant des variantes, il est dû à JPS CONTRÔLE un complément d'honoraires calculé au temps passé ; un déplacement de la durée d'exécution des travaux ouvre droit à un supplément d'honoraires proportionnellement à la durée initialement prévue.

9.2 - Les honoraires et frais de JPS CONTRÔLE correspondent à un pourcentage du montant des travaux :

a) Les honoraires et frais sont calculés sur le montant définitif tout corps d'état (TCE) hors taxe, des ouvrages exécutés, compris VAO, non espérés vers, hors mobilier et hors honoraires d'étude, en tenant compte des variations pouvant intervenir dans la masse des travaux ou résultant de l'application de formules d'actualisation et de révision des prix.

Toutefois, ne seront pas pris en considération les variations de prix consécutives à l'application de primes ou pénalités de retard, à un prélevement pour quelque cause que ce soit et notamment au titre du compte prorata, ou à un litige pour malfaçon ou pour toute autre cause entre le Maître d'ouvrage et les constructeurs.

Sauf stipulation particulière, les honoraires et frais s'appliquent à l'ensemble des travaux de tout corps d'état, quels que soient les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle.

d) Le montant des honoraires et frais correspondant au montant prévisionnel des travaux contractés, de convention expresse, la répartition mensuelle due, en tout état de cause, à JPS CONTRÔLE, à l'honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu au présent contrat est révisable en fonction de la variation de l'index Insee.

En conséquence, chaque acompte ou vacation est, dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de signature du contrat et de l'index paru à la date d'établissement de la note d'honoraires.

9.4 - Le Maître d'ouvrage ou son Mandataire s'engage à fournir à JPS CONTRÔLE, dans les conditions stipulées à l'article 8.2.c ci-dessus, toutes justifications des montants de travaux.

9.5 - En cas d'abandon du projet de construction ou d'arrêt définitif des travaux, JPS CONTRÔLE perçoit en sus des honoraires déjà échus, une indemnité égale à 20 % du montant des honoraires qui seraient restés à percevoir si la mission s'était déroulée jusqu'à son terme.

9.6 - Le paiement des honoraires et frais est effectué au comptant et conformément aux modalités prévues dans le contrat.

L'obligation de payer les honoraires et frais revient à JPS CONTRÔLE étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par JPS CONTRÔLE ou d'un différend entre le Maître d'ouvrage et son Maître d'œuvre, entrepreneurs et sous-traitants, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

A défaut de règlement des notes d'honoraires et frais dans un délai d'un mois, ces derniers porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal à une fois et demie le taux de l'intérêt légal.

9.7 - JPS CONTRÔLE peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus.

Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, JPS CONTRÔLE signifie sa décision au Maître d'ouvrage par lettre recommandée.

Dans ce cas, il est dû à JPS CONTRÔLE la quote-part des honoraires et frais prévus dans la Convention, correspondant aux prestations déjà fournies.

9.8 - Les honoraires de JPS CONTRÔLE sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux applicable lors du règlement, vient s'ajouter aux honoraires des notes présentées.

Article 10 - RÉSILIATION
En cas de manquement par l'une des parties à l'une des obligations à sa charge, dont le paiement des factures, l'autre partie pourra interrompre l'exécution des prestations engagées après l'envoi à la partie défaillante d'une mise en demeure d'y avoir à remédier au dit manquement, sous la forme recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En cas d'interruption anticipée des prestations, quelle qu'en soit la cause, les sommes déjà perçues par le Prestataire lui restent acquises et les factures correspondant aux travaux engagés lui seront dues.

Article 11 - INDÉPENDANCE ET IMPARTIALITÉ
Les activités de JPS CONTRÔLE sont réalisées en toute indépendance et en toute impartialité.

JPS CONTRÔLE et le Client s'engagent à ce qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts ou qu'ils sont résolus de façon à ne pas influencer, de façon préjudiciable, les activités de JPS CONTRÔLE. Tout risque sur notre indépendance doit être éliminé.

Article 12 - UTILISATION DES MARQUES D'ACCREDITATION
Il est interdit d'utiliser toutes marques d'accréditation (ou de la référence textuelle à l'accréditation) en dehors de la reproduction intégrale des documents que nous vous remettons et qui font référence, notamment les rapports.

Version du 25/11/2021

Révision CH

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTION POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE D'UNE CONSTRUCTION Adoptées par le COPREC CONSTRUCTION le 30-05-97 Amendées les 26-05-00, 08-06-01, 25-01-02, 19-06-03, 30-01-04, 04-06-04, 11-02-05, 01-01-2014 et 05-02-2016

PREAMBULE - OBJET DES PRESENTES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales sont applicables aux missions de contrôle technique visées à l'article L.125-1 du code de la construction et de l'habitation.

Elles définissent :

- les modalités générales d'intervention applicables à l'ensemble des missions ;
- les modalités spéciales d'intervention, propres à chaque mission de contrôle technique.

TITRE 1 - MODALITÉS GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Article 1 - Principes généraux d'intervention
L'intervention du contrôleur technique s'exerce conformément aux dispositions de la norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction, ainsi qu'aux dispositions complémentaires ou aux aménagements apportés par les présentes conditions générales et, le cas échéant, par les autres pièces constitutives du contrat.

Article 2 - Mission du contrôleur technique

2.1 La nature de la mission de contrôle technique est fixée dans les conditions particulières du contrat. La classification et la codification des missions sont celles définies à l'article 5 de la norme NF P 03-100 et rappelées ci-après.

2.1.1 Missions de base

Les missions de base peuvent être de deux natures :

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions. La mission est dénommée SH lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation, ST lorsqu'elle porte sur des immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels et SI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH).

2.1.2 Missions complémentaires

Les missions complémentaires peuvent être de plusieurs natures :

- Mission P1 relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ;
- Mission P2 relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes affectées par les travaux neufs ;
- Mission P3 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Mission F relative au fonctionnement des installations ;
- Mission PH relative à l'isolation acoustique. La mission PH applicable aux bâtiments d'habitation est dénommée PHa. La mission PH applicable aux bâtiments autres qu'à usage d'habitation est dénommée PHb ;
- Mission TH relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- Mission H relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- Mission BT relative au transport des brancards dans les constructions ;
- Mission AV relative à la stabilité des ouvrages existants ;
- Mission GT relative à la stabilité des ouvrages existants ;
- Mission GTB relative à la stabilité des ouvrages existants ;
- Mission ENV relative à l'environnement ;
- Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions ; la mission est dénommée HYSa lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation et HYSb lorsqu'elle concerne des bâtiments autres que d'habitation ;
- Mission CO de coordination des missions de contrôle dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques ;

Cette liste ne présente pas un caractère limitatif.

2.2 Les seuls aléas techniques pris en compte par le contrôleur technique sont ceux visés par les missions retenues par le maître de l'ouvrage et citées dans les conditions particulières du contrat. Ils concernent les constructions achevées.

2.3 La mission ne s'étend pas aux aléas ni aux ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions.

Indépendamment des missions de contrôle technique, le contrôleur technique peut exercer, à la demande du maître de l'ouvrage, des missions d'inspection, d'assistance technique ou autres prestations de services intellectuels.

Article 3 - Modalités générales d'intervention

3.1 La réalisation des missions de contrôle technique intervient dans les conditions fixées par la norme NF P 03-100, et par les dispositions suivantes.

3.2 Le contrôleur technique donne son avis sur l'ouvrage sur la base d'une analyse de risques au regard d'une part, du référentiel des missions qui lui sont confiées et, d'autre part, des informations techniques portées à sa connaissance par le maître d'ouvrage. En conséquence, il n'appartient pas au contrôleur technique de procéder à un examen exhaustif des documents émis par les concepteurs, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises.

3.3 Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à :

- informer tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans le contrat de contrôle technique ;
- remettre ou faire remettre au contrôleur technique, sous support papier, tous documents utiles à l'exercice de sa mission, dans un délai compatible à l'accomplissement de la mission ;
- signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous incidents, modifications ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de sa mission et notamment lui communiquer les suites d'exploitation de l'ouvrage, telles que celles relatives aux hypothèses de charges d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation ;
- prendre toutes dispositions nécessaires pour leur tout complément ou écarter toute difficulté qui ferait obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

3.4 L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux, ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises, tels que grues, engins de chantier, échafaudage.

Les travaux préparatoires tels que : définitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions, mesures conservatoires avant exécution, ne relèvent pas de la mission du contrôleur technique.

3.5 Le contrôleur technique ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des mètres des ouvrages et éléments d'ouvrage ni des cotés relatifs à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTION

POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE D'UNE CONSTRUCTION

Adoptées par le COPREC CONSTRUCTION le 30-05-97
Amendées les 26-05-00, 08-06-01, 25-01-02, 19-06-03, 30-01-04, 04-06-04, 11-02-05, 01-01-2014 et 05-02-2016

PREAMBULE - OBJET DES PRESENTES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales sont applicables aux missions de contrôle technique visées à l'article L.125-1 du code de la construction et de l'habitation.

Elles définissent :

- les modalités générales d'intervention applicables à l'ensemble des missions ;
- les modalités spéciales d'intervention, propres à chaque mission de contrôle technique.

TITRE 1 - MODALITÉS GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Article 1 - Principes généraux d'intervention
L'intervention du contrôleur technique s'exerce conformément aux dispositions de la norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction, ainsi qu'aux dispositions complémentaires ou aux aménagements apportés par les présentes conditions générales et, le cas échéant, par les autres pièces constitutives du contrat.

Article 2 - Mission du contrôleur technique

2.1 La nature de la mission de contrôle technique est fixée dans les conditions particulières du contrat. La classification et la codification des missions sont celles définies à l'article 5 de la norme NF P 03-100 et rappelées ci-après.

2.1.1 Missions de base

Les missions de base peuvent être de deux natures :

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions. La mission est dénommée SH lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation, ST lorsqu'elle porte sur des immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels et SI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH).

2.1.2 Missions complémentaires

Les missions complémentaires peuvent être de plusieurs natures :

- Mission P1 relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ;
- Mission P2 relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes affectées par les travaux neufs ;
- Mission P3 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Mission F relative au fonctionnement des installations ;
- Mission PH relative à l'isolation acoustique. La mission PH applicable aux bâtiments d'habitation est dénommée PHa. La mission PH applicable aux bâtiments autres qu'à usage d'habitation est dénommée PHb ;
- Mission TH relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- Mission H relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- Mission BT relative au transport des brancards dans les constructions ;
- Mission AV relative à la solidité des ouvrages existants ;
- Mission GT relative à la stabilité des ouvrages existants ;
- Mission GTB relative à la stabilité des ouvrages existants ;
- Mission ENV relative à l'environnement ;
- Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions ; la mission est dénommée HYSa lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation et HYSb lorsqu'elle concerne des bâtiments autres que d'habitation ;
- Mission CO de coordination des missions de contrôle dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques ;

Cette liste ne présente pas un caractère limitatif.

2.2 Les seuls aléas techniques pris en compte par le contrôleur technique sont ceux visés par les missions retenues par le maître de l'ouvrage et citées dans les conditions particulières du contrat. Ils concernent les constructions achevées.

2.3 La mission ne s'étend pas aux aléas ni aux ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions.

Indépendamment des missions de contrôle technique, le contrôleur technique peut exercer, à la demande du maître de l'ouvrage, des missions d'inspection, d'assistance technique ou autres prestations de services intellectuels.

Article 3 - Modalités générales d'intervention

3.1 La réalisation des missions de contrôle technique intervient dans les conditions fixées par la norme NF P 03-100, et par les dispositions suivantes.

3.2 Le contrôleur technique donne son avis sur l'ouvrage sur la base d'une analyse de risques au regard d'une part, du référentiel des missions qui lui sont confiées et, d'autre part, des informations techniques portées à sa connaissance par le maître d'ouvrage. En conséquence, il n'appartient pas au contrôleur technique de procéder à un examen exhaustif des documents émis par les concepteurs, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises.

3.3 Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à :

- informer tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans le contrat de contrôle technique ;
- remettre ou faire remettre au contrôleur technique, sous support papier, tous documents utiles à l'exercice de sa mission, dans un délai compatible à l'accomplissement de la mission ;
- signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous incidents, modifications ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de sa mission et notamment lui communiquer les suites d'exploitation de l'ouvrage, telles que celles relatives aux hypothèses de charges d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation ;
- prendre toutes dispositions nécessaires pour leur tout complément ou écarter toute difficulté qui ferait obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

3.4 L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux, ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises, tels que grues, engins de chantier, échafaudage.

Les travaux préparatoires tels que : définitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions, mesures conservatoires avant exécution, ne relèvent pas de la mission du contrôleur technique.

3.5 Le contrôleur technique ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des mètres des ouvrages et éléments d'ouvrage ni des cotés relatifs à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de



Touvrage.

La mission du contrôleur technique ne porte pas :

- 3.6 dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation ; sur les ouvrages et éléments d'équipement existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci, ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux ;
- sur les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des occupants ou occupants, même s'ils sont interceptés avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation de locaux ;
- sur les biens meubles ;

- 3.7 sur la contamination biologique et biologique des isolants.
- 3.7 Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.
- L'avis du contrôleur technique porte sur les ouvrages et éléments d'équipement tels qu'ils se présentent lors des opérations de contrôle. Le contrôleur technique ne saurait, de ce fait, être engagé par les modifications ultérieures.

- 3.8 Le contrôleur technique n'est pas tenu de s'assurer de la véracité des informations contenues dans les rapports, procès-verbaux ou certificats qui lui sont remis.

Les fournitures (logiciels, appareils et ensembles installés en l'état) sont réputés capables des performances répertoriées dans les fiches techniques établies et fournies par les constructeurs.

La preuve des caractéristiques des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui leur sont applicables doit être apportée au contrôleur technique.

Cette preuve doit tenir compte de l'incorporation de ces matériaux et éléments de construction dans l'ouvrage, eu égard à leurs conditions de mise en œuvre et aux exigences et contraintes auxquelles ce dernier est assujéti.

- 3.9 Les aménagements spécifiques des activités professionnelles visés à l'article 4.2 de la norme NF P 03-100-5, notamment des équipements sportifs, des installations scéniques, manèges et attractions de loisirs ainsi que des éléments d'équipement, appareils et installations dont la destination est propre à l'activité exercée dans la construction.

- 3.10 Le maître de l'ouvrage s'engage à ne faire appel qu'à des constructeurs habilités, au titre de l'activité pour laquelle il signe avec eux un contrat de louage d'ouvrage, d'une police d'assurance garantissant leur responsabilité conformément à l'article L.241-1 du code des assurances relatif à l'assurance de responsabilité obligatoire.

- 3.11 Il n'appartient pas au contrôleur technique de s'assurer que ces avis sont suivis d'effet, et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires pour la suppression des anomalies signalées.

- 3.12 Le maître de l'ouvrage autorise le contrôleur technique à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices ; il l'autorise également à adresser, le cas échéant, un exemplaire de ces correspondances et rapports directement aux intervenants intéressés.

- 3.13 Il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, des avis émis par le contrôleur technique que par publication ou communication « in extenso » ; il ne peut, non plus, être fait état, à titre publicitaire, de l'intervention du contrôleur technique, sans l'accord préalable de celui-ci sur le principe et le libellé de ladite publicité.

- 3.14 La mission du contrôleur technique s'achève à la remise du rapport final.
- Le contrôleur technique n'est pas tenu de conserver les pièces techniques et documents qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

- 3.15 Les correspondances, rapports de contrôle et, d'une manière générale, les documents établis par le contrôleur technique ne sont pas concernés, au-delà d'un délai de 10 ans après l'achèvement de la mission.

- 3.15 La participation du contrôleur technique à une plateforme collaborative destinée aux échanges documentaires au cours de l'opération est subordonnée à la capacité de ladite plateforme à répondre aux exigences spécifiques de la mission de contrôle technique. Dans tous les cas, les codes liés à cette participation font l'objet d'une facturation complémentaire.

- Le rapport et avis par lesquels le contrôleur technique rend compte de sa mission sont établis et adressés au maître de l'ouvrage sur support papier et/ou par envoi sous forme numérique selon le choix retenu dans la convention. Cette dernière précise la forme du support qui vaudra preuve.

- 3.16 Le contrôleur technique est tenu à une obligation de discrétion portant sur les informations et les documents dont il a communication à titre confidentiel, au cours du déroulement de sa mission.

Article 4 - Agrément ministériel

Le contrôleur technique déclare être titulaire de l'agrément ministériel, visé à l'article L.125-3 du code de la construction et de l'habitation, correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées. Il s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande.

Article 5 - Responsabilité

La responsabilité de contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle ne peut être requalifiée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis.

La responsabilité du contrôleur technique s'apprécie sous les limites des missions définies par le contrat le liant au maître de l'ouvrage. Dans les cas où les dispositions de l'article L.125-2 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables, elle ne saurait être engagée au-delà de deux fois le montant des honoraires prévus par le contrôleur technique au titre de la mission pour laquelle sa responsabilité serait retenue.

TITRE 2 - MODALITÉS SPECIALES D'INTERVENTION

Article 1 - Objet des présentes conditions spéciales

Les présentes conditions spéciales définissent les modalités d'exécution des missions usuelles de contrôle technique.

- 2.1. Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

Ne relève pas de la présente mission mais peut faire l'objet, à la demande du maître de l'ouvrage, de missions complémentaires, la prise en compte :

- des risques naturels présentant un caractère exceptionnel tels que tempêtes, séismes, inondations, avalanches ;
- des risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol par suite d'effondrements miniers ;
- des risques technologiques.

- 2.2 La mission L, porte, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;

Paragraphe :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

10/20

- les ouvrages de ossature ;
- les ouvrages de sols et de couvert ;

- 2.3 Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.
- 2.3 Dans l'exercice de sa mission, le contrôleur technique ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux et aux méthodes d'exécution.

- 2.4 Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables, neds et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants. Cet examen comprend les prestations suivantes :

- l'examen des renseignements fournis par le maître de l'ouvrage sur les existants ;
- l'examen visuel de l'état apparent des existants dans les conditions normales d'accessibilité lors de la visite du contrôleur technique ;
- l'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le maître de l'ouvrage.

- L'intervention du contrôleur technique ne comprend ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux des existants, ni le contrôle de la solidité des existants inqul relève de la mission LE.

- En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

- 2.5 Dans le cas de travaux de reprise en sous-œuvre d'un ouvrage existant ou avoisinant, le contrôle technique desdits travaux n'est pas effectué au titre de la mission L, mais, selon le cas, d'une mission relative à la solidité des existants (mission LE) ou d'une mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants (mission AL).

La mission peut être complétée par d'autres missions telles que : les missions P1, LE, AL, PV, PS.

Article 3 - Mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables

- 3.1 La mission LP comprend :

- la mission P1 relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables ;
- la mission P2 relative à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LP, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement dissociables ou indissociables qui la constituent.

- Ne relève pas de la présente mission mais peut faire l'objet, à la demande du maître de l'ouvrage, de missions complémentaires, la prise en compte :
- des risques naturels présentant un caractère exceptionnel tels que tempêtes, séismes, inondations, avalanches ;
- des risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol par suite d'effondrements miniers ;
- des risques technologiques.

- 3.3 La mission LP porte, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipements suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages de ossature ;
- les ouvrages de sols et de couvert ;
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement liés indissociablement ou non aux ouvrages énumérés ci-dessus.

- 3.4 Dans l'exercice de sa mission, le contrôleur technique ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux et aux méthodes d'exécution.

- 3.5 Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement neds et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants. Cet examen comprend les prestations suivantes :

- l'examen des renseignements fournis par le maître de l'ouvrage sur les existants ;
- l'examen visuel de l'état apparent des existants ;
- l'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le maître de l'ouvrage.

- L'intervention du contrôleur technique ne comprend ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants, ni le contrôle de la solidité des existants, lequel relève de la mission LE.

- En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

- 3.6 Dans le cas de travaux de reprise en sous-œuvre d'un ouvrage existant ou avoisinant, le contrôle technique desdits travaux n'est pas effectué au titre de la mission LP mais, selon le cas, d'une mission relative à la solidité des existants (mission LE) ou d'une mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants (mission AL).

La mission peut être complétée par d'autres missions, telles que les missions LE, AL, PV, PS.

Article 4 - Mission SH relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation

- 4.1 Objet de la mission

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission SH, sont ceux qui, générant des accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, énumérées à l'article 4.2 et ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SH, la solidité n'est pas contrôlée.

- 4.2 Domaine d'intervention

La mission SH porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, désenfumage, débrayements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'aide, équipements de désenfumage ;

- les installations électriques (courants forts) ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air ;
- les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquides ;
- les installations de stockage, distribution et utilisation d'hydrocarbures liquides, les conduits de fumée ;
- les ascenseurs et les ascenseurs de charges ;
- les portes automatiques de garages ;

- les ouvrages de fondation ;

- les ouvrages de ossature ;

- les ouvrages de sols et de couvert ;

- pour les bâtiments, les éléments d'équipement liés indissociablement ou non aux ouvrages énumérés ci-dessus.

- Dans l'exercice de sa mission, le contrôleur technique ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux et aux méthodes d'exécution.

- Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement neds et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants. Cet examen comprend les prestations suivantes :

- l'examen des renseignements fournis par le maître de l'ouvrage sur les existants ;
- l'examen visuel de l'état apparent des existants ;
- l'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le maître de l'ouvrage.

- L'intervention du contrôleur technique ne comprend ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants, ni le contrôle de la solidité des existants, lequel relève de la mission LE.

les garde-corps et fenêtres basses.

4.3 Références

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission SEI est constitué par les dispositions techniques figurant dans les documents suivants (sous réserve des dispositions de l'article 4.4 ci-après) :

- Arrêté du 31/01/96 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 22/10/99 relatif aux installations électriques ;
- Arrêté du 23/06/98 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 23/03/68 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquides et Arrêté du 01/07/04 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers ;
- Arrêté du 30/07/97 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquides non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public ;
- Décret n° 62-608 du 23/06/62 et arrêté du 02/04/77 relatifs aux installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquides ;
- Arrêté du 30/06/89 relatif à la sécurité collective des installations de VMC auxquelles sont raccordés des appareils utilisant le gaz combustible ou des hydrocarbures liquides ;
- Arrêté du 22/10/69 relatif aux conduits de fumée ;
- Arrêté du 23/02/2009 pris pour l'application des articles R.153-2 à R.153-8 du CCH du code de la construction et de l'habitation (CCH) relative à la prévention des intoxications par le monoxyde de carbone ;
- Décret du 24/08/2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Arrêté du 24/08/2000 relatif aux portes automatiques de garage ;
- Article R.134-55 du code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif aux garde-corps et fenêtres basses.

- Article R.134-59 du code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif aux portes automatiques de garage ;
- Exercice de la mission
- 4.4.1 La vérification des ouvrages au regard de la réglementation des installations classées (code de l'environnement Livre V - Titre 1er et décrets d'application) ne fait pas partie de la mission SEI mais peut faire l'objet d'une mission particulière sur demande du maître de l'ouvrage.
- 4.4.2 Pour les locaux qui, bien qu'inclus dans les bâtiments d'habitation, ne sont pas destinés à l'usage d'habitation (commerces...), la mission SEI ne comprend pas de vérifications au regard des réglementations spécifiques qui leur sont applicables.
- A la demande du maître d'ouvrage ces vérifications peuvent être réalisées dans le cadre des missions particulières.
- 4.4.3 Le maître de l'ouvrage est réputé avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires. Il doit adresser au contrôleur technique la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales de sécurité à respecter, dans la mesure où elles interviennent à la sécurité des personnes à l'intérieur de la construction, objet du présent contrat.

- 4.4.4 En ce qui concerne les installations électriques dans les immeubles d'habitation non assujettis au contrôle obligatoire en application de l'article R.135-18 du code de la construction et de l'habitation, la mission SEI comporte exclusivement le contrôle des documents de conception.
- Que l'immeuble soit ou non assujéti au contrôle obligatoire, la vérification avant mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL ne peut pas faire l'objet d'une mission particulière.
- En ce qui concerne les ascenseurs, la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application du décret du 24/08/2000.

- 4.5 Autres missions
- 4.5.1 A la demande du maître de l'ouvrage, la mission peut être complétée par d'autres missions de contrôle technique relevant des conditions générales de la présente convention, telles que les missions PS, GTR, ENV, HTSA ou BRD. Dans ce cas, elles sont expressément mentionnées dans les conditions particulières ou dans un avenant à la présente convention.
- 4.5.2 Ne relevant pas de la mission SEI mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, du gérant d'immeubles ou d'installateurs, les prestations suivantes :
- délivrance d'attestation de la conformité et du bon fonctionnement du DSC VMC Gaz en référence de l'article 3.2 de l'arrêté du 30/05/89 ;
- Missions relatives à la prévention des explosions par références aux articles R.422-42 à R.422-54 du code du travail ;
- Mission relative à la protection contre les rayonnements ionisants.

- Article 5 - Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- 5.1 Objet de la mission
- Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission SEI sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, visées ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SEI, la solidité n'est pas contrôlée.
- Le référentiel, par rapport auquel s'exerce la mission SEI, est constitué par les dispositions techniques figurant dans les textes réglementaires suivants, d'une part :

- les arrêtés du 25/06/80 et du 22/06/90 portant application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ou l'arrêté du 30/12/2011 portant application du règlement de sécurité pour la construction des IGH.
- Les prestations réalisées à ce titre sont définies à l'article 5.2 ci-après.
- d'autre part, les textes réglementaires énumérés à l'article 5.3.1 ci-après.

- 5.2 Prestations réalisées au regard du règlement de sécurité ERP ou IGH
- 5.2.1 Etendue de la mission La mission comprend :
- des prestations de contrôle technique pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire de l'agrément nécessaire délivré par le ministre chargé de la construction dans les conditions fixées à l'article R.134-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- des prestations de vérifications techniques pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire des agréments nécessaires délivrés par le ministre de l'Intérieur et les ministères intéressés dans les conditions fixées, pour les établissements recevant du public (ERP), à l'article R.143-34 et, pour les immeubles de grande hauteur (IGH), à l'article R.146-20 du code de la construction et de l'habitation.

- 5.2.2 Domaine d'intervention
- La mission porte, dans la mesure où il s'agit de la sécurité des personnes, sur les ouvrages et éléments d'équipement visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par le règlement de sécurité ERP ou l'arrêté du 30/12/2011.
- La mission s'étend aux aménagements mobiliers et équipements spécifiques des activités professionnelles qui sont visés par les règlements de sécurité. Cette extension de mission s'applique aux seuls aménagements et équipements expressément énumérés dans les conditions particulières de la convention.
- 5.2.3 Actes d'information
- Le contrôleur technique rend compte de son intervention dans les conditions fixées à l'article 4.2.5.2 de la norme NF P 03-100.
- En complément, un rapport de vérification réglementaire après travaux (RVAT), est établi :

Paragraphe :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

12/20

pour les ERP des quatre premières catégories au sens du règlement de sécurité ERP sous la forme définie à l'article 66 9 audit règlement ; pour les IGH sous la forme du rapport de vérification prévu à l'article G1-5 de l'arrêté du 30/12/2011.

Il est rappelé que le maître de l'ouvrage est tenu de produire le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVAT) avant la visite de la Commission de Sécurité préalable à l'ouverture de l'ERP ou à l'occupation de l'IGH.

Pour lui permettre d'établir en temps utile le rapport de vérifications réglementaires après travaux, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au contrôleur technique ou à lui faire communiquer, au plus tard 15 jours avant la date de transmission du rapport à la Commission de Sécurité, les justificatifs nécessaires à l'exercice de sa mission (tels que certificats et procès-verbaux apportant la preuve des qualités de comportement au feu des matériaux et éléments de construction) et ne lui auraient pas encore été transmis.

5.2.4 Précisions complémentaires

La vérification, par rapport à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (code de l'environnement Livre V - Titre 1er et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, ne fait pas partie de la mission SEI mais peut faire l'objet d'une mission particulière ENV sur demande du maître de l'ouvrage.

Toutefois, pour les installations classées fixes dans le règlement de sécurité ERP, les systèmes et les intercommunications sont examinés au titre de la mission SEI.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire. La participation aux réunions de travail, en vue de l'établissement de ladite notice par les constructeurs, pour faire l'objet d'une mission particulière sur demande du maître de l'ouvrage.

5.3 Prestations réalisées au regard des autres textes réglementaires

5.3.1 Références

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission SEI est constitué par les dispositions techniques figurant dans les textes réglementaires suivants :

- Articles R.4216-1 à R.4216-20 et 3° de l'article R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail, relatifs aux installations électriques ;
- Arrêté du 23/06/98 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 23/03/68 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquides et Arrêté du 01/07/04 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers ;
- Arrêté du 02/08/77 relatif aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquides ;
- Arrêté du 30/07/99 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquides ;
- Arrêté du 22/10/69 relatif aux conduits de fumée ;
- Arrêtés R.4214-15 et R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs, ascenseur de charge, escaliers et trottoirs roulants ; décret n° 2000-810 du 24 août 2000 et décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 ;
- Arrêtés R.4224-7, R.4224-8, R.4224-9, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrages en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Arrêtés R.4214-20 et R.4214-21 relatifs aux quais de chargement ;
- Décrets des 02/04/26, 18/01/43 et 13/12/99 relatifs aux appareils sous pression de gaz et de vapeur.

- 5.3.2 Domaine d'intervention
- La mission porte, dans la mesure où il s'agit de la sécurité des personnes, sur les ouvrages et éléments d'équipement visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par les textes réglementaires énumérés à l'article 5.3.1 ci-dessus.
- En ce qui concerne les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz, il est précisé que, pour la conformité des appareils, l'intervention du contrôleur technique consiste à s'assurer de l'existence de la preuve de cette conformité par le marquage approprié.
- 5.3.3 Actes d'information
- Le contrôleur technique rend compte de son intervention dans les conditions fixées à l'article 4.2.5.2 de la norme NF P 03-100.

- 5.4 Autres missions
- 5.4.1 A la demande du maître de l'ouvrage, la mission SEI peut être complétée par d'autres missions de contrôle technique relevant des conditions générales de la présente convention, telles que les missions PS, GTR, ENV, HTSA. Dans ce cas, elles sont expressément mentionnées dans les conditions particulières ou dans un avenant à la présente convention.
- 5.4.2 Ne relevant pas de la mission SEI mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, du chef d'établissement ou d'installateurs, les prestations suivantes :
- vérifications techniques avant mise sous tension des installations électriques, nécessaires en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL (Décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972). Ces vérifications relèvent d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande des entreprises installatrices ;
- vérification initiale des installations électriques présente à l'article R.4226-14 du code du travail. Cette vérification relève d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande du chef d'établissement ;
- contrôle et fouille vérification technique des ouvrages, éléments d'équipement ou aménagements mobiliers réalisés par une personne autre que le maître de l'ouvrage contractant, même s'il s'agit d'être effectuée à la demande de l'exploitant de l'ERP ou des occupants de l'IGH agissant en qualité de maître de l'ouvrage ;

- vérifications au regard de ces ouvrages, éléments d'équipement ou aménagements mobiliers ;
- vérifications avant épreuve ou avant mise en service des appareils sous pression de gaz ou de vapeur ;
- vérifications réalisées dans le cadre de l'évaluation de conformité des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants en application du décret 2000-810 du 24 août 2000 et du décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 ;
- vérifications initiales des générateurs sans présence humaine ;
- vérifications avant mise en service des appareils de levage, tels que ponts roulants ;
- vérifications des nacelles de nettoyage ;

- vérifications de l'état de conformité des équipements de travail (appareils de levage et machines) ;
- vérifications de l'état de conformité et de la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...) ;
- vérifications des équipements sportifs et de loisirs et des aires de jeux ;
- vérifications des chambres funéraires et crématoriums ;
- vérifications techniques imposées par la réglementation en cours d'exploitation de l'ERP ou pendant l'occupation des locaux de l'IGH. Ces prestations relèvent de missions particulières qui peuvent être effectuées à la demande de l'exploitant de l'ERP ou des occupants de l'IGH ;

Paragraphe :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

13/20



- missions relatives à la prévention des explosions par référence à l'article R.4216-31 du code du travail.
- attestations et vérifications relatives aux communications radioélectriques dans les ERP.
- Article 6 - Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires autres que ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels
- 6.1. Objet de la mission
- Les tâches techniques de la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission STI, sont ceux qui, génèrent des accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, énumérées à l'article 6.3 ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission STI, la solidité n'est pas contrôlée.
- 6.2. Domaine d'intervention
- La mission STI porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique :
 - ouvrages et éléments d'équipement concernant la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
 - installations électriques (courants forts) ;
 - ascenseurs et accessoires de charge ;
 - ouvrages et éléments d'équipements relatifs à la sécurité hors incendie : ouvrages en élévation et toiture, parois transparentes ou translucides, portes et portails issus des quais de chargement ;
 - dispositions constructives concernant la protection contre les rayonnements ionisants.
- 6.3. Références
- Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission STI est constitué par les dispositions techniques figurant dans les documents suivants (sous réserve des dispositions de l'article 6.4 ci-après) :
 - Articles R.4216-1 à R.4216-20, 27 et 37 de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
 - Articles R.4225-1 à R.4225-17 du code du travail relatifs aux installations électriques, décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
 - Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et accessoires de charge ;
 - Articles R.4224-5 et R.4224-6 du code du travail relatifs aux ouvrages en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
 - Article R.4214-20 et R.4214-21 relatifs aux quais de chargement ;
 - Article du 21/03/08 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides ;
 - Article du 30/07/79 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquides ;
 - Articles R.4211-3, R.4214-28 et R.4216-2 du code du travail relatifs à l'évacuation des personnes handicapées en cas d'incendie.
- 6.4. Exercice de la mission
- 6.4.1. La vérification des ouvrages au regard de la réglementation des installations classées (code de l'environnement Livre V - Titre Ier et décrets d'application) ne fait pas partie de la mission STI mais peut faire l'objet d'une mission particulière sur demande du maître de l'ouvrage.
- 6.4.2. Le maître de l'ouvrage est réputé avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires ; il doit adresser au contrôleur technique la copie des décisions administratives pertinentes avant les éventuelles prescriptions spéciales de sécurité à respecter, dans la mesure où elles interviennent à la sécurité des personnes à l'intérieur de la construction objet du présent contrat.
- 6.4.3. La vérification avant mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL et la vérification initiale des installations électriques visée par l'article R.4226-14 du code du travail ne font pas partie de la mission STI mais peuvent faire l'objet de missions particulières.
- 6.5. Autres missions
- 6.5.1. A la demande du maître de l'ouvrage, la mission peut être complétée par d'autres missions de contrôle technique relevant des conditions générales de la présente convention, telles que les missions PS, GTR, ENV, HVS ou BRD. Dans ce cas, elles sont expressément mentionnées dans les conditions particulières ou dans un avenant à la présente convention.
- 6.5.2. Ne relèvent pas de la mission STI mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, du chef d'établissement ou d'installateurs, les prestations suivantes :
 - vérifications techniques avant mise sous tension des installations électriques, nécessaires en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL (Décret n° 77-1120 du 14 décembre 1977) ;
 - vérification initiale des installations électriques prescrite à l'article R.4226-14 du code du travail. Cette vérification relève d'une mission particulière qui peut être effectuée à la demande du chef d'établissement ;
 - vérifications au regard de règles établies par les assureurs, telles que règles APSAD ;
 - missions relatives à la prévention des explosions (article R.235-4-17 du code du travail) ;
 - vérifications avant mise en service ou avant mise en service des appareils sous pression de gaz ou de vapeur ;
 - contrôles réalisés dans le cadre de l'installation de contrôle des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants en application du décret 2000-810 du 24 août 2000 et du décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 ;
 - vérifications initiales des générateurs sans présence humaine ;
 - vérifications avant mise en service des appareils de levage, tels que ports-roulants ;
 - vérifications des nacelles de nettoyage ;
 - vérifications de l'état de conformité des équipements de travail (appareils de levage et machines) ;
 - contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...) ;
 - vérifications des équipements sportifs et de loisirs et des aires de jeux.
- Article 7 - Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- La mission PS vient en complément des missions STI et PS pour les constructions de bâtiments visés à l'article R.425-17 du code de la construction et de l'habitation.
- 7.1. Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, génèrent des accidents corporels, découlent de défauts sans application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique des bâtiments à risque normal au sens de l'article R.563-3 du code de l'environnement relatifs à la prévention du risque sismique.
- 7.2. Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission PS est constitué par les dispositions techniques découlant de l'arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments à risque normal.
- 7.3. La mission du contrôleur technique comprend, lorsqu'elle est requise, l'établissement des attestations en phase permise de construire et achèvement de travaux définies aux articles R.421-16 et R.421-4 du code de l'environnement.
- Seuls les ouvrages et équipements expressément visés par la réglementation parasismique et pour lesquels un texte approuvé précise les dispositions techniques prises en application de la réglementation parasismique sont examinés dans le cadre de la mission PS.

Paragraphe :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

14/20

- 7.4. Les bâtiments relevant du risque spécial au sens de l'article R.563-6 du code de l'environnement relèvent d'une mission spécifique. Le contrôle des dispositions préventives visant le maintien de la fonctionnalité du bâtiment n'est pas compris dans la mission.
- Dans le cas de travaux dans un bâtiment existant, la mission PS peut être complétée par la mission PSE.
- Article 8 - Mission Pih relative à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation
- 8.1. La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction des exigences réglementaires y compris celles relatives aux voies ferrées et zones aéronautiques classées.
- La mission ne porte pas sur les nuisances phoniques générées par l'ouvrage ni sur la protection contre les bruits de voisinage.
- 8.2. Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les justificatifs et les procès-verbaux des essais établis selon les normes en vigueur par des laboratoires et/ou des bureaux d'études spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les niveaux d'isolement requis pour les façades en cas de classement des voies de transport terrestre et des zones aéronautiques.
- 8.3. Sur demande du maître de l'ouvrage expressément précisée aux conditions particulières du contrat, des mesures acoustiques peuvent être effectuées en fin de chantier. Ces mesures sont réalisées sur un échantillon de logement précisé aux conditions particulières. Ces mesures peuvent concerner selon spécification des conditions particulières tout ou partie des volumes visés par la réglementation relative à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation.
- En cas de réalisation de mesures dans les logements occupés, le maître de l'ouvrage organise le libre accès aux locaux pour le contrôleur technique. Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage son rapport indiquant les résultats des mesures effectuées.
- Il est précisé qu'en l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une préconception de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires.
- 8.4. Ne relève pas de la présente mission :
 - l'examen des ouvrages et éléments d'équipement par référence à des prescriptions relatives à la délivrance d'un label.
 - la fourniture de l'attestation visée aux articles R.145-4 à R.145-6 du code de la construction et de l'habitation ainsi que l'établissement des constats et essais nécessaires à son établissement.
- Article 9 - Mission Pma relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- 9.1. La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relatives à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction des prescriptions. La mission ne porte pas sur les nuisances phoniques générées par l'ouvrage à son environnement ni sur la protection contre les bruits de voisinage.
- 9.2. Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires. Le maître d'ouvrage communique également les justificatifs et les procès-verbaux des essais établis selon les normes en vigueur par des laboratoires et/ou des bureaux d'études spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction.
- 9.3. L'intervention du contrôleur technique comprend, selon le choix du maître de l'ouvrage défini dans les conditions particulières du contrat, l'une ou plusieurs des prestations suivantes :
 - examen des documents de conception ;
 - examen des documents d'exécution ;
 - examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement par échantillonnage, le contrôle s'exerçant sur un nombre limité d'éléments, appelés unités d'examen, précisée aux conditions particulières ;
 - réalisation de mesures acoustiques en fin de chantier.
- Il est précisé qu'en l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une préconception de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.
- 9.4. Les mesures acoustiques effectuées en fin de chantier peuvent concerner, selon spécification des conditions particulières du contrat, différentes natures de phénomènes acoustiques : transmissions aériennes à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, transmissions des bruits d'impact, bruits engendrés par le fonctionnement des équipements, correction acoustique des locaux (mesure de durée de réverbération ou de décroissances spatiales). La nature des phénomènes concernés ainsi que l'échantillonnage sont précisés aux conditions particulières.
- En cas de réalisation des mesures dans des bâtiments occupés ou sur des installations en activité, le maître de l'ouvrage organise le libre accès aux locaux et prend les dispositions nécessaires au contrôleur technique pour mener à bien les mesures.
- Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage son rapport indiquant les résultats des mesures, par rapport aux exigences contractuelles qui lui ont été indiquées.
- Article 10 - Mission TI relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie (performance énergétique réglementaire de l'ouvrage)
- 10.1. Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission TI sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires ou référentiels de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.
- La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments. Les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygrico-thermique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisée que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.
- Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :
 - Le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
 - Les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
 - La qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.
- 10.2. Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission TI en France métropolitaine est constitué par les dispositions techniques figurant dans les documents suivants :
 - Articles R.172-1, R.172-3, R.172-11, R.172-12, R.172-13, R.172-14, R.172-15, R.172-16, R.172-17, R.172-18, R.172-19, R.172-20, R.172-21, R.172-22, R.172-23, R.172-24, R.172-25, R.172-26, R.172-27, R.172-28, R.172-29, R.172-30, R.172-31, R.172-32, R.172-33, R.172-34, R.172-35, R.172-36, R.172-37, R.172-38, R.172-39, R.172-40, R.172-41, R.172-42, R.172-43, R.172-44, R.172-45, R.172-46, R.172-47, R.172-48, R.172-49, R.172-50, R.172-51, R.172-52, R.172-53, R.172-54, R.172-55, R.172-56, R.172-57, R.172-58, R.172-59, R.172-60, R.172-61, R.172-62, R.172-63, R.172-64, R.172-65, R.172-66, R.172-67, R.172-68, R.172-69, R.172-70, R.172-71, R.172-72, R.172-73, R.172-74, R.172-75, R.172-76, R.172-77, R.172-78, R.172-79, R.172-80, R.172-81, R.172-82, R.172-83, R.172-84, R.172-85, R.172-86, R.172-87, R.172-88, R.172-89, R.172-90, R.172-91, R.172-92, R.172-93, R.172-94, R.172-95, R.172-96, R.172-97, R.172-98, R.172-99, R.172-100, R.172-101, R.172-102, R.172-103, R.172-104, R.172-105, R.172-106, R.172-107, R.172-108, R.172-109, R.172-110, R.172-111, R.172-112, R.172-113, R.172-114, R.172-115, R.172-116, R.172-117, R.172-118, R.172-119, R.172-120, R.172-121, R.172-122, R.172-123, R.172-124, R.172-125, R.172-126, R.172-127, R.172-128, R.172-129, R.172-130, R.172-131, R.172-132, R.172-133, R.172-134, R.172-135, R.172-136, R.172-137, R.172-138, R.172-139, R.172-140, R.172-141, R.172-142, R.172-143, R.172-144, R.172-145, R.172-146, R.172-147, R.172-148, R.172-149, R.172-150, R.172-151, R.172-152, R.172-153, R.172-154, R.172-155, R.172-156, R.172-157, R.172-158, R.172-159, R.172-160, R.172-161, R.172-162, R.172-163, R.172-164, R.172-165, R.172-166, R.172-167, R.172-168, R.172-169, R.172-170, R.172-171, R.172-172, R.172-173, R.172-174, R.172-175, R.172-176, R.172-177, R.172-178, R.172-179, R.172-180, R.172-181, R.172-182, R.172-183, R.172-184, R.172-185, R.172-186, R.172-187, R.172-188, R.172-189, R.172-190, R.172-191, R.172-192, R.172-193, R.172-194, R.172-195, R.172-196, R.172-197, R.172-198, R.172-199, R.172-200, R.172-201, R.172-202, R.172-203, R.172-204, R.172-205, R.172-206, R.172-207, R.172-208, R.172-209, R.172-210, R.172-211, R.172-212, R.172-213, R.172-214, R.172-215, R.172-216, R.172-217, R.172-218, R.172-219, R.172-220, R.172-221, R.172-222, R.172-223, R.172-224, R.172-225, R.172-226, R.172-227, R.172-228, R.172-229, R.172-230, R.172-231, R.172-232, R.172-233, R.172-234, R.172-235, R.172-236, R.172-237, R.172-238, R.172-239, R.172-240, R.172-241, R.172-242, R.172-243, R.172-244, R.172-245, R.172-246, R.172-247, R.172-248, R.172-249, R.172-250, R.172-251, R.172-252, R.172-253, R.172-254, R.172-255, R.172-256, R.172-257, R.172-258, R.172-259, R.172-260, R.172-261, R.172-262, R.172-263, R.172-264, R.172-265, R.172-266, R.172-267, R.172-268, R.172-269, R.172-270, R.172-271, R.172-272, R.172-273, R.172-274, R.172-275, R.172-276, R.172-277, R.172-278, R.172-279, R.172-280, R.172-281, R.172-282, R.172-283, R.172-284, R.172-285, R.172-286, R.172-287, R.172-288, R.172-289, R.172-290, R.172-291, R.172-292, R.172-293, R.172-294, R.172-295, R.172-296, R.172-297, R.172-298, R.172-299, R.172-300, R.172-301, R.172-302, R.172-303, R.172-304, R.172-305, R.172-306, R.172-307, R.172-308, R.172-309, R.172-310, R.172-311, R.172-312, R.172-313, R.172-314, R.172-315, R.172-316, R.172-317, R.172-318, R.172-319, R.172-320, R.172-321, R.172-322, R.172-323, R.172-324, R.172-325, R.172-326, R.172-327, R.172-328, R.172-329, R.172-330, R.172-331, R.172-332, R.172-333, R.172-334, R.172-335, R.172-336, R.172-337, R.172-338, R.172-339, R.172-340, R.172-341, R.172-342, R.172-343, R.172-344, R.172-345, R.172-346, R.172-347, R.172-348, R.172-349, R.172-350, R.172-351, R.172-352, R.172-353, R.172-354, R.172-355, R.172-356, R.172-357, R.172-358, R.172-359, R.172-360, R.172-361, R.172-362, R.172-363, R.172-364, R.172-365, R.172-366, R.172-367, R.172-368, R.172-369, R.172-370, R.172-371, R.172-372, R.172-373, R.172-374, R.172-375, R.172-376, R.172-377, R.172-378, R.172-379, R.172-380, R.172-381, R.172-382, R.172-383, R.172-384, R.172-385, R.172-386, R.172-387, R.172-388, R.172-389, R.172-390, R.172-391, R.172-392, R.172-393, R.172-394, R.172-395, R.172-396, R.172-397, R.172-398, R.172-399, R.172-400, R.172-401, R.172-402, R.172-403, R.172-404, R.172-405, R.172-406, R.172-407, R.172-408, R.172-409, R.172-410, R.172-411, R.172-412, R.172-413, R.172-414, R.172-415, R.172-416, R.172-417, R.172-418, R.172-419, R.172-420, R.172-421, R.172-422, R.172-423, R.172-424, R.172-425, R.172-426, R.172-427, R.172-428, R.172-429, R.172-430, R.172-431, R.172-432, R.172-433, R.172-434, R.172-435, R.172-436, R.172-437, R.172-438, R.172-439, R.172-440, R.172-441, R.172-442, R.172-443, R.172-444, R.172-445, R.172-446, R.172-447, R.172-448, R.172-449, R.172-450, R.172-451, R.172-452, R.172-453, R.172-454, R.172-455, R.172-456, R.172-457, R.172-458, R.172-459, R.172-460, R.172-461, R.172-462, R.172-463, R.172-464, R.172-465, R.172-466, R.172-467, R.172-468, R.172-469, R.172-470, R.172-471, R.172-472, R.172-473, R.172-474, R.172-475, R.172-476, R.172-477, R.172-478, R.172-479, R.172-480, R.172-481, R.172-482, R.172-483, R.172-484, R.172-485, R.172-486, R.172-487, R.172-488, R.172-489, R.172-490, R.172-491, R.172-492, R.172-493, R.172-494, R.172-495, R.172-496, R.172-497, R.172-498, R.172-499, R.172-500, R.172-501, R.172-502, R.172-503, R.172-504, R.172-505, R.172-506, R.172-507, R.172-508, R.172-509, R.172-510, R.172-511, R.172-512, R.172-513, R.172-514, R.172-515, R.172-516, R.172-517, R.172-518, R.172-519, R.172-520, R.172-521, R.172-522, R.172-523, R.172-524, R.172-525, R.172-526, R.172-527, R.172-528, R.172-529, R.172-530, R.172-531, R.172-532, R.172-533, R.172-534, R.172-535, R.172-536, R.172-537, R.172-538, R.172-539, R.172-540, R.172-541, R.172-542, R.172-543, R.172-544, R.172-545, R.172-546, R.172-547, R.172-548, R.172-549, R.172-550, R.172-551, R.172-552, R.172-553, R.172-554, R.172-555, R.172-556, R.172-557, R.172-558, R.172-559, R.172-560, R.172-561, R.172-562, R.172-563, R.172-564, R.172-565, R.172-566, R.172-567, R.172-568, R.172-569, R.172-570, R.172-571, R.172-572, R.172-573, R.172-574, R.172-575, R.172-576, R.172-577, R.172-578, R.172-579, R.172-580, R.172-581, R.172-582, R.172-583, R.172-584, R.172-585, R.172-586, R.172-587, R.172-588, R.172-589, R.172-590, R.172-591, R.172-592, R.172-593, R.172-594, R.172-595, R.172-596, R.172-597, R.172-598, R.172-599, R.172-600, R.172-601, R.172-602, R.172-603, R.172-604, R.172-605, R.172-606, R.172-607, R.172-608, R.172-609, R.172-610, R.172-611, R.172-612, R.172-613, R.172-614, R.172-615, R.172-616, R.172-617, R.172-618, R.172-619, R.172-620, R.172-621, R.172-622, R.172-623, R.172-624, R.172-625, R.172-626, R.172-627, R.172-628, R.172-629, R.172-630, R.172-631, R.172-632, R.172-633, R.172-634, R.172-635, R.172-636, R.172-637, R.172-638, R.172-639, R.172-640, R.172-641, R.172-642, R.172-643, R.172-644, R.172-645, R.172-646, R.172-647, R.172-648, R.172-649, R.172-650, R.172-651, R.172-652, R.172-653, R.172-654, R.172-655, R.172-656, R.172-657, R.172-658, R.172-659, R.172-660, R.172-661, R.172-662, R.172-663, R.172-664, R.172-665, R.172-666, R.172-667, R.172-668, R.172-669, R.172-670, R.172-671, R.172-672, R.172-673, R.172-674, R.172-675, R.172-676, R.172-677, R.172-678, R.172-679, R.172-680, R.172-681, R.172-682, R.172-683, R.172-684, R.172-685, R.172-686, R.172-687, R.172-688, R.172-689, R.172-690, R.172-691, R.172-692, R.172-693, R.172-694, R.172-695, R.172-696, R.172-697, R.172-698, R.172-699, R.172-700, R.172-701, R.172-702, R.172-703, R.172-704, R.172-705, R.172-706, R.172-707, R.172-708, R.172-709, R.172-710, R.172-711, R.172-712, R.172-713, R.172-714, R.172-715, R.172-716, R.172-717, R.172-718, R.172-719, R.172-720, R.172-721, R.172-722, R.172-723, R.172-724, R.172-725, R.172-726, R.172-727, R.172-728, R.172-729, R.172-730, R.172-731, R.172-732, R.172-733, R.172-734, R.172-735, R.172-736, R.172-737, R.172-738, R.172-739, R.172-740, R.172-741, R.172-742, R.172-743, R.172-744, R.172-745, R.172-746, R.172-747, R.172-748, R.172-749, R.172-750, R.172-751, R.172-752, R.172-753, R.172-754, R.172-755, R.172-756, R.172-757, R.172-758, R.172-759, R.172-760, R.172-761, R.172-762, R.172-763, R.172-764, R.172-765, R.172-766, R.172-767, R.172-768, R.172-769, R.172-770, R.172-771, R.172-772, R.172-773, R.172-774, R.172-775, R.172-776, R.172-777, R.172-778, R.172-779, R.172-780, R.172-781, R.172-782, R.172-783, R.172-784, R.172-785, R.172-786, R.172-787, R.172-788, R.172-789, R.172-790, R.172-791, R.172-792, R.172-793, R.172-794, R.172-795, R.172-796, R.172-797, R.172-798, R.172-799, R.172-800, R.172-801, R.172-802, R.172-803, R.172-804, R.172-805, R.172-806, R.172-807, R.172-808, R.172-809, R.172-810, R.172-811, R.172-812, R.172-813, R.172-814, R.172-815, R.172-816, R.172-817, R.172-818, R.172-819, R.172-820, R.172-821, R.172-822, R.172-823, R.172-824, R.172-825, R.172-826, R.172-827, R.172-828, R.172-829, R.172-830, R.172-831, R.

les documents de conception et d'exécution des ouvrages précisant l'implantation des équipements et locaux ainsi que leur destination, les spécifications techniques des ouvrages, matériaux et systèmes, les notes de calcul de la performance énergétique réglementaire sous forme papier et au format informatique prévu par la réglementation, ainsi que les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le câblage, la régulation et la programmation ;

la justification, dans les conditions prévues par la réglementation, des caractéristiques techniques des produits et équipements mis en œuvre, le maintien dans le temps du niveau de performance énergétique réglementaire n'est pas contrôlé au titre de la présente mission.

10.4 L'adaptabilité de l'ouvrage à la mise en place d'un système de chauffage utilisant une énergie autre que celle d'origine n'est pas contrôlée au titre de la présente mission.

Les essais et mesures nécessaires à la vérification de la performance du bâti ou des équipements, et notamment les essais de perméabilité à l'air, ne sont pas prévus dans la présente mission.

Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité de l'ouvrage à respecter les objectifs réglementaires.

La mission ne porte pas sur l'émission des gaz à effet de serre ni sur la préparation d'un bilan carbone.

La performance réelle des systèmes et équipements, intégrés ou non, produisant ou stockant de l'énergie ou alimentant l'ouvrage en énergie, et des parties d'ouvrage concourant à la performance énergétique réelle n'est pas non plus visée.

Pour les constructions neuves, la mission ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiment dont la destination est la suivante :

- Lieux de culte ;
- Salles de spectacle : théâtre, cinéma, opéra, auditorium ;
- Musées, salles d'exposition ;
- Piscines, palmiers, saunas, hammams (dont vestiaires) ;
- Établissements pénitentiaires ;
- Salles polyvalentes, salles des fêtes ;
- Salles de conférences ;
- Médiathèques et bibliothèques municipales.

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation d'un ouvrage existant, les vérifications portent sur les ouvrages et éléments d'équipements neufs et existants. Pour la partie existante non modifiée par les travaux, les vérifications ne portent que sur les justificatifs fournis pour le calcul des coefficients réglementaires.

La mission ne se substitue pas à une mission de commissionnement dans le cadre d'une démarche de garantie de la performance énergétique intrinsèque de l'ouvrage.

10.5 À la demande du maître de l'ouvrage, la mission T1 peut être complétée par d'autres prestations telles que la mission F appliquée à certaines installations.

Ne relèvent pas de la mission T1 mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, les prestations suivantes :

- l'établissement de l'état initial prévu à l'article R.122-4 du CCH que le maître d'ouvrage doit fournir à l'achèvement des travaux, relative à la prise en compte de la réglementation thermique ;
- l'élaboration d'une solution technique prévalant à la demande d'ajustement technique ;
- la réalisation d'essais et mesures en vue, notamment, de vérifier les performances obtenues ;
- la vérification des ouvrages et éléments d'équipement par référence à un bati ou à une certification de performance énergétique ou environnementale ;
- la réalisation ou la vérification du diagnostic de performance énergétique prévue à l'article L.126-26 du CCH ;
- la réalisation ou la vérification de « l'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie » prévue aux articles R.131-27 (ouvrage neuf) ou R.131-26 (ouvrage rénové) du CCH ;
- la vérification des exigences permettant le dépassement du coefficient d'occupation des sols prévue à l'article R.171-1 du CCH.

Article 11 - Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Les alicats techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipements concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

Ne relèvent pas de la mission Hand, mais peuvent faire l'objet d'une mission particulière, les vérifications nécessaires à l'établissement de l'attestation finale prévue à l'art. L.122-9 du code de la construction et de l'habitation ainsi que le nombre de batis attestés.

Article 12 - Mission Bnd relative au transport des brancards dans les constructions

Les alicats techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Bnd sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions.

La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards, jusqu'aux ou à partir des logements.

Article 13 - Mission F relative au fonctionnement des installations

La mission F vient en complément des missions de base, L et S.

13.1 La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les alicats techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées au paragraphe

13.3 ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entrepreneurs.

À défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un processus d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

13.2 La mission du contrôleur technique porte sur les installations mentionnées aux conditions particulières du contrat. À défaut de prévisions aux conditions particulières, relèvent de la présente mission les installations suivantes :

- réseaux extérieurs d'alimentation en eau et d'assainissement, réseaux de transport de chaleur ou de froid ;
- système de production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations des eaux usées et des eaux pluviales
- système de chauffage ;
- systèmes de ventilation : confort, climatisation, ventilation mécanique contrôlée ;
- installations électriques intérieures au bâtiment (courants forts) ;
- ascenseurs, trottoirs roulants, escaliers mécaniques.

13.3 À défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, seront définies par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

Ressources extérieures : fascicules 70 et 71 du CTCG ;

Chauffage : normes NF EN 12031 et NF EN 12032, Code de la Construction et de l'habitation articles R.131-20, R.131-23, Code du travail art R.4213-7 à R.4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de gène climatique Titre 2 du fascicule CCO (dispositions générales) ;

Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R.4212-2 à R.4212-7 ;

Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 20/03/1992, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R.4212-6, NF DTU 68.3 ;

Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R.1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;

Evacuations des eaux usées et pluviales : NF DTU 60.11 ;

Électricité : normes NF C 15 100 ;

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques, l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

13.4 L'intervention du contrôleur technique comporte la vérification des moyens mis en œuvre par les maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises en vue d'atteindre les objectifs visés à l'article 13.1 ci avant.

Elle porte sur les documents de conception et d'exécution des installations, les rapports ou comptes rendus d'autocontrôle des entreprises, le résultat des procès-verbaux des essais des installations.

Il appartient au maître de l'ouvrage de communiquer ou faire communiquer au contrôleur technique tous documents utiles à l'exercice de sa mission.

13.5 Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité des installations à respecter les objectifs visés à l'article 13.1 ci avant, le respect desdits objectifs ne pouvant être constaté que par la réalisation, par les entreprises, de mesures ou d'essais en fin de travaux.

La présence du contrôleur technique lors de la réalisation des mesures et essais susvisés n'est pas comprise dans la présente mission.

13.6 Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de missions complémentaires les interventions visant :

- la protection contre le bruit et les vibrations ;
- l'éclairage des locaux ;
- les systèmes de production d'énergie électrique et leurs liaisons avec les tableaux électriques ;
- les équipements de l'ouvrage dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle ;
- la qualité environnementale, l'efficacité énergétique, la contamination bactériologique, la compatibilité électromagnétique, la qualité des énergies, la surpression d'origine atmosphérique ;
- les installations électriques, dans les immeubles d'habitation, qui relèvent de la compétence du CONSUEL ;
- les installations de gaz et hydrocarbures liquéfiés y compris les stockages ;
- les paramètres de performances des ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants, portant notamment sur la gestion de trafic.

Dans le cas d'opération de réhabilitation, extension, rénovation ou de transformation la mission

« F » ne porte pas, sauf dispositions spécifiques figurant dans les conditions particulières du contrat, sur les ouvrages et équipements existants.

En complément des conditions générales, le client s'engage à mettre à la disposition du contrôleur technique l'ensemble des documents attestant des autocontrôles effectués par les installateurs, lors de la mise en service des installations.

Devront également être communiqués au contrôleur tous les éléments (notes de calcul, caractéristiques des matériels) justifiant le bon dimensionnement des installations, avec les plans, schémas et détails d'exécution correspondants.

Article 14 - Mission LE relative à la solidité des existants

14.1 La mission LE consiste le complément de la mission L ou LP pour les bâtiments faisant l'objet d'une rénovation, réhabilitation ou transformation.

14.2 Les alicats techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui découlent de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions actuelles, la solidité des parties antérieures de l'ouvrage.

14.3 Le maître de l'ouvrage s'engage à fournir au contrôleur technique tous les renseignements, justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages existants, notamment les constats d'état des lieux et les résultats des études de diagnostics effectuées.

14.4 L'intervention du contrôleur technique comprend l'examen visuel de l'état apparent des existants mais n'a pas pour objet de constater, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

Article 15 - Mission PS-E relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes

15.1 La mission PS-E constitue un complément de la mission LE (solidité des existants) pour les bâtiments à risque normal au sens de l'article R.563-3 du code de l'environnement, faisant l'objet de travaux de rénovation, réhabilitation ou transformation d'un bâtiment existant conformément à l'arrêté du 22/10/2010 modifié.

15.2 Les alicats techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission PS-E sont ceux qui, résultant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements neufs, sont susceptibles d'être générateurs d'accidents corporels dans les ouvrages existants, suite à des défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique des bâtiments à risque normal.

15.3 Les bâtiments à risque spécial au sens de l'article R563-6 du code de l'environnement, relèvent d'une mission spécifique.

15.4 Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à fournir au contrôleur technique tous les renseignements justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages des bâtiments existants concernés par l'application des règles parasismiques, notamment l'évaluation des comportements statiques et sismiques de ces structures existantes.

15.5 L'intervention du contrôleur technique comprend un examen visuel de l'état apparent des existants et un examen des études d'évaluation de la vulnérabilité réalisées.

En l'absence de communication des études de diagnostic, le contrôleur technique ne prend en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

15.6 Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de missions complémentaires, les interventions visant à réaliser une évaluation de la vulnérabilité au séisme de la structure existante, sans travaux.

Article 16 - Mission Av relative à la stabilité des sols

16.1 La mission Av vient en complément de la mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement existants.

16.2 Les alicats techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (repères en sous-œuvre et voiles périphériques) prévus dans



les machines de travaux, sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.3, alinéa 2, des conditions générales, la mission comprend l'examen, au regard exclusivement de l'objet de la présente mission, des dispositions prises par les constructeurs en matière de terrassements, blindage de fouilles et assèlements.

15.3 Le maître de l'ouvrage s'engage à fournir au contrôleur technique tous renseignements justificatifs et documents se rapportant aux avoisinants (résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans des canalisations, constat d'état des lieux, etc.), ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

En l'absence de communication des documents précités, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants.

15.4 L'intervention du contrôleur technique ne comprend pas le diagnostic préalable des avoisinants ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant lesdits avoisinants.

Article 17- Mission ENV relative à l'environnement

17.1 La mission ENV vient en complément de la mission 5 relative à la sécurité des personnes dans les constructions.

17.2 Les aléas techniques et la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV, sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

17.3 La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou dans la demande d'autorisation. Ne relèvent pas de la présente mission, les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux énumérés dans les conditions particulières du contrat, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

17.4 Le maître de l'ouvrage est tenu d'avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires ; il doit adresser au contrôleur technique la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales de sécurité à respecter vis-à-vis des risques d'incendie et d'explosion relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

17.5 Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de prestations complémentaires, les interventions visant :

- les systèmes de gestion automatisés, tels que télégestion, télésurveillance, gestion technique ou administrative centralisée ;
- la prévention des explosions visée à l'article R.421-31 du code du travail ;
- les aléas relatifs à l'hygiène, à la santé, aux nuisances et aux pollutions ;
- la réalisation d'études d'impact et de dangers ;
- l'assistance à la constitution d'un dossier de demande d'autorisation.

Article 18- Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment

18.1 La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, les objectifs précisés dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

18.2 La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

18.3 L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des bâtiments, ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés aux systèmes de gestion technique du bâtiment.

18.4 Le contrôle technique porte sur les éléments du système de GTB énumérés ci-après pour autant qu'ils se rapportent aux équipements visés à l'article 17.3 :

- capteurs et actionneurs ;
 - liaisons par câbles ;
 - unités locales, centrales et périphériques ;
 - liaisons vers le réseau public.
- La mission ne porte pas sur les systèmes de sécurité incendie et de mise en sécurité incendie.
- 18.5 Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité du système de GTB à satisfaire aux prescriptions imposées par le maître de l'ouvrage aux entreprises, la conformité à ces prescriptions ne pouvant être constatée que par la réalisation de mesures en fin de travaux. Il appartient au maître de l'ouvrage de communiquer au contrôleur technique les résultats des mesures et essais effectués par les entreprises afin que celui-ci s'assure que les résultats sont satisfaisants au regard des performances définies dans le cahier des charges des entreprises.

Article 19 - Mission HYSAH relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments d'habitation

19.1 La mission HYSAH vient en complément de la mission 5 relative au fonctionnement des installations.

19.2 La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires énumérées à l'article 18-4, relatives à l'hygiène et à la santé des personnes dans les constructions achevées.

19.3 La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

- l'aération des locaux (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants) ;
- l'aération des produits de combustion ;
- les réseaux intérieurs de distribution d'eau pour ce qui concerne l'absence de traitement d'eau, l'absence de canalisations en plomb, la présence de dispositifs contre les retours d'eau ;
- les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux vannes) ;
- l'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

En ce qui concerne la prévention du risque lié à la présence de légionelles ou autres germes pathogènes dans les circuits de distribution d'eau et de traitement d'air, la mission comprend uniquement le contrôle en phase de conception de l'application des dispositions techniques de l'article 36 § 2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 31/12/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03/04/2007.

19.4 A défaut de prescriptions techniques fournies par le maître de l'ouvrage, les objectifs à assurer ainsi que les règles d'hygiène utilisées pour l'évacuation de la mission, seront définies par référence aux textes, règlements, extraits des textes généraux suivants :

- Code de la santé publique articles R321-43 à R321-59 en ce qui concerne les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution d'eau destinées à la consommation humaine ;
- Arrêté du 24/03/1982, relatif à l'aération des logements ;
- Arrêté du 22/10/1969, relatif aux conduits de fumée ;

Paraphes : N° : 01 24 78 01 94 1 2 VO

18/20

Code de la santé publique article L1331-1 :

Article 36 § 2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 30/11/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire N°2007-126 du 03 avril 2007 :

Arrêté du 14 juin 1969 relatif à l'assèchement de vide occure dans les immeubles d'habitation ;

Arrêté du 17/04/2009 relatif à l'isolation des bâtiments d'habitation neufs dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

19.5 Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de prestations complémentaires, les interventions visant :

- la détection et le traitement des risques liés à la présence d'amiante ;
- l'écoulement artificiel et naturel ;
- la protection contre le bruit et vibrations ;
- l'application des conditions manuelles ou informatisées de gestion, de pilotage et d'exploitation ;
- l'habilitation du canal sanitaire relatif aux réseaux de distribution d'eau et d'air ;
- la détection et le traitement des risques liés aux revêtements contenant du plomb ;
- la détection et le traitement des risques liés à la présence de radon.

Les dispositions prévues pour la protection contre les risques bactériologiques, normés celles relatives à la prévention du risque de développement des légionelles dans les systèmes de production et de distribution d'eau chaude sanitaire, par référence à l'article 36 § 2 de l'arrêté du 23 juin 1978 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2005 ;

20.1 La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires énumérées à l'article 19-4, relatives à l'hygiène et à la santé des personnes dans les constructions achevées.

A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liés à une activité économique ou à un processus d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

20.3 La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique) ;

Les réseaux intérieurs de distribution d'eau pour ce qui concerne l'absence de traitement d'eau, l'absence de canalisations en plomb, la présence de dispositifs contre les retours d'eau ;

Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux vannes) ;

Les installations d'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

En ce qui concerne la prévention du risque lié à la présence de légionelles, ou autres germes pathogènes dans les circuits de distribution d'eau et de traitement d'air, la mission comprend uniquement le contrôle en phase de conception de l'application des dispositions techniques de l'article 36 § 2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 30/11/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03 avril 2007.

20.4 A défaut de prescriptions techniques fournies par le maître de l'ouvrage, les objectifs à assurer ainsi que les règles d'hygiène utilisées pour l'évacuation de la mission, seront définies par référence aux textes, règlements, extraits des textes généraux suivants :

- Code du travail articles R4212-1 à R4212-7 en ce qui concerne l'aération et l'assainissement des locaux à pollution non spécifique ;
- Code du travail articles R4212-1 à R4212-2 en ce qui concerne les installations sanitaires hors locaux de restauration et de repos ;
- Code de la santé publique articles R321-43 à R321-59 en ce qui concerne les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution d'eau destinées à la consommation humaine ;
- Code de la santé publique article L1331-1 ;
- Arrêté du 07/09/2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif ;
- Règlement sanitaire départemental articles 67 à 71 relatifs aux équipements sanitaires dans les bâtiments autres que d'habitation ;
- Règlement sanitaire départemental articles 67 à 71 relatifs aux équipements sanitaires dans les bâtiments autres que d'habitation ;

Article 36 § 2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 30/11/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire N°2007-126 du 03 avril 2007

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de prestations complémentaires, les interventions visant :

- l'ambiance thermique intérieure, le chauffage et le refroidissement ;
- la détection et le traitement des risques liés à la présence d'amiante ;
- le niveau d'éclairement naturel et artificiel des locaux ;
- l'aération des locaux à pollution spécifique ;
- l'évacuation des eaux industrielles ;
- l'évacuation des déchets industriels ;
- la protection contre le bruit et vibrations ;
- l'application des conditions manuelles ou informatisées de gestion, de pilotage et d'exploitation ;
- l'habilitation du canal sanitaire relatif aux réseaux de distribution d'eau et d'air ;
- la détection et le traitement des risques liés aux revêtements contenant du plomb ;
- la détection et le traitement des risques liés à la présence de radon ;
- les dispositions prévues pour la protection contre les risques bactériologiques, normés celles relatives à la prévention des risques liés à la présence de légionelles dans les systèmes de production et de distribution d'eau chaude sanitaire, par référence à l'article 36 § 2 de l'arrêté du 23 juin 1978 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire N°2007-126 du 03 avril 2007 ;
- les équipements de l'ouvrage dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle ;
- la recherche d'éventuelles substances toxiques présentes dans les produits de construction et de décoration ;

Paraphes : N° : 01 24 78 01 94 1 2 VO

19/20

la prise en compte de la présence de radioactivité naturelle dans le sol de la parcelle concernée par l'opération ;

la prévention du risque de développement de légionelles, par examen visuel sur site, essais et mesures.

Dans le cas d'opération de réhabilitation, extension, rénovation ou de transformation, la mission HTSA ne porte pas, sauf dispositions spécifiques figurant dans les conditions particulières du contrat, sur les ouvrages et équipements existants.

Dans le cas de raccordement sur des installations existantes (eau froide, eau chaude sanitaire, chauffage, froid, eaux usées, ventilation) la mission HTSA ne porte pas sur la vérification des hypothèses qui présument de leur aptitude à desservir la nouvelle opération.

20.6 Le maître de l'ouvrage s'engage à fournir au contrôleur technique tous les documents nécessaires à la bonne exécution de sa mission. Il s'engage également à permettre au contrôleur technique d'effectuer toutes les investigations in situ nécessaires à la bonne réalisation de sa mission et met à sa disposition les moyens d'accès appropriés.

Article 21 - Mission CO de coordination des missions de contrôles dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques.

Si le Maître de l'Ouvrage fait appel à plusieurs Contrôleurs Techniques, il désigne l'un d'eux pour coordonner l'ensemble des missions de contrôle. La coordination a pour objet de s'assurer que les différents contrôles prévus sont bien pris en charge et qu'ils ont été effectués.

La coordination ne comporte ni l'appréciation de la qualification des Contrôleurs Techniques (pouvoir réservé à la puissance publique à l'occasion des agréments qu'elle délivre) ni l'appréciation de la forme et du fondement des avis émis.

Remarque :

N° : 01 24 78 0194 1 2 VO

20/20

RCS NANTERRE - SIREN 403 584 543 00058 - TVA FR 29 403 584 543 - APT 712018



Proposition commerciale

TOUR NEPTUNE – 7 rue pierre de Rosbard – 78200 - MANTES LA JOLIE

PASS CONFIANCE – 07 mai 2024

Votre contact SOCOTEC Construction :

Franck BOYER
Chargé d'affaires
Tel : 06 23 67 37 28
Mail : franck.boyer@socotec.com
SOCOTEC Agence Paris et Réhabilitation
Pôle Construction - IDF Ouest
Tour Pacific
13 Cours Valmy
92977 PARIS-LA-DEFENSE

Interlocuteur CLIENT :

Ingrid ROJAS
Responsable Clientèle
Tel : 01 30 92 18 28
Mail : ingrid.rojas@foncia.com
FONCIA BOUCLES DE SEINE
28 AV DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES-LA-JOLIE

SOCOTEC CONSTRUCTION - S.A.S au capital de 9,116,700 euros – 834 157 513 RCS Versailles
Siège social : 5, place des Frères Montgolfier - CS 20732 – Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex – France

SOCOTEC Construction – 07/05/2024

V1 - (A) 2403204C0000017



SOMMAIRE

| | | |
|---|------------------------------------|----|
| 1 | SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE | 3 |
| 2 | VOTRE PROJET | 5 |
| | Ses principales caractéristiques | 5 |
| | Description et points particuliers | 5 |
| 3 | LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE | 6 |
| | Les missions de contrôle technique | 6 |
| | Les prestations proposées | 6 |
| | L'équipe | 7 |
| | La méthodologie | 8 |
| | Les honoraires | 9 |
| 4 | CONDITIONS DE PAIEMENT | 10 |
| 5 | CONDITIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIALES | 11 |

1 SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE

Nous vous remercions de nous consulter pour votre projet : TOUR NEPTUNE – 7 rue pierre de Ronsard - 78200 à MANTES LA JOLIE.

Nous vous proposons le Pass Confiance qui a pour objectif de vous fournir les prestations qualitatives d'accompagnement suivantes :

| MISSIONS DEMANDÉES | | HONORAIRES HT |
|---|--|---------------|
| MISSIONS DE BASE | | |
| Missions de contrôle technique (L.P, L.E, SH) | | 6 660,00 € |
| TOTAL | | 6 660,00 € |

Rappel de votre projet : TOUR NEPTUNE – 7 rue pierre de Ronsard - 78200 à MANTES LA JOLIE
V1 - [A] 2405204C0000017

Fait à PARIS-LA-DEFENSE, le 07 mai 2024

« Par l'acceptation de la présente offre, je reconnais avoir pris connaissance et j'accepte les conditions générales et les conditions spéciales correspondant aux missions listées dans le tableau des missions. »

| Pour accord du Client | Pour SOCOTEC CONSTRUCTION SAS |
|---|---|
| Personne à contacter : _____ | Franck BOYER Chargé d'affaires |
| N° SIRET de la société à facturer : _____ | Signature : _____ |
| Adresse de facturation : _____ | |
| Date : _____ | |
| Signature et cachet de l'entreprise : _____ | Agence Paris et Réhabilitation Pôle Construction - IDF Ouest Tour Pacific 13 Cours Valmy 92977 PARIS-LA-DEFENSE |

NB : La présente proposition comporte 11 pages

2 VOTRE PROJET

Ses principales caractéristiques

Adresse de l'opération :
7, rue Pierre de Ronsard
78200 MANTES LA JOLIE

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 2^{ème} trimestre 2025

Durée prévisionnelle des travaux : 8,0 mois

Montant prévisionnel des travaux HT (hors VRD) : 900 000,00 €

Description et points particuliers

- Pose d'une SEL sur les balcons avec nouvelles descentes d'EP
- Pose de BAEH + Porte CF en S /s
- Création de locaux communs extérieurs (vélos, vo, encombrants)
- Remplacement des menuiseries des halis avec nouveaux contrôle d'accès



3 LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

OBJECTIF : Prévenir les aléas techniques lors de la conception et la réalisation de l'opération afin d'assurer la solidité de l'ouvrage, la sécurité des personnes et le confort des occupants.

Les missions de contrôle technique

Vous nous avez sollicités pour les missions de Contrôle Technique suivantes :

- Mission LP, relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables
 - Mission LE, relative à la solidité des existants
 - Mission SH, relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
- Ces missions font l'objet d'un chiffrage spécifique (cf. Synthèse de notre offre).

Les prestations proposées

Nous vous proposons de réaliser les prestations suivantes par phase, adaptées à vos attentes et aux caractéristiques de votre projet :

En phase Conception

| |
|---|
| Les actes obligatoires |
| RICT (Rapport Initial de Contrôle Technique) si DCE |

En phase Documents d'Exécution

| |
|--|
| Les actes obligatoires |
| <ul style="list-style-type: none">- Examen des documents relatifs (sicouvert par le programme des travaux) :<ul style="list-style-type: none">- au clos et couvert- aux équipements indissociables- aux installations électriques- au génie climatique- à la sécurité incendie |

En phase Réception

| |
|--|
| Les actes obligatoires |
| - Remise du RFCT (Rapport Final de Contrôle Technique) |

L'équipe

La mission est placée sous la responsabilité d'un ingénieur généraliste dénommé « Pilote » de l'opération. Le pilote est votre interlocuteur unique.

Il est suppléé afin de garantir la continuité de la mission en toute circonstance.

Il peut également solliciter les référents techniques nationaux de notre direction technique groupe sur des points particuliers.

Il planifie l'ensemble des interventions liées à la mission de contrôle technique et aux missions réglementaires contenues dans le Pass Confiance.

Pour votre opération, le pilote désigné sera **Franck BOYER** (sous réserve de disponibilité au moment de l'acceptation de la présente offre)

En fonction des plans de charges de nos équipes, il pourra être remplacé par un intervenant qualifié de notre agence.

La méthodologie

L'ensemble de nos prestations est réalisé au moyen de notre outil informatique Rapsotec, véritable mémoire du chantier et support pour tous les intervenants.

Une diffusion par courriel

Rapsotec permet une communication directe de l'ensemble des avis émis par SOCOTEC par courriel.

Des éléments toujours à jour

A chaque nouvelle édition, vous recevez instantanément vos rapports modifiés par courriel. Ces éléments sont numérotés et incrimés spécifiquement pour votre opération.

Une lecture facilitée

Grâce à la liste récapitulative, vous avez une vision exhaustive des observations en cours non suivies d'effet. Leur classement par livrable facilite la consultation des observations pour le Maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

Des informations hiérarchisées

Les observations regroupées dans les listes récapitulatives sont hiérarchisées en fonction de leur degré d'importance : suspendu et défavorable.

Une traçabilité totale de nos avis

Grâce à l'intégration de l'ensemble des éléments du projet dans Rapsotec, tous les avis émis par nos ingénieurs bénéficient d'une traçabilité totale : justification des levées de réserves, points sur les documents non reçus et intégration de tous les documents entrants dont les courriels.

Le + Socotec : Des avis clairs, précis et intelligibles.

Rappel du principal référentiel réglementaire :

- Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction
- Norme NFP 03-100 de septembre 1995 de contrôle technique

Les honoraires

Les honoraires pour assurer la mission de contrôle technique telle que définie ci avant s'évaluent à :

- Mission de base souhaitée : 6 660,00 € H.T soit 0,62 % du montant TTC des travaux.

Le mois supplémentaire de chantier (hors recommandations) pourra donner lieu à une facturation de 580,00 € H.T / mois.



4 CONDITIONS DE PAIEMENT

Nos conditions de paiement font l'objet des échéanciers suivants :

| Échéancier CT | | Repartition |
|-------------------------------------|--|-------------|
| Honoraires dus à la signature | | 25,00 % |
| Honoraires au démarrage des travaux | | 10,00 % |
| Honoraires en cours de travaux | | 60,00 % |
| Honoraires dus à la remise du RFCT | | 5,00 % |

La présente proposition, dont la validité est de 3 mois, constituera le contrat après signature en page 4.

Les pièces contractuelles qui constituent cette commande sont par ordre de priorité décroissante :

- Les conditions Générales et Spéciales jointes à la présente offre
- La norme NFP 03-100 relative à la mission de Contrôle Technique

Conditions de paiement - Modalités de règlement :

Nos honoraires seront révisibles par application de la formule de révision 0,000+1,000 lm/lo (lm étant l'indice Ingénierie du mois de facturation et lo l'indice du mois d'établissement de l'offre).

Les honoraires et frais majorés du montant de la TVA 20%, seront réglés et versés suivant l'échéancier proposé ci-dessus.

Ces paiements seront faits à 30 jours date de facture à SOCOTEC Construction par virement bancaire uniquement (au profit du compte suivant RIB indiqué sur nos factures).

5 CONDITIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIALES

| Missions proposées | Conditions Générales correspondantes | Conditions Spéciales correspondantes |
|---|--------------------------------------|---|
| Missions de contrôle technique (LP, LE, SH) | CONDITIONS GENERALES CG-SOC-CONS-CTC | CONDITIONS SPECIALES CS-SOC-CONS-CONTROLE TECHNIQUE |

Les Conditions Générales et les Conditions Spéciales sont mises à la disposition des CLIENTS sur le Site Socotec. Il ou elles sont directement consultables.
Nous vous invitons à y accéder en cliquant sur le lien suivant : <https://www.socotec.fr/conditions-generales-socotec-construction-immobilier>

Travaux: MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
Copropriété: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
N° d'immeuble: 501255027
Adresse: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Date: le 06/05/2024
Cabinet: FONCIA VBDS
Taux Horaire HT: 125,00 €
Montant travaux (HT): 6 667,00 €
Honoraires travaux: 5.62%

| LISTE DES PRESTATIONS LIÉES AUX TRAVAUX | TEMPS PASSÉ (HH:MM) | HONORAIRES TRAVAUX HT | HONORAIRES TRAVAUX TTC |
|--|------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Consultation des entreprises. Envoi des demandes de devis, relances, RV sur place... | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation d'un tableau du coût estimatif des travaux avec simulation de quote-part des copropriétaires | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Mise en forme du dossier pour convocation de l'Assemblée générale | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation et lancement des ordres de service | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Création du compte travaux, lancement et envoi des appels de fonds, encaissement des règlements | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Païement des situations de travaux | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Réception des travaux - visite de réception, rédaction du PV de réception | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| TOTAL | 2:30 | 312,50 € | 375,00 € |

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR25728203480 SAS CAPITAL 137728 54 4 - RCS PONTORSE RCS PONTORSE B 738203480 - FONCIA VBDS 5 rue du Pays de France 95000 Cergy - CARTE PROFESSIONNELLE CP19501301700023054 Garant financier: GALVIN - 88 Rue La Boétie - 75008 PARIS
Le 06/05/2024 - SYNDIC: FONCIA VBDS - 5 rue du Pays de France 95000 Cergy

Visa Conseil syndical



Plan de financement
MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - CONTROLEUR
TECHNIQUE - 100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| MONTANT TOTAL DES TRAVAUX TTC | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | | MONTANT DU FOND DE TRAVAUX AFFECTE | | CLÉ DE RÉPARTITION | |
|----------------------------------|--------------------------------|--|---------------------------------------|--|----------------------------|--|
| | 100% | | 8% | | 001 - CHARGES GÉNÉRALES | |
| 8 375,40 | 100 661,66 | | 8 375,56 | | FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE | |
| | DU FOND DE TRAVAUX MOBILISE | | DU FOND DE TRAVAUX AFFECTE | | | |

| NOM DU PROPRIÉTAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | FOND DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PÉRIODISATION EFFECTIVE SUR LE FOND DE TRAVAUX | RESTE À PAYER SUR LE FOND DE TRAVAUX | RESTE À APPORTER |
|----------------------------------|---|----------------------------------|---------------------------------|------------------------|---|---|---------------------|
| ABDERRAHIM MALEK | 1332 / 100000 | 1 335,47 € | 1 335,47 € | 111,56 € | 111,56 € | 1 223,91 € | 0,00 € |
| AGNI CHAYMA | 1325 / 100000 | 1 329,43 € | 1 329,43 € | 110,98 € | 110,98 € | 1 218,45 € | 0,00 € |
| AMAARI LAID | 1361 / 100000 | 1 367,46 € | 1 367,46 € | 113,99 € | 113,99 € | 1 253,47 € | 0,00 € |
| AMHAL HASSAN - FATIMA | 1373 / 100000 | 1 382,32 € | 1 382,32 € | 115,00 € | 115,00 € | 1 267,32 € | 0,00 € |
| ANWAR / ALI SHAHZAD / TUNZELA | 1343 / 100000 | 1 349,28 € | 1 349,28 € | 112,48 € | 112,48 € | 1 236,80 € | 0,00 € |
| ANWAS MOHAMMAD | 1748 / 100000 | 1 764,94 € | 1 764,94 € | 146,40 € | 146,40 € | 1 618,54 € | 0,00 € |
| APPLE TED JUNIOR | 1417 / 100000 | 1 429,21 € | 1 429,21 € | 118,88 € | 118,88 € | 1 310,33 € | 0,00 € |
| ARSLAN ANDRE | 1740 / 100000 | 1 756,08 € | 1 756,08 € | 145,79 € | 145,79 € | 1 610,29 € | 0,00 € |
| ATS | 1732 / 100000 | 1 747,29 € | 1 747,29 € | 145,08 € | 145,08 € | 1 602,21 € | 0,00 € |
| BAHAR AHMED / AICHA | 1337 / 100000 | 1 342,65 € | 1 342,65 € | 111,98 € | 111,98 € | 1 230,67 € | 0,00 € |
| BENMOUSSA YAHYA | 625 / 100000 | 635,49 € | 635,49 € | 52,35 € | 52,35 € | 583,14 € | 0,00 € |
| BENSERANI LAMRI OU ZEIDIA | 1770 / 100000 | 1 789,17 € | 1 789,17 € | 148,26 € | 148,26 € | 1 640,92 € | 0,00 € |
| BESRY LEONIDAS EDGAR | 1108 / 100000 | 1 111,28 € | 1 111,28 € | 92,80 € | 92,80 € | 1 018,48 € | 0,00 € |
| BIHOU AHMED | 1756 / 100000 | 1 773,75 € | 1 773,75 € | 147,07 € | 147,07 € | 1 626,68 € | 0,00 € |
| BIHOU MOHAMED | 1716 / 100000 | 1 729,64 € | 1 729,64 € | 143,72 € | 143,72 € | 1 585,92 € | 0,00 € |
| BOUJOUIM LAHCEN | 1354 / 100000 | 1 359,74 € | 1 359,74 € | 113,41 € | 113,41 € | 1 246,33 € | 0,00 € |



Plan de financement
MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - CONTROLEUR
TECHNIQUE - 100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIÉTAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | FOND DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PÉRIODISATION EFFECTIVE SUR LE FOND DE TRAVAUX | RESTE À PAYER SUR LE FOND DE TRAVAUX | RESTE À APPORTER |
|---------------------|---|----------------------------------|---------------------------------|------------------------|---|---|---------------------|
|---------------------|---|----------------------------------|---------------------------------|------------------------|---|---|---------------------|

| | | | | | | | |
|------------------------------|---------------|------------|------------|----------|----------|------------|--------|
| BOLBORCHI BERRHOZ | 1123 / 100000 | 1 127,78 € | 1 127,78 € | 94,08 € | 94,08 € | 1 033,70 € | 0,00 € |
| BOURKA EL HASSANE | 1402 / 100000 | 1 412,71 € | 1 412,71 € | 117,43 € | 117,43 € | 1 295,28 € | 0,00 € |
| CHEICK ISMAIL SPC NOORIVA | 1398 / 100000 | 1 409,34 € | 1 409,34 € | 117,17 € | 117,17 € | 1 292,17 € | 0,00 € |
| EL MAKKAWY YAHYA - GHIAN | 1355 / 100000 | 1 362,48 € | 1 362,48 € | 113,49 € | 113,49 € | 1 248,99 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1411 / 100000 | 1 422,63 € | 1 422,63 € | 118,16 € | 118,16 € | 1 304,47 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1102 / 100000 | 1 104,65 € | 1 104,65 € | 92,30 € | 92,30 € | 1 012,35 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1773 / 100000 | 1 792,46 € | 1 792,46 € | 148,50 € | 148,50 € | 1 643,96 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1398 / 100000 | 1 375,20 € | 1 375,20 € | 114,59 € | 114,59 € | 1 260,61 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1367 / 100000 | 1 375,73 € | 1 375,73 € | 114,49 € | 114,49 € | 1 261,24 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1348 / 100000 | 1 365,86 € | 1 365,86 € | 112,89 € | 112,89 € | 1 252,97 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1113 / 100000 | 1 116,81 € | 1 116,81 € | 93,22 € | 93,22 € | 1 023,59 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1767 / 100000 | 1 785,81 € | 1 785,81 € | 148,00 € | 148,00 € | 1 637,81 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1405 / 100000 | 1 415,99 € | 1 415,99 € | 117,88 € | 117,88 € | 1 298,11 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1133 / 100000 | 1 138,80 € | 1 138,80 € | 94,80 € | 94,80 € | 1 043,99 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1155 / 100000 | 1 163,09 € | 1 163,09 € | 96,74 € | 96,74 € | 1 066,35 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1370 / 100000 | 1 379,03 € | 1 379,03 € | 114,75 € | 114,75 € | 1 264,28 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1153 / 100000 | 1 160,83 € | 1 160,83 € | 96,57 € | 96,57 € | 1 064,26 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1359 / 100000 | 1 365,81 € | 1 365,81 € | 113,74 € | 113,74 € | 1 252,07 € | 0,00 € |
| EPFIF | 1098 / 100000 | 1 710,83 € | 1 710,83 € | 142,30 € | 142,30 € | 1 568,53 € | 0,00 € |



Plan de financement
MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - CONTROLEUR
TECHNIQUE -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIETAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT DE LA CLE DE RESERVATION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MONTABLES | MONTANT DES TRAVAUX | PROLONGEMENT EFFECTUE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE A APPELER |
|-------------------------|--|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|--------------------|
| EPHF | 1007 / 100000 | 1 096,19 € | 1 096,19 € | 91,88 € | 91,88 € | 1 007,25 € | 0,00 € |
| FARASSI YOUNES | 1891 / 100000 | 1 702,07 € | 1 702,07 € | 141,83 € | 141,83 € | 1 560,44 € | 0,00 € |
| FINANCERE AGACHE | 1312 / 100000 | 1 313,47 € | 1 313,47 € | 109,89 € | 109,89 € | 1 203,58 € | 0,00 € |
| GAWE LYDIE | 1724 / 100000 | 1 738,40 € | 1 738,40 € | 144,39 € | 144,39 € | 1 594,01 € | 0,00 € |
| GRICHI KARIMA | 1300 / 100000 | 1 301,88 € | 1 301,88 € | 108,88 € | 108,88 € | 1 193,00 € | 0,00 € |
| HAIDOUN MOHAMED | 1339 / 100000 | 1 343,22 € | 1 343,22 € | 112,15 € | 112,15 € | 1 231,07 € | 0,00 € |
| HANNE MAMADOU | 1378 / 100000 | 1 385,64 € | 1 385,64 € | 115,25 € | 115,25 € | 1 270,39 € | 0,00 € |
| JNF | 1779 / 100000 | 1 798,52 € | 1 798,52 € | 149,00 € | 149,00 € | 1 649,52 € | 0,00 € |
| KAMOUKE KAMKA FRANCE | 1382 / 100000 | 1 390,61 € | 1 390,61 € | 115,75 € | 115,75 € | 1 274,86 € | 0,00 € |
| KOHCHEH MOHAMED | 1408 / 100000 | 1 419,29 € | 1 419,29 € | 117,83 € | 117,83 € | 1 301,36 € | 0,00 € |
| KOUASSI/DALLO VICTOR | 1778 / 100000 | 1 795,80 € | 1 795,80 € | 148,75 € | 148,75 € | 1 647,05 € | 0,00 € |
| LARABI NABIL | 1414 / 100000 | 1 425,53 € | 1 425,53 € | 118,43 € | 118,43 € | 1 307,10 € | 0,00 € |
| LI YNDONG & CHINHUI | 1782 / 100000 | 1 802,38 € | 1 802,38 € | 149,25 € | 149,25 € | 1 653,13 € | 0,00 € |
| LIU HENRIETTE | 1319 / 100000 | 1 322,79 € | 1 322,79 € | 110,47 € | 110,47 € | 1 212,32 € | 0,00 € |
| MA & MO - M. CISSE | 1785 / 100000 | 1 805,89 € | 1 805,89 € | 149,50 € | 149,50 € | 1 656,19 € | 0,00 € |
| MASEN ERIC | 1308 / 100000 | 1 308,50 € | 1 308,50 € | 109,39 € | 109,39 € | 1 199,11 € | 0,00 € |
| MANTES 2 | 1081 / 100000 | 1 081,49 € | 1 081,49 € | 90,54 € | 90,54 € | 990,95 € | 0,00 € |
| MARTIN JEAN | 1145 / 100000 | 1 152,08 € | 1 152,08 € | 95,80 € | 95,80 € | 1 056,18 € | 0,00 € |
| MEBAREK KHADIR | 1389 / 100000 | 1 398,33 € | 1 398,33 € | 116,34 € | 116,34 € | 1 281,99 € | 0,00 € |
| MEBAREK KHADIR | 1396 / 100000 | 1 406,09 € | 1 406,09 € | 116,92 € | 116,92 € | 1 289,17 € | 0,00 € |
| MEBAREK KHADIR | 1138 / 100000 | 1 144,37 € | 1 144,37 € | 95,31 € | 95,31 € | 1 049,06 € | 0,00 € |
| MEBAREK KHADIR | 1147 / 100000 | 1 154,25 € | 1 154,25 € | 96,07 € | 96,07 € | 1 058,18 € | 0,00 € |



Plan de financement
MISSION CONTROLEUR TECHNIQUE
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - CONTROLEUR
TECHNIQUE -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIETAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT DE LA CLE DE RESERVATION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MONTABLES | MONTANT DES TRAVAUX | PROLONGEMENT EFFECTUE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE A APPELER |
|---|--|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|--|-------------------------------------|--------------------|
| MEBAREK KHADIR | 1331 / 100000 | 1 336,07 € | 1 336,07 € | 111,48 € | 111,48 € | 1 224,59 € | 0,00 € |
| MECHETI HADIM | 1143 / 100000 | 1 149,85 € | 1 149,85 € | 95,73 € | 95,73 € | 1 054,12 € | 0,00 € |
| MIMOUNA SALEM | 1709 / 100000 | 1 720,83 € | 1 720,83 € | 143,05 € | 143,05 € | 1 577,78 € | 0,00 € |
| MIMOUNA SALEM | 1151 / 100000 | 1 158,89 € | 1 158,89 € | 96,40 € | 96,40 € | 1 062,29 € | 0,00 € |
| MOHAMED LALLA | 1784 / 100000 | 1 782,58 € | 1 782,58 € | 147,74 € | 147,74 € | 1 634,84 € | 0,00 € |
| MOHAMMAD / CHAOUEB AKSEL / ANGELE | 1686 / 100000 | 1 674,48 € | 1 674,48 € | 139,54 € | 139,54 € | 1 534,94 € | 0,00 € |
| NEPTUNE | 1313 / 100000 | 1 316,17 € | 1 316,17 € | 108,97 € | 108,97 € | 1 208,20 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 1 | 1384 / 100000 | 1 372,42 € | 1 372,42 € | 114,24 € | 114,24 € | 1 258,18 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 4 | 1149 / 100000 | 1 156,45 € | 1 156,45 € | 98,24 € | 98,24 € | 1 060,21 € | 0,00 € |
| RUTHUNZA THEOBALD | 1375 / 100000 | 1 382,92 € | 1 382,92 € | 115,16 € | 115,16 € | 1 267,76 € | 0,00 € |
| SAINT YVES | 1128 / 100000 | 1 133,31 € | 1 133,31 € | 94,48 € | 94,48 € | 1 038,83 € | 0,00 € |
| THIANG YOU HIENG | 1361 / 100000 | 1 389,09 € | 1 389,09 € | 113,59 € | 113,59 € | 1 275,10 € | 0,00 € |
| TOUKA DEFFO | 1157 / 100000 | 1 165,29 € | 1 165,29 € | 98,91 € | 98,91 € | 1 068,38 € | 0,00 € |
| TOUAG KARIM - RADIA | 1118 / 100000 | 1 122,28 € | 1 122,28 € | 93,64 € | 93,64 € | 1 029,62 € | 0,00 € |
| YANDI DAMEHAN | 1347 / 100000 | 1 352,08 € | 1 352,08 € | 112,82 € | 112,82 € | 1 239,26 € | 0,00 € |

Phase 2 : Audit du bâti

Lors de cette 2^{ème} phase, l'ingénieur ACCCEO effectuera un audit des éléments sur parties communes accessibles suivants :

- **Structure apparente** : infrastructures, planchers, escaliers,
- **Enveloppe** : façade légère, façade lourde, couverture si accessible (la couverture des toitures pentues ne peut être inspectée), étanchéité sur toiture-terrasse, menuiseries extérieures, fermes, balcons, garde-corps,
- **Finitions intérieures des parties communes** : cloisons, doublage, revêtements (murs, sols, plafond), faux-plafonds, menuiseries intérieures, garde-corps,
- **Équipements communs de chauffage et de refroidissement** : production de chaleur/froid, réseaux, émetteurs de chaleur, organes de régulation,
- **Équipements communs de ventilation** : Centrale de Traitement de l'Air (CTA), extracteurs VMC, réseau de distribution (si accessible),
- **Autres installations communes** : ascenseurs, portails, portes, espaces extérieurs, clôtures, réseaux de distribution apparents, chaudière, colonnes sèches, colonnes de gaz,

Les relevés s'effectueront grâce à un outil numérique représentant la liste des pathologies possibles par élément d'ouvrage.

► Phase 3 : Evaluation Énergétique & DPE Collectif

Cette évaluation est réalisée à l'aide de la méthode du DPE et l'objectif est d'identifier et de classer les travaux en fonction de leur impact sur l'amélioration énergétique de la résidence. Dans ce cadre nous procéderons à la visite d'un nombre minimum de logements en fonction de chaque bâtiment (8 pour votre résidence).

| Nombre de logements à visiter/réglementairement en fonction du nombre de logements dans chaque bâtiment | |
|---|---|
| Règles communes à tous les bâtiments : | <ul style="list-style-type: none"> • 1 logement de chaque typologie (T1, T2, T3, ...) ; • 1 logement sur chaque type de plancher bas (sous-sol, vide sanitaire, terre-plein, ...) • 1 logement en étage intermédiaire ; • 1 logement sous chaque type de planchers hauts (combles perdus, toitures, terrasses, combles aménagés, ...) |
| De 3 à 100 logements | <ul style="list-style-type: none"> • 2 10% du nombre total d'appartements de l'immeuble ; • au minimum 10 logements et 2 5% du nombre total d'appartements de l'immeuble. |
| Plus de 100 logements | |

Résultats & limites du DPE

Les résultats chiffrés du DPE ont une précision limitée. C'est pourquoi le DPE ne peut pas pour vocation de prescrire des solutions précises (et n'est pas opposable sur ce point) mais permet d'attirer l'attention sur les travaux à effectuer pour améliorer la performance énergétique.

La méthode TH-C-E n'est pas utilisée dans le PPT car non-réglementaire et non pertinente. Si besoin, elle pourra être réalisée sur demande et dans le cadre d'une prestation complémentaire.

► Option : Audit Énergétique Intégré complète et précise du bâtiment

Afin de préparer au mieux un projet de rénovation énergétique, nous proposons de réaliser des calculs énergétiques plus complets et précis que le DPE collectif inclus.

Ses calculs sont réalisables via les méthodes de Simulation Thermique Statique horaire (STSH) ou de Simulation Thermique Dynamique (STD).

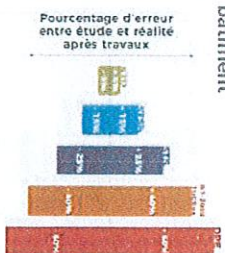
La précision de ces calculs permettra de connaître beaucoup plus précisément l'impact des travaux envisagés sur la consommation de chaque copropriétaire et de définir pour chaque plan de travaux les aides financières accessibles (Ma Prime Rénov, CEE, ...).

L'option Audit énergétique intégré enrichira le rapport PPT ACCCEO et évitera la réalisation d'un audit énergétique supplémentaire.

Phase 4 : Analyse & traitement des données Amiante, Plomb & Ascenseur

L'objectif sera ici d'apporter un maximum de clarté et de sérénité au Maître d'Ouvrage sur des sujets réglementés et maîtrisés par ACCCEO :

- ✓ Recensement des diagnostics et des rapports de contrôle obligatoires Amiante, Plomb et Ascenseur.



- ✓ Identification des expertises nécessaires ou obligatoires à réaliser ou à mettre à jour,
- ✓ Identification des périodes de validité des diagnostics et contrôles réalisés.

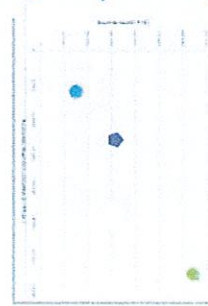
Phase 5 : Définition des améliorations possibles pour la gestion technique et patrimoniale de la copropriété

Après analyse des documents mis à disposition et visites sur site, l'ingénieur ACCCEO listera les pathologies existantes dans le bâtiment dans un document unique.

Circuler des solutions proposées pour chaque pathologie sera accompagnée d'une estimation financière, de préconisations et propositions d'améliorations, classées en fonction du besoin et de leur degré d'urgence.

Sur ces bases, 3 Plans d'actions d'amélioration énergétique pourront vous être proposés :

- **Un Plan Pluriannuel de travaux « Patrimoine patrimoniale »** ●
 - **Un Plan Pluriannuel de travaux « Ma Prime Rénov »** ●
 - **Un Plan Pluriannuel de travaux « Optimal ACCCEO »** ▲
- Associant des actions prioritaires et de prévention aux travaux additionnels énergétiques permettant une performance énergétique maximale.



► ANNEXES DÉTAILLÉES

N'hésitez pas à découvrir tous les détails de notre prestation dans notre mémoire technique complet !
Explication détaillée de notre méthodologie et des avantages pour la copropriété, schémas illustratifs, tableaux récapitulatifs, vous trouverez dans ce document tout ce dont vous avez besoin pour comprendre la réglementation et notre prestation.

Pour y accéder scanner le QR CODE avec votre smartphone ou cliquez sur l'URL ci-contre :
<https://link.accceo.eu/D201>



► ORGANISATION & INFORMATIONS PREALABLES

Visites obligatoires : Conformément à la réglementation, en cas d'impossibilité d'avoir accès à un échantillon représentatif de logements, le diagnostic ne pourra pas être réalisé par ACCCEO. Tous déplacements supplémentaires en raison d'un manquement lié à l'organisation des visites de logements ou à une absence ou jour des visites, donnera lieu à des honoraires complémentaires.

Document à fournir avant le lancement de la mission : Afin de réaliser votre PPT différents documents et informations seront à nous fournir avant le lancement de la mission. Informations obligatoires à fournir (par bâtiment et par chauffage) : les coordonnées d'un contact sur site qui pourra nous donner les accès nécessaires et nous aider à organiser nos futures visites, les plans des bâtiments, la typologie et surfaces de tous les logements/locaux avec coordonnées des occupants (nom, email et téléphone), le règlement de copropriété, le diagnostic technique Amiante (DTA), le constat de risque d'exposition au plomb (CERP), le contrôle technique ascenseur. Si option STSH ou STD : la consommation électrique annuelle des parties communes sur 3 ans, la consommation annuelle de gaz collective sur 3 ans, les relevés de compteurs d'eau froide individuels sur 3 ans si disponible, les relevés de consommations d'eau chaude collective sur 3 ans, la copie du contrat de chauffage et, éventuellement, Documents facilitatifs pour des résultats plus précis : l'année de construction du bâtiment, les PV de la dernière assemblée générale, les factures des travaux réalisés et devis des travaux envisagés, le Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) s'il a été réalisé sur la copropriété, l'Audit énergétique s'il a été réalisé sur la copropriété, le carnet d'entretien de l'immeuble.

L'ensemble de ces documents et informations devra être remis à ACCCEO sous format numérique ou papier dans un délai de 4 semaines avant le lancement de la mission. La mission ne pourra être programmée qu'à partir de la réception des documents et des informations liées à l'organisation des visites en logements.



ACCÉO

accéo.eu

Projet de Plan Pluriannuel de Travaux

DEVIS PPPT 2024-007-446

Informations générales

| | | | |
|----------------------------------|---|-----------------------------|---|
| Représentant du Maître d'Ouvrage | FONCA BOUCLES DE SEINE (N°21458) Mme. Ingrid ROJAS | | |
| Lieu de l'intervention | 7 rue Pierre de Ronsard, 78200 MANTES LA JOLIE Tour Neptunus (12415) | | |
| Nombre de lots principaux | 72 | Nombre de visites prévues | 8 |
| Nombre de bâtiments séparés | 1 | Nombre de cages d'escaliers | 1 |

Notre offre

| | | | |
|--|------------|-----|-------------|
| Prestation forfaitaire | Prix H.T | TVA | Prix T.T.C |
| Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPPT) | 6 200 € HT | 20% | 7 440 € TTC |
| DPE collectif et restitution du PPPT en CS ou en AG inclus | | | |
| PRÉPARATIONS OPTIONNELLES (à la commande) | PRIX H.T | TVA | PRIX T.T.C |
| Audit énergétique intégré au PPPT (à la commande) | 3400 € | 20% | 4080 € |

Missions complémentaires ACCEO Energie

| | |
|--|----------|
| Déplacement supplémentaire pour réalisation d'1 visite en logement ou prise en compte d'un document manquant | 880 € HT |
| Réunion ou visite technique supplémentaire avec votre expert ACCEO | 880 € HT |
| Réunion technique supplémentaire digitale (visioconférence ou téléphonie) | 380 € HT |

Conditions exclusives et avantages de notre offre pour les copropriétés gérées par FONCA

| | |
|---|--------|
| Étude systématique du projet 'Ma Prime Rénov' ainsi que deux autres plans de travaux. | Inclus |
| Étude des documents et des améliorations potentielles sur les domaines techniques (générateurs, amiante, chauffage, refroidissement, ventilation) | Inclus |
| Rapport clair et lisible avec synthèse des plans de travaux au début du rapport pour une disponibilité et une facilité de lecture pour l'ensemble des parties (syndic, copropriétaires) | Inclus |
| Audit possible en simulation thermique dynamique (STD) d'une précision de +/- 5 % de la réalité dans l'optique de gros travaux. | Option |
| Capacité d'accompagnement sur les opérations de travaux ou de conseil dans les domaines maîtrisés par le groupe (générateur, amiante, CVC et travaux de rénovation énergétique) | Option |
| Équipe complète en interne (ingénieur, thermicien, maîtres d'œuvre, architectes, dessinateurs, consultants/experts) | Inclus |
| Réseau d'agences locales avec interlocuteurs conseils de proximité pour une présence et une réactivité permanente. | Inclus |

Modalités & signature

Mode de paiement : Virement - 30 jours
Validité de l'offre : 4 mois à compter du 02/02/2024
Conditions de facturation :
40% à la commande et 60% à l'envoi du rapport.
Mode d'envoi des factures : Email
Délai de réalisation :
24 semaines à compter de la réception de la totalité des documents nécessaires à la réalisation de la mission.

Le Client : Cachet, Date & Signature
« Bon pour accord »

Votre interlocuteur dédié : Stephanie DELISLE
06 07 28 95 94 - stephanie.delisle@accéo.eu

Devis PPPT 2024-007-446
Version 23.01.2024

Conditions particulières de vente

Ventes collaboratives. Conformément à la réglementation en cas d'opposabilité d'un droit acquis à un entretien représentatif de logement, le diagnostic ne pourra pas réaliser le DPE, les membres du conseil syndical devront donc avoir organisé les visites de ces logements, au pour des raisons par ACCEO. Tout déplacement supplémentaire en raison d'un manquement de la organisation des visites de logements ou à une absence ou pour des visites, devra être à des honoraires complémentaires.

Document à fournir avant le lancement de la mission. Afin de réaliser votre PPPT, différents documents et informations seront à nous fournir avant le lancement de la mission.

Informations obligatoires à fournir par bâtiment et par chauffage. Les copropriétaires, d'un bâtiment, doivent nous fournir les informations suivantes et nous aider à organiser nos futures visites, le plus des bâtiments, la typologie et surfaces de tous les logements/locataires avec coordonnées des occupants (nom, email et téléphone), le règlement de copropriété, le diagnostic technique existant (DTE), le constat de risque d'explosion au plan du CPER, le compte technique existant, Si option STD ou STD : la consommation électrique annuelle des parties communes sur 3 ans, la consommation annuelle de gaz collective sur 3 ans, les relevés de compteurs d'eau froide individuels sur 3 ans si disponible, les relevés de consommation d'eau chaude collective sur 3 ans, la copie du contrat de chauffage et suivant.

Conditions générales de vente

Article 1 : Les présentes clauses entrent en vigueur à compter du jour où débute la réalisation de la première mission. Les prestations prévues fin à compter de la réalisation du dernier élément de mission prévu dans le présent devis. Hors contrat conclu avec une clause de tacite reconduction.

Article 2 : ACCEO intervient à titre de conseil et ne pourra se substituer au client ni à son représentant dans les prises de décisions qui ont à exercer conformément au respect de leurs intérêts.

Article 3 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 4 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 5 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

Article 6 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 7 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 8 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 9 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

Article 10 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 11 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 12 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 13 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

Article 14 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 15 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 16 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 17 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

Article 18 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 19 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 20 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

accéo.eu

0 09 /15 51 8811 617202

ACCÉO

accéo.eu

ACCÉO

accéo.eu

Ventes collaboratives. Conformément à la réglementation en cas d'opposabilité d'un droit acquis à un entretien représentatif de logement, le diagnostic ne pourra pas réaliser le DPE, les membres du conseil syndical devront donc avoir organisé les visites de ces logements, au pour des raisons par ACCEO. Tout déplacement supplémentaire en raison d'un manquement de la organisation des visites de logements ou à une absence ou pour des visites, devra être à des honoraires complémentaires.

Document à fournir avant le lancement de la mission. Afin de réaliser votre PPPT, différents documents et informations seront à nous fournir avant le lancement de la mission.

Informations obligatoires à fournir par bâtiment et par chauffage. Les copropriétaires, d'un bâtiment, doivent nous fournir les informations suivantes et nous aider à organiser nos futures visites, le plus des bâtiments, la typologie et surfaces de tous les logements/locataires avec coordonnées des occupants (nom, email et téléphone), le règlement de copropriété, le diagnostic technique existant (DTE), le constat de risque d'explosion au plan du CPER, le compte technique existant, Si option STD ou STD : la consommation électrique annuelle des parties communes sur 3 ans, la consommation annuelle de gaz collective sur 3 ans, les relevés de compteurs d'eau froide individuels sur 3 ans si disponible, les relevés de consommation d'eau chaude collective sur 3 ans, la copie du contrat de chauffage et suivant.

Article 1 : Les présentes clauses entrent en vigueur à compter du jour où débute la réalisation de la première mission. Les prestations prévues fin à compter de la réalisation du dernier élément de mission prévu dans le présent devis. Hors contrat conclu avec une clause de tacite reconduction.

Article 2 : ACCEO intervient à titre de conseil et ne pourra se substituer au client ni à son représentant dans les prises de décisions qui ont à exercer conformément au respect de leurs intérêts.

Article 3 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 4 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 5 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

Article 6 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 7 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 8 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 9 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

Article 10 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 11 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 12 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 13 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

Article 14 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 15 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 16 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Article 17 : Toute modification du taux de TVA, avant contrat signé, le prix TTC ci-dessus sera révisé et déduit à la fois d'une partie de la mission.

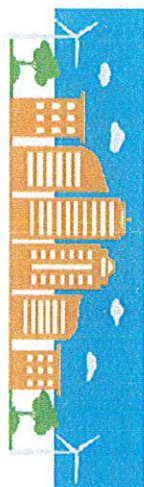
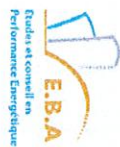
Article 18 : Les prestations, y compris les options, en application de la formule d'exécution, comprennent et la réalisation des prestations. Le retard ou la non réalisation d'ACCEO n'entraîne pas de sa part reconduction à l'application de cette indexation pour les paiements tant échus qu'à venir.

Article 19 : Le délai de la mission est porté à la connaissance du client, ou de son représentant, avant le commencement des prestations sous la forme d'un devis détaillé et comportant le descriptif des démarches prévues.

Article 20 : Dans la mesure où ACCEO serait amené dans le cadre de sa mission, à effectuer diverses demandes de renseignements d'ordre technique et/ou organisationnel (accès aux locaux) auprès des collaborateurs du Maître d'ouvrage, la présente clause acceptée par le client ou son représentant, constitue un mandat express.

Votre interlocuteur dédié : Stephanie DELISLE
06 07 28 95 94 - stephanie.delisle@accéo.eu

Devis PPPT 2024 007 446
Version 23.01.2024



PROPOSITION COMMERCIALE

Concernant les différentes prestations suivantes :

- Diagnostic de Performance Energétique Collectif (DPE)
- Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPPT)

IMMEUBLE CONCERNE
TOUR NEPTUNE
7 RUE PIERRE DE RONSARD
78200 MANTES LA JOLIE

REPRESENTE PAR
FONCIA VEXIN BOUCLÉS DE SEINE
28 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES LA JOLIE

Stéphane BETBEDER
Directeur Commercial Pôle Transition Energétique
☎ : 06.40.28.42.90
sbetbeder@batsante.fr

Jeudi 8 février 2024
Offre Edition 00

Validité de l'offre : 31-12-2024
(Sauf en cas d'évolution de la réglementation et/ou des référentiels)

[Signature et cachet]

Bon pour accord :

Date :

Conditions de paiement:
50% au démarrage de la prestation dans un délai de 30 jours à réception de facture. Le solde des 50% restant une fois la prestation réalisée dans un délai de 30 jours à réception de facture.

Ces diagnostics ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'habitations collectives mais pas aux maisons individuelles ni aux bâtiments de maisons individuelles. Un Bâtiment d'habitation collectif est un bâtiment à usage principal d'habitation regroupant plus de deux logements parcellairement ou totalement superposés selon le code de la construction et de l'habitation (Articles L111-1 à L113-20)

* PPPT : Projet de Plans Pluriannuels de Travaux (C'est le rapport avec 3 scénarios que nous réalisons) qui vous permettra de valider un PPPT

| | |
|---|-----------------------|
| PPPT Réglementaire* | |
| Avec Diagnostic de Performance Energétique (DPE) | |
| Avec Synthèse et scénarios de Projets de Plans de Travaux | |
| Nb de Lots Pcp: 72 / Nb de Bâtiments: 1 | |
| Chauffage Collectif | |
| Montant HT | Montant TTC (TVA 20%) |
| 4 128 € HT | 4 954 € TTC |
| Choix à Cocher | |

1 Conditions Tarifaires :



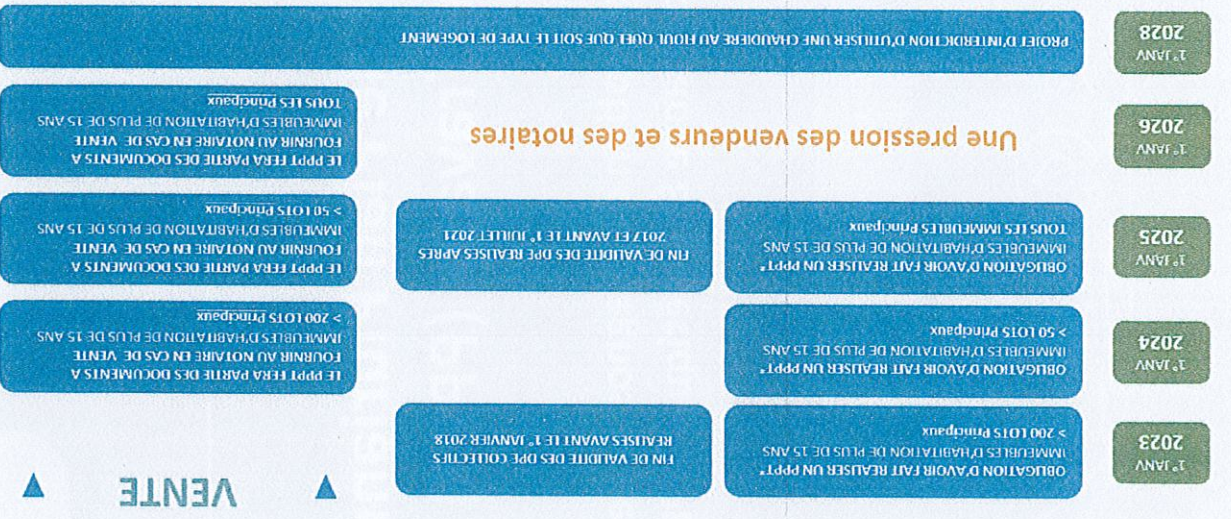
3.1 Mission d'EBA
EBA, par l'intermédiaire de son équipe d'auditeurs intervient à titre de conseil. Cette équipe ne peut se substituer au client dans la prise de décision quant aux différents travaux à mettre en œuvre. Cependant, une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) complémentaire peut vous être proposée en fin de prestation.

3.2 Sous-traitance
EBA se réserve le droit de recourir à la sous-traitance sur tout ou partie des prestations proposées. Les coordonnées des sous-traitants peuvent être communiquées après demande écrite auprès d'EBA.

3.3 Déroulement des opérations
Les interventions des auditeurs seront réalisées pendant les heures commerciales. Si certaines exécutions doivent avoir lieu en dehors de ces plages horaires et à la demande écrite du client, celles-ci feront l'objet d'une facturation en sus. Le client s'engage à nous fournir tous les éléments nécessaires à la planification et à la bonne réalisation de notre intervention via notre plateforme en ligne mise à disposition du gestionnaire.
Le planning général de la prestation sera défini à l'issue de la fourniture de l'ensemble de ces éléments.

3.4 Annulation ou résiliation
Toute proposition réputée acceptée mais annulée par le client (ou non réalisable par le prestataire du fait de la non remise par le client des documents nécessaires à sa bonne réalisation) donnera lieu à une facturation pour couvrir les dépenses engagées par le Prestataire.
Le montant dépendra du degré d'avancement de la prestation mais représentera dans tous les cas un minimum forfaitaire de 50% du montant du devis.

2 Réglementation concernant les immeubles d'habitation



Offre P2023-6844
8 février 2024
Version V0

Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPPT)

avec option de Diagnostic de
Performance Énergétique (DPE)

Proposition technique et financière



Elansym

apave

Page 2 sur 24

Vos points de contact

La présente offre est à destination de :

FONCIA VEXIN BOUCLES DE SEINE
28 Avenue de la République
78200 MANTES LA JOLIE

Représenté par :

Emeline GUICHARD
Tel : 01 30 92 18 28
emeline.guichard@fondcia.com

Elle est réalisée au nom d'Elansym, filiale du groupe Apave, par :

Corinne CARON
Chargée d'Affaires Gestion de Patrimoine Immobilier
Tel : 06 62 96 03 85
E-mail : corinne.caron@elansym.com

Et réalisée au nom d'Apave Diagnostics pour la partie DPE par :

Service commercial
Alexandra Aubinaud
Tel : 09 80 40 62 62
service.commercial@apave-diagnostics.com

Elansym

apave

Apave Diagnostics

ELANSYM | 3 Rue Paul Tavernier – 77300 Fontainebleau • Strictement confidentiel • 08/02/2024
APAVE DIAGNOSTICS | 8 rue Jean Jacques Vernaza – 13016 Marseille



Synthèse de notre proposition

La loi « Climat et Résilience » du 22 août 2021 « portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets » impose aux copropriétés de bâtiments de quinze ans et plus, composé d'un logement, de réaliser un Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPT), adossé à un Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) également obligatoire.

Nous vous proposons de réaliser ces deux prestations (le DPE en option si la copropriété n'en dispose pas à ce jour) sur la copropriété ci-dessous :

- Nom copropriété : TOUR NEPTUNE
- Adresse postale : 7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOUE
- Nombre de lots principaux : 72
- Nombre de bâtiments : 1

Notre compréhension de vos besoins

- Vous mettre à jour de la réglementation
- Vérifier l'absence de danger majeur imminent pour les personnes et les biens (structure, amiante, locaux insalubres...)
- Déclencher des pistes de diminution de la consommation énergétique
- Identifier les charges à venir dans les 10 prochaines années

La solution proposée

- Nos experts visiteront l'intégralité des parties communes de la copropriété
- Un audit complet vous est ensuite remis précisant :
 - L'état technique et énergétique du bâtiment et des équipements
 - La situation réglementaire du bâtiment, tous corps d'état et les risques liés à la santé et la sécurité des résidents
 - Tous les investissements associés

Les points à retenir

L'objectif de cette mission est de vous livrer un programme de travaux réaliste et hiérarchisé adressant tous vos enjeux.

Les constats sont visuels et portent sur la structure, le clos & couvrir, les espaces communs et les équipements techniques communes.

Il ne s'agit pas de réaliser des audits réglementaires, ni de mener des essais de performance sur les équipements.

Les points de vigilance

Il est important que nous puissions prendre connaissance de l'historique des travaux et des rapports de contrôles techniques.

si l'option de sa réalisation n'est pas retenue, le DPE doit nous être transmis en début de mission, le PPT s'adossant obligatoirement sur celui-ci.

Votre PPT

Le contexte réglementaire

Les obligations de la copropriété sont définies notamment par les textes suivants :

- La loi « Climat et Résilience » du 22 août 2021 « portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets » impose la réalisation par les copropriétés d'un Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPT),
- Le décret 2022-663 du 25/04/2022 fixant les compétences et les garanties exigées pour les personnes établissant le projet de plan pluriannuel de travaux des immeubles soumis au statut de la copropriété.

Ainsi, toute copropriété datant de plus de 15 ans, dès lors qu'elle est constituée (totalement ou partiellement) de logements, a l'obligation de faire réaliser un projet de plan pluriannuel de travaux à compter des dates suivantes :

- Le 1er janvier 2023, pour les copropriétés comprenant plus de 200 lots à usage de logements, de bureaux ou de commerces,
- Le 1er janvier 2024, pour les copropriétés comprenant un nombre de lots à usage de logements, de bureaux ou de commerces compris entre 51 et 200,
- Le 1er janvier 2025, pour les copropriétés comprenant moins de 51 lots à usage de logements, de bureaux ou de commerces.

Ce projet de plan pluriannuel de travaux comprend, à partir d'une analyse du bâti et des équipements de l'immeuble, et du diagnostic de performance énergétique :

- La liste des travaux nécessaires à :
 - La sauvegarde de l'immeuble,
 - La préservation de la santé et de la sécurité des occupants,
 - La réalisation d'économies d'énergie,
 - La réduction des émissions de CO2.
- Une estimation du niveau de performance (étiquette DPE après travaux) que les travaux mentionnés ci-dessus permettent d'attendre,
- Une estimation sommaire du coût de ces travaux et leur hiérarchisation,
- Une proposition d'échéancier pour les travaux dont la réalisation apparaît nécessaire dans les dix prochaines années.

La durée de validité du projet de plan pluriannuel de travaux est de dix ans.

Votre contexte réglementaire

La mission consiste à élaborer le Projet de Plan Pluriannuel de Travaux sur les quatre enjeux énoncés dans la loi « Climat et Résilience », à savoir :

- La sauvegarde de l'immeuble,
- La préservation de la santé et de la sécurité des occupants,
- La réalisation d'économies d'énergie,
- La réduction des émissions de CO2.

Notre restitution

- Des structures : fondations, murs et planchers,
- Du clos et du couvert : toitures (charpente, couverture, ...), étanchéité des façades, menuiseries extérieures

- Pour les équipements techniques communs, notre analyse s'appuie sur les éventuels contrôles périodiques réglementaire (par ex. : la quinquennale des ascenseurs) et sur les contrats de maintenance existants.

Pour la santé et la sécurité des résidents

Il est à noter qu'à ce jour, la définition des missions couvrant les domaines de la santé et de la sécurité des résidents n'est pas établie par le corpus législatif.

Nous vous livrons ci-dessous notre méthodologie qui correspond à notre interprétation de ce corpus. Notre méthodologie et nos tarifs pourraient être amenés à évoluer en fonction de la parution d'éventuels textes à venir précisant cette mission.

L'analyse propre à la sécurité et santé des occupants consistera en une analyse réglementaire des documents suivants (maintient en état de fonctionnement des installations) :

- En fonction des analyses menées, nous pouvons vous recommander la réalisation d'actions et/ou de travaux.

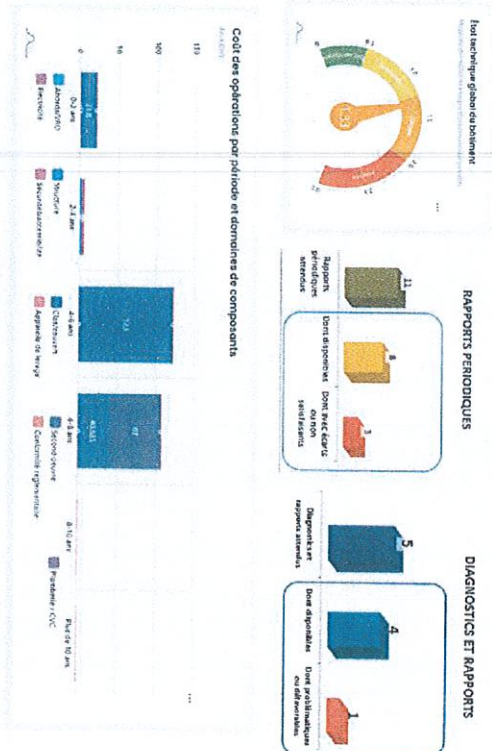
L'analyse des actions et travaux à mener pour réaliser des économies d'énergie et réduire les émissions de CO₂ se base sur le Diagnostic de Performance Énergétique (DPE). Les préconisations issues dudit DPE sont intégrées dans le PPT.

Elansym

| ITEM NO. | COMPONENT | REVISION NO. COMPONENT | NAME OF COMPONENT | UNIT | QTY | UNIT PRICE | TOTAL PRICE | DATE | REMARKS |
|----------|-----------|------------------------|-------------------|---------|---------|------------|-------------|---------|---------|
| 1 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 2 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 3 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| 4 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| 5 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| 6 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 7 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 |
| 8 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 |
| 9 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 |
| 10 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| 11 | 11.000 | 11.000 | 11.000 | 11.000 | 11.000 | 11.000 | 11.000 | 11.000 | 11.000 |
| 12 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| 13 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 |
| 14 | 14.000 | 14.000 | 14.000 | 14.000 | 14.000 | 14.000 | 14.000 | 14.000 | 14.000 |
| 15 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| 16 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 |
| 17 | 17.000 | 17.000 | 17.000 | 17.000 | 17.000 | 17.000 | 17.000 | 17.000 | 17.000 |
| 18 | 18.000 | 18.000 | 18.000 | 18.000 | 18.000 | 18.000 | 18.000 | 18.000 | 18.000 |
| 19 | 19.000 | 19.000 | 19.000 | 19.000 | 19.000 | 19.000 | 19.000 | 19.000 | 19.000 |
| 20 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 21 | 21.000 | 21.000 | 21.000 | 21.000 | 21.000 | 21.000 | 21.000 | 21.000 | 21.000 |
| 22 | 22.000 | 22.000 | 22.000 | 22.000 | 22.000 | 22.000 | 22.000 | 22.000 | 22.000 |
| 23 | 23.000 | 23.000 | 23.000 | 23.000 | 23.000 | 23.000 | 23.000 | 23.000 | 23.000 |
| 24 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 |
| 25 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 |
| 26 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 |
| 27 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 27.000 |
| 28 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 |
| 29 | 29.000 | 29.000 | 29.000 | 29.000 | 29.000 | 29.000 | 29.000 | 29.000 | 29.000 |
| 30 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 |
| 31 | 31.000 | 31.000 | 31.000 | 31.000 | 31.000 | 31.000 | 31.000 | 31.000 | 31.000 |
| 32 | 32.000 | 32.000 | 32.000 | 32.000 | 32.000 | 32.000 | 32.000 | 32.000 | 32.000 |
| 33 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 |
| 34 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 |
| 35 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 |
| 36 | 36.000 | 36.000 | 36.000 | 36.000 | 36.000 | 36.000 | 36.000 | 36.000 | 36.000 |
| 37 | 37.000 | 37.000 | 37.000 | 37.000 | 37.000 | 37.000 | 37.000 | 37.000 | 37.000 |
| 38 | 38.000 | 38.000 | 38.000 | 38.000 | 38.000 | 38.000 | 38.000 | 38.000 | 38.000 |
| 39 | 39.000 | 39.000 | 39.000 | 39.000 | 39.000 | 39.000 | 39.000 | 39.000 | 39.000 |
| 40 | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 |
| 41 | 41.000 | 41.000 | 41.000 | 41.000 | 41.000 | 41.000 | 41.000 | 41.000 | 41.000 |
| 42 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 42.000 |
| 43 | 43.000 | 43.000 | 43.000 | 43.000 | 43.000 | 43.000 | 43.000 | 43.000 | 43.000 |
| 44 | 44.000 | 44.000 | 44.000 | 44.000 | 44.000 | 44.000 | 44.000 | 44.000 | 44.000 |
| 45 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 |
| 46 | 46.000 | 46.000 | 46.000 | 46.000 | 46.000 | 46.000 | 46.000 | 46.000 | 46.000 |
| 47 | 47.000 | 47.000 | 47.000 | 47.000 | 47.000 | 47.000 | 47.000 | 47.000 | 47.000 |
| 48 | 48.000 | 48.000 | 48.000 | 48.000 | 48.000 | 48.000 | 48.000 | 48.000 | 48.000 |
| 49 | 49.000 | 49.000 | 49.000 | 49.000 | 49.000 | 49.000 | 49.000 | 49.000 | 49.000 |
| 50 | 50.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 |
| 51 | 51.000 | 51.000 | 51.000 | 51.000 | 51.000 | 51.000 | 51.000 | 51.000 | 51.000 |
| 52 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 |
| 53 | 53.000 | 53.000 | 53.000 | 53.000 | 53.000 | 53.000 | 53.000 | 53.000 | 53.000 |
| 54 | 54.000 | 54.000 | 54.000 | 54.000 | 54.000 | 54.000 | 54.000 | 54.000 | 54.000 |
| 55 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 |
| 56 | 56.000 | 56.000 | 56.000 | 56.000 | 56.000 | 56.000 | 56.000 | 56.000 | 56.000 |
| 57 | 57.000 | 57.000 | 57.000 | 57.000 | 57.000 | 57.000 | 57.000 | 57.000 | 57.000 |
| 58 | 58.000 | 58.000 | 58.000 | 58.000 | 58.000 | 58.000 | 58.000 | 58.000 | 58.000 |
| 59 | 59.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 |
| 60 | 60.000 | 60.000 | 60.000 | 60.000 | 60.000 | 60.000 | 60.000 | 60.000 | 60.000 |
| 61 | 61.000 | 61.000 | 61.000 | 61.000 | 61.000 | 61.000 | 61.000 | 61.000 | 61.000 |
| 62 | 62.000 | 62.000 | 62.000 | 62.000 | 62.000 | 62.000 | 62.000 | 62.000 | 62.000 |
| 63 | 63.000 | 63.000 | 63.000 | 63.000 | 63.000 | 63.000 | 63.000 | 63.000 | 63.000 |
| 64 | 64.000 | 64.000 | 64.000 | 64.000 | 64.000 | 64.000 | 64.000 | 64.000 | 64.000 |
| 65 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| 66 | 66.000 | 66.000 | 66.000 | 66.000 | 66.000 | 66.000 | 66.000 | 66.000 | 66.000 |
| 67 | 67.000 | 67.000 | 67.000 | 67.000 | 67.000 | 67.000 | 67.000 | 67.000 | 67.000 |
| 68 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 |
| 69 | 69.000 | 69.000 | 69.000 | 69.000 | 69.000 | 69.000 | 69.000 | 69.000 | 69.000 |
| 70 | 70.000 | 70.000 | 70.000 | 70.000 | 70.000 | 70.000 | 70.000 | 70.000 | 70.000 |
| 71 | 71.000 | 71.000 | 71.000 | 71.000 | 71.000 | 71.000 | 71.000 | 71.000 | 71.000 |
| 72 | 72.000 | 72.000 | 72.000 | 72.000 | 72.000 | 72.000 | 72.000 | 72.000 | 72.000 |
| 73 | 73.000 | 73.000 | 73.000 | 73.000 | 73.000 | 73.000 | 73.000 | 73.000 | 73.000 |
| 74 | 74.000 | 74.000 | 74.000 | 74.000 | 74.000 | 74.000 | 74.000 | 74.000 | 74.000 |
| 75 | 75.000 | 75.000 | 75.000 | 75.000 | 75.000 | 75.000 | 75.000 | 75.000 | 75.000 |
| 76 | 76.000 | 76.000 | 76.000 | 76.000 | 76.000 | 76.000 | 76.000 | 76.000 | 76.000 |
| 77 | 77.000 | 77.000 | 77.000 | 77.000 | 77.000 | 77.000 | 77.000 | 77.000 | 77.000 |
| 78 | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 78.000 |
| 79 | 79.000 | 79.000 | 79.000 | 79.000 | 79.000 | 79.000 | 79.000 | 79.000 | 79.000 |
| 80 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 |
| 81 | 81.000 | 81.000 | 81.000 | 81.000 | 81.000 | 81.000 | 81.000 | 81.000 | 81.000 |
| 82 | 82.000 | 82.000 | 82.000 | 82.000 | 82.000 | 82.000 | 82.000 | 82.000 | 82.000 |
| 83 | 83.000 | 83.000 | 83.000 | 83.000 | 83.000 | 83.000 | 83.000 | 83.000 | 83.000 |
| 84 | 84.000 | 84.000 | 84.000 | 84.000 | 84.000 | 84.000 | 84.000 | 84.000 | 84.000 |
| 85 | 85.000 | 85.000 | 85.000 | 85.000 | 85.000 | 85.000 | 85.000 | 85.000 | 85.000 |
| 86 | 86.000 | 86.000 | 86.000 | 86.000 | 86.000 | 86.000 | 86.000 | 86.000 | 86.000 |
| 87 | 87.000 | 87.000 | 87.000 | 87.000 | 87.000 | 87.000 | 87.000 | 87.000 | 87.000 |
| 88 | 88.000 | 88.000 | 88.000 | 88.000 | 88.000 | 88.000 | 88.000 | 88.000 | 88.000 |
| 89 | 89.000 | 89.000 | 89.000 | 89.000 | 89.000 | 89.000 | 89.000 | 89.000 | 89.000 |
| 90 | 90.000 | 90.000 | 90.000 | 90.000 | 90.000 | 90.000 | 90.000 | 90.000 | 90.000 |
| 91 | 91.000 | 91.000 | 91.000 | 91.000 | 91.000 | 91.000 | 91.000 | 91.000 | 91.000 |
| 92 | 92.000 | 92.000 | 92.000 | 92.000 | 92.000 | 92.000 | 92.000 | 92.000 | 92.000 |
| 93 | 93.000 | 93.000 | 93.000 | 93.000 | 93.000 | 93.000 | 93.000 | 93.000 | 93.000 |
| 94 | 94.000 | 94.000 | 94.000 | 94.000 | 94.000 | 94.000 | 94.000 | 94.000 | 94.000 |
| 95 | 95.000 | 95.000 | 95.000 | 95.000 | 95.000 | 95.000 | 95.000 | 95.000 | 95.000 |
| 96 | 96.000 | 96.000 | 96.000 | 96.000 | 96.000 | 96.000 | 96.000 | 96.000 | 96.000 |
| 97 | 97.000 | 97.000 | 97.000 | 97.000 | 97.000 | 97.000 | 97.000 | 97.000 | 97.000 |
| 98 | 98.000 | 98.000 | 98.000 | 98.000 | 98.000 | 98.000 | 98.000 | 98.000 | 98.000 |
| 99 | 99.000 | 99.000 | 99.000 | 99.000 | 99.000 | 99.000 | 99.000 | 99.000 | 99.000 |
| 100 | 100.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 |

Les travaux pour la sauvegarde l'immeuble, pour la santé et la sécurité des résidents et pour l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment sont différenciés.

Des indicateurs restituent l'état général de la copropriété sur son état de conservation, sur la programmation financière et sur les documents à disposition.



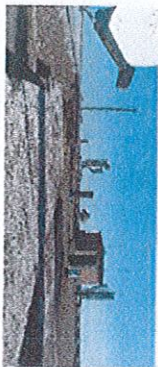
Enfin, chaque préconisation de travaux fait l'objet d'une fiche récapitulative avec un reportage photographique associé :

REPORTAGE PHOTO - COMPOSANT N°2207

| DESCRIPTION DU COMPOSANT | DOMAINE TECHNIQUE |
|--------------------------|----------------------------|
| SOUS DOMAINE TECHNIQUE | ETANCHÉITE - AUTO PROTEGÉE |
| NOM DU COMPOSANT | ETANCHÉITE - AUTO PROTEGÉE |

| DESCRIPTION DE L'ETAT DU COMPOSANT | | | |
|---|------------------------------------|--------------------------------|-----------------|
| DESCRIPTION DETAILLEE DU COMPOSANT | | | |
| Couverture auto-protégée, avec présence de végétation et fuites de pluie. | | | |
| DESCRIPTION DETAILLEE DE SON ETAT | | | |
| Etanchéité totale: prévoir des travaux à court terme sur la toiture principale (incluant le restaurant du terrain d'essai). | | | |
| Durée de validité théorique | Année de construction / rénovation | Date théorique de remplacement | Etat de vétusté |
| 35 | 1980 | 2024 | Etat moyen |

| Nature des actions correctives à entreprendre et estimation | |
|---|--|
| NATURE DES ACTIONS CORRECTIVES A ENTREPRENDRE | AC - Aménagement et/ou confort sur la toiture principale (incluant le restaurant). |
| ESTIMATION HORS TAXES DES ACTIONS CORRECTIVES | 54000 C |



IMG_20230626_092417.jpg



etanchéité en RdC



Entretien à mener



Etanchéité dernier niveau

Votre DPE (option)

Le DPE renseigne sur la performance énergétique d'un bien, en évaluant sa consommation énergétique et son impact en termes d'émission de gaz à effet de serre. Il s'inscrit dans le cadre de la politique énergétique définie au niveau européen afin de réduire la consommation énergétique des bâtiments et de limiter leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le DPE est proposé en option complémentaire au PPT. Si le DPE n'est pas souhaité, vous devrez nous transmettre un DPE réalisé par vos soins pour nous permettre de compléter le PPT conformément à la réglementation.

La prestation de réalisation du DPE est réalisée par Apave Diagnostics. La commande du DPE devra donc être directement transmise à Apave Diagnostics.

Référentiel réglementaire

Les obligations de la copropriété sont définies notamment par les textes suivants :

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 et Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Articles L134-1 à L134-5 du Code de la Construction et de l'Habitation),
- Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006 du code de la construction et de l'habitation (partie législative relatif au diagnostic de performance énergétique dans certains bâtiments),
- Décret n° 2008-1175 du 13 novembre 2008 relatif aux durées de validité des documents constituant le dossier de diagnostic technique et modifiant le code de la construction et de l'habitation,
- Décret n° 2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L.271-6 du code de la construction et de l'habitation,
- Décret n° 2012-1342 du 3 décembre 2012 relatif aux Diagnostics de Performance Énergétiques pour les bâtiments équipés d'une installation collective de chauffage ou de refroidissement et aux travaux d'économies d'énergie dans les immeubles en copropriété,
- Décret du 30 juillet 2013 relatif à la réalisation et à l'affichage du Diagnostic de Performance Énergétique dans les bâtiments accueillant des établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie. Abaissement du seuil de 1000 m² à 250 m²,
- Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine,
- Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 3 mai 2007 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants à usage principal d'habitation proposés en location en France métropolitaine,
- Arrêté du 21 septembre 2007 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine,
- Arrêté du 7 décembre 2007 relatif à l'affichage du diagnostic de performance énergétique dans les bâtiments publics en France métropolitaine,
- Arrêté du 08 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Arrêté du 18 avril 2012 relatif au Diagnostic de Performance Énergétique pour les centres commerciaux existants proposés à la vente ou à la location en France Métropolitaine,

- Arrêté du 17 octobre 2012 modifiant la méthode de calcul 3CL-DPE introduite par l'arrêté du 9 novembre 2006.
 - Arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation en France métropolitaine, applicable au 1er juillet 2021.
- La réforme du nouveau DPE dit « DPE Immeuble » ou « DPE bâtiment » est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021. Tous les DPE doivent maintenant être réalisés suivant cette nouvelle mouture. Tout DPE est valable 10 ans à compter de sa date d'émission.

Contenu de notre mission

La prestation comprend une visite sur site, y compris la visite des appartements nécessaires pour avoir l'échantillonnage conditionnant la validité du DPE (cf. plus bas). Les pièces à fournir avant la visite sont précisées à la page suivante

La prise de rendez-vous avec les occupants est à la charge du Syndic ou de son représentant et se fait sur une même journée. Toute visite supplémentaire fera l'objet d'une facturation complémentaire.

Suite à notre visite, nous vous livrons un rapport précisant :

- L'identification et les caractéristiques pertinentes du bâtiment ou des locaux, objet du diagnostic,
- L'indication de la quantité annuelle d'énergie consommée ou estimée,
- Le classement du bâtiment en fonction de la quantité annuelle d'énergie en application de l'échelle de référence réglementaire,
- Le classement du bâtiment en fonction de la quantité annuelle de gaz à effet de serre en application de l'échelle de référence réglementaire,
- Des recommandations techniques qui permettront au propriétaire de repérer les travaux les plus efficaces pour économiser l'énergie.

La méthode d'élaboration du DPE se fera par :

- Pour les logements : méthode 3CL :
- Pour les locaux d'activité (commerces et bureaux) : méthode sur factures
- Pour les bâtiments neufs : synthèse de l'étude thermique

Le rapport de Diagnostic de Performance Énergétique est établi selon le modèle indiqué dans les textes réglementaires précités.

La règle d'échantillonnage retenue sur la base du guide diagnostiqueurs DPE logement, octobre 2021 3 v2 est la suivante :






















- Bâtiments de 0 à 30 logements : 1 appartement par typologie, par type de plancher bas, 1 par niveau intermédiaire et 1 par type de plancher haut
- Bâtiment de 31 à 100 logements : même règle avec au moins 10% des logements visités
- Bâtiment avec plus de 100 logements par bâtiment : même règle avec au moins 10 logements et au moins 5% visites

Le nombre de logements à visiter dans chaque bâtiment vous sera communiqué en début de prestation.

Pour mémoire, la réalisation du DPE est réalisée par Apave Diagnostics, filiale du groupe Apave. Apave Diagnostics est référencée au même titre qu'Elansym auprès de Foncia.

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les éléments indispensables à nous remettre pour mener à bien notre mission DPE:

⚠ Ces documents conditionnent l'étiquette énergétique finale. En l'absence de ces éléments, des données par défaut seront utilisées, celles-ci dégraderont négativement vos consommations énergétiques.

| Documents indispensables à fournir | |
|---|---|
|  Adresse complète | ✓ |
|  Nombre de bâtiment | ✓ |
|  Numéro appartement | ✓ |
|  Coordonnées propriétaire/locataire | ✓ |
|  Coordonnées propriétaire des installations communes ou syndic | ✓ |
|  Plans de la maison, de l'appartement, de l'immeuble | ✓ |
|  Année de construction du bien (impôt, acte notarié, ...) | ✓ |
|  Surface habitable de la maison individuelle | ✓ |
|  Surface habitable de l'immeuble, et de tous les appartements * | ✓ |
|  Descriptif des installations collectives et/ou individuelles de l'immeuble et leur mode de gestion | ✓ |
| Documents à fournir (si disponibles) | |
|  Étude thermique initiale ou DPE réalisé pour un bâtiment neuf, se basant sur les résultats de l'étude thermique réglementaire | ✓ |
|  Documents annexes à un ancien DPE | ✓ |
|  Déclaration préalable de travaux de rénovation | ✓ |
|  Diagnostic thermique du bien | ✓ |
|  Justificatifs d'entretien ou de maintenance des installations | ✓ |
|  Justificatif crédit d'impôt ou prime de transition énergétique | ✓ |
|  Factures pouvant justifier des travaux entrepris | ✓ |
|  Documents techniques des matériaux installés s'ils sont joignables au bien (via une facture associée, ...) | ✓ |
|  Photographies de travaux d'isolation permettant d'identifier le bien et la paroi concernée | ✓ |
|  Rapport mentionnant la composition des parois, obtenue par sondage | ✓ |
|  Rapport de mesure de perméabilité à l'air, de moins de 2 ans | ✓ |

Votre scénario MaPrimeRenov' (option)

Sur la base du DPE et du PPPT, un scénario de rénovation globale du bâtiment peut être réalisé. Ce scénario consiste à identifier dans le PPPT les actions à mener sur la copropriété (bâti et équipements techniques) pour améliorer la performance énergétique et d'usage du bâtiment.

Le scénario doit viser un objectif d'économies de -35% sur les consommations énergétiques, ouvrant la voie pour la copropriété à une demande de subvention auprès de MaPrime Renov. Ces économies sont estimées sur la base de données générales estimant les économies d'énergie lorsqu'une partie du bâtiment est correctement isolée, ou si un équipement est remplacé par un autre plus performant.

Votre DTG (option)

Sur la base du PPPT, un DTG pourra être élaboré sur la base de la réglementation en vigueur. Pour cela, l'ensemble des contrôles périodiques, diagnostics et contrats de maintenance de la copropriété seront demandés à Foncia.

Votre audit énergétique (option)

Référentiel réglementaire

Le référentiel réglementaire s'appliquant à la réalisation d'un audit énergétique d'une copropriété est le suivant :

- Décret n° 2012-111 du 27 janvier 2012 relatif à l'obligation de réalisation d'un audit énergétique pour les bâtiments à usage principal d'habitation en copropriété de cinquante lots ou plus et à la réglementation thermique des bâtiments neufs,
- Arrêté du 28 février 2013 portant sur le contenu et les modalités de réalisation d'un audit énergétique,
- Recommandations de l'ADEME en vigueur au jour de la signature du contrat,
- Arrêté du 7 décembre 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants,
- Décret N°2007-363 du 19/03/2007 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants lorsqu'ils font l'objet de travaux importants ou non, modifiant le Code de la Construction et de l'habitation Art R.131-25 à R.131-30 ;
- Arrêté du 3 mai 2007, modifié par l'arrêté du 22 Mars 2017
- Arrêté ministériel du 13/06/2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments de surface supérieure à 1.000 m² lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants (Méthode de calcul THCe),
- Norme NF EN 12831,
- Guides AICVF,
- Règles de l'art.

Contenu de notre mission

Les pièces à fournir avant la visite sont :

- Les plans,
- La liste des travaux effectués et leur date d'exécution,
- Les factures énergétiques (gaz, électricité, chauffage urbain, fioul,...) sur les trois dernières années,
- Les caractéristiques du contrat de maintenance,
- Toute information relative à l'isolation ou aux équipements techniques.

La prestation comprend :

- Une visite de la copropriété (logements suivant échantillonnage défini dans l'arrêté d'application, locaux techniques),
- Analyse et modélisation des bâtiments grâce à l'outil CLIMAUDIT,
- Rédaction d'un rapport présentant des scénarii d'économie d'énergie,
- Présentation aux membres du syndic.

Présentation en réunion (option)

Le PPPT et, le cas échéant, le DPE associé, peuvent être présentés en réunion :

- Au syndic de la copropriété (réunion de 2h),
- Au conseil syndical de la copropriété (présence durant 3h),
- À l'assemblée générale de la copropriété (présence durant 2h).

Une unique réunion de restitution est prévue dans le contrat, auprès soit du syndic, du CS ou de l'AG. Le client peut solliciter une réunion supplémentaire aux tarifs présentés plus bas.

Limites d'intervention

La prestation technique objet de la présente mission est réalisée à partir d'investigations du bien ou de l'ouvrage sur les seules parties visibles et accessibles sans équipement particulier, lors de la visite du site. En outre, sauf avis contraire clairement stipulé dans la présente offre, ne sont pas compris :

- Les moyens d'accès en hauteur tel que nacelles, échafaudages, etc...
- Les moyens ou outillages non précisés au présent contrat

Dans le cadre de notre intervention, et notamment pour atteindre l'objectif de préserver la santé et la sécurité des résidents, les prestations suivantes sont exclues de notre mission :

- Mise à jour des DTA et CREPS (devis sur demande),
- Mise à jour des contrôles périodiques existants (devis sur demande),
- Audits propres à la vétusté des balcons et des garde-corps (devis sur demande),
- Toutes missions de maîtrise d'œuvre,
- Ouverture et dépôt en ligne des dossiers MaPrimeRenov (à la charge des copropriétés),
- Élaboration d'un dossier de financement et estimations des aides individuelles de MaPrimeRenov.

En cas de difficultés d'exécution non imputables à ELANSYM et/ou à ses sous-traitants, nécessitant un déplacement ou intervention complémentaire non prévus dans la planification des interventions, un complément de facturation sera exigible. Les conditions de ces éventuels déplacements, visites et réunions complémentaires sont spécifiées dans les conditions générales jointes au contrat.

Limites de notre mission

La prestation technique ELANSYM et de son éventuel sous-traitant présente un caractère limité et ne saurait être considéré comme un constat exhaustif de l'état du bien immobilier concerné.

Lorsque les prestations comportent un aspect documentaire, ELANSYM (et Apave Diagnostics le cas échéant) ne portent pas d'appréciation sur la valeur technique des documents remis qui sont réputés exacts, ni sur les vérifications, contrôle et analyses ayant conduit à l'établissement de ces documents qui sont réputés satisfaire aux exigences qui leur sont applicables.

Le rapport édité, à l'issue de la mission, ne peut être utilisé, hors de son contexte, soit partiellement ou intégralement, il ne peut être utilisé pour des structures semblables. Toute utilisation du rapport partiellement ou intégralement dans un contexte différent de celui dans lequel il a été réalisé ne saurait engager la responsabilité d'ELANSYM (ni d'Apave Diagnostic le cas échéant). En particulier, toute communication, transfert ou utilisation de ce diagnostic par un tiers entendant se prévaloir de ses termes est expressément soumis à l'accord écrit d'ELANSYM (et d'Apave Diagnostic le cas échéant) qui se réserve la possibilité de s'y opposer ou de soumettre son acceptation à un complément de rémunération.

Le rapport émis par ELANSYM (et Apave Diagnostic le cas échéant), dans le cadre de la présente prestation, ne peut être assimilé à une expertise au sens juridique du terme.



Conditions de réalisation

Le client doit fournir à ELANSYM (et à Apave Diagnostic le cas échéant), au début de la mission, le descriptif des installations concernées, la quantité annuelle d'énergie consommée ou prévisionnelle avec ses modalités de calcul pour les dispositifs collectifs, les plans et surfaces des bâtiments, les factures des énergies disponibles, toutes études déjà réalisées (pré-diagnostic ADEME, plans de comptage permettant d'apprécier les consommations de procédés industriels, schémas correspondants, synthèse étude thermique, fichiers xml).

La mission comprend deux visites successives sur site :

- Une première pour l'élaboration du DPE, réalisée par un thermicien spécialiste du bâtiment
 - Une deuxième pour l'élaboration du PPPT, réalisée par un ingénieur tout corps d'état du bâtiment
- La prise de rendez-vous avec les occupants pour le DPE est à votre charge. Ces rendez-vous seront tous pris sur la même journée.

Le client prend toutes dispositions nécessaires pour permettre l'accès au site des intervenants ELANSYM et/ou Apave Diagnostics dans les conditions normales de sécurité.

La deuxième visite est réalisée une fois seulement le DPE finalisé et transmis au client.

Délais de réalisation

A convenir à réception de votre accord et du présent document renseigné et signé.

Destination et montant de la mission

La mission consiste à réaliser un Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPPT) assorti d'options sur la copropriété ci-dessous :

- Nom copropriété : TOUR NEPTUNE
- Adresse postale : 7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE
- Nombre de lots principaux : 72
- Nombre de bâtiments : 1

Les prestations retenues par le client et les montants associés sont les suivants :

Cocher la ou les cases
des items commandés

| | | |
|--|--------------|--------------------------|
| PPPT sans scénario MaPrime Renov : | | |
| Réalisation du PPPT : | 2800 HT | <input type="checkbox"/> |
| Réalisation du DPE* : | 2875,00 € HT | <input type="checkbox"/> |
| PPPT avec scénario MaPrime Renov : | | |
| Réalisation du PPPT : | 4250,00 € HT | <input type="checkbox"/> |
| Réalisation du DPE* : | 2875,00 € HT | <input type="checkbox"/> |
| Options supplémentaires : | | |
| Réalisation du DTG | 2400,00 € HT | <input type="checkbox"/> |
| Réalisation d'un audit énergétique : | 3200,00 € HT | <input type="checkbox"/> |
| Réunion supplémentaire de présentation du PPPT : | 450,00 € HT | <input type="checkbox"/> |
| Réunion supplémentaire de présentation du DPE : | 800,00 € HT | <input type="checkbox"/> |

* Le client s'engage en signant cette offre à accepter la sous-traitance du DPE à Apave Diagnostics, et à procéder sur émission du livrable et de la facture associée au paiement direct d'Apave Diagnostics.

Ces montants s'entendent :

- Frais de déplacement compris (dans les limites de la prestation définie ci-avant)
- TVA en sus au taux actuellement en vigueur.
- Prix variables pour une intervention les jours ouvrés de 8h00 à 18h00. Toute intervention en dehors de ces plages fera l'objet d'une facturation supplémentaire.

Ces honoraires sont assujettis à la TVA en vigueur. Ils sont revalorisés à minima selon l'indice ICHT-N de la manière suivante : $P = Po \times I / Io$ avec :

- P : prix actualisé à la date de la facture
- Po : prix de base à la date du contrat
- I : indice ICHT- N à la date de la facture
- Io : indice ICHT- N à la date du contrat

Les demandes complémentaires ponctuelles seront facturées par vacations forfaitaires par intervenant sur la base de :

- Vacation d'une demi-journée : 500,00 € HT
- Vacation d'une journée : 900,00 € HT

Ces tarifs de vacation s'appliquent également pour toute visite supplémentaire. Pour mémoire, la visite des appartements identifiés lors de l'échantillonnage conditionne la validité du DPE, elle doit donc obligatoirement avoir lieu.

Toute annulation de l'intervention in situ à la demande ou du fait du client fera l'objet d'une facturation correspondante aux frais engagés.

Toute intervention supplémentaire pour installation inaccessible du fait du donneur d'ordre fera l'objet d'une facturation supplémentaire.

Vous souhaitez valider votre commande ?

Les factures seront présentées selon les dispositions suivantes :

- 30% à la commande
- Le montant du DPE à la remise du DPE
- Le solde à la remise du PPPT

Elles sont payables 30 jours à réception de facture, net et sans escompte, de préférence par virement bancaire.

| | |
|-----------------------------|---------|
| ADRESSE DU CLIENT | |
| Raison Sociale : | Fax : |
| Tel. : | |
| Adresse : | Ville : |
| Code postal : | MAF : |
| SIRET : | |
| ADRESSE DE FACTURATION | |
| Raison Sociale : | |
| Adresse : | Ville : |
| Code postal : | |
| SIRET : | MAF : |
| N° TVA intracommunautaire : | |

Le client déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales de Vente et d'intervention omexées et les accepte expressément. Pour accord, vous voudrez bien nous retourner ce document ou un bon de commande reprenant ses références. En cas de contradiction, les conditions spéciales et particulières du présent contrat priment sur tout autre document. La prestation ne pourra être entreprise que lorsque le client aura avisé Elansym de la disponibilité de l'installation ou du matériel.

Le présent contrat a été émis en un exemplaire original par ELANSYM et Apave Diagnostics.

Pour concrétiser votre accord, vous devez nous retourner un exemplaire du présent contrat au format PDF par voie électronique, daté et signé.

CLIENT :

ELANSYM

Nom :

Chargé d'affaires : Corinne CARON

Date et signature :

Date et signature :

Cachet commercial de la Société

On vous présente Elansym plus en détail ?

Elansym, un bureau d'étude à taille humaine et en pleine croissance

Filiale du groupe Apave, Elansym réalise des prestations d'audit technique et énergétique sur tous types d'ouvrages, avec préconisations techniques chiffrées réalisées par des experts.

Nos ingénieurs vous aident ainsi à construire une stratégie efficace de gestion de votre bâtiment, partout en France, pour en garantir le maintien en conditions opérationnelles et améliorer la performance énergétique.

| | | | |
|------------------------------------|------------------------------------|----------------------------|------------------------|
| 920 | 6 | 7 300 | 25% |
| Clients en France et International | Millions de m ² audités | Actifs immobiliers audités | de croissance annuelle |

**RECONNU
GARANT
ENVIRONNEMENT
RGE**

Label RGE

Elansym a été reconnu « garant de l'environnement » selon le référentiel LNE pour le domaine "Audits Énergétiques - Bâtiments" (certificat n° 35569-2).

ANNEXE – CGV

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les présentes conditions générales définissent les conditions générales d'intervention et de vente d'Elansym. Des conditions particulières et éventuellement des annexes techniques, jointes à l'offre ou au contrat, viennent compléter le présent document. En cas de conflit, contradiction ou incompatibilité entre les conditions générales et les conditions particulières, les conditions particulières prévaudront sur les conditions générales sur ces seuls points de divergence. Les missions d'Elansym sont définies dans les offres, contrats ou conventions conclus avec le client, dont les présentes conditions générales font partie intégrante.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CLIENT

Elansym intervient à la demande du client. Il appartient au client de prendre toutes dispositions en vue du bon déroulement de l'intervention d'Elansym et notamment :

- En matière d'hygiène et sécurité, le client doit se conformer à la réglementation en vigueur, notamment celle relative à l'intervention d'une entreprise extérieure
- Nommer une personne qualifiée (disposant également des habilitations requises, en tant que de besoin) pour accompagner l'intervenant Elansym à la demande de celle-ci
- Assurer la direction des opérations nécessaires à l'intervention et conduire les installations
- Fournir les moyens d'accès aux équipements et installations objets de l'intervention
- Fournir tous les documents techniques relatifs aux équipements et installations objets de la mission
- Fournir toutes informations sur les modifications, incidents, survenus sur les matériels et installations objets de la mission
- Respecter, selon les domaines d'intervention, les prescriptions particulières indiquées dans les annexes de l'offre
- D'une manière générale, procurer les facilités suffisantes permettant à l'intervenant Elansym d'accomplir efficacement son intervention, sans perdre de temps et dans les conditions normales de sécurité

Sauf mention contraire, le rapport est envoyé sous la forme d'un fichier PDF par courrier électronique. Le client reconnaît la validité et la force probante de ce fichier. Toutes les précautions devront être prises par le client pour que ce courrier puisse être reçu dans de bonnes conditions (avertissement en cas de changement de destinataire ou d'adresse, antispoam...).

Quand l'intervention donne lieu à un rapport écrit et/ou au visa des registres réglementaires hors de l'intervention, la conservation des rapports, comptes rendus et autres documents incombe au client, sauf obligation contraire imposée par la réglementation.

Le client n'ayant pas reçu un rapport dans un délai fixé par la réglementation ou, à défaut, dans un délai de 5 semaines après la date convenue, doit en faire la réclamation à Elansym, par tout moyen apportant la preuve de cette réclamation. En l'absence d'une telle réclamation, le client est réputé avoir reçu le rapport.

De manière générale, Elansym a vocation à exécuter elle-même les interventions qui lui sont confiées. Elle se réserve toutefois la possibilité d'en sous-traiter tout ou partie sous son entière responsabilité dans la mesure où la réglementation ne l'interdit pas.

ARTICLE 3 - PRIX ET FACTURATION

Sauf conditions particulières expressées, les prix s'entendent hors taxes, en euros, et sont soit

- Ceux correspondant aux barèmes en vigueur à la date de la prestation

- Ceux négociés entre les parties dans le cadre d'un devis accepté, pour chaque prestation ils sont établis en fonction des éléments fournis par le client et figurant sur une proposition soumise à son acceptation.
- Toute intervention hors des heures ouvrées - c'est à dire non comprise entre 8h et 17h - de nuit, le dimanche, un jour férié ou en urgence, fera l'objet d'une majoration de prix suivante :
 - 50% de nuit
 - 25% le samedi
 - 100% le dimanche et les jours fériés
 - 40% en urgence (c'est à dire si le délai entre la réception de la demande du client et le début de l'intervention est inférieur à 48h)

Par ailleurs, un montant supplémentaire peut être facturé dans les cas suivants :

- 70€ par heure d'attente pour procéder à la réalisation de la prestation
 - 20% du montant initial de la prestation en cas d'absence d'accompagnement
- Tout aléa dans l'exécution de la mission du fait du client entraînant une augmentation de la durée de la mission fera l'objet d'une facturation complémentaire de 350 € HT par demi-journée.

Toute annulation d'intervention moins de 3 jours avant la date prévue, à la demande ou du fait du client, donnera lieu à une facturation de 350€ HT.

Si, de plus, l'intervenant Elansym a effectué un déplacement, les frais correspondants seront facturés en sus, le barème correspondant étant à la disposition du client sur demande.

Les factures sont émises suivant les conditions prévues au contrat :

- facture provisionnelle émise en début d'année avec décompte définitif après la réalisation de l'intervention,
- ou facture après travaux pour les missions de courte durée,
- ou facture d'acompte au fur et à mesure de l'avancement des travaux avec décompte définitif après la réalisation des travaux

Elansym se réserve la possibilité de résilier de plein droit un contrat en cas de non-paiement de sa rémunération après l'envoi de la mise en demeure par lettre recommandée avec AR demeurée infructueuse. Si le client demande une modification ultérieure du contenu de la prestation, il en avisera Elansym par écrit. Tout changement de nature à modifier de façon sensible la durée et la teneur des prestations d'Elansym, y compris au cours de la première intervention, fera l'objet d'un réajustement de prix.

ARTICLE 4 - REVISION DE PRIX

Pour les contrats renouvelables par tacite reconduction, et sauf mention spécifique dans l'offre, la révision de prix sera faite au 1^{er} janvier de chaque année, sans accord préalable, selon la formule de révision suivante : $P = P_0(0.4SYN/SYN0 + 0.6 ICHTrev-TS/ICHTrev-TS0)$ dans laquelle : P = prix actualisé, P0 = prix à la date du contrat, SYN = indice Syntec (dernier indice connu), SYN0 = indice Syntec à la date du contrat, ICHTrev-TS = indice du coût horaire du travail tous salariés (dernier indice connu), ICHTrev-TS0 = même indice à la date du contrat.

Pour les interventions non récurrentes et dans le cas d'une durée supérieure à douze mois, les prix seront révisés selon la formule ci-dessus.

ARTICLE 5 - DELAI DE PAIEMENT – PENALITES DE RETARD

Les factures sont payables dans les délais prévus par la loi sans escompte selon l'échéancier prévu dans l'offre. Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans un délai de 30 jours date de facture. Tout retard ou défaut de paiement donnera lieu, sans mise en demeure préalable, à une pénalité égale à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur, calculée sur le montant HT figurant sur la facture.

Conformément aux dispositions de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012, Elansym se réserve le droit d'exiger du Client le versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 € HT pour frais de recouvrement, sans aucune formalité préalable. Dans l'hypothèse où les frais de recouvrement engagés par Elansym seraient supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, Elansym pourra demander au Client une indemnisation complémentaire sur justificatifs.

ARTICLE 6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Toute utilisation de la marque ou du logo Elansym est interdite sauf accord express, écrit et préalable émanant de la Direction d'Elansym.

ARTICLE 7 CONFIDENTIALITE

Elansym assure la confidentialité des informations relatives aux objets, aux installations inspectées, aux documents communiqués ou aux entreprises concernées. Aucune information n'est rendue publique, sauf dans le cadre d'obligations légales.

Aucun document concernant une mission ne peut être diffusé à des tiers sans autorisation écrite et préalable du client, en dehors des obligations éventuelles résultant des agréments, notifications, réquisitions ou autres contraintes administratives. Toutefois, sauf opposition expresse du client, celui-ci accepte de figurer sur les listes de références d'Elansym qui s'oblige à respecter l'image de marque et la politique de communication du client.

Les données du client recueillies par Elansym font l'objet de traitements informatiques destinés à la gestion de la clientèle. Conformément à la loi n°78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 et à ses amendements subséquents, le client bénéficie d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification et d'opposition au traitement des données le concernant.

ARTICLE 8 - LIMITES – RESPONSABILITES

Elansym agit en qualité de prestataire de services assujéti à une obligation de moyens.

Elansym exerce ses prestations en référence aux données techniques et scientifiques existantes au moment de ses interventions.

Pour toute intervention, le client doit faire accompagner en permanence le personnel Elansym par une personne qualifiée qui lui fournira tout renseignement utile pour remplir en sécurité ladite mission.

L'intervenant Elansym ne peut jamais avoir la direction ni l'usage de l'appareil, de la machine, de l'installation, ou de manière générale, de la chose à propos de laquelle il intervient. En conséquence, Elansym ne peut être tenue pour responsable du fonctionnement et de l'exploitation de ces installations, appareils, machines ou accessoires objets des interventions d'inspection à effectuer ; le client en conserve la garde et la responsabilité, y compris dans le cas où l'intervenant Elansym a été amené à se substituer au client qui n'aurait pas respecté les conditions définies ci-avant (article 2) ou si la loi sur les ordres du client.

Les intervenants Elansym ne peuvent procéder eux-mêmes à aucun montage, démontage ou sondage destructif.

Elansym s'interdit toute participation à la direction ou à la surveillance des travaux, au fonctionnement, à l'exploitation et à l'entretien des installations et équipements.

Sauf stipulation contraire dans les conditions particulières, il n'appartient pas à Elansym de s'assurer que ses constats, informations ou avis sont suivis d'effet.

Elansym intervient sur les installations qui lui sont présentées par le client et sa responsabilité ne peut donc être engagée en cas de vérifications qui ne porteraient pas sur l'ensemble de l'installation.

Sauf stipulation contraire, Elansym réalise ses vérifications par sondage (au sens statistique) ou échantillonnage. L'information fournie par Elansym ne peut ainsi être considérée comme ayant un caractère exhaustif.



La dégradation ou destruction des équipements et installations soumis à des essais ou tests n'engage pas la responsabilité d'Elansym, si elle résulte de l'accomplissement de ces essais ou tests dans les conditions normales et habituelles. Seule une faute caractérisée de l'intervenant Elansym ayant effectué les opérations est de nature à engendrer une éventuelle responsabilité d'Elansym.

La responsabilité d'Elansym est strictement limitée à la réparation des dommages matériels directs subis par le client, dans la limite de cinq fois le montant HT des honoraires versés. En tout état de cause, les dommages indirects/immatériels consécutifs/non consécutifs (notamment pertes de profits, perte d'image) subis par le client ou tout tiers sont expressément exclus.

Au-delà des limites et exclusions prévues à l'alinéa précédent, le Souscripteur renonce à tout recours à l'encontre d'Elansym et de ses assureurs et devra obtenir de ses propres assureurs les mêmes renonciations. Le Souscripteur indemnifiera et tiendra quitte Elansym et ses assureurs de tout recours s'il ne parvient à obtenir lesdites renonciations.

ARTICLE 9 - RESILIATION

Sauf stipulation contraire, le contrat est conclu pour une durée minimale de 1 an et renouvelable par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec AR, avec un préavis de 3 mois au moins avant la date d'échéance du contrat.

En cas de défaut d'exécution par le client de l'une de ses obligations, Elansym se réserve le droit de mettre un terme aux prestations en cours, sans indemnités, dans un délai d'1 mois après l'envoi de la mise en demeure par lettre recommandée avec AR demeurée infructueuse, et ce, sans préjudice de tous dommages intérêts auxquels Elansym pourrait prétendre. Dans ce cas, les prestations seront payables par le client dans un délai de 30 jours, étant entendu que toute visite effectuée sera due.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Elansym a souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile. Sur demande du client, une attestation peut lui être adressée.

Le client doit se garantir contre les risques qu'il ferait encourir aux intervenants Elansym et les incidents ou accidents dont la responsabilité lui incomberait.

ARTICLE 11 - FORCE MAJEURE

Les parties conviennent qu'en cas de force majeure leurs responsabilités respectives pour inexécution partielle ou totale de l'une quelconque de leurs obligations au titre du contrat, ne pourront être recherchées.

A cette fin, elles conviennent de considérer comme constituant un cas de force majeure, outre les cas traditionnellement admis par la jurisprudence, la grève et l'inaccessibilité au site du client due à une grève ou à des conditions météorologiques exceptionnelles.

ARTICLE 12 - JURIDICTION

Les présentes conditions générales sont soumises au droit français. Toute contestation entre les parties, tout litige qui pourrait survenir, relève de la compétence exclusive du Tribunal de commerce du siège social de l'entité Elansym prestataire.

\$\$\$

www.elansym.com



Option : Diagnostic de Performance Énergétique (DPE)

| | |
|-----------------------------|---|
| Deviz N° | 2024-03-51 |
| Date | 14/03/2024 |
| Maître d'ouvrage | Foncia Boucles de Seine - Madame ROJAS |
| Résidence | TOUR NEPTUNE - 7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE |
| Nombre de lots Principaux | 72 |
| Nombre de bâtiments séparés | 1 |

Dans le cadre de la loi « Climat & Résilience », l'ensemble des copropriétés de plus de 15 ans ont l'obligation de réaliser un Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPTT). Le DPE collectif seul est maintenant destiné aux résidences de moins de 15 ans, d'avant 2013.

| Libellé de la mission | Prix HT | TVA | Prix TTC |
|---|------------|-----|------------|
| Projet de Plan Pluriannuel de Travaux (PPT) + DPE collectifs finis <input type="checkbox"/> | 5 400,00 € | 20% | 6 480,00 € |
| Diagnostic de Performance Énergétique Collectif Seul <input type="checkbox"/> | 1 950,00 € | 20% | 2 340,00 € |

Le premier plan d'urgence de l'Université de Toronto est basé sur une évaluation de l'impact des catastrophes naturelles, des incendies, des inondations, des attaques terroristes, des pandémies, des crises de sécurité alimentaire, des crises de sécurité énergétique, des crises de sécurité de l'approvisionnement en eau, des crises de sécurité de l'approvisionnement en énergie, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de santé, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de transport, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de communication, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de logement, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de travail, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de loisirs, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de culture, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de religion, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de commerce, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de justice, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de défense, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de sécurité nationale, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de sécurité internationale, des crises de sécurité de l'approvisionnement en services de sécurité globale.


INFINO
FORNITURA S.p.A.
P.O. BOX 100
00100 ROMA

1 **DELEGATI REGIONALI**
2 **DELEGATI**
3 **02.81.81.81.82**
4 **BORSE SUCCHETTI-BENEFICIO**
5 **WWW.INFINO.IT**

MARCELO VITTORE EMBERGE
MILANO



Page 1 sur 2
ENERSO Dev's N°2024-03-051

Notre troisième les compétences à proposer de la réalisation du DPE collectif pour réaliser le DPE individuel à l'échelle de leur appartement. L'objectif étant de répondre à la réglementation de manière exhaustive et de réaliser une économie d'échelle en mutualisant ces missions.

| DPE INDIVIDUEL ■ | | | |
|-------------------|----------|-----------|------------|
| Type de Logements | Prix HT | TVA | Prix TTC |
| Studio | 390,00 € | 20% | 468,00 € |
| T1/T2 | 450,00 € | 20% | 540,00 € |
| T3/T4 | 550,00 € | 20% | 660,00 € |
| T4/T5 | 660,00 € | 20% | 792,00 € |
| T6/T7 | 780,00 € | 20% | 936,00 € |
| T8 | 920,00 € | 20% | 1 104,00 € |
| Autres | | sur devis | |

| Remise Commerciale pour une commande groupée | |
|--|--------|
| | % |
| Nombre de DPE | |
| 2 - 5 logements | 10,00% |
| 6 - 10 logements | 15,00% |
| 11 - 40 logements | 20,00% |
| > 40 logements | 25,00% |

Condition de paiement

Mode de paiement : Virement - 30 jours.

Validité de l'offre : 4 mois.

Conditions de facturation : 40% à la commande et 60% à l'envoi du rapport.

Mode d'envoi des factures : Email

Délai de réalisation : 24 semaines à compter de la réception de la totalité des documents nécessaires à la réalisation de la mission.

Le Client : Cachet Date & Signature
« Bon pour accord »

Page 2 sur 2
ENERSO Devis N°2024-03-051

Travaux: PPPT ET DPE COLLECTIF
Copropriété: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
N° d'immeuble: 501255027
Adresse: RESIDENCE NEPTUNE - 10317
7 RUE PIERRE DE RONSARD 78200 MANTES LA JOLIE

Date: le 06/05/2024
Cabinet: FONCIA VBDS
Taux Horaire HT: 125,00 €
Montant travaux (HT): 4 128,33 €
Honoraires travaux: 12.72%

| LISTE DES PRESTATIONS LIÉES AUX TRAVAUX | TEMPS PASSÉ (HH-MN) | HONORAIRES TRAVAUX HT | HONORAIRES TRAVAUX TTC |
|--|------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Consultation des entreprises. Envoi des demandes de devis, relances, RV sur place... | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation d'un tableau du coût estimatif des travaux avec simulation de quote-part des copropriétaires | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Mise en forme du dossier pour convocation de l'Assemblée générale | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Préparation et lancement des ordres de service | 00:15 | 31,25 € | 37,50 € |
| Création du compte travaux, lancement et envoi des appels de fonds, encaissement des règlements | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Paiement des situations de travaux | 00:30 | 62,50 € | 75,00 € |
| Réception des travaux - visite de réception, rédaction du PV de réception | 1:00 | 125,00 € | 150,00 € |
| TOTAL | 3:30 | 437,50 € | 525,00 € |



Visa Conseil syndical



Plan de financement
PPPT ET DPE COLLECTIF
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - PPPT DPE
COLLECTIF -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| MONTANT TOTAL DES TRAVAUX TTC | FOND DE TRAVAUX DISPONIBLE | MONTANT DU FONDS DE TRAVAUX AFFECTÉ | CLÉ DE RÉPARTITION |
|----------------------------------|-------------------------------|--|-------------------------|
| 5 479,00 | 100 661,66 | 5 479,17 | 001 - CHARGES GÉNÉRALES |
| 100% | | 5% | |
| DU FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉ | | DU FONDS DE TRAVAUX AFFECTÉ | |
| FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE | | | |

| NOM DU PROPRIÉTAIRE | NUMÉRIQUE DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX AFFECTÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PART AFFECTÉE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RENTÉ SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RENTÉ À APPRÉHEND |
|-----------------------------------|--|-----------------------------------|---------------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|----------------------|
| ABDEERRAHIM MALEK | 1332 / 100000 | 1 335,47 € | 1 335,47 € | 72,98 € | 72,98 € | 1 262,49 € | 0,00 € |
| AGNI CHAMA | 1325 / 100000 | 1 329,43 € | 1 329,43 € | 72,80 € | 72,80 € | 1 256,63 € | 0,00 € |
| AMARI LAID | 1361 / 100000 | 1 367,46 € | 1 367,46 € | 74,57 € | 74,57 € | 1 292,89 € | 0,00 € |
| AMHALL HASSAN - FATIMA | 1373 / 100000 | 1 382,32 € | 1 382,32 € | 75,23 € | 75,23 € | 1 307,09 € | 0,00 € |
| ANWAR / ALI SHAHZAD / TUNZEELA | 1343 / 100000 | 1 349,28 € | 1 349,28 € | 73,59 € | 73,59 € | 1 275,69 € | 0,00 € |
| ANWAR MOHAMMAD | 1748 / 100000 | 1 754,94 € | 1 754,94 € | 95,78 € | 95,78 € | 1 659,16 € | 0,00 € |
| ARALE TED JUNIOR | 1417 / 100000 | 1 429,21 € | 1 429,21 € | 77,64 € | 77,64 € | 1 351,57 € | 0,00 € |
| ARSLAN ANDRE | 1740 / 100000 | 1 758,08 € | 1 758,08 € | 96,34 € | 96,34 € | 1 661,74 € | 0,00 € |
| ATS | 1732 / 100000 | 1 747,29 € | 1 747,29 € | 94,90 € | 94,90 € | 1 652,39 € | 0,00 € |
| BAHAR AHMED / AICHA | 1337 / 100000 | 1 342,85 € | 1 342,85 € | 73,28 € | 73,28 € | 1 269,59 € | 0,00 € |
| BENNOUSSA YAHYA | 625 / 100000 | 635,49 € | 635,49 € | 34,25 € | 34,25 € | 601,24 € | 0,00 € |
| BENSEBANI LAMRI OU ZEBIDA | 1770 / 100000 | 1 789,17 € | 1 789,17 € | 98,98 € | 98,98 € | 1 690,19 € | 0,00 € |
| BESRY LEONIDAS EDGAR | 1108 / 100000 | 1 111,28 € | 1 111,28 € | 60,71 € | 60,71 € | 1 050,57 € | 0,00 € |
| BIHOU AHMED | 1759 / 100000 | 1 773,76 € | 1 773,76 € | 98,21 € | 98,21 € | 1 675,54 € | 0,00 € |
| BIHOU MOHAMED | 1716 / 100000 | 1 729,64 € | 1 729,64 € | 94,02 € | 94,02 € | 1 635,62 € | 0,00 € |
| BOLOUKOMI LAMEN | 1354 / 100000 | 1 359,74 € | 1 359,74 € | 74,19 € | 74,19 € | 1 285,55 € | 0,00 € |



PPPT,
QUOTE PART - FONDS I,
COLLECTIF -100% DU FON.

Mis à j.

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIÉTAIRE | NUMÉRIQUE DE LA CLÉ DE RÉPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX AFFECTÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PART AFFECTÉE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RENTÉ SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RENTÉ À APPRÉHEND |
|-----------------------------|--|-----------------------------------|---------------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|----------------------|
| BOLORCHI BEHROOZ | 1123 / 100000 | 1 127,78 € | 1 127,78 € | 61,53 € | 61,53 € | 1 066,25 € | 0,00 € |
| BOURCIA EL HASSANE | 1402 / 100000 | 1 412,71 € | 1 412,71 € | 78,82 € | 78,82 € | 1 335,89 € | 0,00 € |
| CHICK ISMAIL SPC MOORTYA | 1399 / 100000 | 1 409,34 € | 1 409,34 € | 78,65 € | 78,65 € | 1 332,69 € | 0,00 € |
| EL MANSOUR YAHYA - GHAN | 1355 / 100000 | 1 362,48 € | 1 362,48 € | 74,24 € | 74,24 € | 1 288,24 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1153 / 100000 | 1 160,83 € | 1 160,83 € | 63,17 € | 63,17 € | 1 097,66 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1699 / 100000 | 1 710,93 € | 1 710,93 € | 93,09 € | 93,09 € | 1 617,84 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1773 / 100000 | 1 792,46 € | 1 792,46 € | 97,14 € | 97,14 € | 1 695,32 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1387 / 100000 | 1 375,73 € | 1 375,73 € | 74,90 € | 74,90 € | 1 300,83 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1405 / 100000 | 1 415,99 € | 1 415,99 € | 76,98 € | 76,98 € | 1 339,01 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1349 / 100000 | 1 355,88 € | 1 355,88 € | 73,91 € | 73,91 € | 1 281,95 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1411 / 100000 | 1 422,83 € | 1 422,83 € | 77,31 € | 77,31 € | 1 345,52 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1102 / 100000 | 1 104,65 € | 1 104,65 € | 60,38 € | 60,38 € | 1 044,27 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1155 / 100000 | 1 163,09 € | 1 163,09 € | 63,28 € | 63,28 € | 1 099,81 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1797 / 100000 | 1 795,81 € | 1 795,81 € | 96,82 € | 96,82 € | 1 699,09 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1133 / 100000 | 1 138,80 € | 1 138,80 € | 62,08 € | 62,08 € | 1 076,72 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1398 / 100000 | 1 375,20 € | 1 375,20 € | 74,95 € | 74,95 € | 1 300,25 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1097 / 100000 | 1 099,13 € | 1 099,13 € | 60,11 € | 60,11 € | 1 039,02 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1356 / 100000 | 1 365,81 € | 1 365,81 € | 74,41 € | 74,41 € | 1 291,40 € | 0,00 € |
| EFFIF | 1370 / 100000 | 1 379,03 € | 1 379,03 € | 75,08 € | 75,08 € | 1 303,97 € | 0,00 € |



Plan de financement
PPPT ET DPE COLLECTIF
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - PPPT DPE
COLLECTIF -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIETAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA CLE DE REPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PÉRIEMENT EFFECTIF SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPRÉHENDÉ |
|-------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|-----------------------|
| EPFIF | 1119 / 100000 | 1 116,81 € | 1 116,81 € | 60,98 € | 60,98 € | 1 056,83 € | 0,00 € |
| FARASSI YOUNES | 1081 / 100000 | 1 702,07 € | 1 702,07 € | 92,65 € | 92,65 € | 1 609,42 € | 0,00 € |
| FINANCIERE AGACHE | 1312 / 100000 | 1 313,47 € | 1 313,47 € | 71,88 € | 71,88 € | 1 241,59 € | 0,00 € |
| GAHE LYDIE | 1724 / 100000 | 1 738,40 € | 1 738,40 € | 94,46 € | 94,46 € | 1 643,94 € | 0,00 € |
| GRICHI KARIIMA | 1300 / 100000 | 1 301,88 € | 1 301,88 € | 71,23 € | 71,23 € | 1 230,65 € | 0,00 € |
| HAIDOUN MOHAMED | 1339 / 100000 | 1 343,22 € | 1 343,22 € | 73,37 € | 73,37 € | 1 269,85 € | 0,00 € |
| HANNE MAMADOU | 1378 / 100000 | 1 385,64 € | 1 385,64 € | 75,39 € | 75,39 € | 1 310,25 € | 0,00 € |
| JNF | 1779 / 100000 | 1 798,52 € | 1 798,52 € | 97,47 € | 97,47 € | 1 701,05 € | 0,00 € |
| KAYOKUE KAMGA FRANCE | 1382 / 100000 | 1 380,61 € | 1 380,61 € | 75,72 € | 75,72 € | 1 314,89 € | 0,00 € |
| KOIKHECH MOHAMED | 1408 / 100000 | 1 419,29 € | 1 419,29 € | 77,15 € | 77,15 € | 1 342,14 € | 0,00 € |
| KOUASSI/DALLO VICTOR | 1778 / 100000 | 1 795,80 € | 1 795,80 € | 97,31 € | 97,31 € | 1 698,49 € | 0,00 € |
| LARABI IMELIL | 1414 / 100000 | 1 425,93 € | 1 425,93 € | 77,48 € | 77,48 € | 1 348,45 € | 0,00 € |
| LI YDONG & CHINHUI | 1782 / 100000 | 1 802,38 € | 1 802,38 € | 97,64 € | 97,64 € | 1 704,74 € | 0,00 € |
| LUU HENRIETTE | 1319 / 100000 | 1 322,79 € | 1 322,79 € | 72,27 € | 72,27 € | 1 250,52 € | 0,00 € |
| MA & MO - M. Cisse | 1786 / 100000 | 1 805,69 € | 1 805,69 € | 97,80 € | 97,80 € | 1 707,89 € | 0,00 € |
| MAGEN ERIC | 1306 / 100000 | 1 306,50 € | 1 306,50 € | 71,56 € | 71,56 € | 1 236,94 € | 0,00 € |
| MANTES 2 | 1081 / 100000 | 1 081,49 € | 1 081,49 € | 59,23 € | 59,23 € | 1 022,26 € | 0,00 € |
| MARTIN JEAN | 1145 / 100000 | 1 152,08 € | 1 152,08 € | 62,74 € | 62,74 € | 1 089,34 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1389 / 100000 | 1 388,33 € | 1 388,33 € | 76,11 € | 76,11 € | 1 322,22 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1147 / 100000 | 1 154,26 € | 1 154,26 € | 62,85 € | 62,85 € | 1 091,40 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1331 / 100000 | 1 336,07 € | 1 336,07 € | 72,83 € | 72,83 € | 1 263,24 € | 0,00 € |
| MEBARAK KHADIR | 1138 / 100000 | 1 144,37 € | 1 144,37 € | 62,35 € | 62,35 € | 1 082,02 € | 0,00 € |



Plan de financement
PPPT ET DPE COLLECTIF
QUOTE PART - FONDS TRAVAUX - PPPT DPE
COLLECTIF -100% DU FONDS DE TRAVAUX

Mis à jour le 6 mai 2024

RESIDENCE NEPTUNE - 10317

| NOM DU PROPRIETAIRE | TANTUMS PAR GROUPE DE LOT EN FONCTION DE LA CLE DE REPARTITION | FONDS DE TRAVAUX DISPONIBLE | FONDS DE TRAVAUX MOBILISÉS | MONTANT DES TRAVAUX | PÉRIEMENT EFFECTIF SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE SUR LE FONDS DE TRAVAUX | RESTE À APPRÉHENDÉ |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|-----------------------|
| MEBARAK KHADIR | 1396 / 100000 | 1 406,09 € | 1 406,09 € | 76,49 € | 76,49 € | 1 329,60 € | 0,00 € |
| MECHETI HAKIM | 1143 / 100000 | 1 149,65 € | 1 149,65 € | 62,63 € | 62,63 € | 1 087,02 € | 0,00 € |
| MINOUNA SALEM | 1708 / 100000 | 1 720,83 € | 1 720,83 € | 93,58 € | 93,58 € | 1 627,25 € | 0,00 € |
| MINOUNA SALEM | 1151 / 100000 | 1 158,69 € | 1 158,69 € | 63,07 € | 63,07 € | 1 095,62 € | 0,00 € |
| MOHAMED LALLA | 1794 / 100000 | 1 782,58 € | 1 782,58 € | 96,65 € | 96,65 € | 1 685,93 € | 0,00 € |
| MOHAMMAD / CHANCEREL ANGELE / ANGELE | 1666 / 100000 | 1 674,48 € | 1 674,48 € | 91,29 € | 91,29 € | 1 583,20 € | 0,00 € |
| NEPTUNE | 1313 / 100000 | 1 316,17 € | 1 316,17 € | 71,94 € | 71,94 € | 1 244,23 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 1 | 1364 / 100000 | 1 372,42 € | 1 372,42 € | 74,74 € | 74,74 € | 1 297,68 € | 0,00 € |
| NEPTUNE 4 | 1148 / 100000 | 1 156,45 € | 1 156,45 € | 62,86 € | 62,86 € | 1 093,59 € | 0,00 € |
| RUTHUNZA THEOBALD | 1375 / 100000 | 1 382,82 € | 1 382,82 € | 75,94 € | 75,94 € | 1 307,88 € | 0,00 € |
| SAINT VES | 1128 / 100000 | 1 133,31 € | 1 133,31 € | 61,81 € | 61,81 € | 1 071,50 € | 0,00 € |
| THLANG YOU HENG | 1361 / 100000 | 1 369,09 € | 1 369,09 € | 74,57 € | 74,57 € | 1 294,52 € | 0,00 € |
| TOKAM DEFTO | 1157 / 100000 | 1 165,29 € | 1 165,29 € | 63,39 € | 63,39 € | 1 101,90 € | 0,00 € |
| TOUANG KARIM - PAOLA | 1118 / 100000 | 1 122,26 € | 1 122,26 € | 61,26 € | 61,26 € | 1 061,00 € | 0,00 € |
| VAHDI UMMEHMAN | 1347 / 100000 | 1 352,08 € | 1 352,08 € | 73,80 € | 73,80 € | 1 278,28 € | 0,00 € |